

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

Reconnue d'utilité publique par décret du 11 Mars 1915

*Publié avec le concours de la Municipalité de Bordeaux
et du Conseil Général de la Gironde*



Tome LXXV - Année 1984

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

Reconnue d'utilité publique par décret du 11 Mars 1915

*Publié avec le concours de la Municipalité de Bordeaux
et du Conseil Général de la Gironde*

Tome LXXV
Année 1984

C PER/236

1, place Bardineau, Bordeaux
1985

*Photo de couverture : Façade occidentale du Temple,
dans Histoire des Monuments de la Ville de Bordeaux,
par Auguste BORDES, t. 2, 1845, p. 164.*

CENTRE
INVENTAIRE
BORDEAUX III
PIERRE PARIS
26497

□ Conformément à la tradition, la Société Archéologique de Bordeaux ne prend sous sa responsabilité ni les opinions émises, ni les analyses et synthèses développées par les auteurs des Mémoires insérés dans le Bulletin.

□ Elle interdit toute reproduction totale ou partielle de documents, sans son autorisation écrite.

CHRONIQUE D'ARCHÉOLOGIE BORDELAISE 1984

par Dany BARRAUD

1984 aura été une année relativement calme pour l'archéologie bordelaise. Seuls, quelques grands chantiers d'assainissement ont mobilisé l'activité du Service archéologique municipal dans le dernier semestre.

PLACE PIERRE-RENAUDEL (Eglise Sainte-Croix)

En février 1984, des travaux de canalisation autour de l'église Sainte-Croix ont permis de dégager plusieurs sarcophages médiévaux en avant du portail. Tous étaient déjà brisés en plusieurs endroits par des câbles électriques ou P.T.T. Les squelettes avaient été soit retirés des cuves, soit complètement perturbés et éparpillés. La profondeur d'enfouissement (— 40 cm sous la chaussée) est la cause de la disparition des couvercles.

RUE CONDILLAC (Cinéma « Le Français »)

A l'occasion des travaux de réfection des salles du cinéma « Le Français » en janvier 1984, un relevé stratigraphique de niveaux antiques a pu être réalisé. Bien que déjà fort endommagé par la construction d'un théâtre au XVIII^e siècle, le sous-sol archéologique recevait encore des restes de sol de tuileau d'un habitat du II^e siècle. Un sondage pratiqué sous ce niveau a permis de mettre en évidence une série de sols de galets. La dernière strate qui fut atteinte livra des fragments d'amphore Pascual I. Pour des raisons de sécurité, le sondage ne put être continué plus profondément. Il ne nous a donc pas été possible de vérifier l'existence ou non de niveaux antérieurs à la conquête romaine dans ce secteur de Bordeaux. Toutefois, il est à noter que la texture des aménagements rencontrés

(sols de galets) est en tout point comparable à celle découverte lors des fouilles de l'immeuble de la France, rue Porte-Dijeaux¹.

ILOT SAINT-CHRISTOLY

La poursuite des terrassements de l'îlot Saint-Christoly a permis de compléter certains relevés. Il faut souligner aussi quelques découvertes importantes réalisées à cette occasion.

Tout d'abord, quelques trouvailles monétaires identifiées par M. le Professeur D. Nony²:

- trois CONTOUTOS en cuivre: (1. Poids: 1,46 g, axe: 6 h, diamètre: 11 mm; 2. Poids: 1,73 g, axe: 2 h, diamètre: 11 mm; 3. Poids: 1,53 g, axe: 9 h, diamètre: 10 mm);
- une monnaie celtique du Nord-Ouest (en cuivre; poids: 2,62 g, diamètre: 9 mm);
- trois deniers de la République dont probablement deux faux d'époque (1. Denier MV. AQUILIUS; poids: 3,91 g, axe: 3 h 1/2, diamètre: 16 mm; 2. Denier — faux? — M. VARGV; poids: 2,61 g, axe: 7 h, diamètre: 13 mm; 3. Denier — faux? — BRUTUS; poids: 2,93 g, axe: 7 h, diamètre: 16 mm).

Dans les terres provenant des fondations des quais du IV^e siècle le long de la Devèze, plusieurs fragments d'architecture furent dégagés: bases et fûts de colonne, fragments de linteau et de corniche, et un fragment de stèle représentant un dieu barbu (Neptune ou Jupiter?) (fig. 1).

1. D. BARRAUD, « Chronique d'archéologie bordelaise, 1982-1983 », dans *Bull. et mém. Soc. arch. Bordeaux*, t. LXXIV, 1983, p. 16-18.

2. D. NONY, « Deniers et quinaires de la République romaine découverts dans le département de la Gironde », dans *Bull. de la Société Française de Numismatique*, 39^e année, n° 7, juillet 1984, p. 520-521.



FIG. 1. — Bordeaux, Saint-Christoly.
Fragment d'une stèle représentant un dieu barbu.
(Cliché J.-J. Arnaud, Musée d'Aquitaine.)

Enfin, provenant des niveaux les plus profonds du lit de la Devèze, une pointe de lance du Bronze Final fut dégagée lors de la prospection de ces terres.

CATHÉDRALE SAINT-ANDRÉ

Des travaux de canalisation sur le côté sud de la cathédrale Saint-André ont été régulièrement surveillés durant tout le mois d'avril 1984. Malheureusement, la profondeur de la tranchée, 1,50 m sous le niveau actuel, n'a point permis d'observer de quelconques vestiges archéologiques. Toutefois, quelques fragments d'ossements humains, de *tegulae* et de sigillée ont été récupérés dans les déblais. Il semble que les premières strates archéologiques soient au-delà de deux mètres de profondeur dans ce secteur de Bordeaux.

144, RUE FONDAUDÈGE

Prévenus par M. Vivès, membre de la Société Archéologique de Bordeaux, de l'imminence d'un projet immobilier sur les terrains du 144 rue Fondaudège et de la rue Malleret, nous avons pu prendre contact assez rapidement avec les promoteurs de l'opération. Situé entre l'amphithéâtre du Palais Gallien et la nécropole de Terre Nègre, à cinq cents mètres de la rue du Temps Passé où furent découverts des sarcophages en plomb, ce secteur de Bordeaux laissait à penser que de nombreuses découvertes y seraient réalisées. Grâce à l'accord et au financement du promoteur, nous avons pu réaliser en mars 1984 une série de

tranchées de quinze à vingt mètres de long sur l'ensemble du terrain. Les résultats se sont avérés totalement négatifs. Sous un mètre de terre grise, les niveaux de grave naturelle apparurent très rapidement. De nombreux tessons des XVIII^e et XIX^e siècles furent découverts au contact même de ce niveau. La poursuite des travaux de construction n'a amené aucune trouvaille particulière.

PLACE DE LA VICTOIRE³

La poursuite des travaux de construction du parking de la place de la Victoire a permis de vérifier à nouveau l'emplacement des tours de la porte Saint-Julien. En effet, les bases des deux tours, arasées au milieu du XVIII^e siècle, ont été dégagées. La porte d'Aquitaine s'est bien effectivement appuyée sur les fondations médiévales. Un puits a aussi été mis au jour lors du terrassement d'un des accès au parking, en face des anciens bains-douches. La fouille de celui-ci a permis d'effectuer quelques constatations intéressantes quant à son comblement réalisé au milieu du XVIII^e siècle lors de la restauration de la place par l'intendant Tourny. Étudiée jusqu'à une profondeur de six mètres, la stratigraphie de ce milieu clos est assez singulière : De 0 à 4 mètres, un bouchon de pierrailles, déchets de mortiers et de tuiles ; de 4 à 5,20 m, des éléments fauniques⁴ importants : au moins trois chats entiers en connexion et un chaton, deux chiens en connexion, un crâne de cheval adulte, un crâne de jeune poulain, un crâne de veau, le tout mélangé avec des fragments de margelle du puits, des tuiles (dont des fragments de *tegulae*), des huîtres, des ardoises, des pierres brûlées, et une assiette en faïence brisée dont les différents morceaux se trouvent répandus entre 4 m et 5,20 m ; entre 5,20 m et 5,50 m, un niveau de bouteilles en verre brisées sur place (une vingtaine de goulots ont pu être identifiés. Ils semblent qu'ils aient contenu du vin, des dépôts noirâtres existant encore dans certains fonds). Enfin, sous ce dépôt, un squelette de chien en connexion à six mètres de profondeur. Pour des raisons de sécurité, nous n'avons pu descendre plus bas dans ce puits et continuer donc cette fouille « d'archéologie expérimentale ». Toutefois, le type même du comblement amène à s'interroger sur nos méthodes de réflexion en archéologie. Il y a en effet de fortes chances pour que l'on y ait vu un puits rituel s'il s'était agi d'un enfouissement gallo-romain. Mais au milieu du XVIII^e siècle, en plein cœur de Bordeaux, à l'occasion de grands travaux de restructuration d'un quartier, on n'ose faire le même rapprochement. Le fait laisse songeur quant à des interprétations hâtives de certains comblements de puits antiques !

3. D. BARRAUD, *op. cit.*, p. 10-12.

4. Étudiés par P. Caillat, étudiant en 3^e cycle à l'Université de Bordeaux II.

RUE DU CANCÉRA Magasin des Nouvelles-Galeries

Un terrassement pour l'installation d'une cage d'ascenseur en juillet 1984, dans le magasin des Nouvelles-Galeries, est à l'origine de notre intervention. L'excavation était déjà en grande partie réalisée lorsque nous avons pu accéder au chantier (fig. 2). La présence de la nappe phréatique en fond de fouille et le peu d'éclairage ne facilita guère nos travaux. Toutefois, nous avons constaté la présence d'un mur antique quasiment parallèle à la rue du Cancéra. Celui-ci avait été tranché par les terrassements. Un relevé stratigraphique (fig. 3) a mis en évidence le système de fondation : lit de mortier, gros blocs de pierres, pieux en bois battus dans l'argile. Seuls les sols de travail ont pu être mis en évidence de part et d'autre du mur. Le mobilier céramique recueilli est très pauvre. Il se

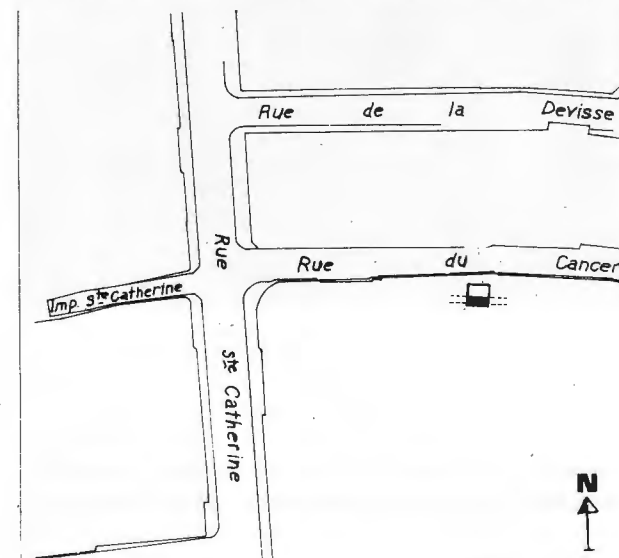
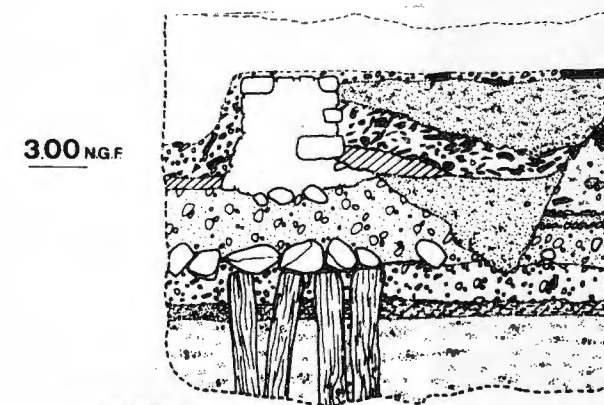


FIG. 2. — Plan de situation des travaux de la rue du Cancéra.
Tracé du mur antique.
(Dessin D. Barraud.)



BORDEAUX

FIG. 3. — Coupe stratigraphique de la rue du Cancéra.
(Dessin et relevé J.-F. Pichonneau et D. Barraud.)

limite en tout et pour tout à trois tessons de céramiques sigillée lisse. Il nous apparaît donc impossible de proposer une datation autre pour cette structure que celle de son appartenance à l'Antiquité.

11, RUE SÉGALIER

Prévenus en novembre 1983 qu'un projet immobilier concernant ce secteur de Bordeaux avait été conçu, nous sommes intervenus dès le dépôt de permis de construire, afin que la Direction des Antiquités puisse y faire inscrire des prescriptions. La présence à cinquante mètres de la basilique Saint-Seurin et de la rue du Manège où furent mis au jour d'importants pavements de mosaïque au XIX^e siècle, laissait augurer des découvertes importantes.

Des sondages préliminaires furent décidés en collaboration avec l'entreprise. Une pelle mécanique pratiqua deux tranchées en travers du terrain. Sous une épaisseur de terre noire d'un mètre à un mètre cinquante d'épaisseur, le substrat naturel de grave apparut. Quelques fragments d'ossements humains épars et des tessons de céramique des XVIII^e et XIX^e siècles furent recueillis. Le sous-sol semble avoir été bouleversé à l'époque moderne.

Seule une tombe put être récupérée durant les travaux de construction. N'étant pas menacée et se trouvant en dehors de l'emprise des constructions, elle a juste été positionnée. Il s'agit d'un sarcophage composé d'une cuve rectangulaire avec un couvercle peu épais de 20 à 30 cm. Il nous est apparu assez comparable à ceux découverts lors des fouilles de la nécropole mérovingienne de Saint-Seurin (fig. 4).

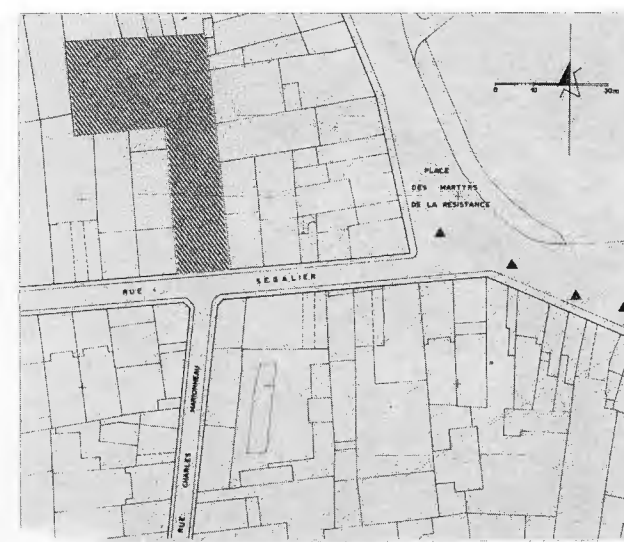


FIG. 4. — Rue Ségulier. Emplacement des travaux en grisé. En noir, position du sarcophage repéré. Les triangles indiquent les limites connues de l'extension de la nécropole de Saint-Seurin.
(Dessin et relevé Ch. Martin.)

RUE DES FRÈRES-BONIE

C'est en construisant la déviation de l'ancienne canalisation du Peugue, à l'angle de la rue du Maréchal-Joffre et de la place Rohan, qu'apparurent les premières structures antiques. Seuls deux murs de 1,20 m de large furent mis en évidence ainsi qu'un sol de carreaux losangiques. L'épaisseur des murs nous incita à penser que nous nous trouvions en présence d'un bâtiment public. Les fondations étaient installées sur une forêt de pieux enfoncés dans l'argile. Des prélèvements très rapides furent effectués afin de réaliser une étude dendrochronologique.

Le creusement du premier cadre support de la canalisation rue des Frères-Bonnie permit de mettre au jour de nouvelles structures. Afin d'implanter une grue de chantier, l'entreprise Quillery effectua un important travail de terrassement. C'est à trois mètres sous la chaussée qu'apparurent les premiers murs gallo-romains. Prévenus immédiatement par les Services de la C.U.B., nous pûmes réaliser une opération ponctuelle.

Deux salles sur hypocauste furent dégagées. De très nombreuses pilettes ayant supporté le sol de circulation, des pièces furent mises en évidence. Trois conduits permettaient à l'air chaud d'être pulsé d'une pièce à l'autre. S'il s'agit de thermes, il semble que nous soyons là en présence d'un *tepidarium* et d'un *caldarium*. Ces thermes devaient s'étendre vers la place Rohan et l'Ecole de Magistrature. L'épaisseur des murs, la puissance des fondations (1,60 m de large, bâties sur pieux, avec poutres incluses dans la maçonnerie) incitent à penser que nous sommes en présence d'un bâtiment thermal public.



FIG. 6. — Rue des Frères-Bonnie.
Vue générale des latrines.
(Cliché D. Barraud.)



FIG. 5. — Rue des Frères-Bonnie.
Canalisation appartenant à des latrines du II^e siècle.
(Cliché D. Barraud.)

Tout contre ceux-ci, deux autres bâtiments ont été dégagés par la suite. Il s'agit de latrines, réinstallées dans une structure plus ancienne, liée probablement

aux thermes, et de deux angles d'une bâtisse qui se développe sous la rue des Frères-Bonnie (fig. 5 et 6).

Au niveau de la tour de la poudrière, c'est le lit du Peugue lui-même qui a fait l'objet d'une fouille. Son lit est quasi perpendiculaire à la rue. Deux états ont pu être mis en évidence : le cours primitif, très large, utilisé jusque vers 60-70 ap. J.-C. [DRAG 29 avec marque Postumus (Montans, Néron-Vespasien) ; vase à dépression, DRAG 24-25] sans réaménagement et un état plus tardif, datant probablement du II^e siècle (DRAG 37 surmoulé à décor libre). Le cours du ruisseau est alors rétréci et aménagé.

L'ensemble de ce secteur des Frères-Bonnie est recouvert par un immense remblai du début du IV^e siècle (sigillée claire Hayes, forme 48, 45). Il est à noter d'ailleurs que toutes les structures ont été nivelées. Les niveaux d'arases de brique furent soigneusement récupérés ; seules les empreintes dans le mortier demeurent. Il est fort probable que l'on constitua ainsi un glacis devant l'enceinte du castrum. Un lit de pierres et de tuiles recouvre l'ensemble de ce remblai. Quelques fragments de céramique dite paléochrétienne (D.S.P.) proviennent de cet horizon stratigraphique.

Un immense marais recouvre l'ensemble jusqu'au XIV^e siècle, la tourbe atteignant par endroit un mètre d'épaisseur. On la retrouve de la place Rohan au cours d'Albret. Elle scelle ainsi tous les niveaux antiques.

LE REMPART DU XIV^e SIÈCLE

Juste avant la rue Dufau, le rempart appartenant à la troisième et dernière enceinte de la ville médiévale a été dégagé. Nous avons pu déjà le positionner grâce à de nombreux plans d'archives sur lequel il figurait. Nous avons pu donc vérifier son orientation et la repositionner par rapport au quartier contemporain. Aucun fossé d'enceinte n'existe en avant de cette structure défensive.

Quelques résultats importants peuvent déjà être tirés de cette première campagne de fouilles :

- 1° Ce secteur est bien occupé par des constructions romaines du I^{er} au III^e siècle.
- 2° Tout ce secteur est détruit volontairement et soigneusement nivelé au début du IV^e siècle.
- 3° Un grand glacis existe à l'intérieur du rempart dans ce secteur aux IV^e et V^e siècles.
- 4° Un important marais s'est progressivement constitué dans cette cuvette. Il s'est maintenu jusqu'au XV^e ou XVI^e siècle.

5° Le cours du Peugue antique traverse le secteur pour aller se jeter dans la Devèze, comme nous l'avons aperçu lors des fouilles de l'îlot Saint-Christoly. Il est aménagé au début du II^e siècle et son cours est déjà très rétréci.

28, PLACE GAMBETTA

Les travaux de rénovation de la Direction Régionale de la Culture prévoyant un terrassement de la cour intérieure, un sondage a été réalisé dans le courant du mois de décembre 1984. Plusieurs niveaux archéologiques ont pu être mis en évidence, notamment les restes du cimetière Saint-André, abandonnés dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. C'est à trois mètres de profondeur que sont apparues les premières structures antiques : niveau de tuileau avec effondrement d'un mur (?) en torchis sur ce sol. Des fragments de céramique paléochrétienne (D.S.P.A.) ont été recueillis dans cette destruction.

★
★ ★

Pour conclure, il faut aussi signaler les surveillances négatives de travaux d'assainissement peu profond (2 m maximum) dans les rues Sainte-Catherine, Corcelles, des Ayres, des Palanques, Bigot, Sanche de Pomiers, et des terrassements du bassin de retenue des eaux dans le quartier Mériadeck, près du cimetière de la Chartreuse.

L'année 1985 devrait permettre de nouvelles découvertes sur l'occupation antique et médiévale de Bordeaux. Deux chantiers importants sont déjà prévus : un rue des Frères-Bonnie, avec la poursuite des fouilles des thermes publics, et un cours Victor-Hugo à l'emplacement de l'ancien immeuble Parunis. L'ancien couvent des Carmes devrait être en partie fouillé lors de ces travaux. D'autres travaux sont prévus rue du Loup (assainissement), rue du Palais-Gallien (immeuble d'habitation) et cours Xavier-Arnoz (assainissement). Si les moyens financiers et techniques pour réaliser ces chantiers paraissent aujourd'hui possibles à rassembler, il y a fort à parier que ce seront les moyens humains qui feront défaut. Courant de fouilles en fouilles, les archéologues bordelais entassent actuellement des données considérables, difficilement exploitables par manque de temps et de personnel, celui-ci étant de façon quasi constante sur le terrain.

Le problème principal de l'archéologie bordelaise dans les années à venir ne concernera pas tant sa capacité à assurer une surveillance du sous-sol archéologique que ses possibilités d'étudier, de publier et d'exposer à la communauté scientifique le résultat de ses interventions. Actuellement l'archéologie urbaine bordelaise est arrivée à un stade de saturation, dont l'origine est à rechercher dans le fait même de son existence et de son activité.

VAYRES ANTIQUE

II. — Le deuxième âge du fer¹

Période de la Tène ou gauloise

par Henri CROCHET

La dénomination « La Tène » provient d'une station éponyme suisse, située sur la rive nord-est du lac de Neuchâtel, près de la localité de Marin.

Cette époque est divisée par certains auteurs en trois phases : La Tène ancienne, de 475 à 250 avant J.C., la Tène moyenne, de 250 à 120, la Tène récente, de 120 au début de notre ère.

A Vayres, le passage du premier au deuxième âge du fer paraît difficile à déterminer. Toutefois, aux environs du IV^e siècle avant J.C., l'occupation des gens du fer s'affaiblit, quoiqu'ils n'aient jamais cessé d'y habiter. A cette époque, il est probable qu'un peuple pacifique de la Tène s'introduit sur le site, le submerge, y cohabite et la vie continue.

Les différentes phases de la Tène sont marquées par la présence de céramiques, d'objets de parure en bronze et en fer, ce qui nous autorise à penser qu'il existait à cette époque un artisanat local.

La partie de terrain sur laquelle des sondages furent autorisés, se localise sur une surface d'environ 400 m² 1.

Si l'étude de la céramique du premier âge du fer est déterminante, celle des trois phases de la Tène sont plus complexes, en raison du manque de stratigraphie, de l'interversion dans les sondages, du peu de communications, car ce n'est que depuis peu de temps que les archéologues régionaux s'y intéressent.

A. — LA TÈNE ANCIENNE

La céramique

A la phase finale de l'âge du fer, les céramiques de l'époque précédente se perpétuèrent probablement encore de longues années. Cela rend bien difficile de dater correctement celles du début de la Tène. Contrairement aux céramiques, les fibules et le tampon de torque datent typiquement la phase ancienne.

Nous avons eu la bonne fortune de mettre au jour la moitié d'un moule à tampon de torque en céramique. La pâte est fine, la surface externe est de couleur terre d'ombre brûlée, C.U.C. 177³. L'intérieur de couleur noire est brûlé au neuf dixièmes. La hauteur du tampon accuse 24 mm, le disque 16 mm. A notre connaissance, ce moule ne paraît pas avoir d'équivalent dans notre région (pl. I, 12).

On notera aussi la présence d'un fragment de gobelet muni d'un pied creux en bouton. La couleur des parois est bistre-foncé, C.U.C. 116. A la cassure, la pâte fine est noirâtre (pl. V, 1). Ce fragment de gobelet peut être comparé à ceux signalés au mont Gravet.

Base d'un gobelet en argile modelé. Le pied faiblement élargi est décoré de légères compressions digitées sur le pourtour. La paroi externe, rugueuse, est de couleur brun, C.U.C. 692, avec plages noirâtres. L'intérieur est enduit d'un engobe de couleur brun rouge, C.U.C. 177. A la cassure la pâte est de couleur terre d'ombre, très foncée (pl. V, 3).

1. Cette communication fait suite à celle intitulée « Vayres antique. La phase finale du premier âge du fer », dans *Bull. et mém. Soc. arch. Bordeaux*, t. LXXIV (1983).

2. Parcelle 863 du cadastre, feuille E. 3^e édition.

3. Code universel des couleurs (E. SÉGUY).

Fragment d'une passoire ou faisselle de forme conique. Les perforations exécutées de l'extérieur sont cylindriques, le diamètre accuse 2 mm, l'épaisseur 8 mm. La pâte de couleur terre d'ombre est peu siliceuse (pl. I, 21).

Les moyens de préhension sont à peu près inexistant; toutefois, un fragment d'anse à section ovale pourrait être daté de cette époque. Sur la partie supérieure se trouve un décor poinçonné, la base était incluse dans la panse par un tenon. Surface couleur terre d'ombre, C.U.C. 701 (pl. I, 26).

Objets de parure en bronze

Le métal est représenté par plusieurs objets de parure. Il s'agit d'un tampon de torque et de deux fibules en bronze qui, traditionnellement, sont considérés comme de bons fossiles directeurs. Le tampon de torque se fixait à l'extrémité d'une tige tubulaire en tôle de bronze. Le torque était utilisé comme collier, et porté par les guerriers gaulois. Ce type de tampon est à rapprocher de ceux signalés au mont Gravet et dans bien d'autres sites (pl. I, 18).

Une fibule en bronze, bien qu'incomplète, ne manque pas d'intérêt; il s'agit probablement du type à appendice caudal, classique à la Tène ancienne. L'arc est orné de huit nodosités dont les dimensions vont en décroissance du sommet vers les deux extrémités. Le ressort comptait quatre spires à l'origine. Le pied non conservé devait se courber et se prolonger en direction de l'arc. On peut situer cette fibule à la charnière de l'âge du fer et de la Tène. Elle possède une certaine analogie avec celle signalée à Saint-Marcel-d'Ardèche (pl. I, 16).

Une fibule filiforme, en bronze, est incomplète. L'ardillon et deux spires sont manquants. Le pied quelque peu déformé est recourbé sur l'arc. L'extrémité peut être comparée à une tête d'oiseau aquatique. Cette fibule s'apparente à celles d'Haguenau et de plusieurs autres sites (pl. I, 13).

B. — LA TÈNE MOYENNE

La céramique

Les céramiques de la Tène moyenne sont peu connues dans notre région. A cette époque, des mouvements éventuels de populations sont à mentionner. Des nouvelles techniques apparaissent, la pratique de la céramique tournée s'intensifie. Le peu de céramique qui subsiste nous laisse supposer une population assez réduite, qui ne s'amplifiera qu'à la phase suivante. On peut noter aussi la présence de pièces marniennes.

Parmi les céramiques les plus probables, on peut mentionner les récipients: de forme conique à large ouverture; à panse surbaissée, surmontée d'un col

cylindrique; à profil en S. C'est à cette époque que les lèvres s'arrondissent ou sont triangulaires. Les fonds sont plats ou en anneaux.

Les surfaces sont d'une couleur qui oscille entre le fauve et le noirâtre. La pâte à la cassure est plus fœcée.

L'usage de la peinture est à mentionner; elle est appliquée sur des récipients lissés.

Récipients bas à col cylindrique

Plusieurs fragments d'une écuelle ont permis sa reconstitution. Caractéristiques: hauteur 11 cm, diamètre à l'ouverture 14,5 cm; le pied en anneau, diamètre 5,5 cm. La paroi soigneusement lissée est de couleur fauve, C.U.C. 192. A la cassure le noyau est gris foncé (pl. I, 14).

Fragments d'écuelles de petites et moyennes dimensions. Le col cylindrique est surmonté d'une lèvre arrondie. Les surfaces sont de couleur marron-noirâtre (pl. I, 4,5; pl. V, 9).

Rebord d'une écuelle de même type que les précédentes, mais dont la paroi externe est enduite d'un vernis rouge (pl. I, 6).

L'écuelle à col cylindrique est représentée dans le bassin parisien, à Breuil-le-Sec (60), Allonville (80), L'Argentelle Beine (51); dans le centre de la France, à Civaux (86); en Aquitaine, à Toulouse (31), Auterive (31), Vayres (33) et autres sites gaulois.

Récipients bas à profil en S

Deux rebords d'écuelles à paroi peinte sont à noter. Le premier, d'un diamètre de 26 cm d'ouverture, est entièrement enduit sur l'extérieur d'un vernis rouge, C.U.C. 161. L'intérieur est fauve, C.U.C. 192, le noyau gris-noirâtre, C.U.C. 522. Le deuxième, d'un diamètre de 15 cm, a la paroi externe enduite d'un vernis rouge à la limite panse-épaule. Le col est de couleur fauve, C.U.C. 192. A la cassure la pâte est terre d'ombre, C.U.C. 176 (pl. I, 7, 9).

Fragments ayant le même profil, sans décor. Les surfaces sont noirâtres, les parois sont galbées ou carénées (pl. I, 3, 8, 10, 11; pl. V, 10).

Divers fragments de récipients hauts

Un rebord de vase à col cylindrique est muni d'une baguette demi-ronde à la rupture col-épaule. La surface externe est enduite d'un vernis rouge, C.U.C. 159; l'intérieur est fauve, C.U.C. 193; diamètre d'ouverture, 21 cm (pl. V, 8).

Rebord de vase de forme ovoïde, à lèvre demi-ronde ayant un diamètre de 22 cm; surfaces de couleur fauve, noyau gris foncé, C.U.C. 120 (pl. II, 14).

Fragments de vases à conserves à col cylindrique ayant un diamètre de 22 et 31 cm. Les surfaces sont noirâtres, à la cassure la pâte siliceuse est brun noirâtre (pl. I, 1, 2, 19).

Un fragment de même type porte un décor à l'intérieur du col. Il s'agit de traits lissés superposés, de 2 à 3 mm de largeur, disposés en bâtons rompus, ligne ondulée ou horizontale. Les surfaces sont noirâtres, le noyau brun havane, C.U.C. 132 (pl. I, 27).

Fragment de panse de profil ovoïde dont le diamètre a 30 cm. La partie haute est enduite aux trois quarts d'un vernis lie de vin, C.U.C. 72; la base est de couleur fauve, C.U.C. 192; le noyau terre d'ombre, C.U.C. 176 (non figuré).

Fragment de fond de vase à piédestal, diamètre 11 cm. La surface externe est fauve, le noyau feuille morte, C.U.C. 191 (pl. V, 6).

Fragment de vase à fond concave. Le pied débordant a un diamètre de 10 cm, surface externe fauve, cassure terre d'ombre, C.U.C. 701; l'intérieur du vase est noir (pl. III, 20).

Fragments de fonds de passoires

Le premier possède un pied annulaire, le second est plat. Ils sont munis de perforations d'un diamètre de 2 mm exécutées de l'extérieur (pl. I, 22, 21).

Bloc de sol en argile dans lequel sont noyés des fragments de céramique, dont un pied en anneau (non figuré).

Objets métalliques

Les objets de métal sont peu représentés. Quatre objets datables de cette phase ont été récupérés. Il s'agit d'une fibule arciforme en bronze à ressort bilatéral qui possède quatre spires. La corde est placée à l'intérieur. L'ardillon n'est pas conservé, le pied, déformé et réduit, est coudé; il se prolongeait pour se fixer sur le sommet de l'arc par un anneau (pl. II, 5).

A cette phase, le fer est encore rare et soigneusement récupéré. Deux fibules massives en fer oxydé ont été mises au jour. Spires et ardillons sont manquants. L'arc de la première terminé par un pied en crochet fait office de porte-ardillon. La deuxième possède un porte-ardillon en gouttière (pl. I, 15, 17).

Un coutelas monobloc en fer oxydé est entier. Longueur totale 27 cm, largeur de la lame 5 cm, épaisseur du manche 12 cm. Ne possède aucun rivet. Ce type ne paraît pas avoir été signalé dans notre région (pl. II, 6).

C. — LA TÈNE RÉCENTE

La Tène récente fait suite à la Tène moyenne sans discontinuité aux environs du premier siècle avant notre ère; elle coïncide avec la conquête romaine,

dans le dernier quart du siècle. A cette époque, la population s'intensifie et prend tout son développement tant dans l'industrie que dans le commerce et l'élevage.

Le mobilier céramique est convenablement représenté par des récipients de petites et moyennes dimensions, de formes hautes et basses, mais la petitesse des fragments rend difficile la reconstitution des profils. Mise à part la céramique indigène, les récipients, montés sur le tour, sont bien élaborés. Les surfaces bien lissées sont onctueuses à l'humidité. La couleur des parois oscille entre le gris-clair et le noir. A la cassure, la pâte est fine, le noyau gris-foncé ou beige. Des motifs ornementaux sont représentés sur certains récipients; on y observe des moulurations, des bandeaux exécutés au peigne, des traits et bandes barbotines, des motifs géométriques lissés.

Récipients à décor mouluré

Les décors moulurés sont représentés, sur des récipients hauts et bas. Un fragment de vase haut, de forme ovoïde, à petite ouverture est décoré de plusieurs moulures demi-rondes. Les parois bien lissées sont de couleur gris clair, C.U.C. 555. A la cassure la pâte fine est de couleur gris-foncé, C.U.C. 553 (pl. II, 3), forme 225, classification M.H.J. Santrot. Ce fragment paraît identique à ceux fabriqués à Saintes à la dernière décennie du 1^{er} siècle avant J.C. Un vase de forme et décor similaires a été daté du second quart du 1^{er} siècle à Saint-Marcel dans l'Indre.

Rebord de coupe à panse convexe, lèvre en gouttière, décorée de cannelures, surface lissée gris clair, C.U.C. 554; noyau gris noirâtre, C.U.C. 522; diamètre ouverture 25 cm (pl. II, 1). Cette coupe est identique à l'exemplaire signalé à l'institution Saint-Joseph de Roanne.

Coupe à large ouverture, diamètre 28 cm, lèvre en gouttière, panse concave, décorée de cannelures. Surfaces lissées de couleur gris moyen, C.U.C. 523; cassure gris acier, C.U.C. 527 (pl. II, 9). Forme 175, M.H. et J. Santrot. Ce type de coupe est représenté en Aquitaine; nous le trouvons à Limoges, Toulouse, Rennes, Rodez, Gergovie, Mont Beuvray, daté de l'époque claudienne; à Saintes, elle est datée de la décennie précédant notre ère. Un prototype gaulois, moins élevé, daté de l'année 100 avant J.C., a été trouvé sur le site de Mainxe (16).

Récipients décorés à la barbotine

Ce décor est représenté sur quatre récipients de formes différentes:

Une coupe complète de forme conique, à lèvre rentrante, à large ouverture d'un diamètre de 37 cm, hauteur 12 cm, est confectionnée sur le tour. Les surfaces lustrées sont noires. La pâte fine est beige. Le décor, composé de bandes et filets concentriques

blanchâtres, a été confectionné probablement avec de la barbotine (pl. IV, 34, 37), forme 117, classification M.H. et J. Santrot. Ces coupes, très répandues en Aquitaine, sont signalées dans d'autres sites et différents pays, à la période de la Tène récente. A Bordeaux, on peut noter l'existence de cette production à l'époque augustéenne, avec prolongation au premier siècle de notre ère. Dans le Gard, aux IV^e et III^e siècles avant J.C. et vers 100 avant J.C. en Charente. Une production saintaise tardive fin du III^e siècle reste à confirmer.

Autres récipients de même texture, portant le même décor : fragment de jatte à bord vertical (pl. IV, 36) ; base d'un gobelet cintré (pl. IV, 31) ; petit vase sphérique, complet, muni d'un faible col vertical, hauteur 67 mm, diamètre ouverture 81 mm (pl. IV, 33) ; coupe reconstituée, de forme conique à bord rentrant, surfaces et cassure gris clair, panse décorée de traits obliques lissés en chevrons, diamètre à l'ouverture 37 cm environ (pl. IV, 32).

Récipients bas non décorés

Coupe à panse oblique légèrement galbée, lèvre arrondie soulignée d'une fine nervure interne. Le pied est formé d'une baguette de faible hauteur, les surfaces sont lustrées, noires ou gris clair, diamètre à l'ouverture 25 cm environ. Bordeaux a produit un exemplaire précoce daté de 15 avant J.C. A Plassac, un autre exemplaire, vers 40-80 de notre ère (pl. IV, 25, 27), forme 126 a, M.H. et J. Santrot.

Coupe à pied annulaire, panse concave carénée. La lèvre arrondie est soulignée d'une fine nervure interne. Les surfaces sont lustrées noires ou gris clair. Le diamètre à l'ouverture accuse 20 cm (pl. IV, 26, 28), forme 171, M.H. et J. Santrot. Cette forme est datée à Saintes de 25-10 avant J.C.

Fragments de coupes de différentes formes et dimensions. Les surfaces sont lissées noires (pl. IV, 17, 19, 20, 22, 38, 39).

Tasse ou coupelle, panse à carène adoucie, diamètre à l'ouverture 84 mm, pied creux, diamètre 30 mm. La pâte fine est de couleur ocre-orange, C.U.C. 191 (pl. I, 23).

Ecuelle à panse surbaissée, rebord en entonnoir, fond plat monté sur un pied en couronne, surface et pâte gris clair, diamètre 13 cm (pl. IV, 29). Cette écuelle de dimensions réduites peut être rapprochée de celle de Saintes, datée de 25-20 avant J.C. et postérieurement. Forme 170 a, M.H. et J. Santrot.

Fragment d'écuelle à panse carénée, col haut surmonté d'une lèvre débordante, diamètre à l'ouverture 10 cm environ. Le fond est manquant. Surfaces et noyau gris clair (pl. IV, 30). De dimensions réduites, cette écuelle inspirée des formes de la Tène, a une certaine analogie avec la coupe 157, M.H. et J. Santrot.

Fragments d'assiettes ou coupelles à rebords différents, à surface lustrée noire (pl. IV, 18, 21).

Récipients hauts décorés

Vase reconstitué, forme élancée, panse galbée à pied élargi, col concave surmonté d'une lèvre à bourrelet débordant sur l'extérieur. Surface lissée gris clair, noyau gris foncé. Le haut de la panse est décoré d'un bandeau ondulé entre deux cannelures, exécutées à cru par l'intermédiaire d'un peigne à cinq dents. Hauteur 31 cm, diamètre panse 18 cm (pl. III, 1), forme 294-95, M.H. et J. Santrot. Forme fréquente dans toute la Gaule à la fin du premier siècle avant J.C. En Aquitaine, une telle forme se rencontre à Lamothe (33), Saintes (17), Aulnat (63), Saint-Bertrand-de-Comminges (31), Toulouse (31).

Vase reconstitué, panse ovoïde, fond plat, col concave, surface lissée noire ; il est pourvu d'un décor lissé représentant des lignes géométriques (pl. III, 2). Ce décor peut être rapproché de ceux appliqués sur les céramiques indigènes de la Tène ; il a une certaine analogie avec la forme et le décor 287, M.H. et J. Santrot.

Fragment de récipient de vase à conserves de forme ovoïde, la lèvre en ourlet est rabattue sur l'extérieur. Surface gris bleuté, noyau gris foncé. Une bande rugueuse, blanchâtre, appliquée sur l'épaule, porte un décor lustré en dents de scie, souligné de deux doubles cannelures (pl. III, 7).

Fragment de panse portant sur la paroi de couleur brun orangé, C.U.C. 177, un décor lissé en dents de scie (pl. IV, 23).

Trois fragments de panse à décor géométrique lustré, surface lissée noire (pl. III, 3 à 5).

Fragment de vase, forme ovoïde, non décoré, panse à trois renflements, séparés de cannelures, surface gris bleuté (pl. III, 8).

Autre fragment de vase à renflement, même faciès (pl. III, 18).

Fragments de vases de formes et dimensions différentes à surface noire ou gris clair (pl. IV, 1 à 16).

Vase ovoïde entier déformé par la cuisson. Surface lissée gris clair. Présente des vacuoles sur la panse. Hauteur 175 mm, diamètre ouverture 75 mm (pl. V, 5).

Fragment de base d'un gobelet à piédestal. Surface rugueuse, rouge orangé, C.U.C. 173, cassure gris foncé (pl. V, 2).

Céramique indigène

L'habitat de Vayres a livré un assez grand nombre de fragments. Il s'agit de vases ovoïdes de moyenne grandeur, d'un faciès lourd, modelés ou façonnés sur un tour primitif, d'écuelles de forme conique à surface et pâte gris clair ou beige. La panse est décorée d'incisions opérées avant cuisson par un outil tranchant. On peut noter des incisions : en arcatures (pl. II, 10), cercle cloisonné (pl. II, 13), trait ondulé ou horizontal, simple ou double (pl. III, 11, 13, 14, 15, 19), coup de peigne oblique à 5 dents (pl. III, 9), doubles virgules (pl. III, 16), flèche ou harpon (pl. III,

16), flèche ou harpon (pl. III, 12). Certains vases sont peignés entièrement, d'autres partiellement, le col est lissé. La lèvre est arrondie ou sectionnée en gouttière (pl. III, 11).

Coupe à paroi verticale, type pyxide, surface et pâte gris clair. La paroi est décorée de trois doubles cannelures incisées (pl. III, 6).

De nombreux fragments de coupelles coniques à surface grise possèdent un pied débordant portant des compressions ongulées (pl. V, 4). Diamètre d'ouverture de 8 à 15 cm. Il s'agit d'une production régionale dans la tradition de la Tène ; le même type se rencontre à Libourne, Saint-André et Appelles et, plus tardivement, à Bordeaux. Forme 108-108 a, M.H. et J. Santrot.

Plusieurs petits récipients modelés, que l'on peut interpréter comme des godets à peinture, à fards ou jouets confectionnés par les enfants. Surface et pâte grises, panse décorée de côtes plates ou unies. Diamètre ouverture de 4 à 8 cm (pl. II, 11, 12).

Objets de parure en métal

Ils sont représentés exclusivement par deux spécimens :

Une fibule en bronze dont le sommet de l'arc est coudé et plat, d'une longueur de 5 mm. Le pied est composé de quatre spires bilatérales à corde extérieure. L'ardillon est incomplet. La partie inférieure de l'arc côté tête est ornée de nodosités sur 17 mm. Le porte-ardillon en gouttière est non ajouré (pl. IV, 24). Cette fibule pourrait être rapprochée de celles du musée de Besançon.

Un objet en bronze a été mis au jour. Il s'agit probablement d'un petit bracelet. Il est composé d'un fil de bronze d'un diamètre de 3 mm. Sur le sommet de l'arc est fixé un disque cerclé, d'un diamètre de 2,5 mm. Au centre, on aperçoit une tige courte qui fixait probablement une pierrerie. Sur le fil de chaque côté du disque se trouve une ornementation représentant une palmette. Ce type de bracelet ne paraît pas avoir été signalé dans notre région (pl. II, 7).

Fond de cabane gaulois

Au cours d'un sondage, nous avons eu la bonne fortune de découvrir un important fragment de sol en terre battue, provenant d'une cabane. Il a été trouvé en place, à moins 60 cm au-dessous du sol actuel. Il est situé sur le bord de la deuxième terrasse, à une trentaine de mètres de la Dordogne. Treize sondages ont été nécessaires pour le dégager, ce qui nous a donné une surface d'environ 6 mètres carrés. Il est formé d'une argile siliceuse de couleur terre de sienne, C.U.C. 194. La partie ouest est légèrement affaissée. Dans la partie sud, un évidement a été observé ; il s'agit, semble-t-il, d'un trou de poteau. Près de l'évi-

dement, a été trouvé un amas de cendre et de charbon de bois. On peut penser que l'on est en présence d'une construction rudimentaire munie d'une paroi cloisonnée de branchages, colmatée avec de l'argile, mais on ne peut donner aucune idée exacte de forme et de dimension de cette construction (pl. V, 1, 2).

Le mobilier céramique est abondant et très varié. Au-dessus du sol, il a été extrait 3 507 fragments, dont 568 identifiables. A la périphérie du sol, de nombreux blocs d'argile avec empreintes de branchage ont été observés.

Une pièce de monnaie a été mise au jour au-dessus du sol d'argile. Il s'agit d'un denier en argent dénommé à la croix et à la hache. On peut observer au droit l'arrière d'une tête très stylisée, excentrée sur la gauche, des boucles de cheveux, un pendentif d'oreille formé d'un point d'où rayonnent trois globules. Au revers apparaît une croix cantonnée excentrée sur la droite, dans laquelle on distingue trois globules et une hache. Caractéristiques : diamètre 15 mm, épaisseur 2 mm, poids 1,93 gramme, un coup de burin sur l'avvers. Cette monnaie circulait abondamment chez les Volsques-Tectosages et leurs voisins de la Méditerranée à l'Atlantique du début du I^{er} siècle avant notre ère. Tout en étant très prudent, on peut situer l'occupation de cette cabane à la charnière de la Tène moyenne et de la Tène récente (pl. IV, 10).

L'agriculture

Nous sommes très mal informés sur l'agriculture de cette époque. On peut noter modestement la présence d'un grain de blé accompagné de céramiques enduites d'un vernis rouge, incorporés dans un bloc de sol en argile.

La faune

Des vestiges osseux d'animaux domestiques et sauvages ont été reconnus. On peut signaler, d'une part, la présence de bovins, d'ovicapridés et, d'autre part, celle de cerfs et de sangliers.

CONCLUSION

Peut-on considérer l'habitat de Vayres comme un ancien oppidum ? Actuellement, aucun vestige ne le prouve, mais sa situation élevée le ferait supposer.

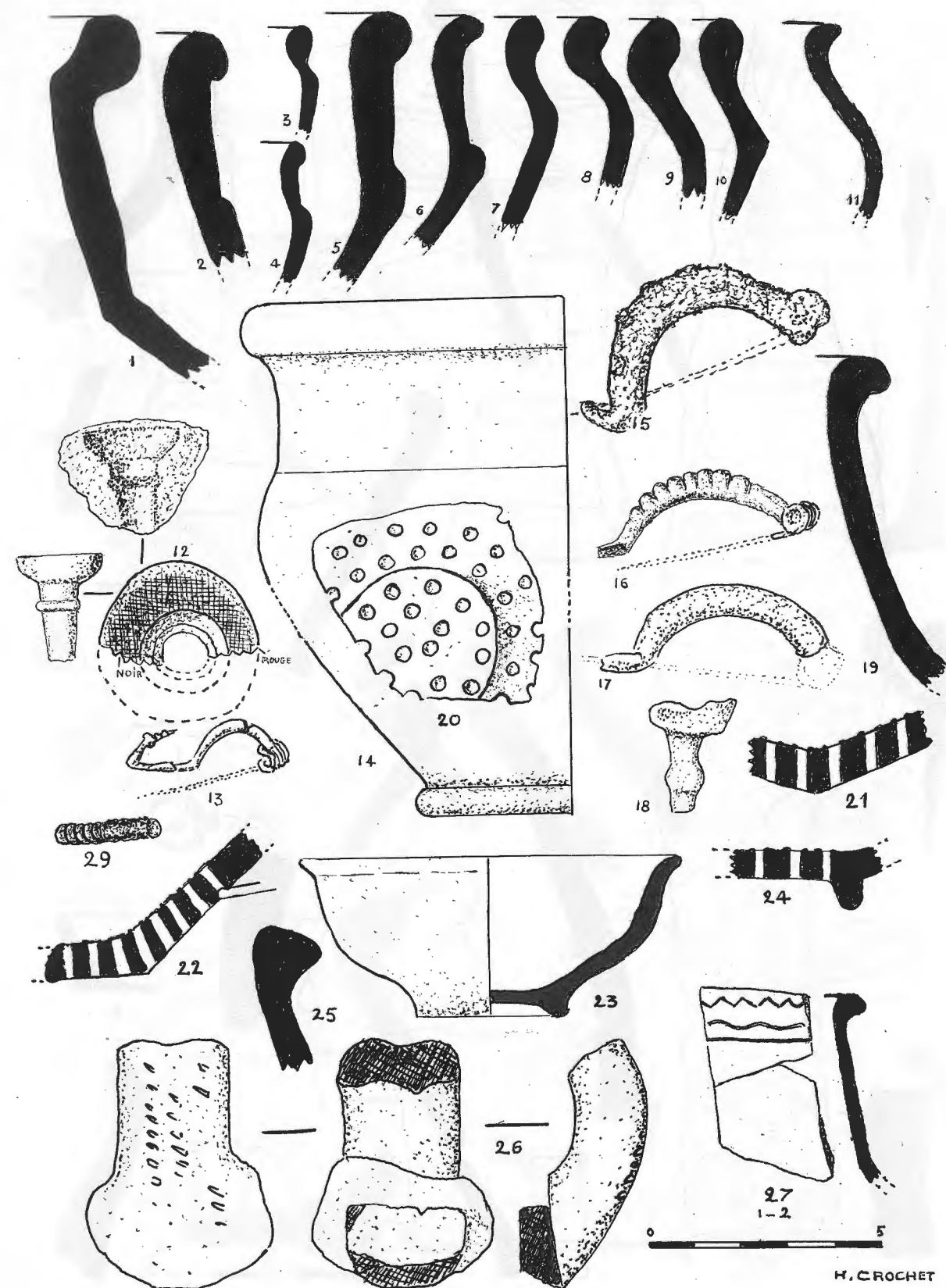
Cette étude, appuyée seulement sur des sondages, n'est peut-être pas parfaite et mériterait d'être poussée plus loin. Toutefois, elle pourrait contribuer à fournir des renseignements sur les différentes phases du deuxième âge du fer en notre région et constituer une base intéressante de recherches à ceux que cette période passionne.

BIBLIOGRAPHIE

- BURNEZ (C.) et MOHEN (J.-P.), « Le site gaulois de la Croix des Sables à Mainxe », dans *S.P.F.*, t. LXXVIII (1971), *Etudes et Travaux*, fasc. 1.
- BRISSE (A.), ROUALET (R.) et HATT (J.-J.), « Le cimetière du Mont Gravet, Villeneuve-Renneville », dans *Mémoires de la Soc. d'agriculture de la Marne*, t. LXXXVI (1971).
- CHARMASSON (J.), « Fibule annelée. Saint-Michel-d'Ardèche », dans *Ogam*, t. XX (1968), fasc. 1, 2.
- CROCHET (H.), « Fond de cabane antique découvert à Vayres », dans *Rev. hist. et arch. du Libournais*, n° 163 (1977).
- CROCHET (H.) et MOHEN (J.-P.), « La protohistoire de Vayres », dans *Rev. hist. et arch. du Libournais*, n° 139 (1971).
- CROCHET (H.), « Monnaie gauloise à la croix », dans *Rev. hist. et arch. du Libournais*, n° 138 (1970).
- CROCHET (H.), « Etude d'un sondage », dans *Rev. hist. et arch. du Libournais*, n° 155 (1975).
- COQUEREL, « Les découvertes archéologiques de Tarbes », dans *Ogam*, t. XX (1968), fasc. 3, 6.
- DUVAL (A.), « Aspect de la Tène dans le Bassin parisien », dans *S.P.F.*, t. LXIII (1973).
- FOUET (G.), « Puits funéraires d'Aquitaine », dans *Gallia*, t. XVI (1958), fasc. 1.

- GUILAINE (J.), *Préhistoire française*, t. II: *L'âge du fer*, 1976.
- « La Tène moyenne. Civaux », dans *Gallia*, t. XIX (1961), fasc. 2.
- LERAT, « Fibules de Besançon », dans *Annales littéraires de l'Université de Besançon*, t. III (1958), fasc. 1.
- Les potiers gaulois*, Les dossiers de l'archéologie, n° 6, 1974.
- Céramiques en Gaule romaine*, Les dossiers de l'archéologie, n° 9, 1975.
- MARMOZ (C.) et MOHEN (J.-P.), « Les sépultures gauloises d'Allonville », dans *S.P.F.*, t. LXX (1970).
- MAZUREL (R.), ARNAL (J.) et PRADES (H.), « Trésor de Lattes », dans *Ogam*, t. XIX (1967), fasc. 5, 6.
- MOHEN (J.-P.), « L'âge du fer en Aquitaine », dans *S.P.F.*, t. XIV (1980).
- MORGEN (L.) et ROUALET (R.), « Cimetière de l'Argentelle à Beiné », dans *Mémoires de la Soc. d'agriculture de la Marne*, 1975.
- PEYNAUD (B.), *Découvertes archéologiques dans le Pays de Buch*, 1^{re} partie, 1926.
- ROUALET (R.), « Un village gaulois de la Tène à Hauviné », dans *Mémoires de la Soc. d'agriculture de la Marne*, t. LXXXVIII (1973).
- SANTROT (M.-H. et J.), *Céramiques gallo-romaines d'Aquitaine*, 1979.
- TAFFANEL (O.-J.), *Le premier âge du fer languedocien*, t. I., II, III (1955, 1958, 1960).

PLANCHE I



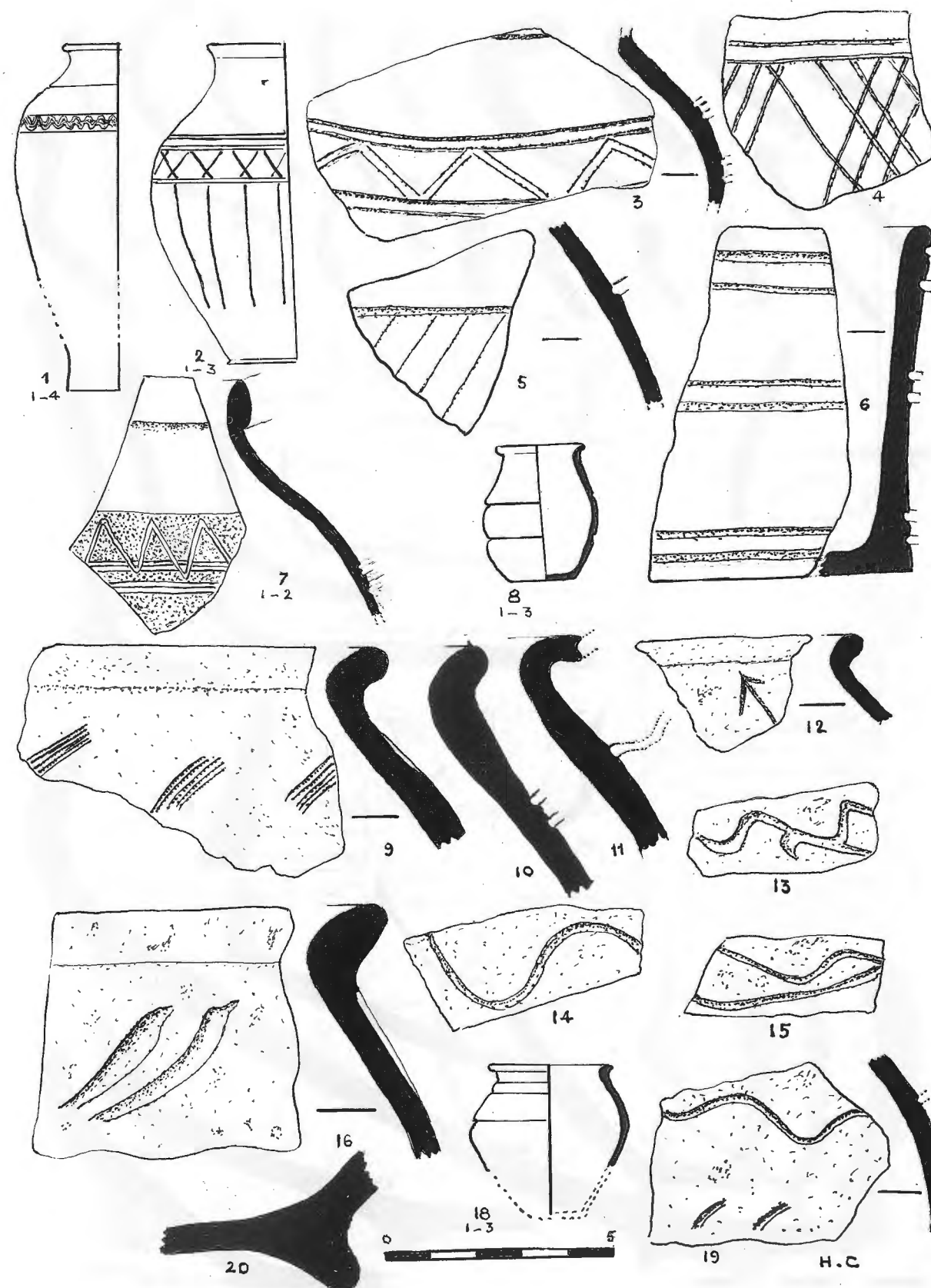
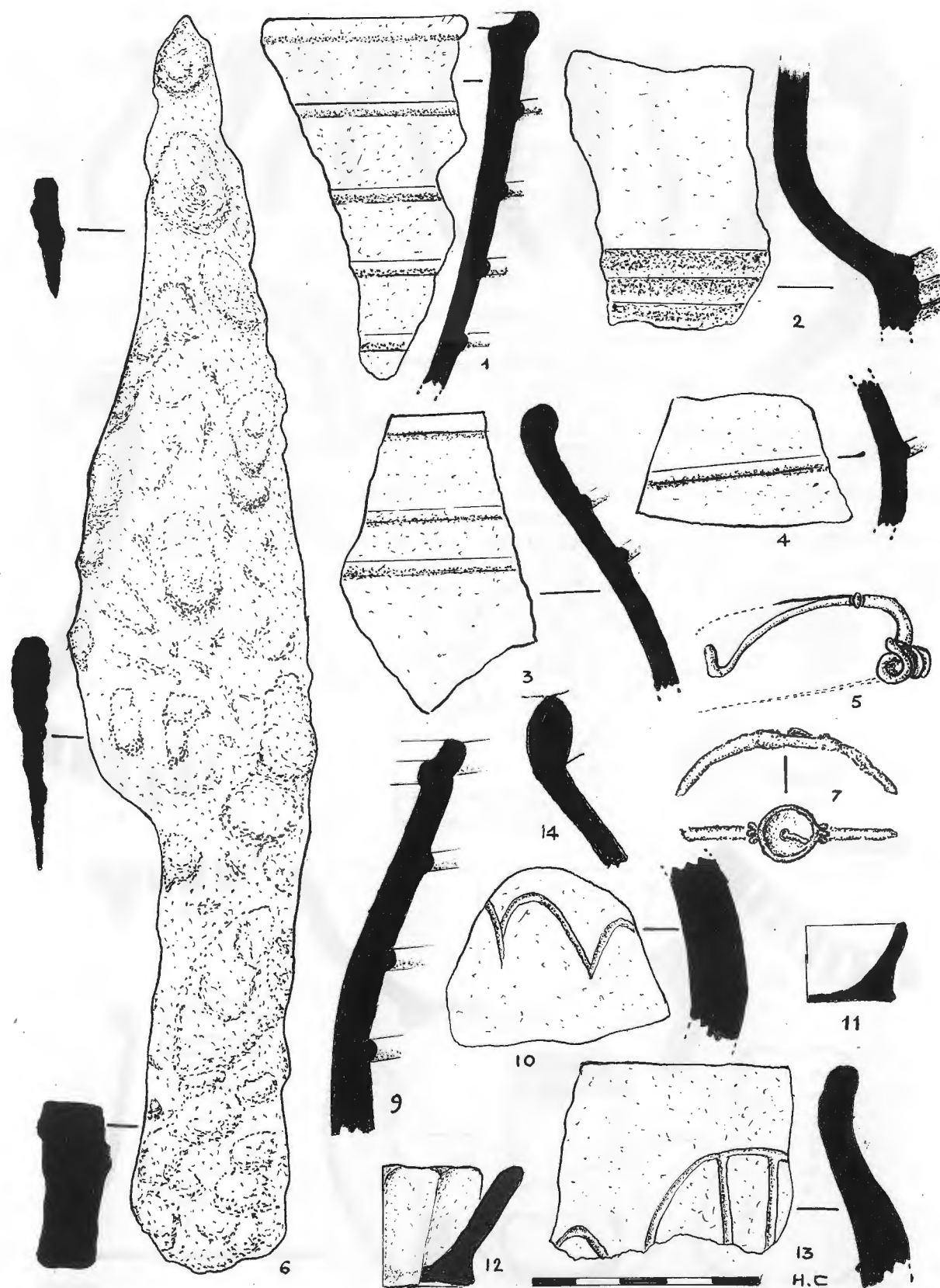


PLANCHE IV

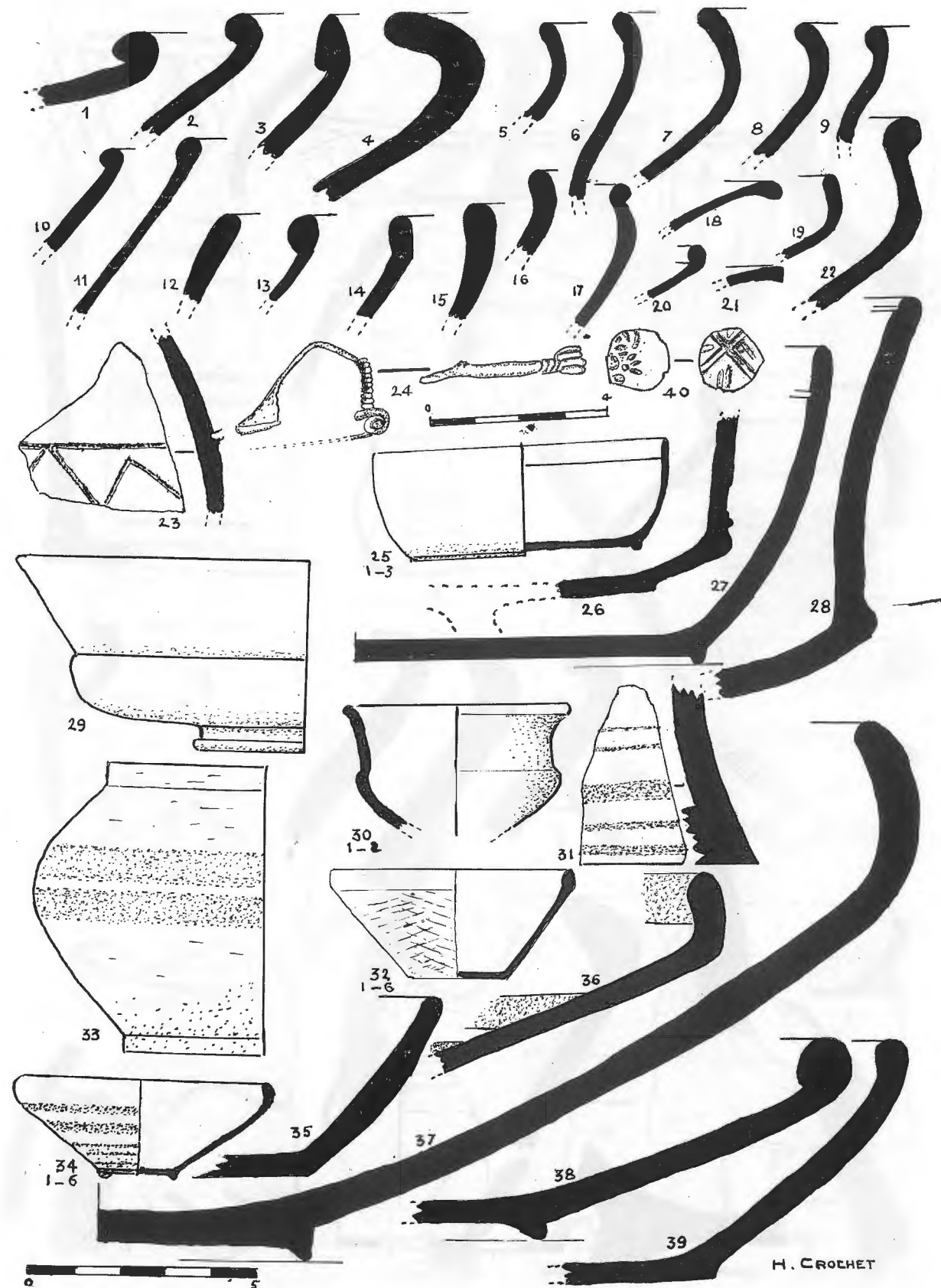
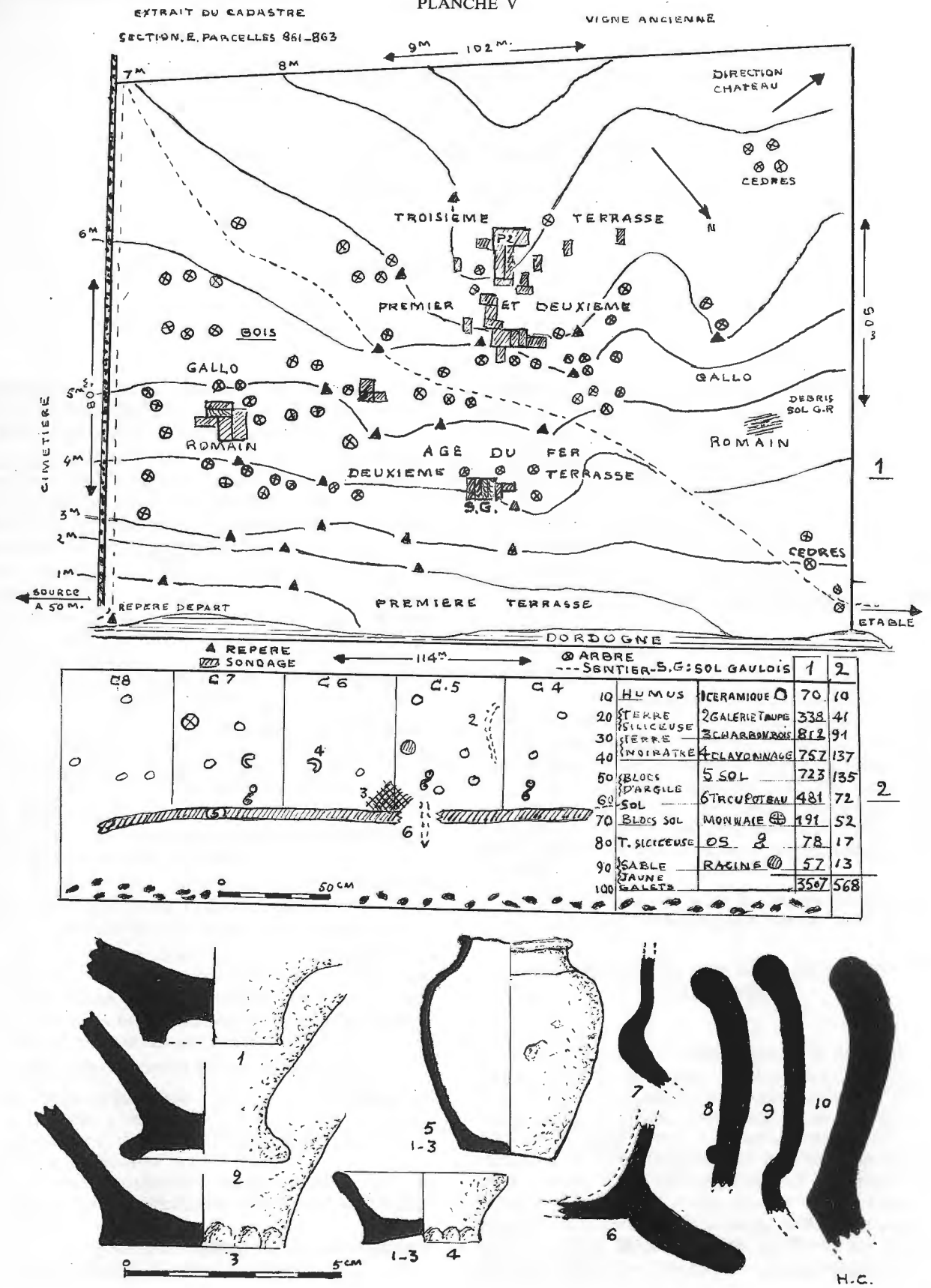


PLANCHE V



ARCHÉOLOGIE MÉRIGNACAISE - ARCHIVES DU SOL

LE SITE DE L'ANCIENNE ÉGLISE SAINT-VINCENT DE MÉRIGNAC

par Jean SAUTREAU

Mérignac possède encore, sur son territoire, d'importants édifices historiques témoins des siècles passés, en particulier l'ancienne église Saint-Vincent.

Elevant à 200 mètres au sud du « centre ville » (actuelle place Charles-de-Gaulle) ses antiques murailles que domine un énorme clocher carré, l'ancienne église Saint-Vincent rappelle, dans ses parties les plus anciennes, les ^x^e et ^{xii}^e siècles.

Elle fut érigée sous l'invocation de saint Vincent de Saragosse, diacre qui subit le martyre en 304 lors des persécutions de l'empereur Dioclétien, et dont le culte prit en Gaule une grande extension après que les fils de Clovis eurent, au ^{vi}^e siècle, apporté ses reliques d'Espagne. Saint Vincent est le patron des vignerons et on célèbre sa fête le 22 janvier.

Du ^x^e siècle à nos jours, certaines parties de l'édifice primitif ont été reprises ou refaites. C'est ainsi qu'après sa désaffectation en 1873, cette église devint en 1876 école chrétienne des Frères puis école communale de garçons et, enfin, dans un passé récent, ateliers municipaux. Des modifications parfois très profondes furent alors apportées à l'édifice.

Au cours des âges, elle fut le témoin de bien des événements historiques locaux et reçut, tant à l'intérieur qu'à ses environs, de nombreuses sépultures.

C'est un édifice dont les murs présentent une maçonnerie en moellons dans l'abside et l'absidiole sud ainsi qu'aux parties qui datent des ^x^e et ^{xii}^e siècles. L'absidiole nord ayant été détruite fut remplacée par un chevet droit au ^{xvi}^e siècle.

Le plan primitif devait être le suivant :

- une nef sans bas-côtés ;
- un transept à chevets droits ;
- une abside et deux absidioles semi-circulaires voûtées en cul-de-four ;
- à la croisée du transept, quatre énormes piliers et quatre arcs en plein-cintre supportant un clocher carré ;
- dans le bras sud du transept, une tour à escalier à vis permettant d'accéder au clocher.

Orientée ouest-est suivant la prescription liturgique, cette église était de proportions fort modestes :

- longueur : 29 mètres ;
- largeur au transept : 21,40 mètres ;
- largeur du transept : 6,30 mètres ;
- longueur de la nef : 15 mètres ;
- largeur de la nef : 8,50 mètres ;
- profondeur de l'abside : 6 mètres ;
- profondeur des absidioles : 3,50 mètres ;
- hauteur au clocher : 16,80 mètres ;
- hauteur à la nef : 11,50 mètres extérieur, 8 mètres intérieur ;
- hauteur à l'abside : 8 mètres extérieur, 7 mètres intérieur.

Mis à part les modillons supportant les corniches de l'abside et de l'absidiole sud et qui représentent des figures symboliques, l'ornementation sculptée est pauvre. Par contre, on pouvait encore en 1866 admirer, à la voûte de l'absidiole sud, des peintures murales de la fin du ^{xiv}^e siècle représentant les épisodes de la vie de saint Jean Baptiste. Il n'en reste plus aujourd'hui que quelques maigres vestiges très dégradés.

Les voûtes de la nef et de la croisée du transept, détruites, avaient été remplacées par un lambris.

DÉCOUVERTES ARCHÉOLOGIQUES ANCIENNES

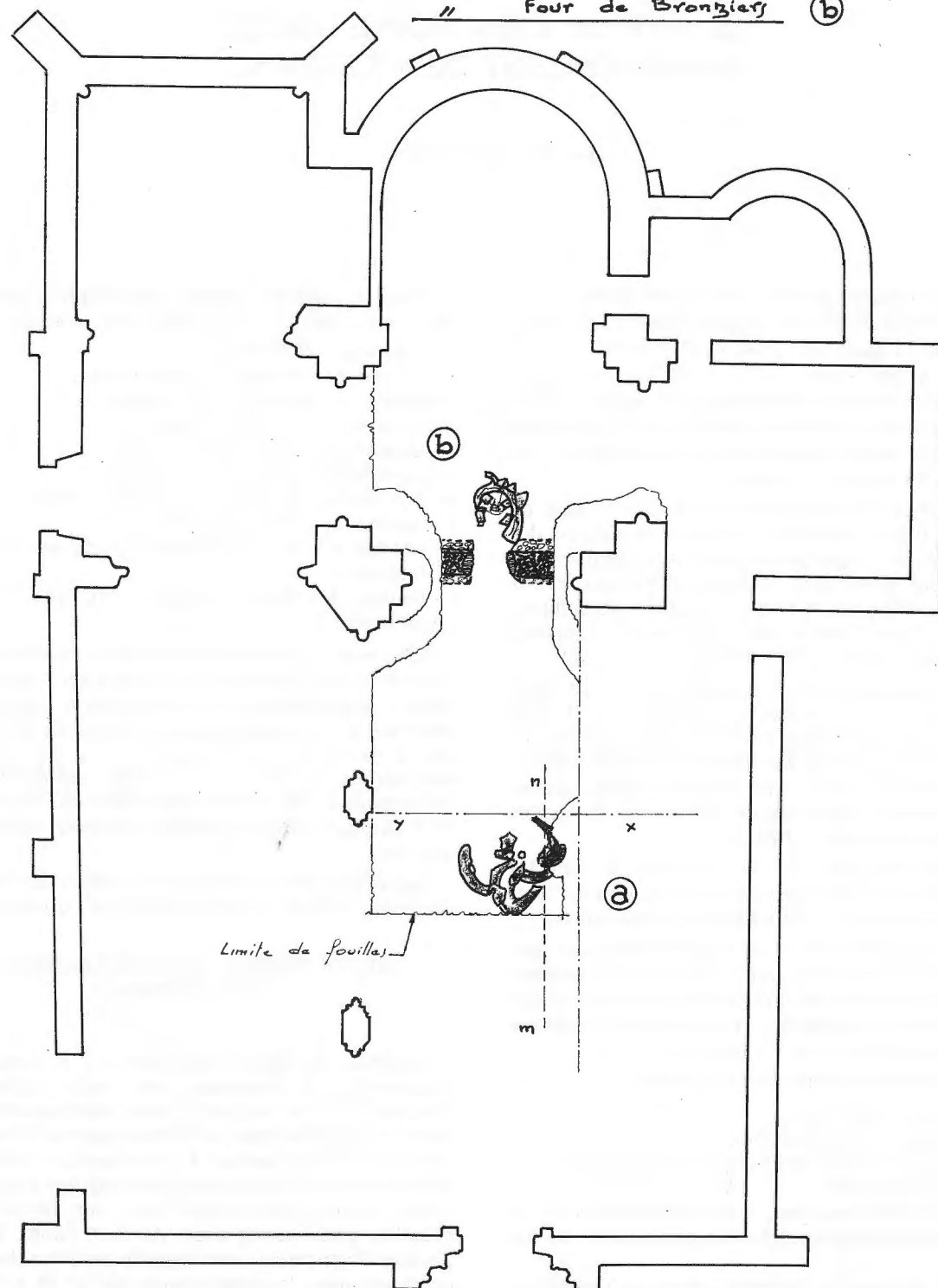
Lorsque, en 1866, l'abbé Papin, à la demande de l'archevêque de Bordeaux, avait visité l'église Saint-Vincent afin d'en publier la description dans *L'Aquitaine*, revue religieuse, archéologique et littéraire de l'époque, il avait aperçu, à la surface des murailles de l'abside et de l'absidiole sud, des fragments de marbre blanc. Cette constatation (que nos investigations actuelles confirment) avait conduit l'abbé Papin à émettre l'hypothèse selon laquelle ces blocs de marbre employés dans la construction des ^x^e et ^{xii}^e siècles auraient appartenu à un édifice romain (un petit sanc-

— MERIGNAC —

— Vieille Eglise Saint Vincent —

Situation: Element, Fonderie de Cloches (a)

" Four de Bronziers (b)



taire, un *sacellum*, selon lui) construit à l'emplacement où se bâtit l'église romane.

Dans le courant des années 1969 à 1972, M. Meny, professeur au collège Jules-Ferry de Mérignac, et ses élèves avaient découvert et fouillé deux sites et deux dépôts sur les rives de le Devèze qui se sont révélés fort riches en vestiges d'habitats gallo-romains, fonds de cabanes et puits où furent trouvés :

- des fragments de tuiles romaines (*tegulae* et *imbrices*) ;
- des clous et des chevilles ;
- des pesons de tisserand en terre cuite ;
- un nombre important de tessons de céramiques de types variés, tous fort intéressants (céramique commune et céramique sigillée avec marques de potiers de La Graufesenque et de Montans) ;
- des débris d'instruments de fer (en particulier un trident) ;
- des ossements de bovidés et de porcins.

Les deux sites fouillés étaient situés dans le contexte de l'ancienne église Saint-Vincent et proches d'elle (environ 80 à 100 mètres au sud). On y avait aussi mis au jour quelques éléments d'industrie lithique.

DÉCOUVERTES RÉCENTES

Depuis 1977, dans le cadre de la sauvegarde de son patrimoine, la ville de Mérignac, aux administrateurs de laquelle un particulier hommage doit être rendu, a entrepris, par tranches annuelles, sur son propre budget et sans aucune subvention à ce jour, la restauration de l'ancienne église Saint-Vincent, édifice chargé d'histoire.

Profitant de ces travaux (en particulier, remaniement des sols en profondeur) et les suivant de très près, nous avons entrepris, avec l'accord complet de la Ville, sur sa demande et avec son aide financière et matérielle importante, des actions de sauvetages archéologiques tant à l'intérieur qu'aux environs de cet édifice.

Ces actions, menées au début par des équipes du Groupe girondin des études locales de l'enseignement public, sont assurées, depuis septembre 1984, par les équipes de l'Association mérignacaise pour la conservation du patrimoine et son Centre d'études et de recherches historiques et archéologiques mérignacaises. Nos buts sont de rechercher fondations et sols anciens et de déceler les indices d'une occupation humaine antérieure à l'édification de cette église.

Une toute première remarque s'impose.

Sur toute l'étendue du site et jusqu'à une profondeur moyenne de 1,20 m environ, les couches de terrains ont été totalement bouleversées par les nombreux travaux d'aménagement effectués dans ou aux abords immédiats de l'église depuis sa désaffectation et, surtout, au moment (il y a environ 70 ans) de

l'installation d'ateliers municipaux (mise en place de nombreuses machines lourdes nécessitant des ancres profonds dans le sol, de divers types de fosses pour ces machines, de cuves à carburants, de ponts élévateurs, de canalisations enterrées, d'un ensemble « poids-public »...).

Malgré les nombreuses difficultés entraînées par une telle situation que nous avons rencontrées, les travaux de sauvetages nous ont déjà fourni de très intéressants résultats.

En voici le détail, à ce jour :

1. Eléments de fondations et de sols des XI^e et XII^e siècles

a) Sols carrelés

Dans tous les secteurs de l'intérieur du bâtiment, nous avons découvert, sous le sol actuel carrelé ou bétonné :

- Entre 8 et 10 cm de profondeur, des fragments d'un sol de carreaux brun rouge de 0,20 m × 0,20 m.
- Puis, à une profondeur moyenne de 0,40 m, des parties plus ou moins étendues d'un sol de carreaux de dimensions et teintes variées, certains extrêmement usés, sol construit sur un hérisson de moellons. Il s'agit là d'éléments du sol carrelé de l'église à l'origine.

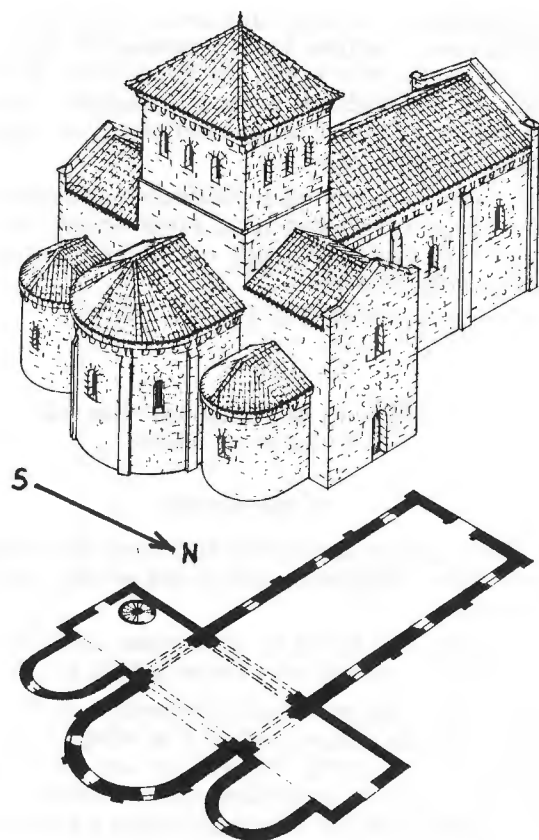
b) Parties de fondations des XI^e et XII^e siècles retrouvées

- Dans l'absidiole sud, la fondation de sa paroi nord.
- Dans le chevet droit nord, la fondation de l'absidiole détruite.
- Dans le bras sud du transept, la fondation et la base de la tour à escalier à vis intérieur qui permettait d'accéder au clocher.
- Dans le secteur ouest de la nef et se rattachant au mur de façade, une partie de la fondation du mur sud roman de la nef.

2. Substructions. Sols anciens. Indices et vestiges d'une occupation du site antérieure à l'édification de l'église

a) Niveaux supérieurs des secteurs du site (jusqu'à une profondeur moyenne de 1,40 m) à l'intérieur de l'édifice

- Des sépultures, totalement bouleversées, d'ecclésiastiques et d'habitants de Mérignac, en cercueils de bois et en pleine terre.
- Un cercueil du XIII^e siècle constitué de pierres appareillées et recouvert d'une énorme dalle a été mis au jour dans le chevet droit nord, accoté contre la



XIe et XIIe siècle

FIG. 2. — Essai de restitution de l'église aux XIe et XIIe siècles.
(Dessin de Serge Sintré.)

paroi nord de la fondation de l'absidiole retrouvée dans ce chevet.

— *Provenant de ces nombreuses sépultures du XIIe au début du XIXe siècle*, nous avons pu recueillir, par un tamisage fin systématique des terres :

- quelques lambeaux de tissus de vêtements, certains brodés de fils d'or ;
- des fragments de cuir communs ou décorés ;
- des boucles de ceintures et de chaussures ;
- des perles de chapelets en buis, os, ivoire, pâtes de verre ;
- des bagues, et un élément de boucle d'oreille en or de fabrication artisanale ;
- des épingles de fabrication artisanale en bronze, bronze argenté et argent ;
- des dépôts rituels : monnaies en grand nombre, royales et féodales, fragments de petits flacons en verre très fin, parfois décorés et à double col, destinés à contenir de l'eau bénite ;
- de nombreux tessons de céramique médiévale et moderne ;
- un réchaud à bord dentelé du XVIIe siècle en céramique à glaçure verte (bras sud du transept) ;

- *tête de Vierge couronnée* : petite sculpture de 12 cm de haut, de calcaire assez fin, du XVIe siècle (bras sud du transept) ;
- *une plaque-couvercle* de cuivre doré, champléevée et émaillée, d'une navette à encens (peut-être art limousin, XIe-XIIIe).

b) Niveaux inférieurs des secteurs du site
(à partir de 1,40 m de profondeur moyenne)
à l'intérieur de l'édifice

— *Le niveau argilo-sableux archéologiquement vierge* est à une profondeur moyenne de 1,70 m à 1,80 m selon les secteurs. A sa surface, dans la nef, ont été mis au jour des tessons de céramique de l'âge du bronze moyen (en particulier un important fragment de col de vase à provisions et une fusaiole en terre cuite) et de l'âge du fer, ainsi que quelques éléments d'industrie lithique.

— *Dans l'abside, à 1,40 m de profondeur*, nous avons découvert un sol en béton de tuileau concassé d'une épaisseur de 12 à 15 cm coulé sur un hérisson de moellons, hérisson établi sur le niveau argilo-sableux. Ce sol, dont la surface est bien lisse, est de constitution hydraulique typiquement gallo-romaine. Il s'agit d'un liant de chaux dans lequel ont été noyés des cailloux et des fragments concassés de tuiles et de briques.

Ce sol se retrouve, mais d'une manière fragmentaire, dans l'absidiole sud et le bras sud du transept.

Occupant dans l'abside la majeure partie de celle-ci dont les fondations l'ont détruit à cet emplacement, il s'arrête en ce secteur, à l'ouest, au long de la fondation d'un mur nord-ouest dont la semelle débordante est faite d'un hérisson de moellons liés à l'argile.

Des vestiges de murs de même nature et semblable conception ont été mis au jour, au même niveau, dans la croisée du transept et la nef. Dans celle-ci, à la limite ouest de la croisée du transept, deux éléments nord-sud de ces vestiges de murs servent d'appui aux deux piliers ouest. Egalement dans la nef, au sud, a été dégagée une fondation est-ouest de nature et de conception plus tardives, s'appuyant sur les vestiges précédents à la base du pilier sud-ouest de la croisée du transept.

De nombreux fragments d'enduits, certains portant des traces de peintures, ont été trouvés près de ces vestiges de murs.

— *Sur le sol en béton de tuileau de l'abside, de l'absidiole sud et du bras sud du transept, et dans ce sol alors défoncé, trente sépultures (22 orientées ouest-est, 8 nord-sud) ont été dégagées.* En connexion anatomique mais d'une extrême fragilité, elles ont pu tout de même être datées au carbone 14 par M. Evin et ses collaborateurs au Laboratoire de radiocarbone de l'Université de Lyon I. Cette datation, toutes corrections faites, nous a donné l'indication suivante : époque du haut Moyen Age, 770 après J.C.



FIG. 3. — Couvercle de navette en cuivre émaillé.



FIG. 5. — Sarcophage découvert dans le bras sud du transept.



FIG. 4. — Sépultures du haut Moyen Age découvertes dans l'absidiole sud.



FIG. 6. — Moule de cloche découvert dans la nef.

Il s'agit de sépultures en pleine terre dont les tombes sont délimitées par des entourages de lignes de moellons et recouvertes du même matériau. Dans les terres de remplissage, des tessons de céramique, des fragments de *tegulae* et d'*imbrices* et, au niveau des mains d'une de ces sépultures, une très grosse défense de sanglier.

— *Deux sarcophages* de formes trapézoïdale ont été mis au jour. L'un dans l'abside, écrasé sous la fon-

dation (une partie de la cuve seulement restée en place montre que ce sarcophage avait été déposé à même le sol en béton de tuileau). L'autre dans le bras sud du transept accolé contre la fondation du pilier sud-est de la croisée du transept : aucune décoration ; le pied est brisé sous la fondation de l'absidiole sud ; une faible partie du couvercle en bâtière était en place ; violé, réutilisé, rempli de terre, il contenait les ossements d'un adulte repoussés contre une paroi de la



FIG. 7. — Urne du deuxième âge du fer.

cuve et les ossements d'un enfant; comme celui de l'abside, il avait été déposé au même niveau (1,40 m de profondeur).

— Deux fours ont été découverts, dont les parties supérieures ont été totalement ruinées.

Le premier, dans la croisée du transept; la partie inférieure de sa chemise d'argile, seule conservée mais très attaquée par les montées de la nappe phréatique qui, en certaines saisons, envahit tous les niveaux inférieurs, est construite sur le sol argilo-sableux autour de quatre petits piliers en pierres appareillées et moellons grossièrement empilés. Près de son alandier ont été trouvés des déchets de fonte et de coulée de bronze et des fragments d'un moule.

Le second, plus vaste, dans la nef, faisant certainement partie des vestiges d'un chantier de fonte de cloches que nous avons mis au jour, immédiatement à l'ouest dans le même secteur (deux bases de moules, des fragments de noyaux et de chapes, des déchets de fonte et coulées).

— *Matériel archéologique recueilli à 1,40 m de profondeur et dans les niveaux immédiatement proches, sur l'ensemble des secteurs considérés (nef, transept, abside, absidiole sud):*

- tessons de céramique du deuxième âge du fer, dont la moitié d'une petite urne de 12 cm de haut et un fragment de plat en céramique italique à glaçure noire brillante dite « campanienne »;
- tessons de céramique commune gallo-romaine et sigillée à décors, d'amphores. Nombreux fragments de briques, de tegulae et d'imbrices;
- tessons de céramique du haut Moyen Age;
- fragments de verreries;
- des ossements et dents de bovidés et de porcins, en particulier de sanglier;
- des clous et des chevilles;



FIG. 8. — Fragment d'un sarcophage du VII^e ou VIII^e siècle.

- des vestiges d'instruments en fer, en particulier une houe;
- fragments d'une fibule à ressort en bronze du I^{er} siècle avant J.C.;
- une fibule à charnière en bronze dite d'Aucissa type II B du milieu du I^{er} siècle après J.C. et un arc de fibule du même type;
- des monnaies: romaines (en particulier un petit bronze bien conservé de l'empereur Valentinien II); du haut Moyen Age (en particulier un denier de Louis I^{er} le Pieux ou le Débonnaire, un denier de Bernard-Guillaume comte de Bordeaux, et un denier de Guillaume X duc d'Aquitaine).

3. Peintures murales

Quelques vestiges, très dégradés, ont été mis au jour sous les divers enduits modernes qui, malheureusement, recouvraient les murs. C'est le cas de quelques fragments de la fresque de la fin du XIV^e siècle illustrant les épisodes de la vie de saint Jean Baptiste et qui couvrait la voûte de l'absidiole sud. Il en est de même, ici ou là, en quelques endroits de la nef, du transept, de l'abside.

4. A l'extérieur de l'église

Dans l'angle sud de la nef et du bras sud du transept, dans les restes d'une fondation du XIX^e siècle, ont été dégagés d'importants fragments d'un sarcophage du VII^e-VIII^e siècle à décor de stries, et portant à la face triangulaire de la tête du couvercle en bâtière, sur fond de chevrons, la croix de Malte montée sur hampe.

5. En conclusion

A ce stade de nos travaux, et avec toute la prudence qui s'impose en ce domaine de la recherche, allant d'hypothèse en hypothèse, ces premiers résultats de nos travaux de sauvetages archéologiques nous permettent de penser qu'il est possible que nous ayons découvert, sur le site même et dans le contexte de l'ancienne église Saint-Vincent de Mérignac, des vestiges de l'antique Matrinacus, domaine rural forestier et agricole de la famille des Matrinii. Ce domaine, dévasté lors des grandes invasions barbares des V^e et VI^e siècles après J.C., aurait été réutilisé par les Mérovingiens. A partir du VII^e siècle, en son lieu et place, est né un village de bûcherons et d'agriculteurs: Mairinacum, qui s'est développé autour d'une primitive église paroissiale dédiée à saint Vincent de Saragosse, l'un des saints des premiers siècles du christianisme. C'est vraisemblablement sur les ruines de cette primitive église que débuta, au XI^e siècle, la construction de l'église romane. Quant au village de Mairinacum, chef-lieu d'une paroisse, il a pris le nom de Mérignac après diverses contractions linguistiques et est devenu chef-lieu d'une importante commune de la banlieue bordelaise et de la Communauté urbaine de Bordeaux.

LE DEVENIR DE L'ANCIENNE ÉGLISE SAINT-VINCENT DE MÉRIGNAC

Restaurée, cette église est destinée à devenir un lieu culturel ouvert à toutes les manifestations artistiques compatibles avec le caractère historique de l'édifice. Elle abritera l'Historial de Mérignac; le dépôt archéologique municipal y sera installé et des expositions permanentes de ces vestiges mérignacais des siècles passés y seront présentées de telle manière qu'elles ne soient pas réservées exclusivement à des spécialistes mais que tous puissent y trouver intérêt. Cet Historial, à la demande, sortira de son cadre pour devenir itinérant sous forme d'expositions circulantes de photos, textes, plans, dessins, reproductions d'objets et de documents, montages audio-visuels qui pourront ainsi venir appuyer, par l'exemple local, l'enseignement de l'histoire, et tout l'intérêt qui doit être porté à la connaissance, au respect et à la protection du patrimoine.

Que toutes celles et tous ceux qui, à des titres divers, soutiennent et aident notre action et nos travaux, trouvent ici l'expression de notre reconnaissance et de nos très sincères remerciements.

ÉTAT DES RECHERCHES SUR L'HÔPITAL-PRIEURÉ DE CAYAC (GRADIGNAN)

par M.A. GAIDON

L'hôpital-prieuré Notre-Dame de Cayac se dresse à la sortie sud de Gradignan, en Gironde. La Nationale 10, reliant Bordeaux à Bayonne, serpentait entre les constructions; elle passe à l'est de l'ensemble depuis sa déviation partielle en 1981. Cette route était royale dès le XVIII^e siècle; Gradignan possédait son relais de poste¹. Des textes du XIV^e siècle nomment cette voie *Iter beati Jacobi*². Elle appartient à l'un des plus grands axes de pèlerinage vers Saint-Jacques-de-Compostelle: la *Via Turonensis* décrite par le Guide du pèlerin³. Son tracé, inchangé depuis le Moyen Age, présentait un grand danger du fait d'un double virage, à l'entrée et à la sortie des bâtiments. Ce dernier avait été conçu pour que l'église soit dirigée à l'est. L'orientation première de la route était en fait nord-est - sud-ouest.

De la popularité du pèlerinage à Saint-Jacques a résulté une organisation matérielle importante. Et si les abbayes, affiliées à Cluny, offraient l'hospitalité aux Jacquets dès le XI^e siècle, c'est aux XII^e et XIII^e siècles qu'une multitude d'hospices fut créée sous l'impulsion de divers ordres. Ces établissements religieux étaient essentiellement destinés à héberger les Jacquaires, à leur procurer nourriture et soins de nécessité, si ce n'est éventuellement une sépulture décente. L'hôpital de Cayac s'inscrit dans ce contexte au XIII^e siècle. Sa fondation ne relève d'aucun ordre particulier. Il est simplement redevable de la dîme au Chapitre Saint-André de Bordeaux⁴. D'après l'étude de M. A. Masson, différentes structures composaient ces hospices⁵. Outre une chapelle et une salle d'hôpi-

tal, ils comprenaient un cimetière, des bâtiments d'habitation pour les religieux, des communs: chai, cellier, grange, écurie... selon leur richesse et leur mode de fonctionnement. L'église, placée à l'est de la voie, faisait face au complexe hospitalier situé à l'ouest.

La Gironde est dotée d'un réseau important de relais. Il faut citer l'hôpital de Saint-Jacques (ou Saint-James), rue du Mirail à Bordeaux, ceux de Bardenac, placé à la limite des paroisses de Talence et de Pessac (sur l'emplacement de l'actuelle Ecole d'architecture) ou de Camparrian, de Belin-Beliet, du Barp⁶. Mais s'ils étaient nombreux, il ne subsiste que celui de Cayac en élévation. Nous ne connaissons guère que l'hospice de Pons en Charente-Maritime et celui de Roncevaux dans les Pyrénées qui puissent offrir des vestiges en place. Ces fondations ont été condamnées par l'élargissement des routes dû à la croissance du trafic. Les siècles n'ont pas épargné les constructions de Cayac. Les espaces ont été modifiés et les volumes transformés, mais depuis la date de sa création, l'hôpital-prieuré de Cayac n'a pas connu de véritable abandon.

Les textes d'archives relatifs à Notre-Dame de Cayac sont peu nombreux. La plupart d'entre eux ont servi à alimenter les feux de joie de la Révolution, sur la place du bourg. Il en résulte un handicap majeur si l'on tente de rétablir une chronologie historique de l'édifice. Néanmoins, quelques dates importantes nous sont connues.

L'abbé Beaurein écrit dans ses *Variétés Bordelaises*: « Cet hôpital existait dès le treizième siècle, et, selon les apparences, sa fondation étoit plus ancienne. Il en est fait mention dans un titre de l'an 1229... »⁷.

1. A.D. 33, série C.

2. J.-P. CUTTINO, *Gascon register A Series of 1318-1319*. Londres, 1975, p. 301.

3. Jeanne VIEILLARD, *Le guide du pèlerin du XII^e s.*, 1^{re} édition. Mâcon, 1969, p. 3.

4. Abbé BEAUREIN, *Variétés bordelaises*, 1^{re} édition, Bordeaux, 1782.

5. A. MASSON, « Existe-t-il une architecture des hospices de pèlerins ? », dans *Revue historique de Bordeaux et de la Gironde*, 1942, p. 5-17.

6. F. BÉRIAC, « L'hôpital Saint-Julien de Bordeaux, XIII^e-XVI^e siècle », dans *Revue historique de Bordeaux et de la Gironde*, 1975, p. 47 à 73.

7. *Ibid.*

Cette donnée est reprise par Rebsomen⁸. Nos recherches aux archives tant municipales que départementales se sont avérées infructueuses. Nous n'avons pas retrouvé ce titre. Cependant, une charte du maire et des jurats de Bordeaux cite : « Amauvin Dalhan, frère de l'hospitaux de Cayac... », comme témoin dans un différend entre deux familles de La Sauve-Majeure⁹. D'après le nom du maire — Bernard Dalhan —, nous pouvons dater cette charte de 1239-1240¹⁰. Il est alors possible que la date, énoncée par l'abbé Beurein, soit erronée. Il y aurait eu confusion. Hôpital à sa création, il est également prieuré dès l'année 1304. Une « reconnaissance de Jean Martineux, frère de l'hospitaux de Cayac à Bernard Gassion, prieur du mesme hospitaux » pour une terre en est le témoignage¹¹. « Cet hôpital a eu le sort de la plupart de ceux qui étoient placés sur la route de Saint-Jacques-de-Compostelle, c'est-à-dire qu'il a été anéanti, et qu'il est entièrement métamorphosé en prieuré », constate l'abbé Beurein.

Cependant, les Jacquets y seront encore reçus. Sa renommée est telle que Michel d'Anglade, bourgeois bordelais, réclame la fondation d'une chapellenie à l'intérieur de l'église. Il lègue, en son dernier testament, à l'hôpital-prieuré Notre-Dame de Cayac, des biens (terres et maisons) à Cestas, Camparian et Léognan. Une copie en forme, du XVII^e siècle, place cet événement en 1379. Des reconnaissances au chapelain de Cayac des XIV^e-XV^e et XVI^e siècles sont jointes au document¹².

En 1618, le cardinal François de Sourdis, prieur de Cayac, se démet de l'hôpital-prieuré et l'annexe à la Chartreuse Notre-Dame de la Miséricorde de Bordeaux¹³. Cette annexion est contestée par les chevaliers de Saint-Lazare qui se réclament, en vertu des édits des Rois, héritiers directs de l'hospice. Leurs revendications ne cesseront qu'en 1673.

Pendant les guerres de la Fronde, en 1649, le prieuré de Cayac est assiégé par les troupes du duc d'Épernon. Ce dernier est en désaccord avec le Parlement bordelais et a levé une armée qui sévit dans toute l'Aquitaine. Fonteneil¹⁴ narre : « Le duc d'Épernon fut en personne avec sa cavalerie, dans la paroisse de Gradi-gnan, & ayant appris que quelques paysans s'étoient retirés dans l'église du prieuré de Cayac qui appartient aux pères chartreux, dans la mesme paroisse, avec résolution de se défendre, il les envoya sommer... ». Ils acceptèrent la capitulation, mais le duc fit « pendre et étrangler leur chef par un paysan... ». Cet épisode

sanglant, dont nous avons également retrouvé des traces aux archives départementales¹⁵, a sans doute été la cause de dommages matériels. Une fenêtre à meneaux du prieuré porte cette date, en commémoration.

Aucun travail de restauration n'est signalé ensuite ; nous possédons un contrat passé entre le révérend père Jean de Boyer, prieur, et un bourgeois maître-maçon, Jean-Paul de Sainte-Eulaye (Eulalie), daté et signé de 1666. Il s'agit essentiellement de « construire un... cuvier, chay, escurie, le grenier à foin dans la maison du prieuré... », mais il faut aussi « démolir toutes les vieilles murailles qui ne peuvent pas servir à la construction du nouveau bastimen avec une vieille tour qui est au fonds de l'escurie et mettre par terre conjointement avec les charpentiers la gallerie qui est entre l'esglise dudit prieuré et la maison en deppendant... »¹⁶. Les derniers termes pourraient faire référence à un passage couvert lancé entre les deux façades.

Lorsque l'archevêque de Bordeaux ordonne, en 1673, la visite de l'église de Cayac, les bâtiments sont encore en bon état. La chapelle possède un autel principal ; elle jouxte l'hôpital dont l'accès se fait par le cimetière. Le prieuré, situé « de l'autre côté de la route de Bordeaux à Bayonne », comprend une basse-cour et une chambre basse¹⁷. Si la salle, attribuée aux pèlerins au XVII^e siècle, se trouve à côté de l'église, l'hospice de Cayac ne vérifie pas la théorie, émise par M. A. Masson¹⁸. Il faut envisager, peut-être, qu'il ait pu y avoir un transfert d'un lieu à un autre.

La description sommaire de l'église et de l'hôpital, établie le 16 mai 1688, à la demande de Louis d'Anglure de Bourlemont, archevêque, nous montre la dégradation de l'édifice, quinze ans plus tard¹⁹. Si « l'autel est proprement orné, la pierre sacrée et les nappes sont en bon état, la nef est lambrissée et a besoin d'être crépie et blanchie » et malheureusement « la muraille est gachée par dehors ; il y a beaucoup de brèches causées par l'usure du temps ». Quant à l'hôpital, « à costé de la chapelle », il n'est ni en bon état, ni carrelé et de surcroît « il y a quatre lits maltenus et qui ne sont garnis qu'un peu de paille dessus... ». Est-ce le constat d'un laisser-aller dans l'entretien de l'édifice ? L'engouement pour les pèlerinages s'éteint doucement, si bien que de telles fondations perdent peu à peu leur raison d'être. En 1731, date du premier mandement de visite, c'est à peine si le prieuré de Cayac retient l'attention. Une simple note signale que « les pères chartreux ont une grande chapelle... Il ne s'y fait plus aucun service... »²⁰.



FIG. 1.
Façade de l'église de Cayac ;
vue vers le nord-est.
(Photo Jean-Michel Mure.)

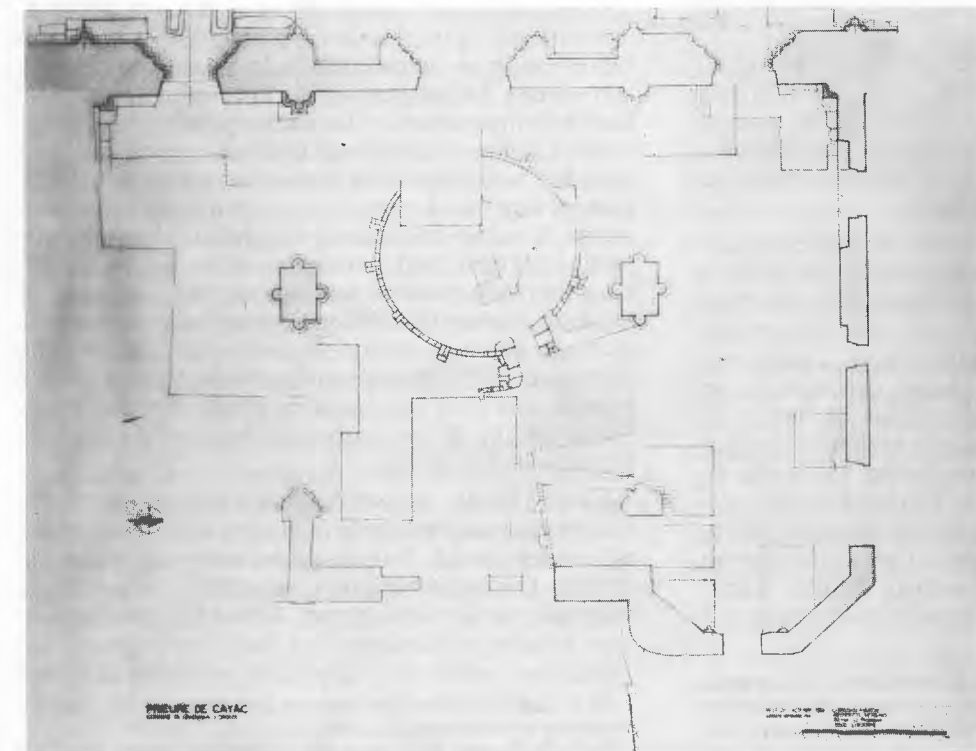


FIG. 2.
Vue en plan
de l'église de Cayac
avec le four de verrier.
(Relevé Christian Martin.
Photo Jean-Marc Lacabe.)

8. REBSOMEN, *La Garonne et ses affluents de la rive gauche de La Réole à Bordeaux...* Bordeaux, 1913, p. 282-285.

9. A.D. 33, répertoire H.2, p. 14.

10. J.-A. BRUTAILS, *Contribution à la chronologie bordelaise. Maires et curés de Bordeaux*. Bordeaux, 1902.

11. A.D. 33, série H, non classé, liasse 237.

12. A.D. 33, série H, non classé, liasse 234.

13. A.D. 33, série H, non classé, liasse 234 ; série G, liasses 210-804-805-919-1091.

14. FONTENEIL, *Histoire des mouvements de Bordeaux*. Bordeaux, 1651, p. 129 sq.

15. A.D. 33, série C, liasse 4063.

16. A.D. 33, série H, liasse 234.

17. A.D. 33, Anciens titres de la chartreuse. Registre 9^e, n° 118, p. 320.

18. A. MASSON, *op. cit.*

19. A.D. 33, série G, liasse 640, chemises 7 et 8.

20. A.D. 33, série G, liasse 646.

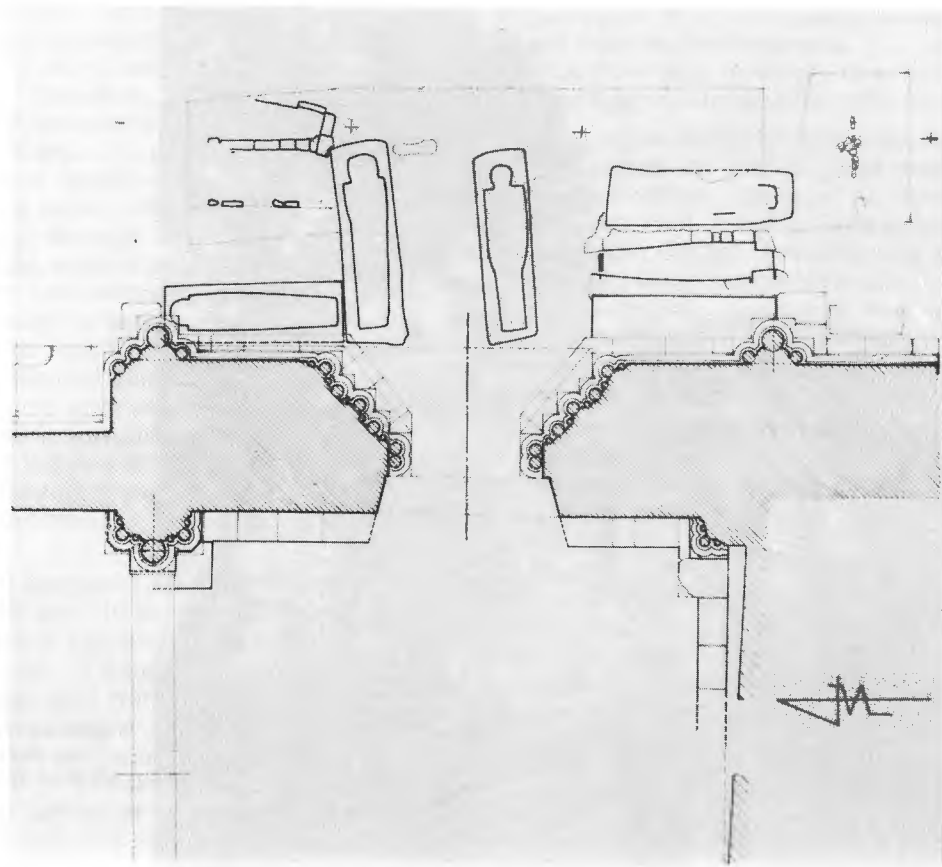


FIG. 3. — Vue du collatéral sud et de la nécropole. (Relevé Christian Martin. Photo Jean-Marc Lacabe.)

Il a suffi de quarante années pour que l'abandon, constaté en 1688, se déclare tout à fait. De 1731 à la Révolution, il n'est plus jamais question du prieuré de Cayac. Vendu comme bien national en 1793 à un avocat, Maître Consul, il perd définitivement sa vocation religieuse et hospitalière.

Puis il appartient aux demoiselles Augan, de Gradignan²¹. Celles-ci louent une partie des bâtiments à un artisan : le sieur Caillabet. Il requiert l'autorisation d'ouvrir une verrerie auprès du Ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce. Cependant, c'est le dénommé Seguette auquel on accorde, en 1837, la permission d'ouvrir un four de verrier²². La propriété a-t-elle été vendue entre temps ou le sieur Caillabet a-t-il abandonné son projet au profit du sieur Seguette ? Lorsque l'abbé Ferdinand Leroy inspecte l'église de Cayac pour les Monuments Historiques, en 1840, il s'aperçoit que le four a été construit dans la nef. Le rapport, extrêmement détaillé, établit un constat de l'évolution des espaces et des volumes à

l'intérieur de la chapelle. Dans les procès-verbaux du xviii^e siècle, il n'est jamais fait mention de bas-côtés. Leroy écrit pourtant : « La forme primitive est dénaturée. L'église est divisée en trois sections : une partie centrale, une partie nord et une partie sud. Il n'existe plus ni fenêtre ni voûte », et il remarque aussi que « dans la partie orientale se trouvait le chœur ; cette partie a été démolie il y a environ vingt-cinq ans... »²³. La verrerie fonctionne toujours en 1842, puisque le sieur Lespinasse (le nouveau propriétaire ou simplement le nouveau maître-verrier ?) obtient le droit d'ouvrir deux fours supplémentaires²⁴. Nous ignorons à quelle date cesse cette industrie mais il semblerait que l'interruption ait été provoquée par une destruction accidentelle par le feu.

Vers 1850, M. Archambaud se porte acquéreur du prieuré et entreprend de le faire réparer. L'église seule est achetée par M. Calvet, également propriétaire du château Tauzia à Gradignan, vers 1880. Elle est réquisitionnée par les Italiens en 1940-1941 pour servir

d'atelier de mécanique. Enfin elle échoit à la commune de Gradignan en 1980. Cette dernière, lasse de voir la détérioration progressive d'un tel patrimoine, l'obtient par transaction avec M. Calvet.

La pauvreté des informations contenues dans les archives nous a amenée à vouloir analyser la construction. Or celle-ci avait été enfouie sous des remblais entre le xix^e et le xx^e siècle. Cette opération ne pouvait être menée à son terme sans procéder à une fouille méticuleuse. L'intervention archéologique ne concerne que l'église et la portion de voie comprise entre les deux façades. Les bâtiments ouest sont propriété privée. Bâtie primitivement sur un plan à trois nefs et à trois travées, l'église Notre-Dame de Cayac est, en 1982, scindée en trois parties distinctes. La nef centrale, amputée de la moitié est de sa travée de chœur et de son chevet, est close par un mur du xix^e siècle. Elle est fermée sur toute la hauteur vers les collatéraux, sauf dans la première travée nord. Une charpente du xix^e siècle lui sert de couverture. Le bas-côté nord subsiste entièrement. Il possède apparemment une absidiole à trois pans coupés. Le collatéral sud est très remanié. La toiture a disparu ainsi que le mur gouttereau sud. La partie occidentale sert de cour à ciel ouvert. Cette dernière est fermée sur le sud par un édifice construit au xvi^e-xvii^e siècle. Une maison du xix^e siècle est accolée à l'est contre la nef. De toute part les sols ont été rehaussés, dissimulant le soubassement de l'église.

Si la fouille a été limitée dans le temps, et ne peut être exhaustive, en revanche toutes les zones ont été sondées. Dans la nef, sous de nombreuses couches de remblais, principalement du xix^e siècle, sont apparues les bases des piliers et des murs. Le soubassement d'un four de verrier, à deux foyers, d'un diamètre de six mètres, occupe partiellement la première et la deuxième travées. Il date de la première moitié du xix^e siècle²⁵. Il a été construit au niveau d'un sol de terre battue et recoupe un dallage de petits carreaux de terre cuite de treize centimètres de côté. Ceux-ci correspondent à un aménagement tardif de l'église, soit xvi^e ou xvii^e siècle. Le sol initial se trouve environ trente à quarante centimètres plus bas. Une banquette de pierre souligne les bases des piliers au-dessus d'une assise de pierres appareillées. Un jour, aménagé dans la travée de chœur au nord, a été mis en évidence. Il est également délimité par une banquette. La base du pilier de la 2^e-3^e travée a disparu.

Les mêmes couches de remblais, provenant de la destruction du four de verrier, comblaient le collatéral nord. L'absidiole à trois pans coupés, visible en élévation, correspond à une disposition primitive. Une banquette de pierre relie entre eux les faisceaux de colonnes adossés. Elle est très endommagée sur le pan nord-est où fut installée une cheminée au xviii^e siècle. Les sondages pratiqués à l'aplomb du mur nord ont permis de retrouver sous celui-ci les assises anciennes

du mur gouttereau. Une banquette est disposée sur toute sa longueur et amorce un retour le long du mur ouest, à l'exception de la zone de passage.

Le bas-côté sud est moins détérioré par l'installation de la verrerie. Le remplissage est constitué de couches de remblais et de couches archéologiques du xvii^e siècle. L'enlèvement de celle-ci a fait apparaître le soubassement du mur gouttereau, arasé en élévation. Une banquette, identique à celle du bas-côté nord, règne au-dessus d'une assise de pierres appareillées. Des sépultures en pleine terre, orientées ouest-est, ont été découvertes à la hauteur de la banquette dans la première travée. Dans l'état actuel des recherches, une fosse et trois sépultures isolées ont été localisées. Peu de matériel les accompagnaient hormis une monnaie de Louis XIII. Ceci semblerait prouver l'utilisation du bas-côté comme nécropole au xvii^e siècle. Il est possible que cette nouvelle destination ait été affectée au collatéral sud dès l'effondrement de la voûte.

Les recherches sur le chevet, arasé au début du xix^e siècle²⁶, se sont avérées très décevantes. Il était décrit comme de forme semi-circulaire, dépassant de neuf mètres le mur actuel de clôture de la nef. Si l'abside avait un diamètre égal à la largeur de la nef, cette distance ajoutée à celle de la demi-travée de chœur manquante, nous obtenons sensiblement cette mesure énoncée par Leroy. Seul un arrachement de quarante centimètres, visible le long du pan sud de l'absidiole du collatéral nord, subsiste de cet aménagement. La fouille a permis de dégager des murs du xix^e siècle qui sont à mettre en rapport avec la phase d'utilisation de la chapelle comme verrerie. Le sanctuaire a vraisemblablement été arasé jusqu'aux fondations.

La zone la plus révélatrice est, sans conteste, le tronçon de l'ancienne Nationale 10. Deux chaussées de bitume se superposaient à deux autres pavées. La plus récente date de Napoléon III, et la plus ancienne du début du xix^e siècle. Sous cette dernière, une masse importante d'argile et de sable venait recouvrir une route empierrée. Elle paraît être la plus ancienne voie en place. Elle forme un terre-plein au centre, séparé des côtés par de larges ornières. Est-elle médiévale ou postérieure ? Elle semble, en tout cas, plus tardive que l'édifice.

L'empierrement vient buter contre des cuves de sarcophages et dissimule des squelettes en pleine terre. S'agirait-il alors de la Route Royale²⁷ ? Les premiers sondages placent la nécropole en avant du portail sud. Les textes du xvii^e ne donnaient aucune précision topographique à ce sujet²⁸. Les sarcophages ne sont pas tous orientés ouest-est ; plusieurs sont axés nord-sud. Les premiers sont sectionnés dans leur largeur

21. P. CARAMAN, « Etat de l'église de Gradignan et de la chapelle de Cayac en février 1806 », dans *Revue historique de Bordeaux et de la Gironde*, Bordeaux, 1934, p. 132-133.

22. A.D. 33, série 5 M, liasse 402.

23. F. LEROY, *Notice historique et archéologique sur l'ancien prieuré de Cayac*. Bordeaux, 1840.

24. A.D. 33, série 5 M, liasse 402.

25. A.D. 33, série 5 M, liasse 402.

26. F. LEROY, *Notice historique et archéologique sur l'ancien prieuré de Cayac*. Bordeaux, 1840.

27. A.D. 33, série C, liasses 1015-3995-4160-4794.

28. A.D. 33, série G, liasse 640 et registre des titres de la Chartrreuse, 9^e, n° 118, p. 320.

par un câble P.T.T., installé après la guerre de 1914. la tranchée de celui-ci a été faite à la pelle sur une largeur de quarante centimètres et cela n'explique pas pourquoi la plupart des couvercles des sarcophages manquent. Il faut envisager une profanation antérieure au milieu du xix^e siècle, avant le relèvement du niveau dû à la cessation d'activité de la verrerie. Quelques tombes isolées sont disposées le long des piédroits du portail nord et dans l'arcade aveugle nord. Elles sont axées nord-sud ou sud-nord. Une seule d'entre elles est close. Il existe trois types de sépultures : des sarcophages monolithes, en calcaire tendre, avec loge céphalique, alternent avec des tombes construites en briques et pierres, liées au mortier, avec loge céphalique en pierre taillée, et des sépultures en pleine terre, délimitées par des alignements de briques ou de pierres. La troisième catégorie comprend aussi bien des fosses communes que des fosses avec des individus isolés. Le matériel, peu abondant, se résume à quelques orcelles en verre soufflé aux parois très fines, quelques fragments de fibules en cuivre, de rares monnaies médiévales et deux morceaux de boucle de ceinture en cuivre émaillé, ciselé et repoussé. Nous remarquons que deux sarcophages de pierre, dirigés sud-nord, sont glissés sous la banquette, de part et d'autre de la baie sud. L'un d'eux, encore clos, reçoit le socle d'un faisceau de colonnes saillantes. La jointure est faite à l'aide d'un amalgame de briques et de mortier. Il en découle la problématique suivante : Quel type de relations existe-t-il entre la nécropole et l'édifice ? Le cimetière se trouve-t-il principalement en avant du portail sud ? Pourquoi avoir choisi ce lieu pour fonder l'hospice ? Plusieurs cas de figures peuvent être envisagés. Aucun ne mérite d'être retenu s'il n'est pas confirmé par la fouille.

Puisque rares sont les textes précis sur l'hospice de Cayac, un essai de restitution d'une chronologie de la construction a été envisagé, grâce à la fouille, confortant l'analyse monumentale (architecture et sculpture). Selon les apparences, une première église basse a été construite en deux étapes, au début du xiii^e siècle. La première étape concerne la mise en place de l'enceinte de l'édifice : murs de façade, murs goutterots, absides et absidioles. De nombreux éléments d'architecture et de sculpture témoignent de l'unité de celles-ci. Au-dessus des fondations, une assise de pierres appareillées sépare toujours une bordure-banquette d'un subsassement d'au moins deux autres assises de pierre de même taille. Cette banquette est disposée sur tout le pourtour intérieur de la chapelle à l'exception des baies. Le mur de l'absidiole du bas-côté nord est également bâti en grand appareil. Le reste des murs est en *opus incertum*. Des assises de briques alternent avec de petits moellons. Ils sont liés avec un mortier de mauvaise qualité. Toutes les bases des faisceaux de colonnes adossées ou engagées, en façade ou à l'intérieur de l'église, possèdent le même profil : deux tores écrasés encadrent une scotie surcreusée de faible ouverture. Les socles qui les reçoivent sont de forme polygonale ; ils sont agrémentés de moulurations. Ce

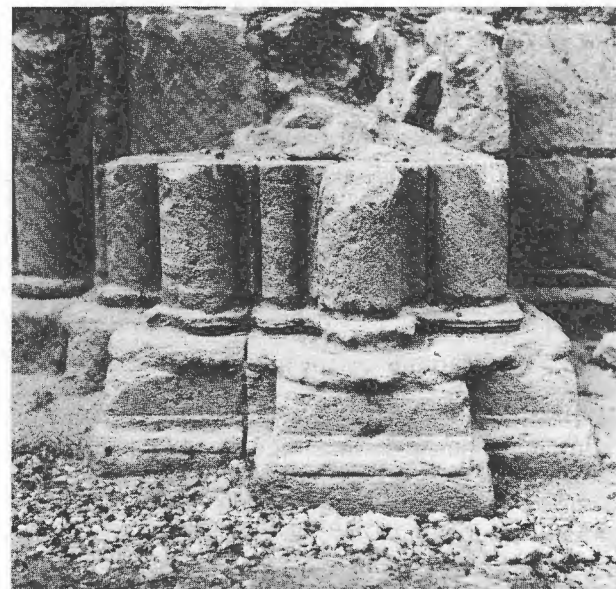


FIG. 4. — Bases de la façade de l'église de Cayac. (Photo Jean-Michel Mure.)

type de base est couramment utilisé au début du xiii^e siècle. Il est connu à Bourges vers 1205-1208, et un peu plus tard à Reims ²⁹.

Une deuxième étape permet d'installer les piliers intermédiaires, destinés à séparer les travées de l'église entre elles. Ils sont composés de colonnes, d'un diamètre plus élevé que les précédentes, réunies par des arêtes vives. Leur base diffère légèrement de celles que l'on vient de décrire sur le pourtour de l'édifice. La scotie est réduite à l'état de rainure. Les socles à pans coupés ne portent aucune mouluration. Une banquette ceinture les piliers au-dessus d'une assise de pierres appareillées. Ce profil de base, où la scotie tend à disparaître, est antérieur à 1245, date à laquelle elle devient inexistante. L'étude des deux types de chapiteaux ne permet pas d'affiner la datation. Les corbeilles sont généralement garnies de crochets ouverts, ou de bourgeons à tendance grotesque, assez proches de masques. Quelques rares têtes, plus finement travaillées, émergent parfois.

En façade, nous voyons des chapiteaux à crochets alterner avec des chapiteaux floraux. Les feuillages, polylobés, ne représentent pas une variété définie. Notons des essais de figuration de la feuille de vigne dans l'ébrasement sud du portail sud. Les autres feuilles tiennent à la fois de l'érable et du figuier. Leur découpage est grossier. Une frise continue de feuilles polylobées relie les portails entre eux. Les voussures des archivoltes sont aussi ornementées de feuillages, courant le long d'une ligne ondulée ou de fleurs épanouies : roses ou anémones ? Tous ces

29. J. GARDELLES, *La cathédrale Saint-André de Bordeaux. Sa place dans l'histoire de l'architecture et de la sculpture*. Bordeaux, 1963, p. 127.



FIG. 5. — Chapiteaux de la façade de l'église de Cayac. (Photo Jean-Michel Mure.)

détails de sculpture caractérisent bien le début du xiii^e siècle. La brique est employée de façon concomitante avec la pierre taillée, en façade. Elle sert aux blocages, mais apparaît aussi entre les arcs des baies. La pierre est presque uniquement utilisée pour les parties nobles de l'édifice. A l'aplomb des faisceaux de colonnes se trouvent des corbeaux. Ils sont disposés par paire sauf au-dessus du portail sud. M. Masson ³⁰ pense qu'ils servaient à soutenir un auvent ou une galerie de bois, placé en avant de la façade.

Dans la nef, les parties basses sont constituées de deux grandes arcades, dans la première et la deuxième travée, la travée de chœur possède un jour. Au-dessus de celle-ci, le mur est formé d'assises de pierres de moyen appareil. L'absence de grande arcade dans la troisième travée nous incite à penser qu'elle était surélevée par rapport aux deux autres et se trouvait au même niveau que le sanctuaire. Ainsi cette première église a pu être édifiée entre 1220 et 1245. Ceci concorde avec la date de 1229, proposée par l'abbé Beaurein ³¹. Néanmoins, il supposait l'édifice de fondation plus ancienne ; or, d'après l'analyse monumentale, il ne peut être antérieur au début du xiii^e siècle. S'il existait un autre bâtiment avant la fondation de l'hôpital, aucun indice n'en a été retrouvé lors de la fouille.

Au xiv^e siècle, la construction est reprise et embellie. Les grandes arcades des première et deuxième

travées sont élevées à la hauteur du chœur. Un système de voûtes d'ogive est alors mis en place sur la nef. Trois baies, sans ornementation, sont ouvertes en façade. Elles sont disposées au-dessus du portail central et de ses deux arcades aveugles, afin d'éclairer la nef. Les caractéristiques de style des parties hautes sont données par deux éléments en particulier. Les arcs diagonaux et doubleaux, dont il ne subsiste que des arrachements, retombent sur des faisceaux de colonnes fines alliées à des contre-courbes molles. Les colonnes importantes sont soulignées d'un listel qui leur donne un profil en amande. Les chapiteaux, plus petits que ceux du bas, sont coiffés d'un abaque profilé en larmier. Deux rangées de feuillages polylobés, plus découpés, garnissent la corbeille. Ces éléments définissent le « gothique rayonnant » très utilisé à la cathédrale Saint-André de Bordeaux, remaniée au début du xiv^e siècle. Les murs n'ont pu être étudiés ; ils sont recouverts d'enduits portant des traces d'appareil peint.

La réutilisation d'une structure basse, pour laquelle il n'était pas prévu de voûtement initial, a sans doute contribué à déséquilibrer l'église et a entraîné le bouclement progressif des murs. Ceux-ci se sont écartés et affaissés. Entre le xiv^e et le xvii^e siècle, la voûte s'est effondrée, endommageant le collatéral sud. La nef a dû alors être charpentée. C'est dans cet état que la décrit le procès-verbal de visite de 1688 ³². Les sols de la nef et du bas-côté nord ont été rehaussés et remplacés par un dallage de petits carreaux de terre cuite de treize centimètres de côté. Des seuils ont été rapportés à l'intérieur des portails central et nord. Le collatéral sud, définitivement inutilisable pour le culte, a été transformé en une annexe de la nécropole. Un nouveau bâtiment hospitalier, comprenant une chambre basse à quatre lits, aurait été construit à cette époque, fermant ainsi l'église au sud, en arrière du mur gouttereau, arasé en élévation ³³. Le même phénomène, de transfert du complexe hospitalier d'un lieu à un autre, se retrouve, curieusement, à l'hôpital Saint-Jacques de Bordeaux. Les Jésuites, ayant annexé les constructions situées à l'ouest de la rue du Mirail pour leur usage personnel, font édifier un nouvel hospice au nord de l'église ³⁴. Jusqu'à la Révolution, aucune transformation supplémentaire n'est apportée à la chapelle. Les travaux entrepris en 1666 concernent surtout les habitations groupées sur la partie occidentale de la voie.

Il reste le problème posé par cette galerie de bois « entre l'église et la maison en deppandant » démolie à cette occasion ³⁵. Doit-on se hâter d'y trouver là la preuve de l'existence d'un passage couvert, de même qu'à Pons ou à Roncevaux ? Cela demeure très hypothétique. Le siècle de l'industrie condamne la chapelle

32. A.D. 33, série G, liasse 640.

33. A.D. 33, Registre des titres de la Chartreuse, 9^e, n° 118, p. 320, et série G, liasse 640.

34. A.D. 33, série G, liasses 887-889, et série H, liasse 2.

35. A.D. 33, série H, liasse 234.

30. A. MASSON, « Existe-t-il une architecture des hospices de Saint-Jacques ? », dans la *Revue historique de Bordeaux et de la Gironde*, Bordeaux, 1942, p. 5 à 17.

31. BEAUREIN, *Variétés bordelaises*, 1^{re} édition. Bordeaux, 1782.

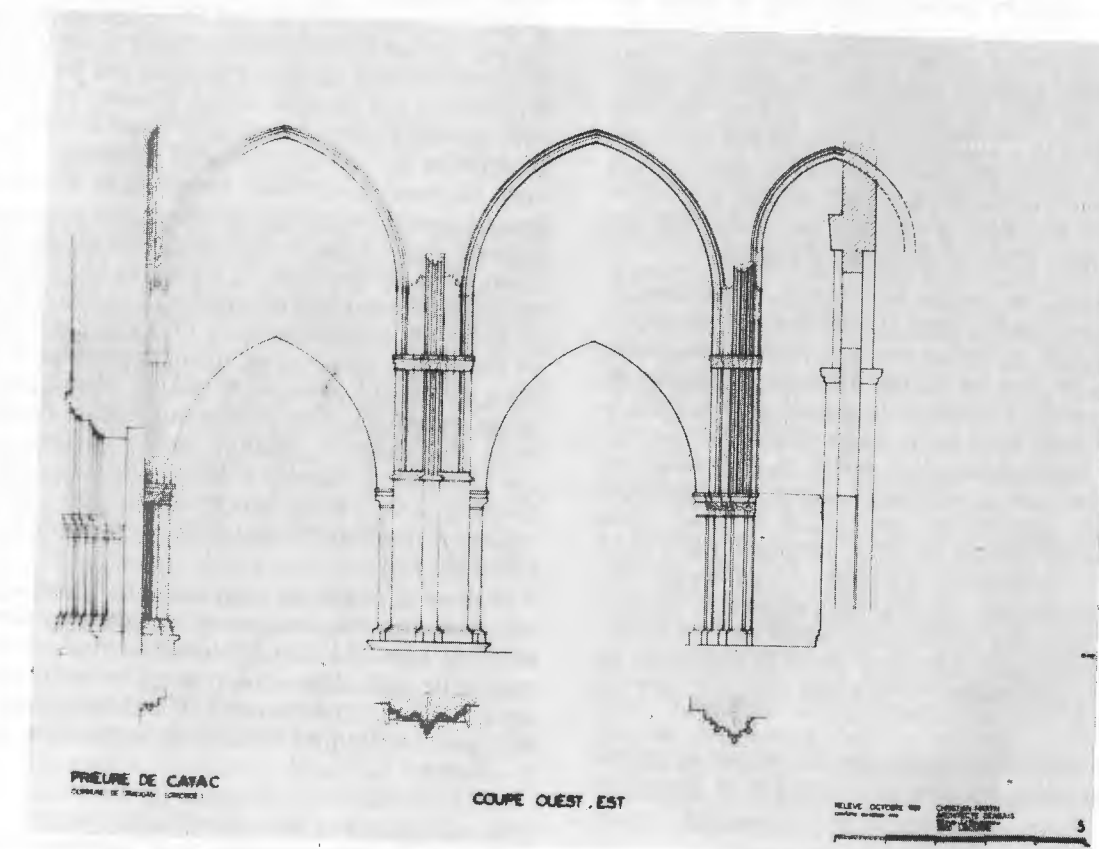
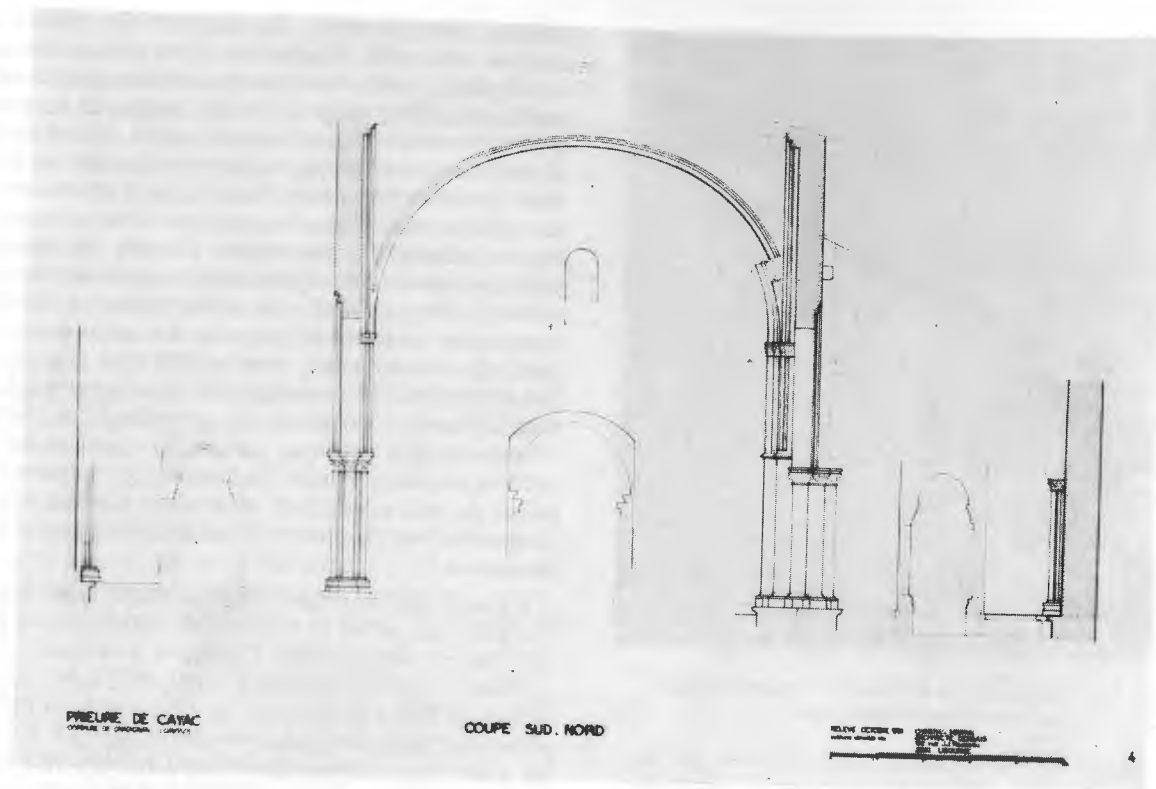


FIG. 6 et 7. — Coupes de l'église de Cayac. (Relevé Christian Martin. Photo Jean-Marc Lacabe.)

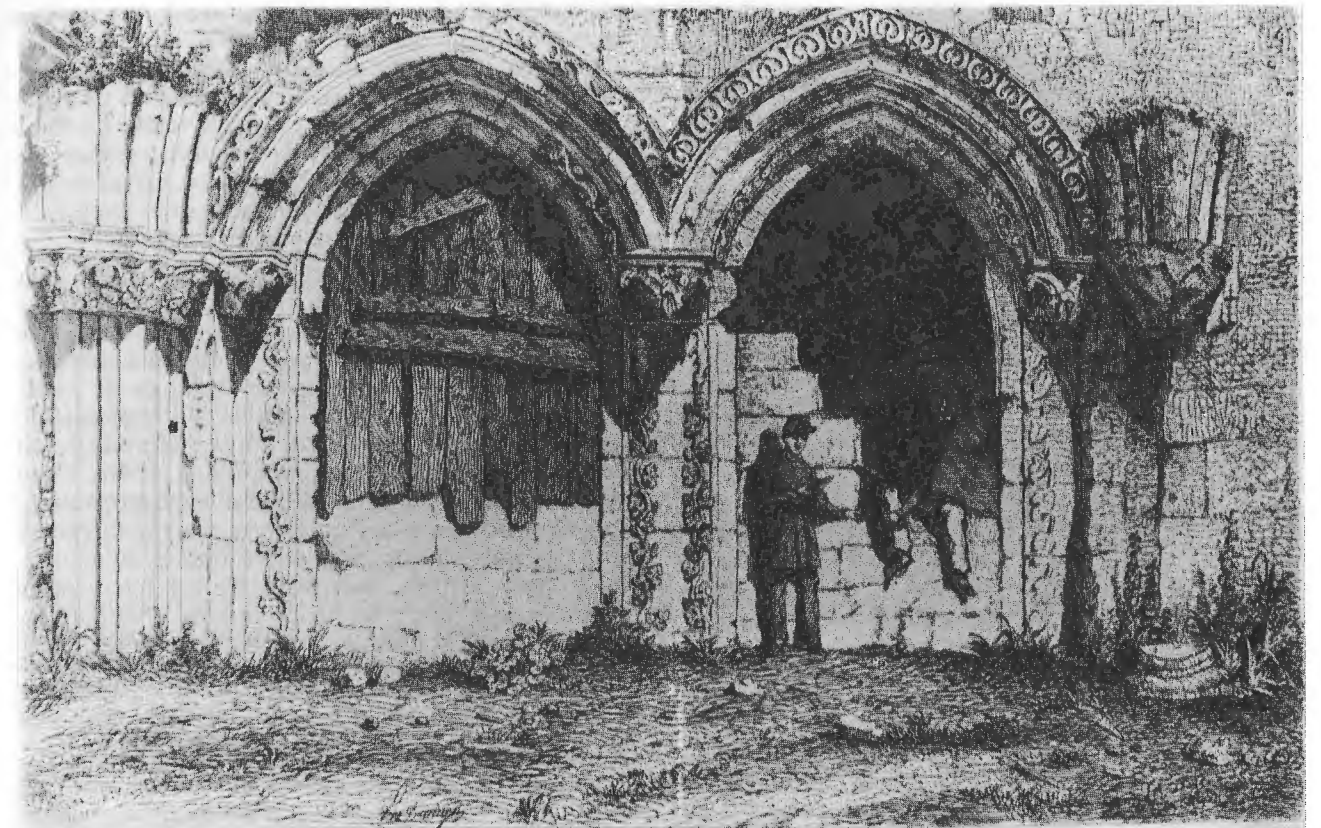


FIG. 8. — Lavabo du cloître de La Sauve. Dessin de Léo Drouyn, dans *L'album de la Grande Sauve*, Bordeaux, 1851. (Photo M.-A. Gaidon.)

à de nombreux réaménagements, entre autres la fermeture des grandes arcades, l'arasement du chevet et son remplacement par un mur à la moitié de la traversée de chœur. Il est responsable, également, de dégâts dans les murs, et de la détérioration des bases des piliers ou des faisceaux de colonnes, entraînant une grande faiblesse de toute la structure. Le ^{xx}e siècle l'enfouit en terre et achève d'endommager la façade.

L'église Notre-Dame de Cayac juxtapose deux styles architecturaux : le tout début du gothique régional et le « gothique rayonnant ». Elle présente un plan simple, de grandes dimensions. Celui-ci rappelle le plan de l'église de l'hôpital de Roncevaux ³⁶. L'existence d'un espace couvert entre l'église et le logis prieural ajouterait un élément de comparaison intéressant avec le complexe de Roncevaux ou même celui de Pons. Mais l'archéologie de la voie n'a fourni aucun indice en rapport avec ce système présumé. La chaussée étant large de treize mètres, il fallait dans un tel système prévoir des supports intermédiaires ! Outre cette ressemblance de structure, l'église de Cayac présente des analogies avec quelques édifices régionaux. Sur la façade de la cathédrale de Bazas, nous remarquons que les colonnes des ébrasements

des portails reposent sur les bases aux tores aplatis avec une scotie surcreusée d'étroite ouverture. Elles reposent sur des socles à pans coupés. Une bordure-banquette de soubassement, de même profil que celle, omniprésente, de Cayac, souligne l'ensemble. Elle n'a apparemment pas une destination fonctionnelle à Bazas ; elle est placée très haut. Dans l'église de Cayac, elle est disposée non seulement en façade mais aussi sous chaque base de pilier ou de faisceau de colonne. Elle suit également les murs gouttereaux et les murs ouest. A l'est, elle apparaît dans l'absidiole du collatéral nord. Elle semble avoir été conçue pour servir de banc. Le meilleur rapprochement que nous puissions faire avec l'église de Cayac est le lavabo du cloître de l'abbaye de La Sauve-Majeure. Des chapiteaux de même style coiffent les colonnes. Ornés d'une seule rangée de crochets, ils sont agrémentés de fleurs et de feuilles entremêlées et sont l'illustration de la sculpture du début du ^{xiii}e siècle. Les bases des colonnes montrent une scotie profonde et portent des griffes aux angles. La griffe n'est jamais utilisée à Cayac. Une grande similitude existe entre une double baie, en arc brisé, du cloître de La Sauve et les portails de la façade de Cayac. A tel point que lors de nos recherches aux Archives départementales, nous avons trouvé une photographie de la première répertoriée

³⁶. E. LAMBERT, *Etudes médiévales*, t. I, 4^e partie : *Etudes sur le pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle*. Toulouse, 1957, p. 173.



FIG. 9. — Détail de la Vierge en chaise de l'église de Cayac.
(Photo M.-A. Gaidon.)

par inadvertance comme appartenant à Cayac. Ces baies possèdent des archivoltes avec des voussures placées en retrait les unes par rapport aux autres, comme à Cayac. Des guirlandes de pampres de vigne courent sur les piédroits. A Cayac, la feuille de vigne est timidement employée sur le bandeau extérieur de l'archivolte et sur quelques chapiteaux. De même, les tailloirs des chapiteaux de La Sauve sont simples et décorés de leurs seules moulures³⁷.

L'analyse partielle de cet hospice de pèlerins fait surgir plusieurs problèmes importants. La difficulté majeure réside dans l'établissement des relations entre la nécropole, l'édifice et la route. Nous nous trouvons également fort dépourvus pour expliquer de façon rationnelle le choix qui a présidé à l'implantation topographique de l'hôpital de Cayac. Hormis le fait qu'il a été construit à proximité d'une rivière, l'Eau Bourde, nous n'avons pas décelé d'autre motivation. Les réponses que nous pourrions poser sont encore trop peu satisfaisantes pour être énoncées. Elles méritent d'être affinées par une dernière intervention archéologique entre les deux façades. Néanmoins, elles ne seront pas exhaustives tant que le complexe hospitalier n'aura pas été, lui aussi, fouillé.

L'ENSABLEMENT, LE DÉSENSABLEMENT ET LA RECONSTRUCTION AU XIX^e SIÈCLE DE L'ÉGLISE DE SOULAC

par Mgr Olivier LAROZA

Il s'est produit à Soulac à partir du XIV^e siècle un événement étonnant qui a frappé l'imagination et dont l'histoire a retenu le souvenir : l'envahissement progressif par le sable, jusqu'à l'ensevelissement total, de la petite cité de Soulac et de son église.

Sur cet événement les témoignages ne manquent pas. Tous les habitants du Médoc ont entendu le récit de leurs grands-parents ou arrière-grands-parents qui affirmaient avoir marché allègrement, au début du XIX^e siècle, sur la toiture de l'église mystérieusement ensevelie.

Cet envahissement par les sables de Soulac et de son église s'est fait progressivement sans que l'on puisse l'arrêter. Quelques points de repère permettent de jalonner l'histoire de cet ensablement. Déjà au XIV^e siècle l'église avait été remaniée à cause des sables qui la menaçaient¹.

Dans la deuxième moitié du XVI^e siècle la côte du Médoc et la ville de Soulac sont envahies. Michel Montaigne dans ses *Essais* parus en 1580, parlant des mouvements surprenants, « naturels les uns, les autres fiévreux », qui modifient parfois sous nos yeux et bouleversent la face de la terre, fait allusion à la disparition de la mystérieuse Atlantide et cite deux faits récents qu'il avait lui-même constatés : d'abord « la rivière Dordogne... en vingt ans aura dérobé le fondement de plusieurs bâtiments » ; ensuite la terre envahie par le sable à l'extrême pointe du Médoc. « En Médoc, dit-il, le long de la mer, mon frère, sieur d'Arsac, vit une sienne terre envahie sous les sables que la mer vomit devant elle ; le faite de quelques bâtiments paraît encore... les habitants disent que, depuis quelque temps, la mer se pousse fort vers eux, qu'ils ont perdu quatre lieux de terre. Les sables sont ses fourriers et nous voyons de grandes montioies d'arène

mouvante qui marchent d'une durée bien devant elle et gagnent le pays². »

En 1699 les sables se sont accumulés le long des murs de l'église de Soulac à une telle hauteur que l'on se voit contraint, pour empêcher le sable d'entrer dans l'église, de murer la partie occidentale et d'ouvrir une porte au sud ; d'autre part, pour atténuer la différence de niveau entre l'extérieur et l'intérieur, on exhaussa le dallage de l'église.

En 1744 le sable a submergé entièrement l'église : on ne peut plus y entrer. Seule émerge de quelques mètres au-dessus de la dune la tour qui servait de clocher à l'angle nord-ouest de l'église.

*
**

Les habitants de Soulac n'ont pas attendu cette extrémité pour quitter leur ville. Ils sont partis à deux kilomètres au sud dans les terres pour fonder un nouveau Soulac qu'ils appelèrent « le Jeune Soulac » ; ils y bâtirent une église et autour d'elle un village qui ne comptait plus que 520 habitants.

Ils firent davantage et donnèrent mandat à leur curé, Joseph Blanc, docteur en théologie, pour signer le 16 février 1744 devant Maître Cruon, notaire royal, un acte d'abandon de leur église aux Messieurs de la Chambre de Commerce. Ces Messieurs avaient présenté à M. le Ministre que la cage du clocher de ladite église était une bâtisse absolument nécessaire et indispensable pour la navigation. Les Soulacais cèdent les matériaux et font l'abandon de leur église pour 10.000 livres offertes à M. l'Intendant³.

2. MONTAIGNE, *Essais* (Livre I, chap. XXX).

3. Cet acte de cession de l'église est mentionné dans BAUREIN, *Variétés Bordelaises*, éd. 1876, tome I, p. 37 ; et la copie en a été publiée dans *Sainte Véronique apôtre de l'Aquitaine*, Toulouse, 1877, sans nom d'auteur (en réalité les auteurs sont les abbés Mezuret et Caudéran), p. 243-244.

1. Brutails (*Les vieilles églises de la Gironde*, p. 92) fait état des remaniements du XIV^e siècle constatés par L. Drouyn et Ch. Durand.

Au XVIII^e siècle et dans la première moitié du XIX^e siècle on a tracé un trait sur Soulac. L'église, entièrement couverte de sable, est une église engloutie; elle est devenue un objet de curiosité.

En 1848, exactement le mardi 14 mars, Mgr Donnet venu en Médoc pour une visite pastorale (il avait conféré le sacrement de la confirmation la veille à Talais et le matin même au Jeune Soulac), ayant entendu parler de la mystérieuse église de Soulac, voulut se rendre compte par lui-même de l'état de cette église. Voici comment il a consigné son impression dans son journal: « Les curieux peuvent se promener sur la voûte de l'église. Plusieurs fois on a parlé de la déblayer mais on a reculé devant la dépense. Il pourrait arriver aussi que, privée des sables qui servent d'appui aux murailles, cette église se mît à crouler. Les architectes et les archéologues en décideront plus tard⁴. »

Mgr Donnet n'ignorait pas ce que représentait historiquement cette église: église construite au XII^e siècle par les Bénédictins; centre de pèlerinage où l'on honorait sainte Marie de la Fin des Terres et sainte Véronique; église visitée et dotée par Eléonore d'Aquitaine en 1190; visitée par Richard Cœur de Lion, par Henri d'Angleterre en 1342, par le roi Louis XI en 1463, 1473, 1479; par l'illustre archevêque de Bordeaux, son prédécesseur, Pey Berland en 1440. Ce que Mgr Donnet pouvait apercevoir de l'église, sous son linceul de sable qui l'enveloppait complètement, lui permettait de soupçonner la hauteur, l'ampleur et la majesté de l'édifice: église à trois nefs, longue de 45 mètres, large de 20 mètres. Magnifique écrin qui devait receler un trésor architectural de très grande valeur (fig. 1).

Que faire de ces ruines?

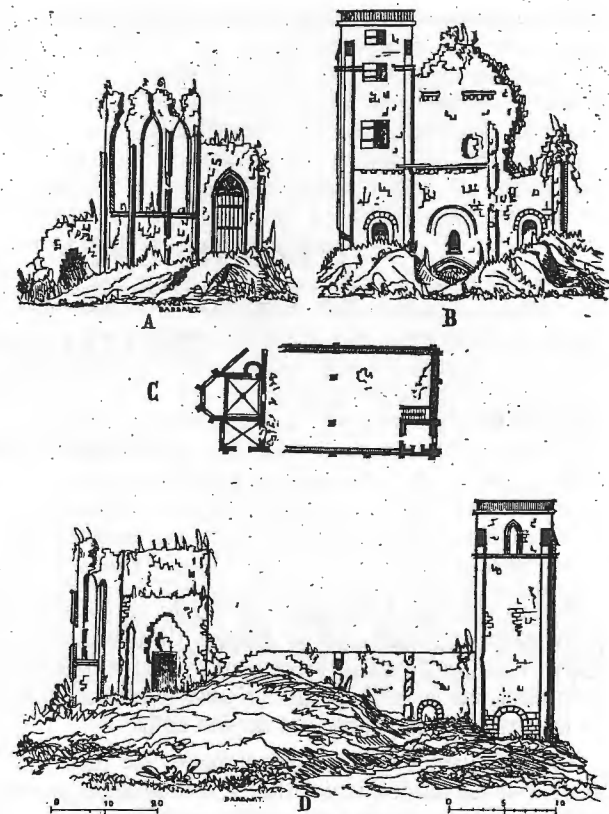
L'archevêque n'était pas seul à s'y intéresser. Mais pour beaucoup ce n'était que des ruines dont on ne pouvait rien tirer. Au dire du préfet, M. de Mentque, c'était « un squelette architectural », digne d'intérêt mais qu'il fallait laisser dans l'état.

Ce ne fut pas l'avis de Mgr Donnet. On sait qu'il fut un grand bâtisseur. Il pouvait déclarer lui-même à la fin de sa vie épiscopale qu'il avait construit ou reconstruit deux cent vingt-sept églises et élevé plus de cent clochers. Désensabler l'église de Soulac, la restaurer et la rendre au culte ne lui faisait pas peur.

Dix ans après sa visite à Soulac, devenu cardinal depuis 1852, il lança le 17 novembre 1858, à l'occasion de la réunion du comice agricole de Lesparre, un vibrant appel pour désensabler l'église de Soulac et fit un discours retentissant « sur la nécessité d'arracher l'église Notre-Dame de la Fin des Terres aux sables dans lesquels elle est ensevelie depuis si longtemps⁵ ».

4. Arch. dioc., I D3 (*Journal du Cardinal Donnet*).

5. Card. DONNET, *Œuvres, Lettres et Mandements*, tome V, p. 100.



Ruines de l'église de Soulac.
A. Élévation de la façade ouest. — B. Élévation de la façade est. — C. Plan. — D. Élévation latérale.

FIG. 1. — Ruines de l'église de Soulac.
(Bulletin de la Commission des monuments historiques, tome VIII, p. 8. Compte rendu de 1842 et 1846.)

« Aujourd'hui, disait-il, où, grâce à Brémontier, les sables ont été fixés, où des établissements de bains ont été construits, pourquoi, au lieu de bâtir une église nouvelle, ne pas dégager ce superbe monument et relever de ses ruines un sanctuaire si cher à nos aïeux?... Que chacun s'empresse d'apporter, non une pierre à cet édifice, mais de nous aider à arracher aux sables cette œuvre, unique en son genre: elle fera époque dans tout le pays. »

Ce projet pouvait paraître chimérique et l'œuvre de restauration de l'église au-dessus des moyens dont on disposait: désensabler, évacuer des tonnes de sable, restaurer, peut-être reconstruire, quel problème! Seul un grand mouvement d'opinion et de générosité pouvait vaincre les difficultés.

Pour éveiller l'opinion, le cardinal Donnet continua de prêcher. Il ira jusqu'à Paris à Sainte-Clotilde, le 20 mars 1867, à Sainte-Sulpice le 10 mai 1868, plaider cette cause qui lui tenait à cœur⁶.

Dès le mois de mai 1869 un comité chargé de recueillir des fonds se mit en place. Il comprenait 23 membres représentant les cantons du Médoc: Lesparre, Saint-

6. Card. DONNET, *Œuvres* (tome VIII, p. 20) et *L'Aquitaine*, 1868, p. 686.

Vivien, Pauillac, Saint-Laurent⁷. Une sous-commission se chargea de surveiller la marche des travaux: elle était composée de M. Danjoy, président, de M. l'archiprêtre de Lesparre, du sous-préfet de Lesparre, du curé de Soulac⁸, et de MM. Audoy et Pépin d'Escurac.

La sous-commission se mit immédiatement au travail et chargea M. Hostein de dresser un plan de déblaiement de la nef et des bas-côtés.

Les fonds arrivèrent. Une souscription avait été ouverte. Le chiffre de la première souscription s'éleva à 4.000 fr, somme importante pour l'époque. De ses deniers le cardinal donna 5.000 fr, le conseil général, grâce à son président le baron David, député, accorda une subvention de 10.000 fr. En 1855 on avait dépensé 21.711,49 fr et en 1868, quand l'œuvre principale de restauration était achevée, il y avait encore 160.000 fr à prévoir pour le devis des projets qui restaient à réaliser⁹.

Il fallait un architecte pour entreprendre la restauration délicate de l'édifice. La Commission départementale des Monuments historiques en désigna un, jeune encore (il avait 34 ans), Charles Durand. Cet architecte avait de qui tenir: il était le petit-fils et le petit-neveu des deux Durand qui étaient venus de Paris pour diriger, à la demande de Louis, les travaux

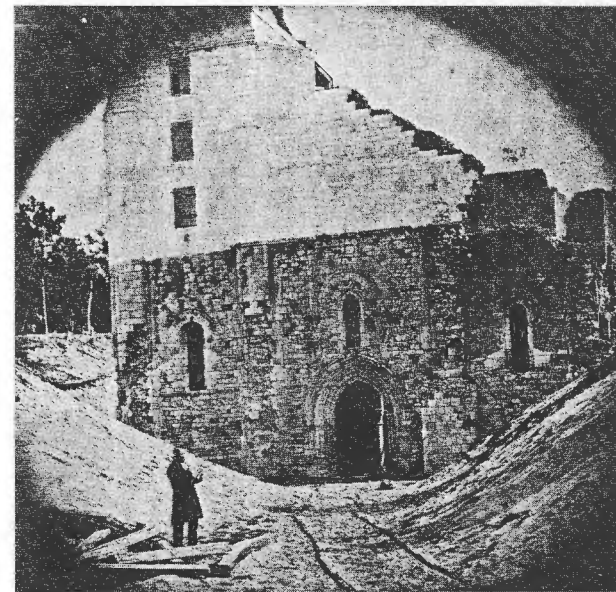


FIG. 2. — Photographie. L'église en 1859. Le désensablement est commencé. Le côté nord est partiellement dégagé ainsi que la façade occidentale et l'intérieur de la nef: un rayon de soleil éclaire une colonne.

7. Lettre de M. Danjoy au Card. Donnet, 4 juillet 1854 (Arch. dioc., C 280). Cette lettre contient la liste des membres de la Commission.

8. Le curé de Soulac fut, à partir de 1869, l'abbé Mezuret. Installé dans le vieux clocher dont il avait fait son appartement, il pouvait surveiller quotidiennement les travaux.

9. BRUTAILS, *op. cit.*, p. 93.

de la construction du Grand-Théâtre¹⁰. Durand se fit aider par un autre architecte, M. Godet.

Le désensablement commença dès 1859. Une photographie reproduite dans ce texte (fig. 2) nous permet de nous rendre compte de l'état des travaux et nous avons le plan détaillé de cette opération délicate et gigantesque établi par M. Meynard, géomètre¹¹ (fig. 3). Il fallut enlever cent cinquante mille tonnes de sable qui furent rejetées à la mer.

Une fois le désensablement opéré, l'architecte put se rendre compte de l'état de l'édifice et de ses lignes générales¹². L'église avait trois nefs; elle avait eu un transept, dont les deux bras étaient en ruines, et, à la croisée du transept, une tour disparue qui avait dû servir de clocher (fig. 4 et 5).

On renonça à la reconstruction du clocher comme à la reconstruction du bras sud du transept; on transforma en sacristie le bras nord du transept. On conserva évidemment l'abside très belle; et comme les absidioles avaient disparu, Durand projeta (mais peut-être était-ce conforme au plan primitif?) de construire deux absidioles au sud et deux au nord comme le révèle le plan publié dans ces pages. On sait que ce projet ne fut pas retenu: une absidiole fut rétablie au nord en 1860-1865; celle du sud n'a été reconstruite qu'en 1909 par l'architecte Rapine. C'est la pierre de Bourg qui fut employée pour l'ensemble de la restauration de l'édifice.

Restait à régler le niveau du sol. Un plan conservé dans les Archives diocésaines et reproduit ici donne une idée du problème. On renonça à atteindre le niveau primitif de l'église, qui demeura placé à 3,50 mètres au-dessous du niveau du dallage actuel. Pour se rendre compte aujourd'hui de la différence de niveau entre le sol primitif et le niveau actuel de l'église, il suffit de remarquer, à l'intérieur de l'édifice, les arceaux de communication entre l'abside et les absidioles dont on n'aperçoit que le sommet; et, à l'extérieur, les fenêtres de l'abside qui sont placées presque au niveau du sol: les parties basses du chevet sont donc encore engagées dans le sable.

Pourquoi a-t-on renoncé à atteindre le niveau primitif? D'abord pour ne pas accentuer la différence entre le niveau extérieur et le niveau intérieur: il faut aujourd'hui descendre déjà dix marches pour entrer dans l'église. Ensuite pour maintenir le niveau donné à l'église quand on passa, au XIV^e siècle, du style roman au style gothique: « Le sol de la nef, dit Brutails, fut reporté à 3,60 mètres au-dessus du sol roman¹³ ». Enfin à cause de la nappe d'eau qui se

10. Ch. Durand a construit le clocher de Coutras, l'ancienne Faculté des lettres (cours Pasteur), la synagogue, l'hôtel du Paty, occupé maintenant par l'état-major de l'aviation (place Jean-Moulin).

11. Arch. dioc., C 280.

12. BRUTAILS, *op. cit.*, p. 93, où l'on trouve le rapport établi par Durand.

13. BRUTAILS, *op. cit.*, p. 92.

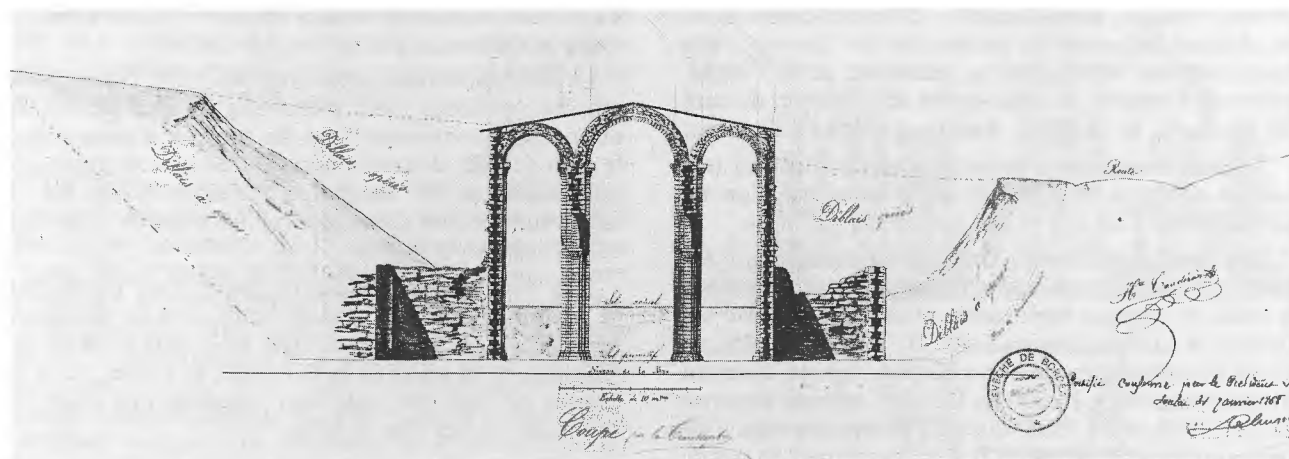


FIG. 4. — Coupe par le transept signée de l'abbé Caudéran, 1868. Le désensablement est commencé. Côté nord le sable arrivait au niveau de la toiture avant les travaux. Apparaît la différence entre le niveau du sol primitif et le niveau du sol en 1868.

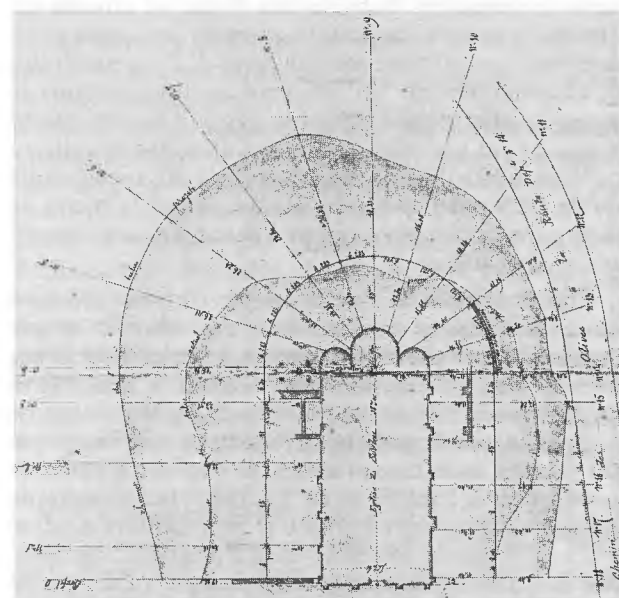


FIG. 3 — Plan de « dessablement » établi par M. Meynard en 1872. Un mur de soutènement a été placé à des distances variables par rapport à l'église : à 18,36 m côté nord au droit de la façade ; à 11,40 m côté sud. Les distances du sommet du talus projeté étaient beaucoup plus grandes que celles du mur.

trouve sous le dallage de l'église et qui est alimentée probablement par une source. Quand on commença les travaux en 1859 on découvrit cette nappe d'eau qui s'élevait à 3,50 mètres au-dessus du vieux sol¹⁴. L'édifice est de nos jours continuellement menacé par l'inondation. En 1920, 1953, 1954, 1955, l'église se trouva inondée avec 2,50 mètres d'eau à l'intérieur. Il est bon de savoir que, pour parer à cette menace permanente, les services municipaux ont fait installer une pompe électrique qui entre en action dès que l'eau en sous-sol atteint un certain niveau et qui rejette le trop-plein à la mer.

14. BRUTAILS, *op. cit.*, p. 93.

Commencés en 1859 les travaux de désensablement et de restauration étaient tellement avancés en 1860 que, le 17 avril, le cardinal Donnet pouvait célébrer une première messe en présence de 8.000 participants dans l'église rendue au culte.

En 1866 les travaux étaient achevés. Soulac, le 4 janvier, fit une magnifique réception au cardinal qui exprima sa joie et chanta son action de grâce¹⁵.

1868 fut l'année où le dernier tronçon du chemin de fer du Médoc jusqu'à Soulac était inauguré. Soulac pouvait revivre : « *Ex arena rediviva surgit* », comme dit désormais sa devise. Autour de l'église la ville est en train de se reconstruire, les habitants s'y installent, la ligne de chemin de fer lui amène des estivants, la vie reprend.

En 1868 on pouvait se réjouir de cette magnifique réussite. Mais l'Administration des Domaines veillait. Comme elle ne perd jamais ses droits, elle se permit, en 1877, de rappeler qu'elle avait acquis cette église en bonne et due forme en 1744 ; elle en revendiqua donc la propriété et envisagea le projet de la vendre aux enchères.

Gros émoi à Soulac. Démarches et discussions avec l'Administration. Enfin, au cours de la séance de délibération du conseil municipal de Soulac, le 24 septembre 1876, M. Cellérier, maire, put annoncer, après avoir raconté toutes les péripéties de cette affaire, la solution qui avait été apportée à ce problème : un décret ministériel ayant érigé en succursale la nouvelle paroisse dite « paroisse des Olives », on découvrit qu'il suffisait d'appliquer un arrêt de la Cour de cas-

15. *L'Aquitaine*, 1866, p. 385.

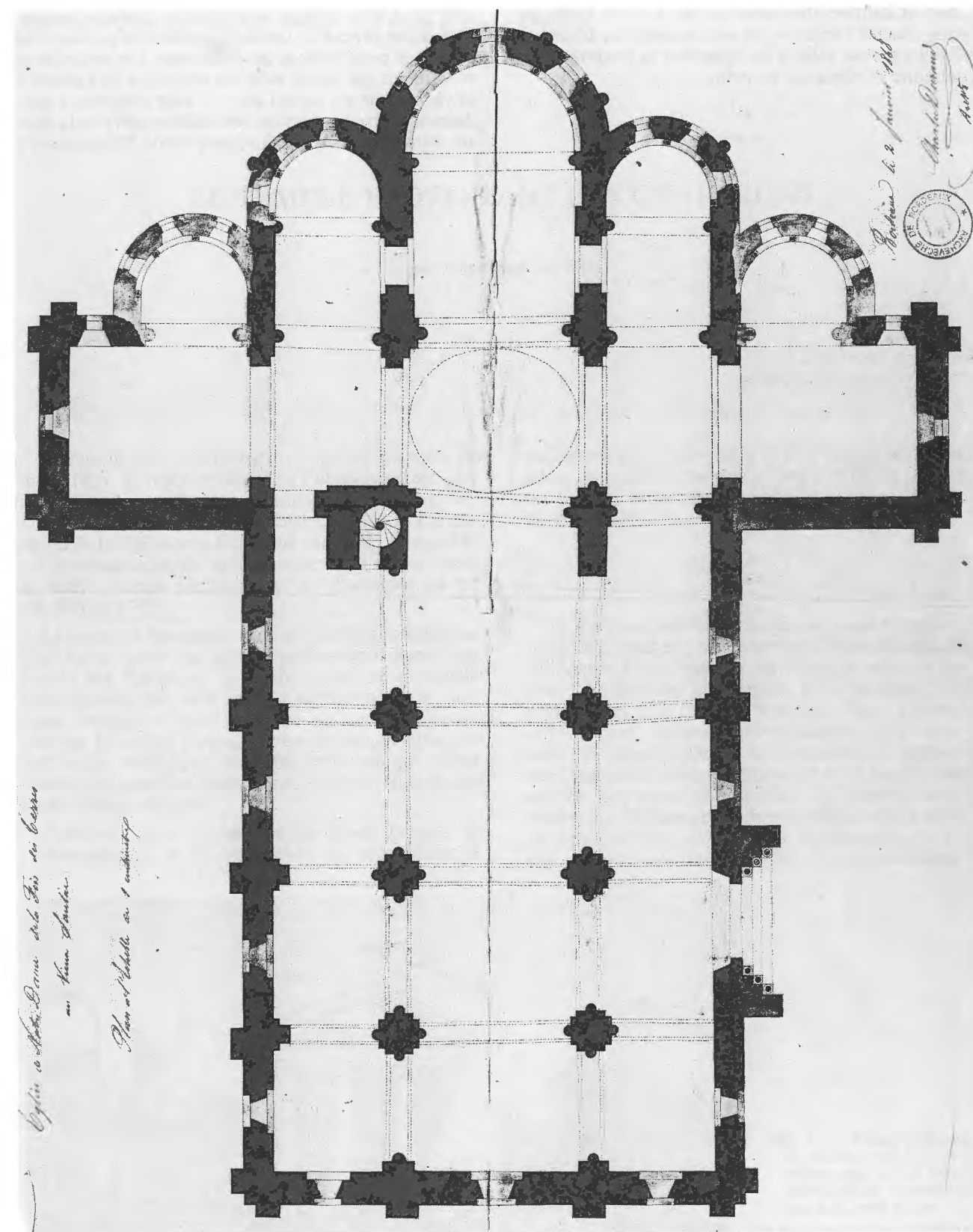


FIG. 5. — Plan de l'église relevé par Ch. Durand le 2 janvier 1868 : la porte occidentale est supprimée ; une porte a été ouverte côté sud. Les deux bras du transept sont nettement marqués ; une absidiole au nord et au sud est bâtie dans l'alignement des collatéraux ; une autre absidiole, plus petite, ouvre sur chaque bras du transept.

sation (Chambre des requêtes du 6 avril 1809) au terme duquel l'érection en succursale d'un bâtiment religieux a pour effet d'en transférer la propriété à la commune ¹⁶. On avait eu peur.

*
**

C'est à Brutails que nous emprunterons la conclusion de cet exposé : « Les faits légendaires qui auraient eu ce lieu pour théâtre, les étonnantes péripéties de ce monument qui, après avoir été enterré, a été rappelé à la vie comme un autre Lazare... tout concourt à produire une vive impression : cet édifice relève de la poésie autant que de l'architecture et de l'histoire » ¹⁷.

16. Délibération du Conseil Municipal de la commune de Soulac au sujet de la vieille église Notre-Dame de la Fin des Terres (texte imprimé chez Loze, à Bordeaux, 1877, Arch. dioc., C 280).

17. BRUTAILS, *op. cit.*, p. 93.

LE TEMPLE PROTESTANT DES CHARTRONS

par Raymond DURU

A la mémoire de
François-Georges Pariset

Le temple des Chartrons fut inauguré au mois de mars 1835. Il représentait alors l'aboutissement glorieux d'un long, très long et souvent douloureux cheminement des religionnaires bordelais, depuis l'apparition de la Réforme à Bordeaux vers 1523, jusqu'à la reconnaissance légale de son existence et de son droit de cité, obtenus par le décret du 3 ventôse an III (21 février 1795).

Le caractère monumental de cet édifice néo-classique (fig. 1), construit en grande partie par souscription auprès des fidèles, et la sévère pureté de sa façade ouvrant dans une salle vaste et claire, voûtée en berceau, témoignent non seulement de l'esprit d'entreprise de la société protestante bordelaise au début du XIX^e siècle, mais aussi de la foi religieuse qui s'était maintenue parmi ses membres au cours de trois siècles de résistance obstinée.

Pourtant, avant de rappeler les divers projets, la correspondance et les démarches qui précédèrent la

réalisation de ce monument et d'en étudier les dispositions, nous allons résumer le long et difficile itinéraire suivi par le protestantisme bordelais depuis le début du XVI^e siècle.

*
**

La Réforme pénétra à Bordeaux aussi bien par les écrits de Luther et l'enseignement d'évangélistes, dont Guillaume Farel, que par les échanges commerciaux avec l'Angleterre, les Flandres et la Hollande, pays déjà gagnés à la religion nouvelle. Elle y répondait certainement, comme partout ailleurs en France et dans l'Europe de l'Ouest, à des aspirations religieuses que l'Eglise catholique, appauvrie et en partie déconsidérée, ne pouvait plus satisfaire, s'épanouissant par contre avec l'exigence de liberté intellectuelle apportée par le grand mouvement de la Renaissance. Au Collège de Guyenne, fondé en 1533, l'on trouvait déjà la



FIG. 1. — Façade occidentale du temple, dans *Histoire des Monuments de la Ville de Bordeaux*, par Auguste BORDES, t. 2, 1845, p. 164.

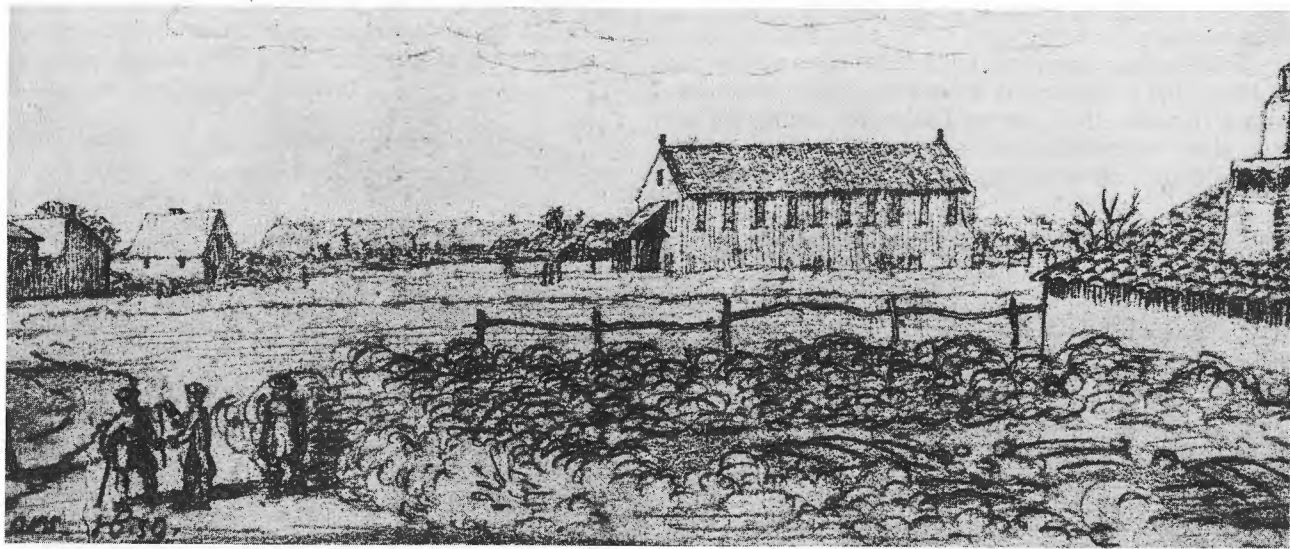


FIG. 2. — Vue du temple de Bègles. Dessin de Van der Hem. *Archives historiques de la Gironde*, t. XXXIX, p. 2, XIX.

bible traduite en français. Et à la même époque, Marguerite de Navarre recevait à Nérac Lefèvre d'Etaples, ami de Guillaume Briçonnet, évêque de Meaux, et associé à l'œuvre de régénération de son diocèse, et le jeune Calvin¹.

La lutte, ouverte en France contre les huguenots, semble avoir été modérée à Bordeaux; freinée d'abord par certains magistrats sensibles à l'évangélisme, mais aussi parce qu'une vie commerciale active y émoussait la violence des conflits religieux. Toutefois, la politique de rigueur adoptée par François I^{er} et Henri II avait abouti — avec Michel de l'Hospital et Catherine de Médicis — au Colloque de Poissy et à l'édit de 1562, qui accordait aux huguenots le libre exercice de leur religion. Mais ce résultat fut aussitôt combattu par les Guises et ensuite par la Ligue, au cours de huit guerres de religion qui se succédèrent jusqu'à l'avènement d'Henri IV; les protestants de Bordeaux subissant chaque fois le contrecoup des décisions royales, des édits et des traités mettant fin, temporairement, à des luttes acharnées, qui s'étendirent sur plus de trente ans.

Pourtant, la paix civile obtenue par l'abjuration d'Henri IV ne se doublait nullement de la paix religieuse, car la Contre-Réforme restait vigilante. Et l'édit de Nantes, promulgué en 1595, n'accordait pas une liberté de conscience pleine et entière aux protestants; il comportait en effet des restrictions sévères, tant au sujet de l'exercice du culte qu'au statut des places de sûreté et des chambres mi-parties qui pouvaient leur être attribuées. C'est ainsi qu'en 1605, les religionnaires de Bordeaux ne purent construire leur

premier temple qu'en dehors des remparts, dans la commune de Bègles, qui semble avoir été orienté nord-sud, en comparant le dessin de Van der Hem (fig. 2) aux dispositions d'un plan établi en 1762². Il était édifié dans un endroit accessible soit par la rivière, soit par de mauvais chemins en sortant de la ville par la porte Saint-Julien ou par celle de Sainte-Croix. D'après le dessin de Van der Hem, ce temple était un édifice rectangulaire de près de 20 m de long, couvert d'une toiture à deux pentes formant pignon à chaque extrémité; un porche en abritait l'entrée. Les façades latérales étaient percées de dix fenêtres hautes et étroites, éclairant une salle aux murs nus, blanchis à la chaux. Mais sur le mur du fond, auquel étaient adossés les bancs du Consistoire, des pasteurs et des personnages de marque, on pouvait lire les dix commandements écrits en lettres d'or. Quatre pasteurs assuraient le service du temple.

Aussi, bien que leur religion ne fût que tolérée, les années 1650 avaient été propices aux religionnaires bordelais. Ils occupaient une situation prépondérante, et peu de métiers leur étaient inaccessibles; ils étaient aussi admis à la plupart des emplois publics. Mais pourtant, malgré cette entente relative entre les différentes classes de la société, le catholicisme restait l'âme et le soutien de toutes les institutions officielles. Et c'est pourquoi l'accès aux charges municipales, aux maîtrises corporatives et aux professions libérales fut progressivement interdit aux protestants. D'ailleurs, les effets de la révocation de l'édit de Nantes s'étaient fait sentir bien avant sa signature par Louis XIV, le 18 octobre 1685, puisque le temple de Bègles avait été rasé un mois plus tôt, après ceux de Coutras, de Libourne et de Castillon; et sur son sol nivelé, l'on

avait érigé une croix monumentale que l'archevêque de Bordeaux était venu bénir en grande pompe³.

Par la révocation de l'édit de Nantes, les protestants avaient perdu tous leurs droits religieux. Et les cultes publics, de même que les rassemblements dans les maisons privées, ou en plein air dans des endroits isolés, leur étaient désormais défendus; les pasteurs avaient été bannis ou emprisonnés. Alors, au cours des années sombres qui suivirent, beaucoup abjurèrent pour conserver des situations acquises; et c'est ainsi que l'ancienne bourgeoisie huguenote devint celle des « nouveaux convertis »; conversions en général peu sincères. Mais d'autres, nombreux, cherchèrent leur salut dans l'émigration, aggravant ainsi une crise dont la cause n'était pourtant pas que religieuse⁴. Et cependant, la foi protestante survivait. Tout d'abord, par la lecture assidue de la bible; et puis en ville, où l'on se réunissait par petits groupes la nuit tombée; et à la campagne où l'on échappait plus facilement aux tracasseries citadines. Par ailleurs, bien qu'interdits, des rassemblements avaient lieu; par exemple en divers endroits de la vallée de la Dordogne, lors du passage d'un pasteur⁵. Ce fut cette période qu'on appela « l'église au désert », c'est-à-dire un temps d'épreuves où l'on devait vivre par la foi dans le dénuement; cette expression rappelant que le séjour au désert fut pour le peuple d'Israël le temps d'une expérience privilégiée, qui garda une valeur certaine pour toutes les générations suivantes; période rappelée dans l'Introduction du Livre des Nombres, dans la T.O.B.⁶.

*
**

C'est donc dans un milieu appauvri, dispersé, décimé que l'église de Bordeaux se reprit à vivre vers 1753, mais toujours clandestinement, comme en témoigne le premier registre des assemblées consistoriales, ouvert après 1685⁷. Elle avait son pasteur, Grenier de Barmont, et ses anciens qui, par précaution, étaient désignés dans ce journal par leur prénom et la seule initiale de leur nom. Mais il faut reconnaître que ce renouveau de l'église correspondait à un esprit général de tolérance, déjà sensible avant 1750, bien que la législation demeurât inflexible à l'égard des hérétiques. Et ce mouvement était certainement dû, en particulier à

Bordeaux, d'un côté à une prospérité commerciale retrouvée, grâce pour sa part, au dynamisme de la société protestante⁸, et d'autre côté, au réveil intellectuel et artistique de la ville et de la région, par le rayonnement de l'Académie royale, véritable institut d'enseignement — disait Camille Jullian — et dont la bibliothèque était devenue publique en 1740⁹, alors que l'ouverture de la ville médiévale sur le port, par la magnifique place royale, œuvre de Jacques Gabriel, facilitait les échanges commerciaux. Et plus tard, les grands tracés d'urbanisme voulus par le marquis de Tourny étaient réalisés, et particulièrement le Pavé des Chartrons. Cependant, la sécurité des religionnaires ne revenait pas aussi vite qu'ils le souhaitaient. Ils devaient toujours observer beaucoup de ménagements; et ce n'est que sous Louis XVI qu'une tolérance de fait entra véritablement dans les mœurs, aboutissant en 1787 à l'édit des non-catholiques, qui accordait l'état civil aux protestants et réformait les lois criminelles portées contre eux¹⁰.

Dès 1760, l'église de Bordeaux était divisée en deux groupes, séparés par le fossé du Chapeau Rouge. Celui du nord, le plus récent, était aux Chartrons, tandis que l'autre, d'origine plus ancienne, se trouvait dans le quartier de la Rousselle, où Jeanne de Lartigue avait vécu. Mais c'est seulement en 1776 que la maison d'oraison des Chartrons fut enfin installée, entre le quai et la rue Notre-Dame, au premier étage d'un assez pauvre immeuble dont le rez-de-chaussée était un chai¹¹, et qui était précédé d'une cour accessible par un passage étroit appelé couroir Beaujau¹². Son propriétaire était le sieur Policard, à qui appartenait aussi une maison contiguë où l'on transporta l'hôpital ou maison de charité entretenue par l'église¹³. Une description de ce lieu de culte a été donnée par une voyageuse, M^{me} de Laroche, qui l'avait visité le 8 mai 1787¹⁴. La maison d'oraison de l'autre paroisse se trouvait au fond d'une cour, rue du Muguet, dans un immeuble encore existant¹⁵.

Pourtant, de toutes les innovations dont rêvaient les protestants, aucune ne leur tenait à cœur autant que la construction d'un vrai temple, témoignage irréfutable de leur existence. C'est pourquoi, après le décès de M. Policard, le Consistoire, ayant appris le désir des héritiers de vendre « les magasins et chais aux Chartrons, dont les hauts servaient aux réunions des fidèles », ouvrit une souscription auprès des membres de l'église, et réunit en moins de deux mois les

3. A.D., C 1251. Alfred LEROUX, *Les religionnaires de Bordeaux de 1685 à 1802*, p. 5 et appendice III, p. 377. Par cette cérémonie, le souvenir même du temple devait être effacé. Or, trois siècles plus tard, la ville de Bègles conserve la place du prêche — aujourd'hui place d'un résistant : le lieutenant Duhourquet — qui est accessible par la rue du Prêche.

4. Paul BERT, *Histoire de la Révocation de l'Edit de Nantes à Bordeaux*, Bordeaux, éd. Marcel Mounastre-Picabilh, 1908, p. 100.

5. Jean CAVIGNAC, « Les assemblées au Désert dans la région de Sainte Foy », *Rev. hist. de Bordeaux*, 1965, p. 97.

6. Traduction oecuménique de la Bible. Voir aussi : Exode 2. 17 et note z; Jérémie 2. 2 et note z; Osée 2. 17 et note t.

7. L'Eglise réformée de Bordeaux a conservé tous les registres des Assemblées consistoriales depuis 1753. Les A.D. possèdent un registre de l'église de Bègles 1660-1670, Série I, non coté.

8. *Histoire de Bordeaux*, t. V, Livre I^{er}, chap. I, II et III.

9. Montesquieu, qui avait été directeur de l'Académie en 1718, épousait un an plus tard Jeanne de Lartigue, une zélée calviniste.

10. A. LEROUX, *op. cit.*, p. 287 et note 2.

11. *Ibid.*, p. 102.

12. Couroir Beaujau, du nom d'une demoiselle, ancienne propriétaire de la maison adjacente à ce passage, dont le tracé se voit encore sur le plan cadastral actuel.

13. A. LEROUX, *op. cit.*, p. 239.

14. *Ibid.*, p. 202.

15. *Ibid.*, p. 102. La note 4 de la page 102 donne l'explication du nom de M^{me} de Laroche qui est la traduction incomplète de celui de son mari, Franz von Lichtenfels.

1. *Histoire de Bordeaux*, publiée sous la direction de Charles HIGOUNET, t. IV, *Bordeaux de 1454 à 1715*, Livre II, chap. III, rédigé par Louis DESGRAVES et F. LOIRETTE, p. 232. Delmas, 1966. Pierre MIQUEL, *Les guerres de religion*, Paris. Fayard, 1980, p. 31.

2. A.D., C 1251, et pour la suite, cf. Adolphe CATUSSE, *Bègles sous la féodalité de Philippe-Auguste à Louis XVI*, Bordeaux, E. Taffard (A.D., IJ 143).

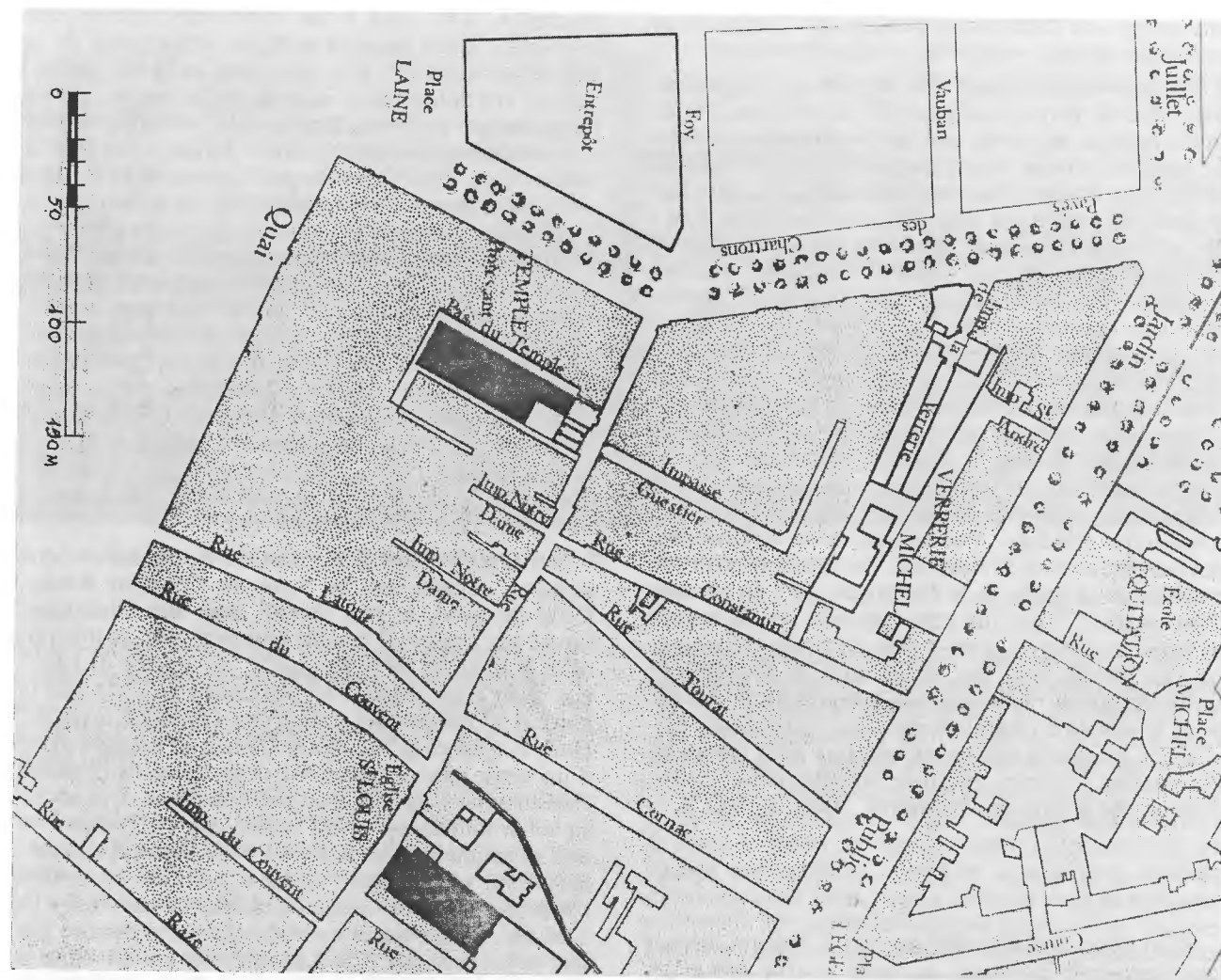


FIG. 3. — Plan-masse du temple des Chartrons et de ses abords en 1828, échelle 1/2000^e.

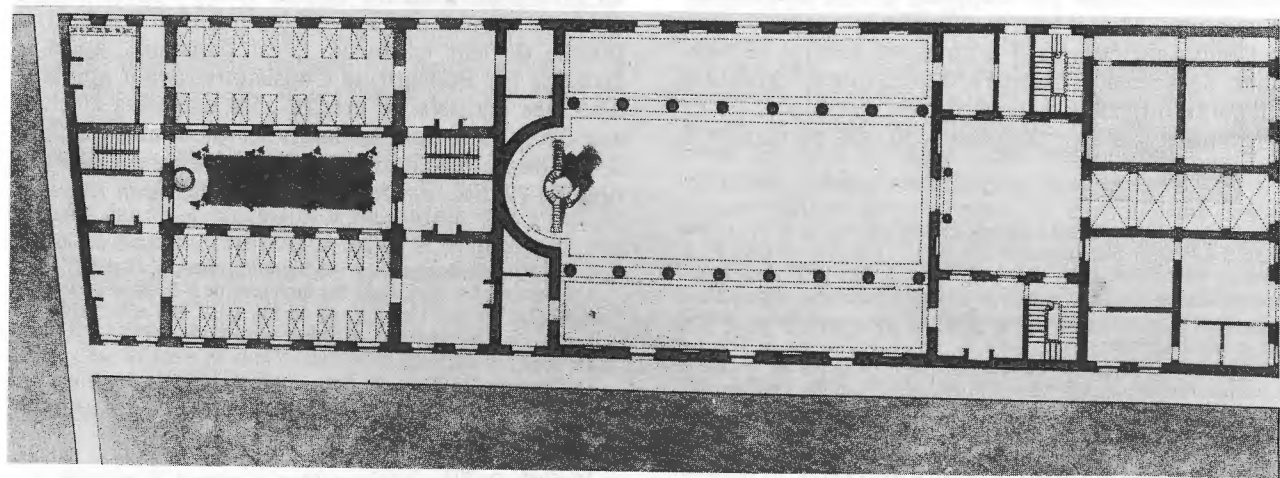


FIG. 4. — Louis Combes. Projet d'un temple pour l'église réformée de Bordeaux avec un hôpital. 1788; Fonds Delpit, carton 25, n° 13. (Cliché : J.-M. Arnaud, « Musée d'Aquitaine ».)

fonds nécessaires à cette acquisition ¹⁶. Et cette propriété fut vendue aux enchères le 27 septembre 1784, suivant acte notarié, au sieur Desclaux, ancien de l'église, à laquelle il se substituait ¹⁷.

Trois ans plus tard, l'édit de tolérance ayant désormais permis aux protestants bordelais de retrouver le déroulement traditionnel de leur culte, où l'assistance était de plus en plus nombreuse et fervente, le pasteur Olivier-Desmont recommandait au Consistoire, le 14 mai 1789, l'acquisition, en plus, de trois maisons faisant encore partie de l'héritage Policard, et qui se trouvaient entre la propriété achetée en 1784 et la rue Notre-Dame ¹⁸; acquisition qui devait permettre le remplacement d'un lieu de culte « exigü, malsain, d'une construction bizarre et peu décente, par un ensemble : église, hôpital et maison sur le devant, dont les issues larges et commodes ne laisseraient rien à désirer au public » ¹⁹. Mais il annonçait par la suite, qu'en réalité, les démarches faites pour assurer à l'église la possession de ces trois maisons l'avaient été en secret ; et que le contrat de vente de l'ensemble avait été passé le 29 avril précédent au nom de M. Dupuy, ancien, qui s'était engagé lui aussi au nom de l'église ²⁰.

Or, les immeubles en cause sont décrits de manière différente sur les registres du Consistoire et sur les actes de vente de 1784 et 1789. Mais cette différence, à laquelle il est difficile de trouver une explication logique, est somme toute de peu d'importance, puisque les limites des propriétés sont, par contre, clairement définies sur les actes de vente. Elles devaient, par ailleurs, figurer sur un plan cadastral de 1828 qui semble perdu. L'on peut cependant reconnaître l'emplacement des édifices ayant appartenu à l'église à cette époque sur l'extrait du plan de 1828 à l'échelle du 1/2000^e (fig. 3) ayant servi à rétablir le plan de Bordeaux en 1830 ²¹. Ils s'inscrivaient, en effet, à l'intérieur d'un rectangle allongé dans lequel, par la suite, le temple actuel fut construit. Et c'est justement sur cet emplacement que l'architecte Louis Combes avait, en 1788, étudié un projet qui ne fut malheureusement pas réalisé (fig. 4). En voici la description :

Un bâtiment tout en longueur était divisé en trois parties. La première, en bordure de la rue Notre-Dame, et à étage, devait être réservée à l'enseignement et à l'habitation. Elle comprenait au rez-de-chaussée un large passage voûté de quatre travées, conduisant dans une cour intérieure, bordée de salles annexes pour le Consistoire et d'escaliers. Et dans cette cour l'entrée du temple, précédée de quelques marches, était soulignée par deux colonnes. La salle de culte,

vaste, comportait deux bas-côtés surmontés de tribunes, séparés de la nef par deux colonnades superposées ; et au fond, une abside contenant une chaire accessible par deux escaliers disposés symétriquement. Cette chaire occupait donc, et c'était normal, une place centrale dans une salle, où la disposition des bas-côtés et des tribunes rappelait celle du temple de Charenton démoli en 1685.

Au-delà du temple, l'on aurait aménagé un hôpital comportant au rez-de-chaussée deux salles communes de 16 lits chacune, éclairées par une cour-jardin ornée d'un boulingrin et d'une fontaine ; et également de pièces de service. Le premier étage devait avoir les mêmes dispositions. L'hôpital communiquait naturellement avec le temple, mais son entrée donnait sur un large passage longeant la façade sud, auquel le couloir Beaujau donnait accès.

Or, la composition classique de cet ensemble, dont il manque pourtant les élévations, était heureuse par les justes proportions de chacune de ses parties. Alfred Leroux écrivait à ce propos que l'on n'aurait pas exagéré en affirmant que ce projet passionnait l'opinion ; car toute l'église voyait dans sa réalisation la démonstration et la consécration d'un droit nouveau : la liberté de conscience enfin conquise ²². Les ambitions du Consistoire prévoyaient alors non seulement la construction d'un grand temple aux Chartrons, mais aussi le maintien de la maison d'oraison qu'on louait à la Rousselle. C'est pourquoi l'on ouvrit une nouvelle souscription auprès des fidèles, estimant qu'une somme d'au moins 100.000 livres serait nécessaire pour édifier la nouvelle église.

*
**

Or, le 10 avril 1790, le pasteur Olivier-Desmont, dans son compte rendu des premiers résultats obtenus pour la construction du temple, écrivait : « La souscription n'est pas clôturée. Nous avons été forcés de la suspendre pour des raisons qu'il sera facile de pénétrer. Nous nous sommes occupés de faire dresser divers plans ; et pour que personne ne pût se plaindre, nous avons admis au concours tous les artistes qui se sont présentés. Plusieurs plans nous ont été remis, d'autres se préparent ²³. Mais avant tout, se présente naturellement cette question : nous convient-il de bâtir dans les circonstances actuelles ? Y a-t-il plus d'avantages que d'inconvénients à commencer l'ouvrage ? Malheureusement, les circonstances devenaient de moins en moins favorables à l'exécution d'un tel projet et rien encore n'avait été fait le 20 février 1793 ²⁴. C'est pourquoi le Consistoire en était arrivé à hésiter

16. Délibération du Consistoire du 29 juin 1784.

17. A.D., dossier 3 E, 23437.

18. A. LEROUX, *op. cit.*, p. 300 et délibération du Consistoire le 14 mai 1789.

19. Cette description correspond à un projet étudié en 1788 par Louis Combes ; voir fig. 4.

20. A.D., dossier 3 E, 23445.

21. Plan reconstitué en 1970 sous la direction de Jacques de Saint Rapt, directeur de l'Agence d'Urbanisme de l'agglomération bordelaise pour figurer à l'exposition « Bordeaux, 2000 ans d'histoire ».

22. A. LEROUX, *op. cit.*, p. 299.

23. Délibération du Consistoire le 10 avril 1790 ; et A. LEROUX, *op. cit.*, p. 301.

24. Délibération du Consistoire le 20 février 1793. A. Leroux, p. 304, expose longuement les vicissitudes de l'Eglise de Bordeaux à cette époque.

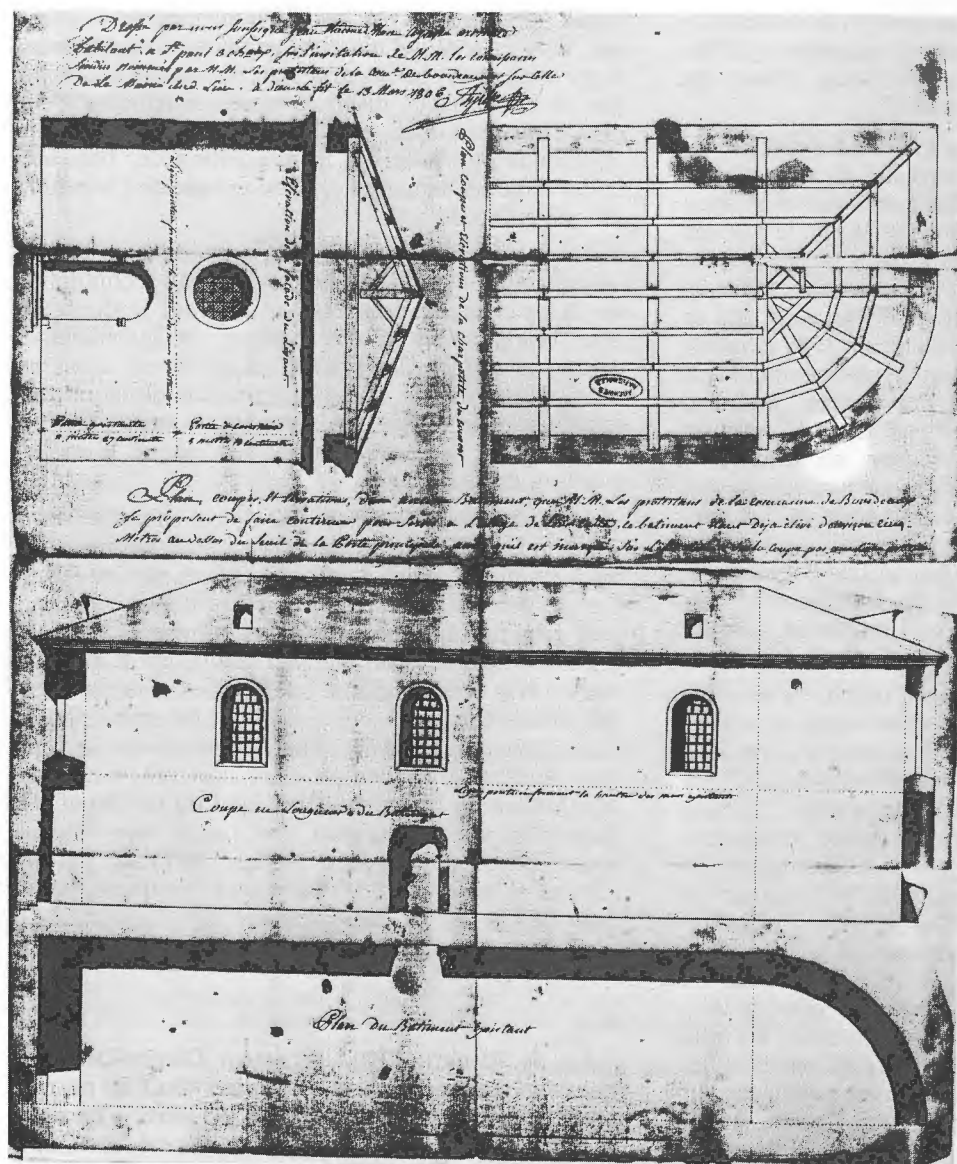


FIG. 5. — Projet de surélévation d'un temple à Bordeaux par J.E.M. Agasse. (A.N., F19, 10621.)

entre le réaménagement des bâtiments existants aux Chartrons et la construction d'une église neuve et entière; et finalement il se vit obligé d'adopter la première solution comme nous allons le voir.

Par ailleurs, les membres de l'église avaient dû se disperser en décembre 1793. Ce n'est cependant que le 15 mai 1794 que le pasteur Barre, qui s'était rendu à Nantes pour affaires personnelles, fut prié de ne pas revenir à Bordeaux, tandis qu'on acceptait la démission d'Olivier-Desmont. Ensuite, la location de la maison d'oraison de la rue du Muguet fut abandonnée, alors que l'on congédiait tout le personnel attaché aux temples et à la maison de charité: concierges, chantre, lecteur. C'est ainsi que l'église de Bordeaux suspendait son activité, apparemment tout au moins, et ce jusqu'au décret du 3 ventôse an III (27 février 1795).

Car les membres du Consistoire, en réalité, n'étaient pas restés inactifs puisque, le 2 août 1796, lors de leur première assemblée officielle après la Terreur, ils prièrent le pasteur Olivier-Desmont, de passage à Bordeaux, « de vouloir bien prononcer un sermon analogue à la circonstance, pour l'inauguration de la nouvelle maison d'oraison que les membres de l'église avaient fait construire aux Chartrons, après que les démarches nécessaires, prescrites par le décret concernant les cultes religieux, auraient été faites auprès de la municipalité ²⁵ ».

25. A. LEROUX, *op. cit.*, p. 336-337.

Or ce temple n'était certainement pas une construction nouvelle. On peut penser qu'il était plutôt le résultat d'une transformation de l'immeuble acquis en 1784, car l'église de Bordeaux sortait très appauvrie de la tourmente révolutionnaire. Et cette maison, qui avait été un chai au-dessus duquel les fidèles se réunissaient, semble avoir été transformée — dans un souci de stricte économie — en un simple rez-de-chaussée aménagé à l'intérieur des murs existants, en réutilisant probablement la charpente primitive, ce qui expliquerait les nombreux travaux d'entretien que cet édifice nécessita jusqu'en 1830, époque à laquelle il était pratiquement en ruine. Du côté est, par ailleurs, l'on avait dû lui accoler des chais, dont la location apportait une aide financière indispensable à l'église.

Si nous n'avons aucune description de ce temple, il existe pourtant aux Archives nationales un projet de surélévation d'un bâtiment d'un rez-de-chaussée demandé à Jean Etienne Marc Agasse, architecte à Saint-Paul-Trois-Châteaux dans la Drôme, par « les Commissaires-Syndics nommés par MM. les Protestants de Bordeaux et par la mairie de la dite ville » ²⁶ (fig. 5). Or cette étude, datée de Dieulefit le 13 mars 1806, ne peut concerner que le temple des Chartrons, bien qu'aucune mention n'en soit faite, ni dans le registre du Consistoire vers cette date, ni sur le projet lui-même. Mais l'on peut se demander, en examinant le plan, si J.E.M. Agasse était venu lui-même à Bordeaux ou si son étude, très sommaire, ne fut réalisée que d'après des relevés qui lui auraient été apportés ou envoyés ²⁷. Sur ces dessins, en effet, la façade sur l'entrée est orientée au levant et non sur la rue Notre-Dame. Par ailleurs, le plan comporte une abside qu'on ne voit pas dans le plan masse (fig. 5). Or, malgré ces défauts de concordance, cette étude semble être, aujourd'hui, le seul témoin graphique du temple ayant existé de 1796 à 1832; et qui n'était, on le voit, qu'un chai réaménagé.

En attendant, depuis 1796, la réorganisation de la communauté protestante se poursuivait sous l'impulsion du pasteur François Martin. Mais, après l'inauguration du nouveau temple et l'installation des orgues provenant d'une souscription spéciale restreinte, il fut nécessaire de remettre à jour la liste des protestants de Bordeaux, de procéder à une révision des propriétés de l'église et surtout à une mise au point de sa situation financière. D'autre part, le Consistoire aménageait les divers édifices acquis en 1789, en créant un logement de concierge ainsi qu'un deuxième logement à louer. Le plan masse de 1828 montre aussi qu'un large accès au temple avait été créé entre la rue Notre-Dame et la cour-parvis, comme dans le projet Combes.

*
**

26. Arch. nat., F 19, 10621.

27. L'on s'étonne peut-être moins qu'une étude ait été demandée à un architecte de la Drôme, lorsqu'on sait que le pasteur François Martin avait exercé son ministère peu de temps auparavant à Saint-Hippolyte-du-Fort, dans le Gard, où il a pu connaître J.E.M. Agasse.

Et l'église en était là de son relèvement, quand la loi du 18 germinal an X (8 avril 1802) fixa le nouveau statut religieux des Français, en rendant officielle l'Association des Eglises réformées de France, au même titre que l'Eglise catholique. Les pasteurs, comme les évêques et les prêtres romains percevaient désormais un traitement de l'Etat; mais en contrepartie, leur nomination devait être approuvée par le gouvernement. D'autre côté, le Consistoire ne se composait plus que de 12 anciens, renouvelables par moitié tous les deux ans, leur élection étant réservée aux 25 membres les plus imposés de la communauté. Et financièrement aussi, l'église était mise sous tutelle.

Quelques années plus tard, le délabrement connu du temple, tout autant que le désir des protestants de construire une église entièrement neuve, incita Eugène Cabillet, conducteur de travaux aux Ponts et Chaussées, arrivé à Bordeaux vers 1817 ²⁸ et déjà auteur de nombreux dessins, lithographies, projets de maisons particulières et de monuments publics, à présenter lui aussi, une « Etude d'un temple à construire aux Chartrons ». La façade de cet édifice était composée de colonnes corinthiennes jumelées encadrant une niche, de part et d'autre d'une entrée en plein cintre précédée d'un perron. Par cette entrée, l'on pénétrait dans un narthex monumental, voûté en berceau, et dont les extrémités formaient un hémicycle saillant à l'extérieur. Du narthex, un grand emmarchement conduisait, à travers une colonnade, dans une large nef également voûtée en berceau et terminée par une abside couverte en cul de four. Et les faces latérales de la nef étaient formées d'une suite d'absidioles demi-circulaires séparées par des colonnes isolées et portant un entablement surmonté d'une statue d'ange ailé. Mais elle n'était éclairée que par un seul lanterneau (fig. 6).

Cette étude d'architecture néo-classique, aux bonnes proportions, fut inspirée à Eugène Cabillet par les monuments de Palladio à Vicence et à Venise. Les emprunts y sont faciles à décèler. Mais les dispositions de l'ensemble ne correspondaient pas à la simplicité habituelle d'un temple protestant; elles eussent d'ailleurs largement dépassé les ressources dont l'église pouvait disposer à cette époque. Aucune mention de ce projet ne figure dans les registres du Consistoire. Cependant, sur le délabrement progressif de la maison d'oraison, devenue trop petite pour accueillir les fidèles de plus en plus nombreux et sur l'élaboration du projet de construction du nouveau temple — celui qui existe aujourd'hui — nous possédons deux sources principales d'information: le registre du Consistoire, ouvert le 14 mars 1826, et une abondante correspondance administrative, partagée entre les Archives nationales ²⁹ et départementales de la Gironde ³⁰, où existent aussi les actes notariés relatifs aux acqui-

28. Ph. MAFFRE et J.-P. BÉRIAC. *Bordeaux néo-classique*, éd. I.A.C.A., 1983, p. 132. C'est à J.-P. Bériac que je dois la communication du projet d'Eugène Cabillet.

29. A.N., F 19, 10663.

30. A.D., Iv 268-269.

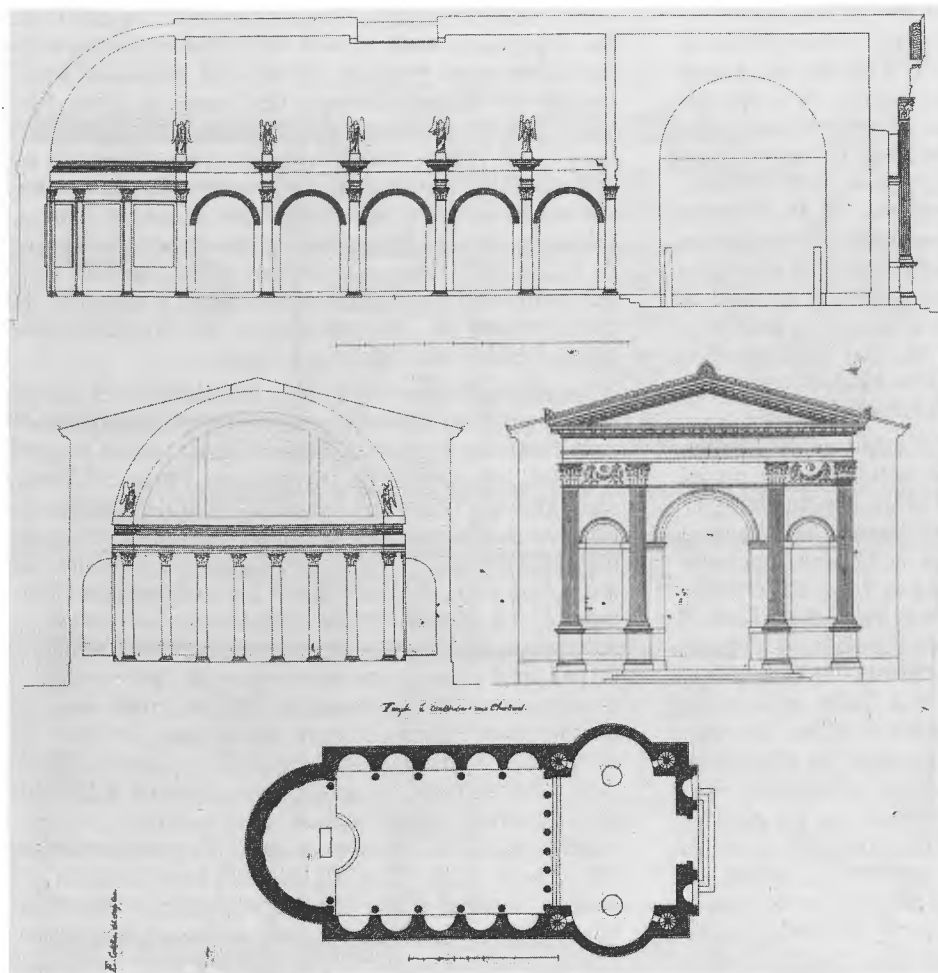


FIG. 6. — Eugène Cabillet. Etude d'un temple à construire aux Chartrons. (A.D., 2z, 2038.)

tions mentionnées plus haut. Et enfin, les Archives municipales de Bordeaux conservent les plans originaux de l'architecte Corcelles, approuvés par le préfet de la Gironde et le maire, respectivement les 12 et 16 juillet 1832 ³¹.

De 1826 à 1836, sous l'égide des pasteurs François Martin, P.-Néhémie Maillard et Antoine Vermeil ³², les séances du Consistoire furent dominées tout d'abord par les réparations de plus en plus nécessaires et coûteuses que le vieux temple exigeait, car l'état déplorable de cet édifice donnait même des inquiétudes pour la sécurité des fidèles; mais aussi par les nombreux problèmes que la construction nouvelle imposait. Alors, pour faire face à la situation et mener à bien l'entreprise, le Consistoire créa une commission spéciale formée de quatre anciens assistés d'un diacre; commission ayant la charge de faire toutes les démarches nécessaires auprès des autorités, de suivre l'élaboration des plans et, le moment venu, de surveiller la

31. A.M. XXV M. Ces documents sont les dessins définitifs corrigés suivant les observations des Bâtiments civils, et approuvés par le préfet le 12 juillet 1832.

32. Sur l'œuvre bordelaise de ces trois pasteurs, v. *Histoire de Bordeaux*, t.VI, Livre I, chap. V, de R. DARRICAU, p. 140 et suivantes.

construction de l'édifice. Mais en attendant, l'on procédait encore, le 2 décembre 1828, à l'acquisition de deux échoppes, les numéros 47 et 48 de la rue Notre-Dame ³³, qui étaient situées dans le prolongement de la façade sud du temple; ce qui permettait l'élargissement de l'entrée depuis la rue, en délaissant le couloir Beaujau, dont l'église conservait pourtant l'usufruit, et l'agrandissement des écoles, du logement du concierge, ainsi que la création d'une salle de réunions.

*
* *

Enfin, dans le courant du mois d'octobre 1831, une initiative du préfet de la Gironde devait permettre, sans plus tarder, la réalisation du nouveau temple que le décret du 5 mai 1806 avait mis à la charge de la commune. Il proposait de faire bénéficier l'église réformée de Bordeaux des dispositions d'une autre loi en préparation, qui prévoyait un crédit de 18 millions de francs pour encourager les villes et les départements à entreprendre de grands travaux pendant la morte saison. Une somme de 150.000 francs devait être ainsi réservée à la ville de Bordeaux, dont 50.000 francs seraient affectés à la construction du temple, si la

33. A.D., 3 E., 31518.



FIG. 7. — Façade occidentale. Dessin de Corcelles. (Photo Commission régionale d'Inventaire.)

communauté protestante apportait de son côté 100.000 francs, somme correspondant justement aux deux tiers de la dépense envisagée.

Les plans et devis de l'architecte furent approuvés par le Consistoire le 7 décembre 1831 et, en avril 1832, cent mille francs furent remis à la ville, maître d'ouvrage ³⁴, la municipalité complétant la dépense prévue en prélevant cinquante mille francs de la subvention de l'Etat ³⁵.

Toutefois, cette participation financière du gouvernement à la construction projetée impliquait l'approbation des plans et devis par le Conseil des Bâtiments civils au ministère du Commerce et des Travaux publics. Or, les plans de Corcelles, achevés en décembre 1831, prévoyaient deux constructions: le temple

34. Séance exceptionnelle du Consistoire le 11 avril 1832. Une somme de 76.000 frs. réunie par souscription auprès des fidèles, avait été complétée séance tenante par Gabriel Faure, Ancien.

35. Lettre du maire de Bordeaux au préfet, le 5 mars 1832, lui transmettant la délibération du Conseil municipal qui décidait d'entreprendre les travaux suivants:

- aménagements à l'intérieur du Grand-Théâtre;
- nivellement de la place de la Comédie;
- reconstruction d'une partie de l'hospice des vieillards.

proprement dit et un bâtiment annexe qui lui était accolé du côté de l'abside (fig. 7, 8, 9, 10, 11, 12). Cet ensemble devant donc remplacer la maison d'oraison inaugurée en 1796, occupait le même emplacement agrandi, nous l'avons vu, à diverses reprises pour former un terrain large d'environ 30 m et de 83 m de longueur. Bordé à l'est par une andronne étroite et à l'ouest par la rue Notre-Dame, il était limité au nord par une andronne acquise le 31 décembre 1832 ³⁶, et au sud, par un large passage communiquant avec le couloir Beaujau.

Sur le projet conservé aux Archives municipales, le temple était précédé d'un parvis fermé, sur la rue Notre-Dame, par une clôture composée d'un mur bahut portant une grille en fer forgé (fig. 1). Au centre, s'ouvrait un portail également en fer forgé; une entrée latérale était en outre aménagée dans chacun des petits pavillons calant la clôture à ses extrémités, pour donner accès à une galerie latérale. Les pierres de façade du mur bahut et des pavillons étaient taillées en pointe de diamant.

36. A.D., 3 E., 30113.

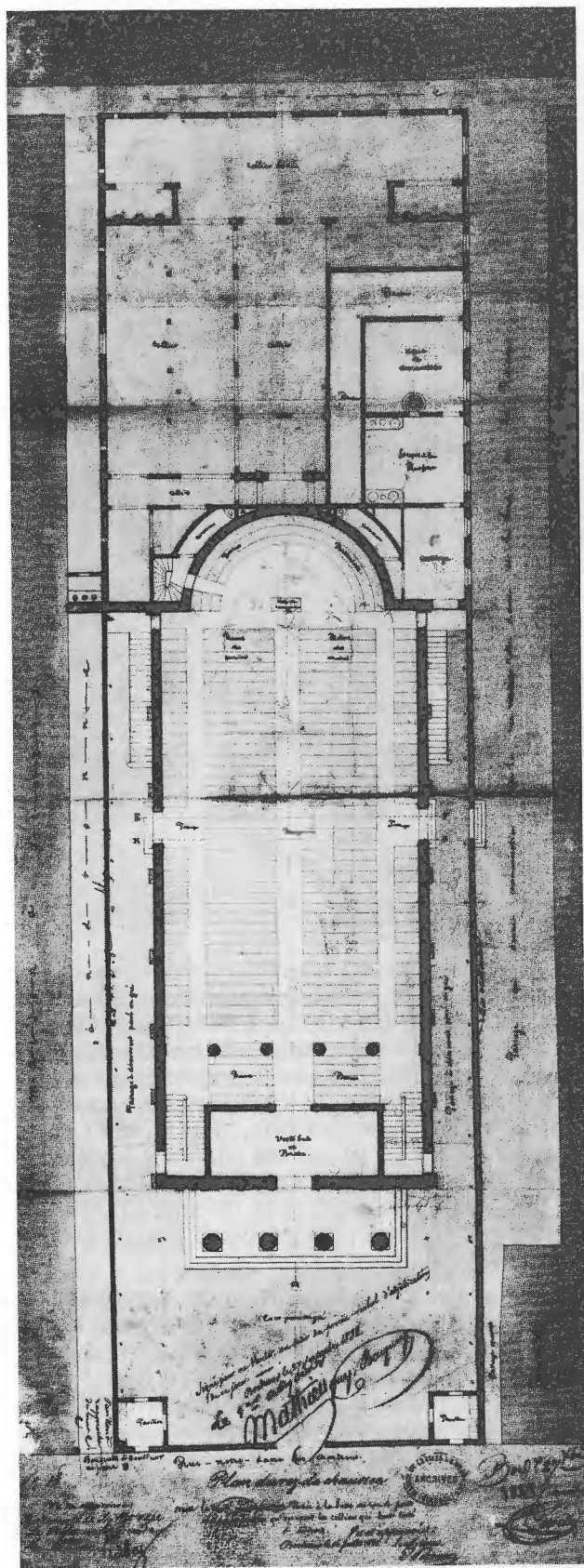


FIG. 8. — Plan du rez-de-chaussée. Dessin de Corcelles.
(Photos Commission régionale d'Inventaire.)

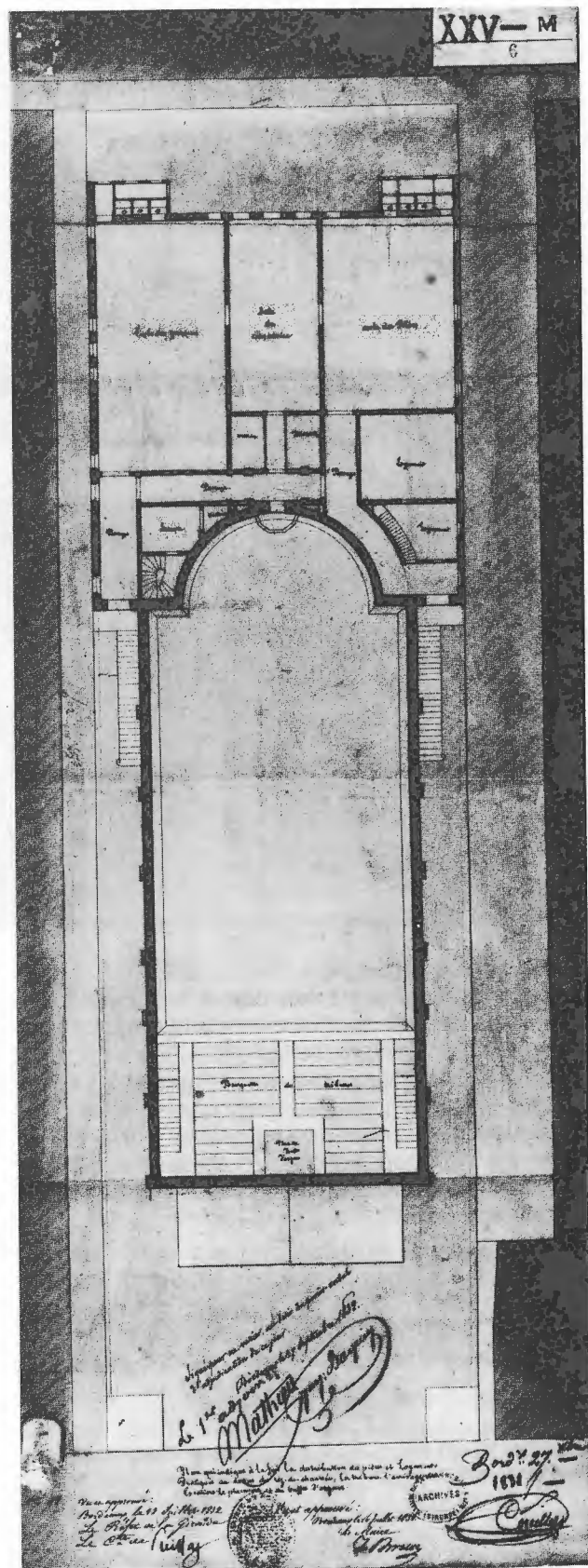


FIG. 9. — Plan de l'étage.

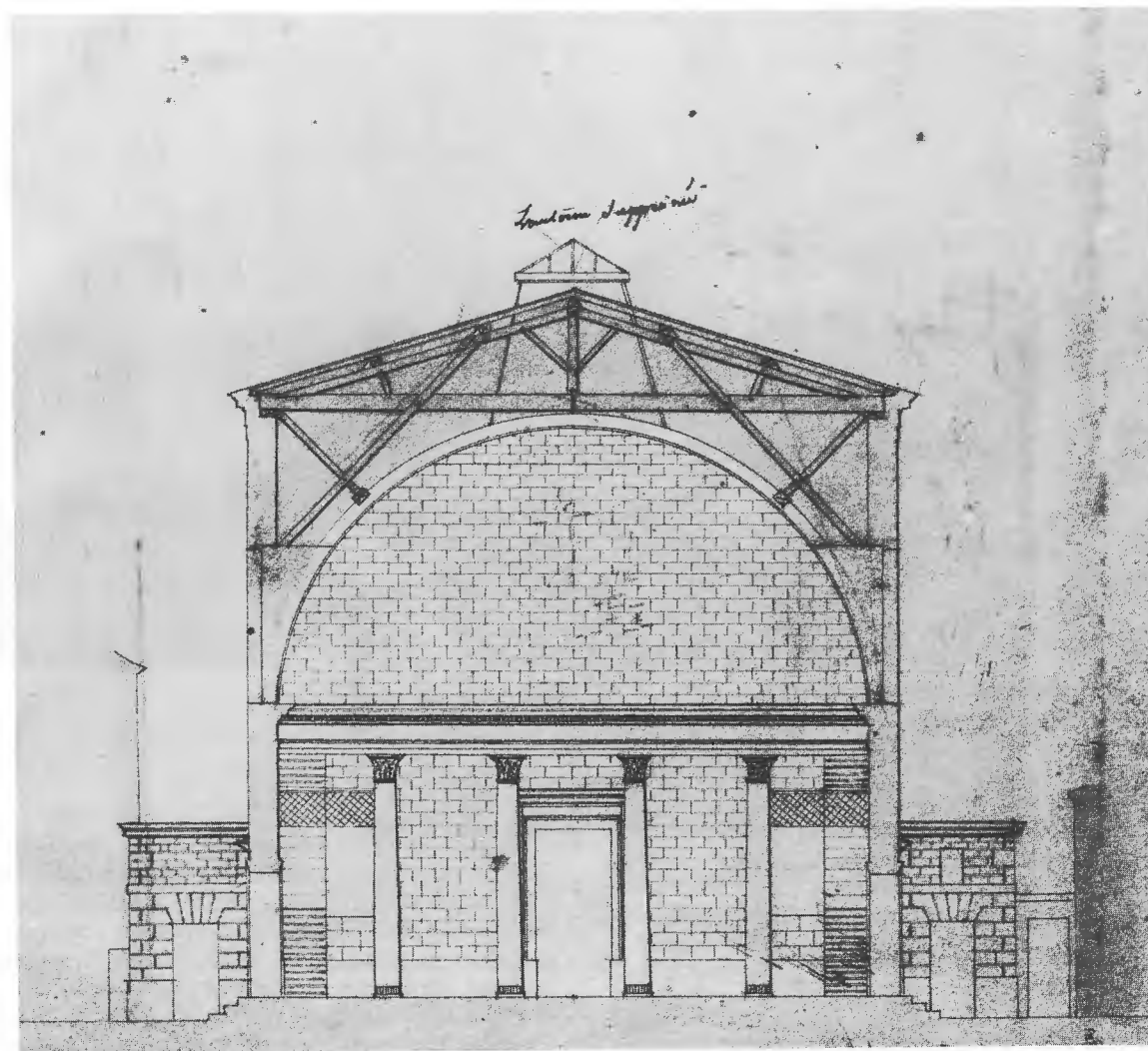


FIG. 10. — Coupe transversale vers l'Ouest. Dessin de Corcelles.
(Photo Commission régionale d'Inventaire.)

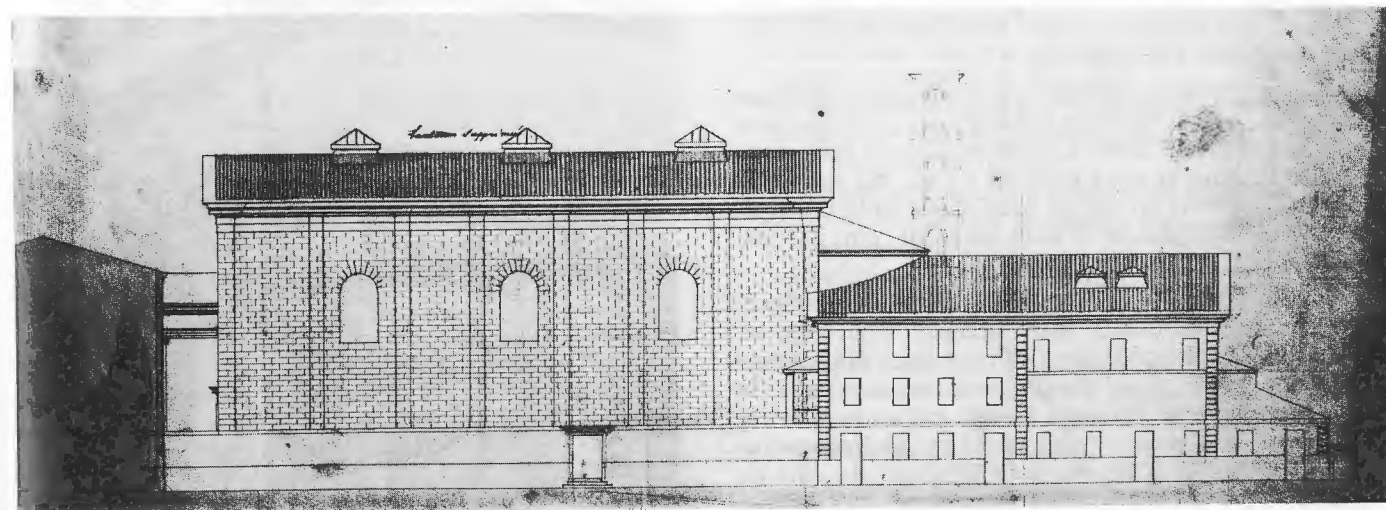


FIG. 11. — Elévation latérale sud. Dessin de Corcelles.
(Photo Commission régionale d'Inventaire.)

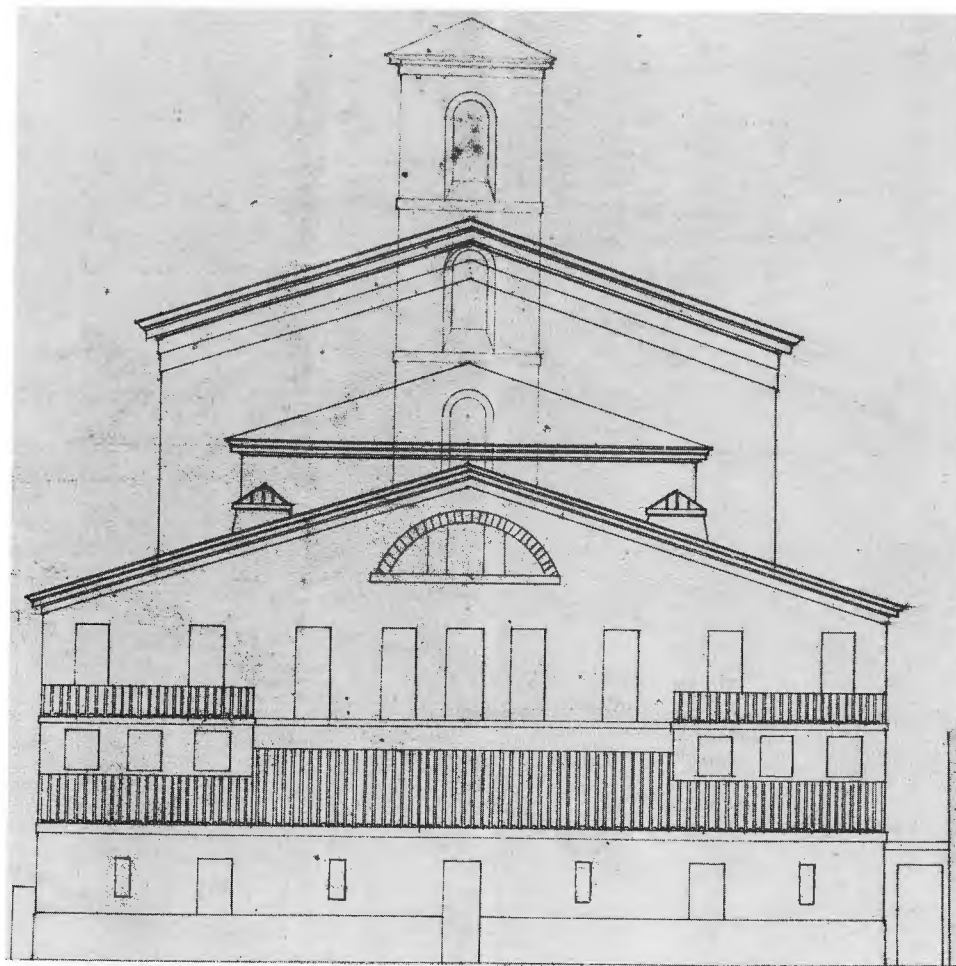


FIG. 12. — Façade orientale. Dessin de Corcelles. (Photo Commission régionale d'Inventaire.)

Du parvis, l'on atteignait un avant-corps de style ionique aux proportions très pures, surélevé de trois marches et formé de quatre colonnes portant un entablement et un fronton. Il était adossé à un mur pignon couronné d'une très simple corniche et n'ayant pour décor, en bas-relief, qu'une bible ouverte et rayonnante sortant des nuées (fig. 13).

Cet avant-corps abritait une haute porte classique ouvrant, par un vestibule rectangulaire, dans un vaste et clair vaisseau, dont la voûte en berceau était construite en bois, et qui s'achevait à l'est, par une large abside couverte en cul de four. Cette salle mesurait 15,60 m de largeur et 35 m de longueur, plus l'abside dont l'ouverture était de 11,80 m.

Outre l'entrée principale, trois portes étaient prévues dans chacun des murs latéraux : une large au centre, pour la sortie des fidèles et deux plus petites aux extrémités ; et l'abside communiquait avec le premier étage du bâtiment annexe par un escalier. A l'opposé de l'abside, une tribune en gradins, contenant un buffet d'orgues, était soutenue du côté de la salle, par un entrecolonnement corinthien de cinq travées, dont l'entablement se retrouvait sur les parois latérales et jusque dans l'abside. En retrait de ce porti-



FIG. 13. — Vue du décor sculpté au-dessus de l'avant-corps de la façade occidentale. (Photo R. Duru.)



FIG. 14.

que, s'ouvrait la porte centrale du vestibule. Trois lanterneaux, enfin, assuraient l'éclairage de la salle.

A l'intérieur, les murs étaient recouverts d'un enduit de chaux dans lequel des faux joints, légèrement creusés, devaient imiter un revêtement en pierres de taille de dimensions uniformes. Et un effet semblable était obtenu, sur l'intrados de la voûte, par des lambris à joints alternés. La simplicité et la nudité des murs et des voûtes devait conduire le regard des fidèles vers la chaire, placée au centre de l'abside, et la table de communion portant une grande bible ouverte. Les bancs de l'assistance étaient disposés de part et d'autre d'une allée centrale et de deux passages latéraux, alors que ceux du Consistoire et des personnages de marque étaient adossés au mur circulaire de l'abside (fig. 14).

Comme la façade principale, les façades latérales, élevées sur un soubassement, étaient prévues en pierres de taille ; et elles avaient une hauteur de 16,25 m sous la corniche.

Le bâtiment accolé à la façade orientale du temple, construit à deux niveaux, comprenait au rez-de-chaussée et du côté sud, une loge de concierge et une cuisine avec ses dépendances, pour la distribution de « soupes à la Rumfort »³⁷, et trois celliers. Au premier étage, construit en retrait du cellier de l'est, l'on avait aménagé l'école de filles et celle des garçons, séparées par la salle d'assemblée du Consistoire et ses

37. Cuisine prévue sans doute pour la distribution de soupes aux indigents. Cf. *Histoire de Bordeaux*, t. VI, p. 260, relative à la charité publique à cette époque.

annexes, ainsi que le logement du concierge, des pièces de service et deux escaliers. Si l'aspect des façades latérales du bâtiment accolé au temple est peu satisfaisant, le talent de Corcelles se retrouve dans sa façade orientale où les volumes s'équilibrent. La silhouette du clocher, bien que modeste, et le buffet d'orgues, contribuaient à l'affirmation de la liberté du culte enfin conquise.

*
**

Or, le 13 janvier 1832, le Conseil des bâtiments civils faisait de nombreuses critiques à ce projet³⁸. Il demandait principalement :

- de diminuer la largeur de la salle de culte pour des raisons d'économie et de solidité ;
- de remplacer la voûte par un plafond et de renforcer les murs par des dossierers construits intérieurement au droit des fermes ;
- de séparer le temple du bâtiment des écoles par une cour, en supprimant les celliers qui n'avaient pas un caractère cultuel ;
- de remplacer les lanterneaux prévus dans la voûte par des baies verticales ouvertes dans les murs latéraux ;
- il insistait enfin pour que l'architecte revoie et améliore les devis, de manière à rendre plus certaine l'évaluation de la dépense et à préciser les conditions de l'adjudication.

38. A.D., Iv 268-269. A.N., F1910663. Dans ce dossier, se trouve toute la correspondance relative à la construction du temple.

Mais le 13 avril suivant, en treize pages manuscrites, Corcelles réfutait point par point toutes ces critiques et observations, et donnait en exemple, pour ce qui concernait la voûte et les lanterneaux, le temple qu'il avait construit à Clairac et qui avait été inauguré six mois auparavant. Par ailleurs, il affirmait que son projet répondait au programme élaboré par le Consistoire, en précisant entre autres que la salle de culte devait pouvoir contenir 1.500 places assises et accueillir 2.000 personnes debout dans des circonstances exceptionnelles. Et il assurait que la voûte, construite à la Philibert de l'Orme, offrait les meilleures garanties de sécurité. Il donnait aussi, et bien qu'il le jugeât inutile, car à Bordeaux ce n'était pas l'usage, un tableau des sous-détails concernant tous les corps d'état intéressés. Enfin, et en accord avec le Consistoire, il n'acceptait pas d'isoler le temple et son abside du bâtiment annexe, pour ne pas perdre de terrain d'abord, et surtout pour conserver à l'église l'aide financière que devait lui apporter la location des celliers.

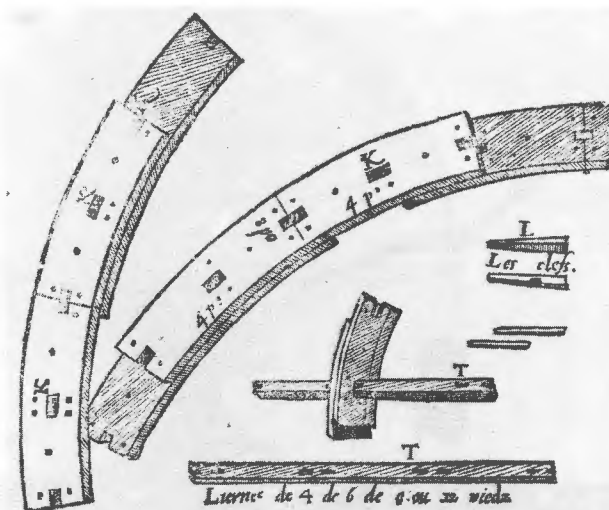
Dans sa réponse du 27 avril, tout en acceptant, mais avec regret, la voûte en berceau, le Conseil insistait encore pour obtenir le remplacement des lanterneaux par des baies verticales, et la création de dossierets à l'intérieur de la salle. Il insistait encore pour qu'une cour d'isolement fût laissée entre le temple et le bâtiment annexe; il exigeait enfin l'envoi de devis complets, « descriptifs, métriques et estimatifs », pour qu'il pût juger de la convenance des estimations, préciser les obligations des adjudicataires et éviter autant que possible toute difficulté relative à l'interprétation de ces devis.

Corcelles avait ainsi obtenu satisfaction pour l'essentiel de son projet, c'est-à-dire la couverture en hémicycle de la salle de culte. Il acceptait toutefois d'ouvrir trois hautes baies dans chacun de ses murs latéraux, qu'il renforçait en outre, mais à l'extérieur, par les dossierets demandés; mais le Consistoire s'opposait toujours à la création d'une cour entre le temple et le bâtiment des écoles. Les dispositions du temple étaient ainsi arrêtées et ne changèrent plus. Pourtant, en 1843, le sol de l'abside fut transformé en un dallage de marbre de diverses couleurs composé en éventail, suivant le dessin de l'architecte Ch. Durand ³⁹.

*
**

Pour la construction de la voûte en berceau, nous possédons un sous-détail très sommaire de Corcelles, ainsi qu'une courte description de l'ensemble de cet ouvrage. Du premier de ces documents, l'on peut déduire que l'armature de la voûte est formée de cerces à deux cours de planches accolées et clouées; et qu'un lambris, également cloué en recouvre l'intrados. Le second nous apprend que cette armature est indépendante des entrails des fermes et que les cerces la composant sont reliées entre elles par des étrépillons.

39. A.D., Fonds Durand, 5 J 30.



Comme les pièces des Courbes se montrent quand elles sont toutes assemblées en leur hémicycle avec leurs liernes.

FIG. 15. — Architecture de Philibert de l'Orme. Assemblage des planches, liernes, chevilles et clefs; chap. VI, folio 285.

L'architecte n'a donc pas suivi rigoureusement les règles données par Philibert de l'Orme dans son *Traité de l'Architecture* ⁴⁰, où il est précisé que les cerces sont formées de deux cours de planches assemblées de quatre pieds de long, de huit pouces de large et d'un pouce d'épaisseur, les liernes ayant quatre pouces de largeur et un d'épaisseur, étant percées de part et d'autre des cerces pour recevoir des clefs de serrage. Voici d'ailleurs comment Ph. de l'Orme décrit son invention: « Les clefs doivent être fort chassées à grands coups de marteau à fin de tenir les pièces en telle raison qu'elles ne se puissent desassembler, n'aller ny ça ny là, avec une force incroyable qui y est. Et porteront cent fois plus que n'aurez affaire qu'elles portent. Il ne faut craindre que les vents leur sachent faire offense, ne qu'elles se puisse deffaire d'elles mesmes » (fig. 15).

*
**

Or, cette réalisation en 1834 d'une voûte à la Philibert de l'Orme, montre la longévité et la résistance de ce mode de couvrement datant du milieu du XVI^e siècle. Et de nombreux architectes l'ont utilisé par la suite, et encore au XVIII^e siècle et au début du XIX^e. Entre autres, Legrand et Molinos pour couvrir la cour de la halle aux blés à Paris, et Serrurier en 1788 pour la chapelle du cimetière nord à Reims, et pour la coupole des Petites Ecuries à Versailles ⁴¹.

Et c'est aussi par la même méthode qu'en 1819, l'on devait réaliser le comble du manège de cavalerie à

40. L'Œuvre de Philibert de l'Orme comprenant Le premier Tome de l'Architecture et Les nouvelles inventions pour bien bastir et à petits frais. Reproduction en fac-similé par les soins de G. Nizet, Paris, 1894.

41. H. DENEUX, L'évolution des charpentes du XI^e au XVIII^e siècle, 1927.

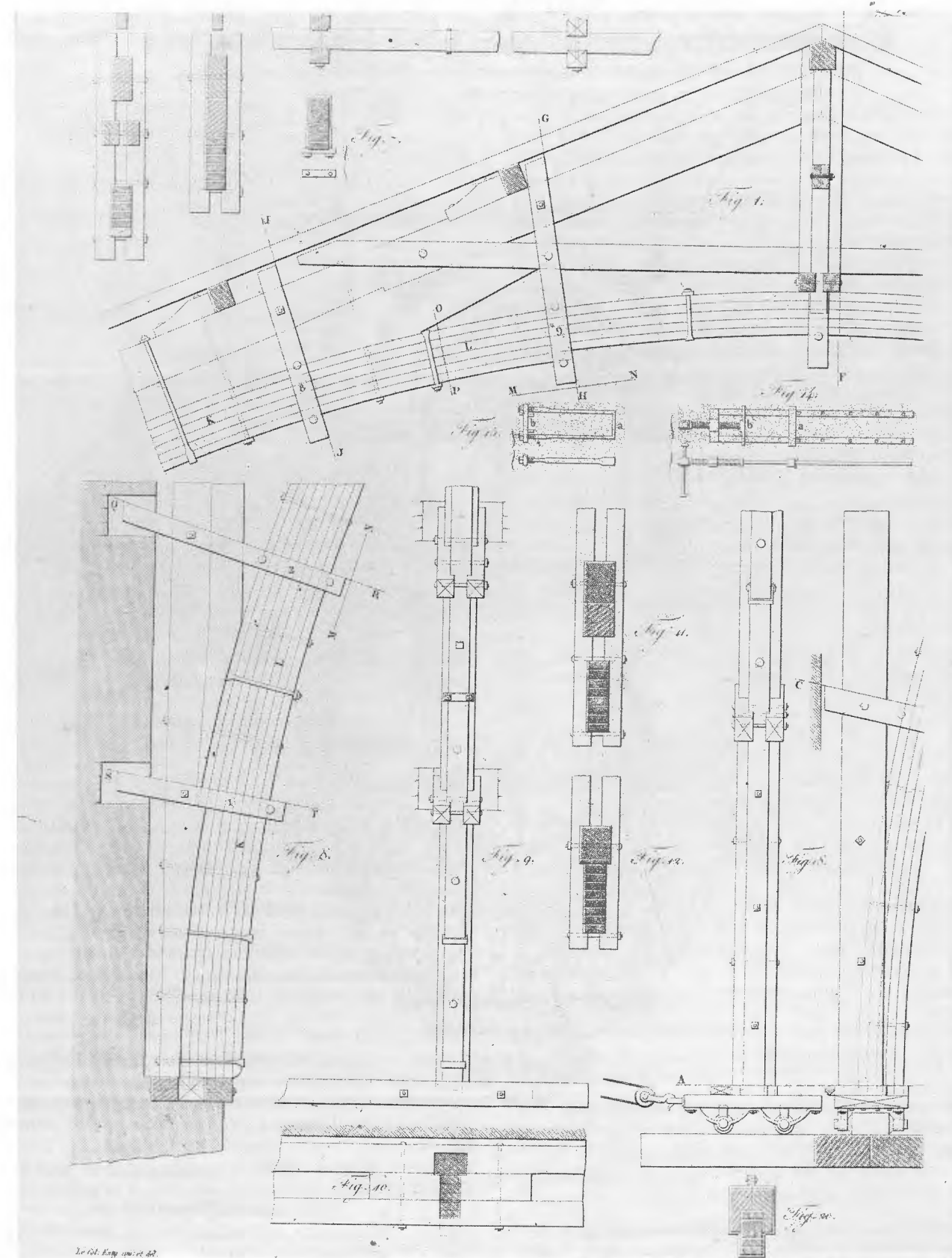


FIG. 16. — Colonel Emy. Détails d'assemblages de la charpente du hangar de Marracq, Bayonne.

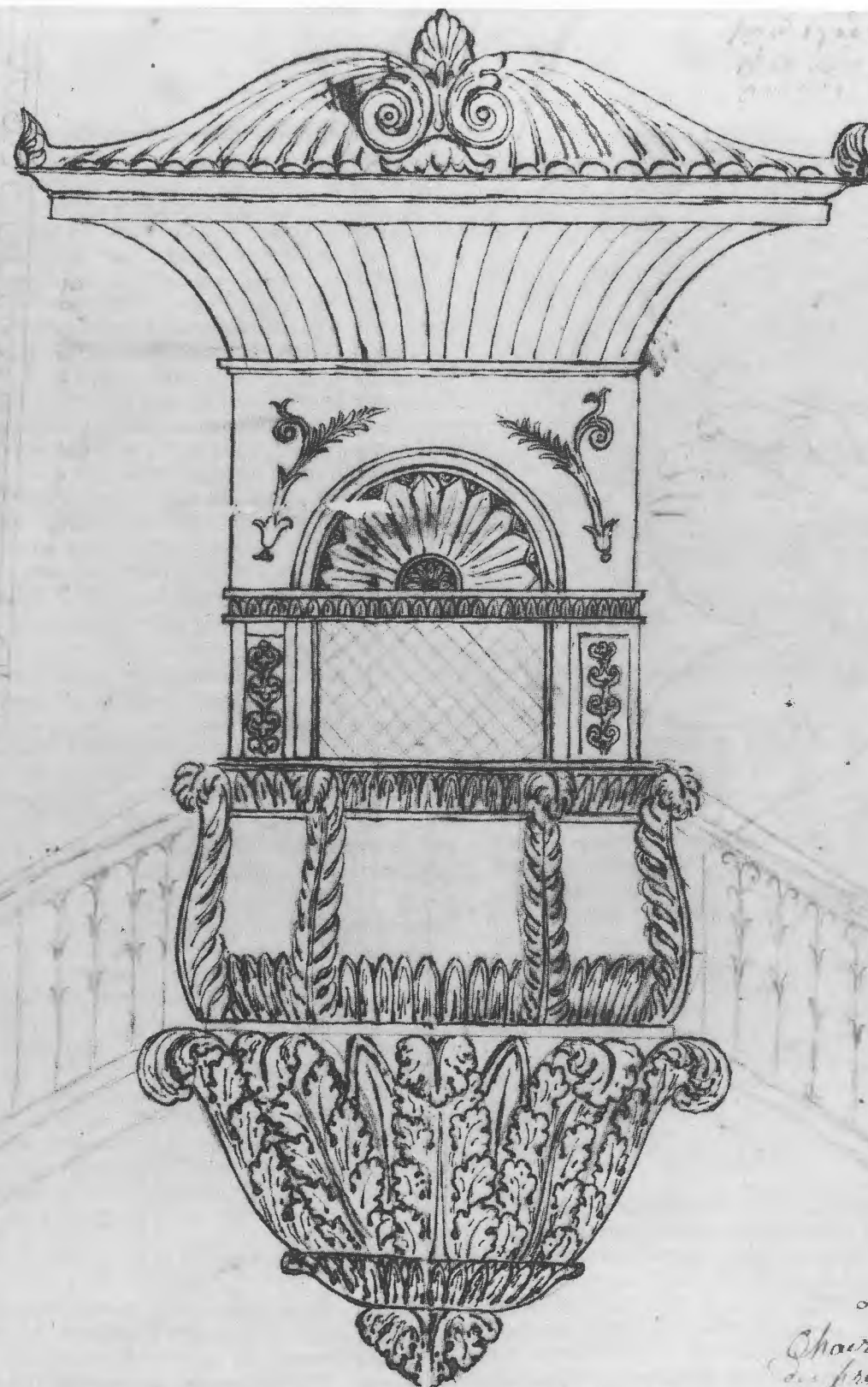


FIG. 17. — Dessin de la chaire par Corcelles. (Photo I.S.O.)

Chaire du temple
des protestants Comples
par monsieur Corcelles
architecte, exécutée
après dessin par
Lamarque aîné
en 1834

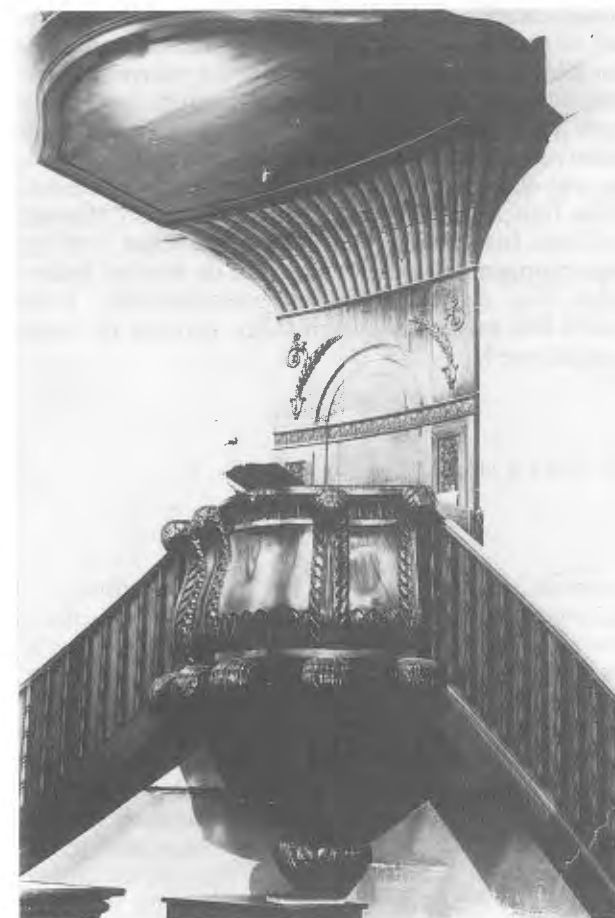


FIG. 18.
(Photo Direction de l'Architecture.)

Libourne⁴². Mais un officier du Génie, le colonel Emy, ayant proposé au contraire une charpente dans laquelle les bois fussent employés dans toute leur longueur, qui eût la solidité nécessaire et autant d'élégance que celle de Philibert de l'Orme, en réalisant cependant une économie de bois considérable, obtint en 1825, l'autorisation d'en faire l'essai à Marracq, dans la banlieue de Bayonne. Seulement, au lieu de construire des hémicycles indépendants de la charpente, le colonel Emy réalisa « des fermes composées d'un arc en demi-cercle, de deux jambes de force verticales, de deux arbalétriers, de deux aisseliers et d'une petite moise horizontale, tangente à l'arc et formant entrail; le tout lié par des moises normales à l'arc. Cet arc est donc la pièce principale de chaque ferme, en laquelle résident la force et les autres avantages de cette charpente ». Et plus loin: « Les arcs sont faits de madriers longs et étroits, appliqués les uns sur les autres comme le sont les lames d'un ressort de voiture et courbés en demi cercle sur leur plat, par leur seule flexibilité » (fig. 16).

42. Colonel EMY, *Description d'un nouveau système d'arc* (1828) et Jean-Yves BOSCHER, *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique de Bordeaux*, t. LXXIV, 1983, p. 73.

Cependant, dans la salle de culte, c'est tout de suite la chaire qui attire l'attention. Véritable chef-d'œuvre d'ébénisterie et de sculpture, située au centre de l'abside et donc parfaitement mise en valeur dans toute sa signification, elle fut dessinée par Corcelles et sculptée en bois d'acajou par Lamarque aîné en 1834 (fig. 17 et 18). Ce dessin met en évidence une cuve semi-circulaire galbée, formée de trois panneaux séparés par de hauts feuillages étroits qui retombent contre l'appui mouluré, orné de feuilles de laurier juxtaposées. Dans le bas de chacun de ces panneaux, sont sculptées des feuilles semblables mais de dimensions différentes. Cette cuve est posée sur un puissant culot au galbe inversé, couvert de feuilles d'acanthé et de laurier. Le dorsal, divisé en deux parties de hauteurs inégales par un bandeau horizontal sculpté, comprend au centre un large panneau à chambranle mouluré, surmonté d'un plein cintre décoré d'une grande palmette. De chaque côté de celle-ci, une palme jaillit d'un calice; et ces deux branches, entourant la sculpture centrale, ajoutent un symbole de victoire à l'ensemble. Sous le bandeau, deux étroits panneaux également décorés cantonnent le panneau central.

L'abat-voix est formé d'un large éventail entouré d'une simple corniche et couronné de deux coquilles dont les nervures se retournent au centre en volutes ioniques adossées, surmontées d'une palmette, et arrêtées, à l'opposé, par un acrotère. Cette chaire est accessible, depuis la salle de culte, par deux escaliers en bois, symétriquement adossés au mur de l'abside⁴³ et, depuis le premier étage du bâtiment annexe, par une porte qui fut ouverte ultérieurement dans le dorsal.

*
**

Le temple des Chartrons, dont nous venons de résumer l'histoire, fut considéré à l'époque, par la rigueur et la pureté un peu sévère de ses proportions, et en particulier par son beau volume intérieur, comme une réussite architecturale. Les articles parus à son sujet dans l'*Album du voyageur* en 1837 et dans le *Nouveau Conducteur de l'Etranger*, en 1852, le présentaient comme l'un des plus beaux monuments modernes de la ville, bien qu'Auguste Bordes, dans l'*Histoire des Monuments de la Ville de Bordeaux*, en 1845, en ait critiqué le style « qui n'est pas homogène et présente même de graves incohérences », mais en nous confirmant cependant que la voûte en berceau, réalisée avec des cours de planches à joints alternatifs, figure l'appareil des voussoirs.

A notre époque, François-Georges Pariset écrivait à propos de ce temple: « L'intérieur, qui n'ignore pas le projet de Bibliothèque royale de Boullée⁴⁴, est considéré comme un chef-d'œuvre par les historiens de

43. Ce dessin appartient à la Société archéologique de Bordeaux.

44. V. Emil KAUFMANN, *Trois architectes révolutionnaires*, Paris, S.A.D.G., 1978, p. 86 et fig. 45. Cf. également Alain BRAHAM, *L'Architecture des Lumières*, p. 116.

l'Art étrangers : salle dont l'immensité, la nudité, la blancheur, créent une impression de paix et de grandeur divine, lignes des murs, de la voûte en berceau et de l'abside qui convergent vers la chaire ⁴⁵ ».

*
* *

En conclusion, ce temple, heureux aboutissement de longs siècles d'ostracisme à l'égard des protestants dû à la politique des rois de France jusqu'à Louis XVI, fut dans son ensemble le témoin de l'activité, aussi bien matérielle que spirituelle, d'une population qui

devait contribuer dans tous les domaines à la prospérité de Bordeaux. Les descendants des religieux bordelais peuvent donc, et toujours, y trouver des raisons d'encouragement et de satisfaction, non seulement parce qu'il représente pour eux des souvenirs émouvants, mais aussi, et surtout, parce qu'il constitue une étape importante dans l'histoire du protestantisme français et, en général, un jalon dans l'Histoire de l'Art. Bien qu'aliéné, il reste à Bordeaux l'un des seuls monuments pouvant accueillir de grandes assemblées dans des circonstances exceptionnelles. Pour toutes ces raisons, il devrait être protégé de toute mutilation ⁴⁶.

46. La clôture sur la rue et le bâtiment annexe ont été démolis en 1984, pour la réalisation du programme de la Z.A.C., délimitée par le quai, le cours Xavier-Arnoz et la rue Notre-Dame. Les façades, la couverture et la salle de culte, avec sa chaire, devraient être intégralement conservés.

45. *Histoire de Bordeaux*, t. VI, p. 523.

Controverses autour d'une « invention » de Paul Abadie :

LA RESTAURATION DE LA FAÇADE DE L'ÉGLISE SAINTE-CROIX DE BORDEAUX (1859-1865)

par Claude LAROCHE et Jean-Claude LASSERRE

DES HOMMES...

« Enfin Abadie vint... Son projet est de décembre 1860. L'histoire détaillée de cette restauration serait d'un intérêt piquant » ¹. Le moment est venu, semble-t-il, d'essayer de répondre à l'attente, oh combien ironique ! d'Auguste Brutails, si sûr de son droit, et d'aller voir d'un peu plus près, sans traumatisme préalable et en toute sérénité, cette restauration dont l'unanimité dans le rejet n'a eu d'égal que le conformisme péremptoire de sa justification. S'il est, en effet, une œuvre de restauration qui, au moment même où elle était entreprise, ait fait du moins de la part des archéologues et des connaisseurs, la quasi-unanimité contre elle, c'est bien celle conçue par Paul Abadie pour la façade de l'église Sainte-Croix de Bordeaux. De Léo Drouyn à André Fermigier, la liste est longue à dresser de tous ceux qui ont ainsi transformé le mur occidental de l'église bordelaise en véritable mur des lamentations ². Mais sans aller complètement à l'encontre de tout ce qui a été écrit sur les travaux de Sainte-Croix — surtout si l'on se place du seul point de vue du médiéviste omniprésent et changé en statue du commandeur, comme cela a été justement le cas jusqu'à présent —, il convient maintenant d'aller au-delà de ce jugement — et même de l'argumentation classique de la défense au procès des restaurateurs : mauvais état des édifices, balbutiements de l'archéologie médiévale — en utilisant une approche totalement différente et en considérant désormais les interventions du siècle dernier comme un autre moment de l'histoire du monument, une étape supplémentaire dont il convient d'écrire la chronique en la mettant en rapport, comme on le fait pour les siècles précédents, avec l'époque qui l'a provoquée et les nouveaux mécanismes économiques, sociaux, intellectuels et religieux qu'elle met en place.

C'est dans ce nouvel état d'esprit qu'il faut mentionner aussitôt, à côté du « vandale » de Sainte-Croix, la figure haute en couleur du cardinal Ferdinand-François-Auguste Donnet (1795-1882) qui, faisant de la restauration religieuse et de la restauration monumentale un même combat, va s'efforcer de multiplier durant les 46 ans (1836-1882) de son épiscopat, les travaux d'achèvement des églises et des clochers comme autant de moyens d'édification des fidèles et comme autant de signes de santé d'une église militante porteuse de travail et partant de paix sociale ³. Passionné d'histoire et d'archéologie (il écrira une monographie de la cathédrale Saint-André de Bordeaux), mécène, il est aux origines du renouveau de l'art religieux en Bordelais, reflet accompli de l'ordre divin. En même temps qu'il adhère et invite les prêtres du diocèse à participer pleinement au mouvement qui s'organise en faveur du patrimoine national, de son étude et de sa conservation (concrétisé en Gironde par la création le 26 mars 1839 d'une Commission pour la conservation et la description des monuments historiques, que l'on verra à l'œuvre dans « l'affaire » de Sainte-Croix ⁴), il

1. J.-A. BRUTAILS, *Les vieilles églises de la Gironde*, Bordeaux, 1912, p. 9. Tout le passage sur la restauration de Paul Abadie est un chef-d'œuvre de roserie pateline.

2. A. FERMIGIER, « Les théorèmes de la vertu », dans *Le Monde*, 28 février 1980.

3. R. DARRICAU, « Puissance du catholicisme », dans *Histoire de Bordeaux*, t. IV, p. 297-320. Voir aussi : E. POUGEOIS, *Vie, apostolat et épiscopat de S. Em. le cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux*, Bordeaux, 1884 ; F. COMBES, *Histoire du cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux, d'après sa correspondance et son journal*, Bordeaux, 1888 ; *Instructions pastorales, mandements, lettres et discours de Son Eminence le Cardinal-Archevêque de Bordeaux sur les principaux objets de la sollicitude pastorale*, Bordeaux, 1850-1883, 12 vol. ; M. AGOSTINO, « Un portrait du cardinal Donnet à l'occasion du centenaire de sa mort (1982) », dans *Rev. Hist. de Bordeaux et du département de la Gironde*, 1982, t. XXIX, p. 117-123 ; et Mgr. O. LAROZA, « Le cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux », dans *Actes de l'Académie de Bordeaux*, 5^e série, t. VIII (1983), p. 99-120, Bordeaux, 1984.

4. Voir surtout F. PORTELLI, *Les paysagistes bordelais du XIX^e siècle et les monuments historiques de la Gironde*, Bordeaux, 1967 ; F. PORTELLI-ZAVIALOFF, *Catalogue de l'exposition Léo Drouyn*, Bordeaux, Archives municipales, 1973.

lance le plus formidable mouvement de restauration et de construction d'édifices que la Gironde ait connu, aidé par des curés bâtisseurs sachant mobiliser les fidèles et drainer les ressources⁵. Rien de surprenant alors de le retrouver dès la première heure aux côtés du conseil de fabrique pour non seulement financer l'entreprise mais encore soutenir de son prestige l'architecte certes « en question » mais dont les travaux, qui ne devaient jamais décevoir chez le cardinal ni le bâtisseur ni l'homme d'Eglise, lui valaient l'appellation tendre et paternelle « d'enfant bien aimé de notre contrée ». Si l'on est encore loin de ce jugement bienveillant, il faut cependant reconnaître que, de l'ère du soupçon on est passé, à la lumière de recherches récentes, à une approche plus nuancée et positive de la production d'Abadie⁶. C'est dans ce contexte d'une œuvre aujourd'hui révélée et replacée dans son temps lui-même revisité, qu'il faut envisager rapidement la carrière de l'architecte au moment même où il intervient à Sainte-Croix⁷.

Paul Abadie, né à Paris en 1812 de père également architecte⁸, a commencé ses études d'architecture en entrant en 1832 dans l'atelier d'Achille Leclère (1785-1853) que fréquente également vers 1830-1831 Eugène Viollet-le-Duc, aux idées et aux principes duquel notre architecte restera toujours attaché⁹. Après avoir suivi les cours de l'Ecole des Beaux-Arts de 1835 jusque vers 1840 et, semble-t-il, les cours de dessin de Jean Alaux, peintre d'origine bordelaise, complétant ainsi une bonne formation classique, il s'est détourné de cet enseignement académique : désaffection progressive ? débuts de la vie professionnelle ? exemple de Viollet-le-Duc, farouche adversaire du « système des Beaux-Arts » ? rupture délibérée en réaction à un enseignement controversé surtout depuis l'ouverture en 1830 de l'atelier contestataire de l'architecte Henri Labrousse ?

5. J.-Cl. LASSERRE, « Bordeaux : le renouveau catholique et les grandes restaurations. Le cardinal Donnet », dans *Catalogue Paul Abadie architecte...*, 1984, p. 103-104.

6. Cl. LAROCHE, *Paul Abadie architecte, 1812-1884*, travail de 3^e cycle, Unité pédagogique d'Architecture de Bordeaux, 1979-1980 ; J.-Cl. LASSERRE, « Exemple de restauration contemporaine : Sainte-Croix de Bordeaux », dans *Viollet-le-Duc*, catalogue de l'exposition du Grand-Palais, Paris, 1980, p. 140-141 ; Cl. LAROCHE, « L'œuvre d'architecture de Paul Abadie (1812-1884), situation culturelle et inventaire raisonné », dans *Bull. Soc. Hist. Art français*, Paris, 1983. Voir surtout *Catalogue d'exposition Entre archéologie et modernité. Paul Abadie, architecte. 1812-1884*, Musée d'Angoulême, 1984, sous la direction de Cl. LAROCHE.

7. En particulier R. MIDDLETON, D. WATKIN, *Architecture moderne, 1750-1870*, 1983 pour la traduction française ; C. MIGNOT, *L'architecture au XIX^e siècle*, Paris/Fribourg, 1983 ; F. LOYER, *Le siècle de l'industrie, 1789-1914*, Paris, Skira, 1984.

8. Paul Abadie père (1783-1863), né à Bordeaux, élève des architectes Bonfin et Thiac avant d'aller étudier chez Percier et Fontaine. Construit la presque totalité de son œuvre à Angoulême. Il sera également inspecteur des travaux diocésains de son fils pour le diocèse d'Angoulême jusqu'en 1864.

9. Sur ce point, voir surtout Cl. LAROCHE, « Le modèle médiéval : une autre voie », dans catalogue d'exposition *Paul Abadie architecte...*, 1984, p. 41-45. Egalement *Viollet-le-Duc*, catalogue d'exposition au Grand-Palais, Paris, 1980, qui donne une bibliographie complète de et sur l'architecte.

Rien ne permet de trancher. Quoi qu'il en soit, après 1840, Paul Abadie commence, hors des lois académiques consacrant l'exclusivité du modèle antique, à s'intéresser sérieusement à l'archéologie médiévale en relevant plus particulièrement les édifices romans du Sud-Ouest de la France, relevés qu'il effectuera à partir de 1844 pour le compte de la Commission des Monuments historiques, pour laquelle il donnera également ses premiers projets de restauration¹⁰. Architecte du gouvernement, d'abord de la Commission des Monuments historiques, il est devenu depuis 1848 celui du Service des Cultes en tant qu'architecte diocésain ; à ce titre, il a non seulement la charge des cathédrales, des évêchés et des séminaires pour les diocèses qui lui sont confiés, mais également un droit de regard sur l'ensemble des travaux de construction ou de restauration des édifices paroissiaux. C'est dire l'étendue de son pouvoir et en conséquence le nombre de travaux qui lui sont confiés grâce, on l'a vu, aux amitiés ecclésiastiques qu'il a su se concilier. Au moment de ceux de Sainte-Croix, et pour ne s'en tenir qu'à l'Aquitaine actuelle, notre architecte projette de restaurer, a restauré ou restaure les églises paroissiales de Bassens, Bégadan, Langoiran, Loupiac, Le Mas d'Agenais, Trélissac, l'église abbatiale de Brantôme, le clocher isolé de l'église Saint-Michel de Bordeaux, la cathédrale Saint-Front de Périgueux¹¹ ; a construit ou est en train de construire l'église Notre-Dame de Bergerac, celle de Saint-Ferdinand de Bordeaux, Sainte-Marie de La Bastide, Saint-Barthélemy de Faux (Dordogne), Saint-Léonce de Langoiran, Saint-Georges de Mussidan, Saint-Georges de Périgueux, Saint-Delphin de Valeyrac. Dans tous les cas, les réalisations le prouvent et les documents le précisent, Paul Abadie se montre un travailleur infatigable, servi par des dons

10. Pour la Gironde et l'Aquitaine, voir notamment les diverses figures relatives aux églises de Civrac, Saint-Vivien-de-Médoc, Brantôme... (recueils de croquis, collection particulière. Toutes reproduites dans dossiers Inventaire général Aquitaine) relevées par la Commission des Monuments historiques de 1845 à 1852 : clocher de l'église abbatiale de Brantôme, 1847 ; église paroissiale de Loupiac, 1848 ; chapelle sépulcrale, lanterne des morts de Sarlat, 1847 ; plus tard, dans le cadre de son travail sur les édifices diocésains, cathédrale Saint-Front de Périgueux, 1850. Pour de plus amples renseignements, voir catalogue exposition *Paul Abadie architecte...*, 1984, p. 46-50.

11. Voir catalogue exposition *Paul Abadie architecte...*, 1984, p. 64-66, liste détaillée des projets et travaux de restauration.

12. Dans l'ordre : projets et travaux, 1852-1868 (premier projet non réalisé par Viollet-le-Duc, 1849 ; projets et travaux, 1862-1867) ; projets et travaux 1860-1884, achèvement en 1886 ; projets et travaux 1860-1866 ; projets et travaux 1854-1858 ; projets et travaux (sauf flèche du clocher), 1863-1866 ; projet et travaux, 1852-1870 ; projet et travaux, 1853-1866 ; à cette liste, il convient d'ajouter les projets exécutés durant la restauration de Sainte-Croix, mais exécutés plus tard et non réalisés : sacristies de Saint-André de Bordeaux, projet 1866 et travaux 1871-1879 ; église de Nontron, projet non réalisé, 1853 ; église d'Excideuil, projet non réalisé, 1864 ; collège de Bergerac, projet et travaux 1864 et ss. ; église de Villefranche-du-Périgord, projets 1855-1856 et travaux 1868-1870. Pour cela, voir Cl. LAROCHE, « L'œuvre architecturale de Paul Abadie (1812-1884). Situation culturelle et inventaire raisonné », dans *Bull. Soc. Hist. Art français*, 1981, Paris, 1983, et catalogue d'exposition *Paul Abadie architecte...*, 1984, p. 127.

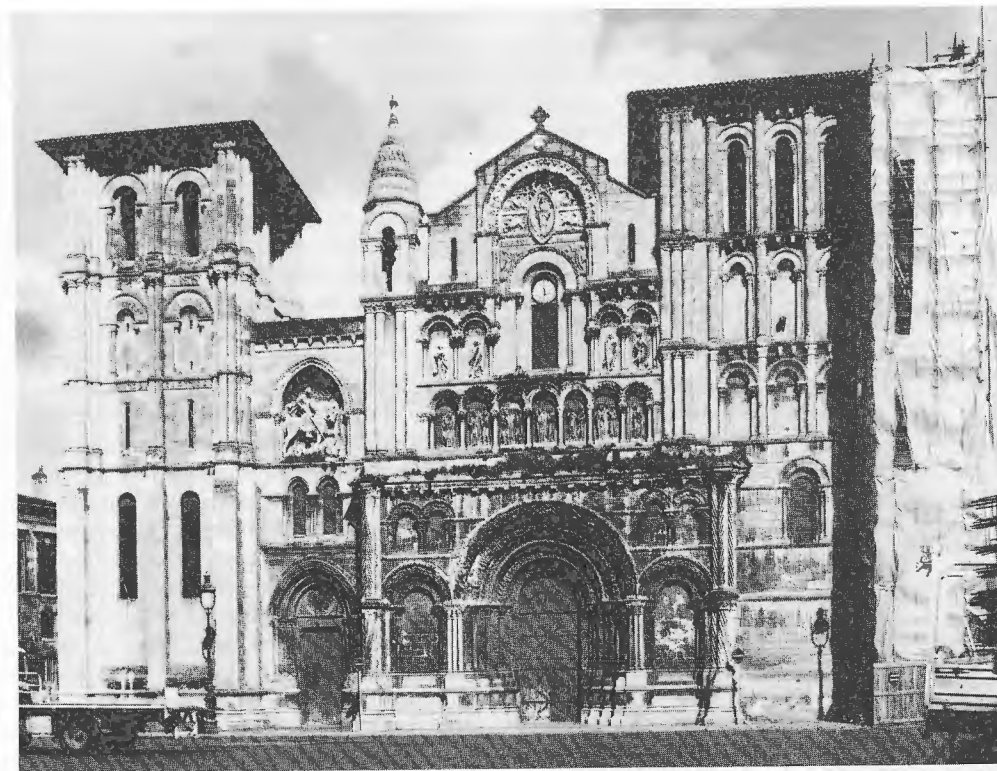


FIG. 1. — Eglise Sainte-Croix de Bordeaux : élévation occidentale, état actuel. (Cliché Cl. Laroche.)

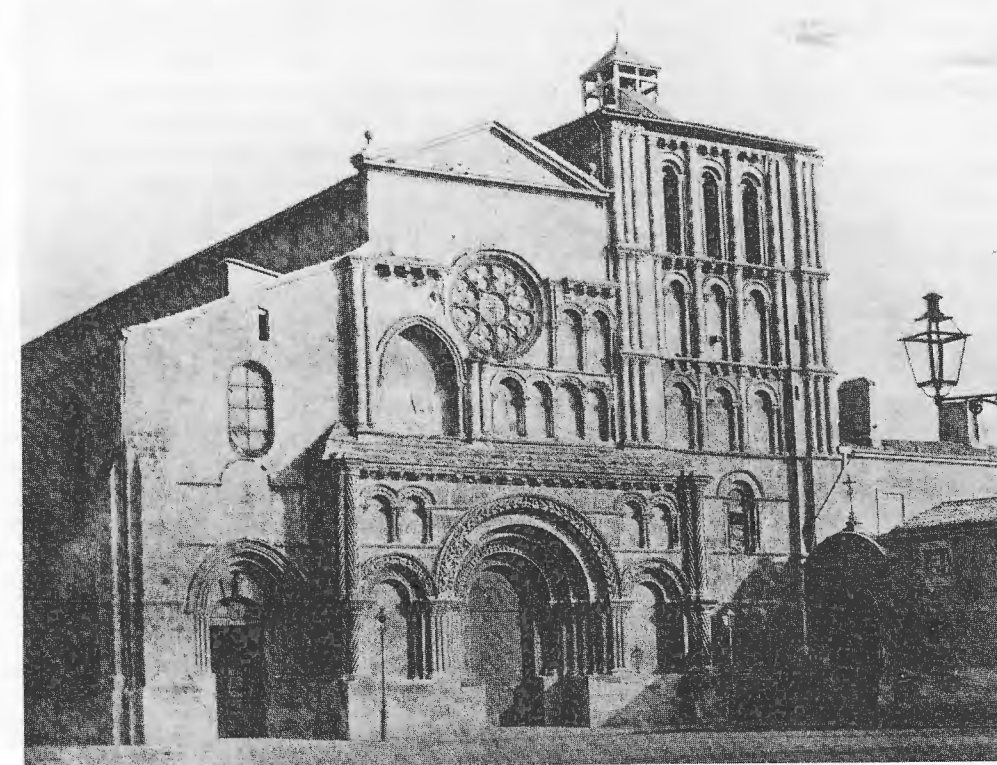


FIG. 2. — Eglise Sainte-Croix de Bordeaux : élévation occidentale avant 1860. (Arch. munic. Bordeaux, IV, I. 89 - Cliché Cl. Laroche.)

appréciables de dessinateur. A peu de choses près, il peut symboliser la figure type de l'architecte des années 1850, à la fois artiste consommé et constructeur efficace, qui sait maîtriser la plupart des données — qu'elles soient administratives, financières ou spécifiquement architecturales — mises en jeu lors de la réalisation, au risque de le faire passer aux yeux de ses détracteurs pour « un lutteur implacable et retors »¹³, alors qu'il faudrait plutôt abonder dans le sens d'une personnalité plus complexe où le polémiste mordant dissimule vraisemblablement un insatisfait fragile qui n'oublie cependant jamais de mettre en avant toute l'argumentation nécessaire pour parvenir à ses fins, quand bien même cette argumentation ne serait pas de la meilleure foi, comme la suite le montrera ; mais cependant, restant sincère, de cette sincérité propre aux créateurs susceptibles qui veulent assurer la meilleure réalisation possible de leur œuvre.

... AUX TRAVAUX

De nombreux documents graphiques et photographiques (fig. 2) restituent la façade de Sainte-Croix telle qu'elle se présentait aux alentours de 1860, avant le début des travaux, avec son aspect curieusement composite et inachevé, résultat des nombreuses interventions jamais conduites à terme et qui, après l'abandon vers 1150 du programme sculpté, se succèdent jusqu'au XIX^e siècle¹⁴. La dernière restauration importante avait eu lieu, en 1842-1847, sous la direction de G.-J. Durand, architecte de la ville de Bordeaux, et comportait, entre autres, le remplacement de huit chapiteaux dans la moitié nord de la porte principale, de fûts de colonnettes et de six bases, ainsi que l'achèvement des sculptures du portail, à l'exception du zodiaque¹⁵. Elle avait déjà suscité reproches, critiques, suspension de travaux et justifications¹⁶. M. de Castelnau, en 1850, rapporte Auguste Brutails, exprimait l'espoir que les erreurs ainsi commises ne se renouvelleraient plus et que les futures restaurations seraient désormais conduites « avec une prudente réserve »¹⁷.

C'est à la demande du conseil de fabrique que Paul Abadie conçoit et propose un premier projet daté du 12 octobre 1859, prévoyant la construction d'un clocher neuf et la restauration de la façade, « magnifique projet » qui vient à l'appui en mars 1860 d'une demande de subvention au conseil municipal de Bordeaux¹⁸.

13. P. DUBOURG-NOVES, préface du catalogue *Centenaire de l'Hôtel de Ville d'Angoulême*, Angoulême, 1968.

14. Voir par exemple la liste de documents proposés par C. MARION-NEAU, *Description des œuvres d'art qui décorent les édifices publics de la ville de Bordeaux*, Paris/Bordeaux, 1861, p. 204-205.

15. A. BRUTAILS, *Les vieilles églises...*, p. 9 ; G.-J. DURAND, *Rapport sur les réparations exécutées à l'église Sainte-Croix de Bordeaux en 1842 et 1843*, Bordeaux, 1844, 6 p., 2 pl. ; devis du 11 mars 1842 reproduisant la plupart des propositions faites dans ceux des 8 et 12 janvier 1842.

16. A.D. Gironde, série T.

17. A. BRUTAILS, *Les vieilles églises...*, p. 9.

Très vite, il apparaît qu'une solution financière n'est possible qu'à la condition de limiter en particulier la construction du clocher neuf à la hauteur de l'ancien, comme d'ailleurs le précise le dessin de l'architecte (fig. 3). Dans une lettre adressée le 8 décembre 1860 au maire de Bordeaux, après avoir exprimé l'opportunité des réparations à faire, le conseil de fabrique renouvelle sa demande, en acceptant, « après des études laborieuses » et pour des raisons financières, que le projet soit ainsi tronqué, car « il serait extrêmement fâcheux que Bordeaux perdît à la fois et l'œuvre d'art de M. Abadie et les avantages que ses ouvriers doivent retirer d'une dépense aussi considérable et de l'enseignement qui résulte de travaux d'un caractère aussi élevé ». Parmi les arguments avancés pour justifier les travaux (combler d'un angle rentrant toujours encombré d'immondices, rétablissement de la symétrie, possibilité d'une future surélévation), celui de l'emplacement des cloches occupe une place importante. Le nouveau clocher devait en effet, outre les fonts baptismaux au rez-de-chaussée, abriter les cloches « qui sont dans le vieux clocher et qui sont pour les vieillards qui habitent l'hospice contigu un sujet de continuelle souffrance... leurs vibrations se communiquent du mur au clocher auquel sont adossés des dortoirs dont l'habitation est presque impossible quand les cloches sont en mouvement »¹⁹. Le devis ainsi réduit s'élève à la somme de 100.000 francs dont une partie serait assurée par la fabrique (20.000 francs), l'Etat (40.000 francs dont 15.000 par le ministre des Cultes), l'empereur et le cardinal Donnet participant chacun pour 5.000 francs. Dans sa séance du 21 décembre 1860, le conseil municipal accepte de compléter par une subvention payable en deux annuités le financement des travaux après un débat où, à côté d'arguments de type archéologique (« l'église Sainte-Croix est, dans son état actuel un monument extrêmement rare, un diamant de l'archéologie, mais à la condition de rester ce qu'elle est ») et stylistique, apparaît le souci pour la municipalité de dissiper les rivalités de paroisses (... « après les sommes considérables qui ont été allouées pour l'église Saint-Michel, comment pourrait-on refuser une subvention à l'église Sainte-Croix située au milieu d'une population pauvre et intéressante... ») et d'éviter, sans trop bourse délier (« on ne demande à la ville que 30.000 francs ») de perdre l'œuvre de « M. Abadie ». Il est cependant exigé qu'une photographie de la façade soit faite avant le début des travaux, qu'une commission municipale instituée à cet effet soit chargée de veiller, celle des Monuments historiques étant elle aussi vigilante par ailleurs, « à la parfaite conservation du monument »²⁰.

18. Archives Direction du Patrimoine, dossier 538 (1841-1887) ; Archives municipales, Bordeaux, 4015/M IV (1861-1868), Restauration de la façade ; dossier Inventaire général Aquitaine.

19. Repris dans la séance du conseil municipal du 21 décembre 1880.

20. Archives municipales, Bordeaux, dossier 4015/M IV, Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la ville de Bordeaux, séance du 21 décembre 1860.

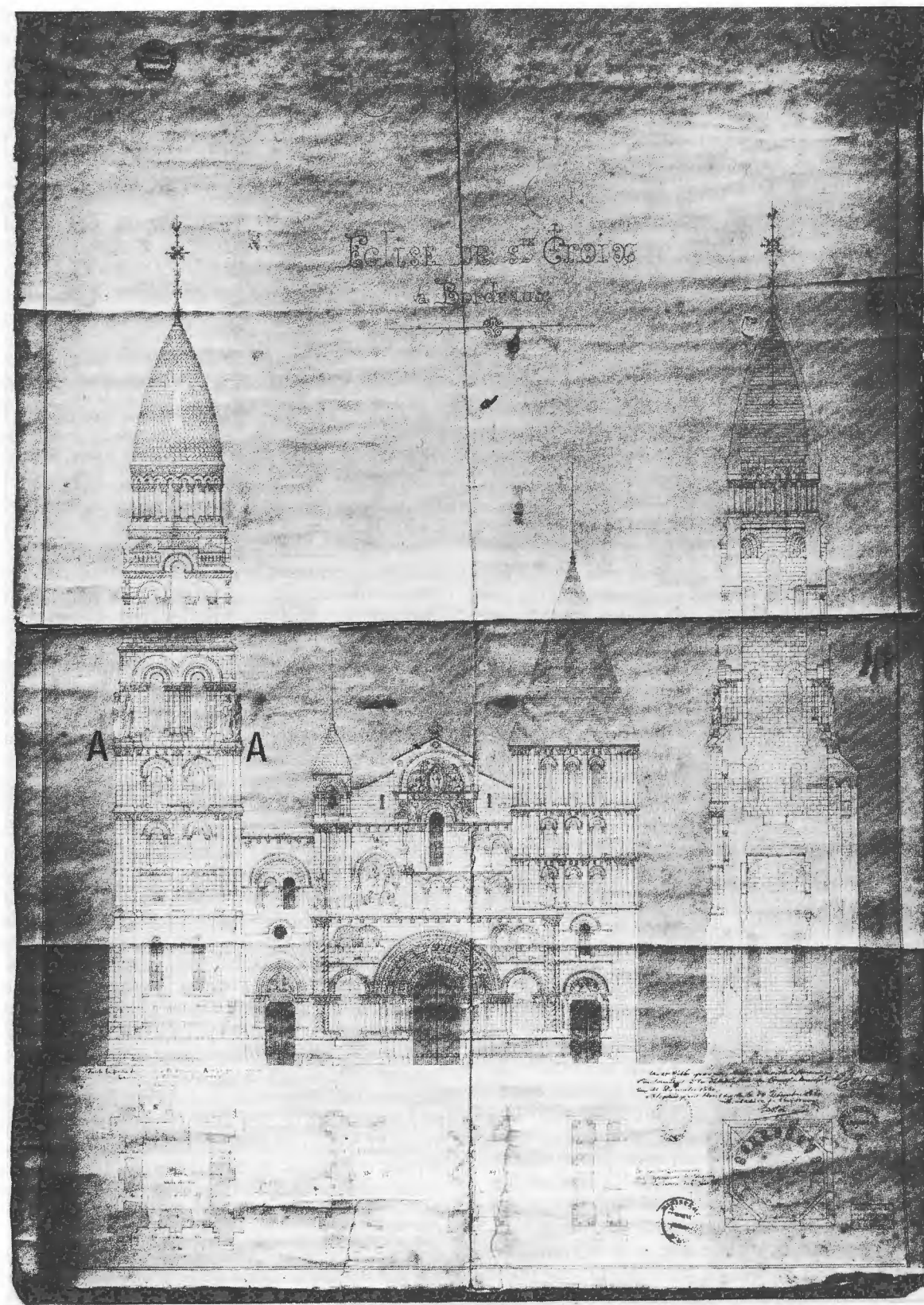


FIG. 3. — Eglise Sainte-Croix de Bordeaux : façade et nouveau clocher, premier essai de restauration et de construction. Elévation, coupe sur le clocher et plans à différents niveaux du clocher, par P. Abadie, 12 octobre 1859. (Arch. mun. Bx, IV, I, 2. Cliché Inventaire général Chabot-Dubau.)

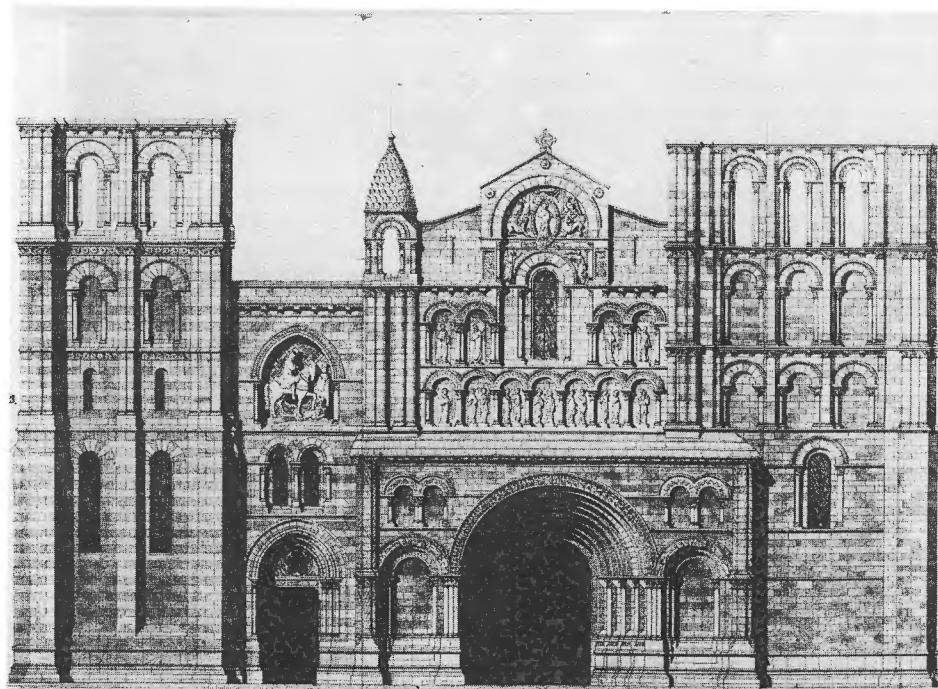


FIG. 4. — Eglise Sainte-Croix de Bordeaux : façade, deuxième projet de restauration, par P. Abadie, 3 novembre 1862. (Arch. mun. Bx, IV, I, 3. Cliché Inventaire général Chabot-Dubau.)

Le 16 juin 1861, « parmi les chants sacrés, les accords d'une musique guerrière, les flots d'une population nombreuse... » a lieu la pose de la première pierre du nouveau clocher par le cardinal Donnet²¹. Le 27 août 1861, la Commission des Monuments historiques, dont le rapporteur est Boeswillwald, approuve le projet, en réclamant toutefois plus de simplicité dans la décoration de la façade « dont la partie supérieure ne lui paraît pas suffisamment en harmonie avec l'ensemble de la façade »²². Après approbation ministérielle, les travaux peuvent enfin commencer en septembre 1861²³. Le 14 octobre de l'année suivante, la construction du clocher à la hauteur autorisée étant terminée, Paul Abadie, avant d'entreprendre la restauration de la façade proprement dite, adresse un rapport au maire de Bordeaux, où, tout en répondant aux réserves de la Commission des Monuments historiques, il fait état de ses hypothèses archéologiques sur la façade et demande en conséquence à la municipalité de prendre, en fonction de celles-ci, un parti clair pour la suite des travaux. Avant la réunion de décembre du conseil municipal, il lui adresse également une lettre datée du 3 novembre 1862 où il fait état de la réaction de la commission municipale de surveillance qui « après un examen approfondi des diverses transformations subies par la façade de Sainte-Croix, après avoir reconstitué dans son esprit cette façade aux formes si inexplicables jusqu'à ce jour, a été conduite à conclure que ce qu'il y avait de plus conforme à la raison, de plus satisfaisant pour

l'art, de plus agréable pour les yeux, c'était de revenir à la forme primitive »²⁴.

En conséquence, Paul Abadie élabore un deuxième projet (fig. 4), plus radical, en accord avec l'idée qu'il peut se faire d'un prétendu état primitif et qui rétablit en particulier la statuaire « dont les traces apparaissent nettes et parfaitement visibles dans les arcades du premier étage ». Dans sa séance du 29 décembre 1862, le conseil municipal, adhérant aux hypothèses d'Abadie soutenues par la Commission, et désireux « de ressaisir la forme primitive de la façade » approuve ce second projet à la majorité de 19 voix contre cinq²⁵. Malgré ce succès, les polémiques sont loin d'être achevées. Le 29 janvier 1863, le préfet de la Gironde remet ce dernier projet pour avis à la Commission départementale des Monuments et Documents historiques. Le 6 mars 1863, au cours d'une communication dans le cadre de cette commission, l'archéologue Léo Drouyn condamne le projet abadien, sur lequel il avait été appelé à faire un rapport, en démontrant une à une les hypothèses archéologiques qui le sous-tendent²⁶. Le 10 avril, le rapport final de la commission départementale, moins sévère que celui de Léo Drouyn, maniant en un dosage habile et mesuré la louange facile et la critique ferme, stipule cependant que le projet « dépasse le cadre d'une sage restauration » et demande à l'architecte de

24. Archives municipales, Bordeaux.

25. Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la ville de Bordeaux, séance du 29 décembre 1862, Archives municipales, Bordeaux, dossier 4015/M IV.

26. Léo DROUYN, « Rapport sur le projet de restauration de la façade de l'église Sainte-Croix de Bordeaux », dans *Comptes rendus des travaux de la Commission des Monuments et Documents historiques du département de la Gironde*, 1865, t. IV, p. 61-69.

modifier son projet « afin de restaurer la façade... sans la transformer d'une manière aussi complète »²⁷.

Ce n'est que le 24 juillet que Paul Abadie reçoit enfin l'autorisation de reprendre les travaux conformément au plan dressé le 3 novembre 1862²⁸ et qui seront conduits sans interruption jusqu'au 5 août 1865, date de réception définitive des travaux de sculpture de Michel Pascal, qui avait été recommandé par l'architecte comme étant « le plus capable d'exécuter la statuaire du XII^e siècle »²⁹. Ce dernier avait accepté en date du 8 septembre 1864 de réaliser la sculpture décidée par le restaurateur pour la somme de 34.000 francs, se soumettant par avance « à n'élever aucune réclamation pour les suppressions de travaux... [que] l'architecte de l'édifice jugerait convenable d'ordonner » et à prendre à sa charge « les modèles... à l'exception de celui du zodiaque qui sera fourni par l'architecte »³⁰.

Ainsi, comme on vient de le voir, on était passé, de pressions en glissements, de polémiques en accords, à une véritable reconstruction intégrant dans une réflexion identique sur le modèle archéologique les deux faces — restauration et construction — d'une même pratique professionnelle et révélant une conception tout unitaire du métier d'architecte. Abadie met en effet en place un type d'allers-retours entre archéologie et modernité qui, assimilation et dépassement progressif des modèles, est une composante essentielle de sa création que l'on peut voir à l'œuvre à Sainte-Croix et qu'il faut maintenant préciser.

LE PREMIER PROJET (12 octobre 1859)

Ce projet, que l'on connaît donc par un dessin (fig. 3 et 5) prévoit, on l'a vu, deux sortes d'interventions de nature *a priori* différentes : la construction, tout d'abord, d'un clocher neuf de près de 50 mètres

27. A.D. Gironde série T.

28. Accord du préfet, du 12 juin 1863, suite à un rapport de l'architecte en réponse à l'argumentation de la Commission départementale, Archives municipales, Bordeaux, dossier 4015/M IV.

29. Pour Pascal, voir catalogue exposition *Paul Abadie architecte...*, notice p. 215 et lettre d'Abadie au directeur des travaux de la ville de Bordeaux (8 septembre 1864), notice p. 112. Cette lettre donne d'intéressantes indications sur les rapports architecte-sculpteur et sur le rôle respectif au moment d'un chantier. Il faut ajouter que le sculpteur Léon Baleyre (notice p. 214) avait travaillé à la sculpture du clocher, terminée au début de 1863.

30. Les ouvrages de sculpture comprenaient selon la soumission : « Le Christ et les 4 Évangélistes, deux anges dans les tympans de la croisée, une frise à médaillons et rinceaux, le cavalier, le monstre, la femme debout, les 4 prophètes, le Zodiaque, les 12 apôtres, 2 statues, 2 lions, 8 médaillons ». Il faut ajouter ici qu'Abadie était assisté par des architectes résidents qui depuis la réorganisation du service des Édifices diocésains en 1853 avaient pris le titre d'inspecteurs des travaux. Ils étaient chargés de l'exécution des projets de l'architecte parisien. C'était le cas à Bordeaux pour Antoine Lambert et Jean-Jacques Valleton (1841-1916). Voir catalogue exposition *Paul Abadie architecte...*, 1984, p. 213.

de haut faisant saillie sur le bas-côté nord et, ensuite, les quelques opérations — restitutions, achèvements, adjonctions et destructions diverses — constituant le projet de restauration de la façade proprement dit.

Le clocher

Le dessin nous montre, outre l'élévation, un certain nombre de plans à différents niveaux du clocher neuf permettant d'en comprendre la structure. De plan carré de 7,80 mètres de côté à la base, il présente deux travées sur chaque face visible et développe cinq niveaux hiérarchisés en : un niveau de soubassement, épaulé à l'aide de contreforts ; deux niveaux cantonnés de colonnes et qui atteignent la hauteur du clocher sud, matérialisée par la ligne « AA » d'interruption de la construction ; deux niveaux enfin toujours sur plan carré, mais chacun en léger retrait sur le précédent. Dépourvus de contre-butées, ces deux derniers niveaux comportent, pour le premier huit statues, amortissement des colonnes cantonnant l'étage immédiatement inférieur, et pour le second un adoucissement des angles par colonnettes superposées. Le passage au couronnement circulaire sur base octogonale se fait par un système de trompes appareillées en rouleaux à ressauts parfaitement lisible sur la coupe, chaque angle étant chargé à l'extérieur par un petit volume pyramidal occupant l'espace compris entre le carré et le pan coupé à l'octogone.

Le couronnement se compose d'une arcature sur plan circulaire surmontée d'une coupole en lancette sommée d'une croix en fer forgé. Il a la particularité de s'apparenter fortement à un ensemble d'autres dispositions projetées par Abadie et qui ne seront jamais réalisées, ensemble dont font partie notamment un dessin de couronnement pour le clocher de la cathédrale d'Angoulême, dessiné vers 1851³¹, ainsi que le projet du campanile de la basilique parisienne du Sacré-Cœur qu'il présentera pour le concours national de 1874³². Constantes de l'imaginaire abadien, ces couronnements de forme « bulbeuse », suivant une qualification de l'architecte lui-même³³, placés sur colonnades circulaires, trouvent bien sûr leur image première dans le clocher de Saint-Front de Périgueux qu'Abadie connaissait bien pour l'avoir relevé et dessiné.

Si l'on compare les deux clochers présents sur le dessin, comparaison légitime en ce sens que la tour neuve fait pendant à l'ancienne et lui fait référence par son économie et son décor, ce qui frappe de prime abord, habitués que nous sommes à la vision nivelée et sans dominante de l'édifice, est donc le considéra-

31. Collection Musée municipal d'Angoulême ; catalogue exposition *Paul Abadie architecte...*, 1984, n° 61.

32. *Id.*, n° 117. Le campanile actuel, différent, a été construit par Lucien Magne au tournant du siècle, bien après la mort d'Abadie.

33. Lettre au maire d'Angoulême, 25 août 1866, A.D. Charente, série O 344.

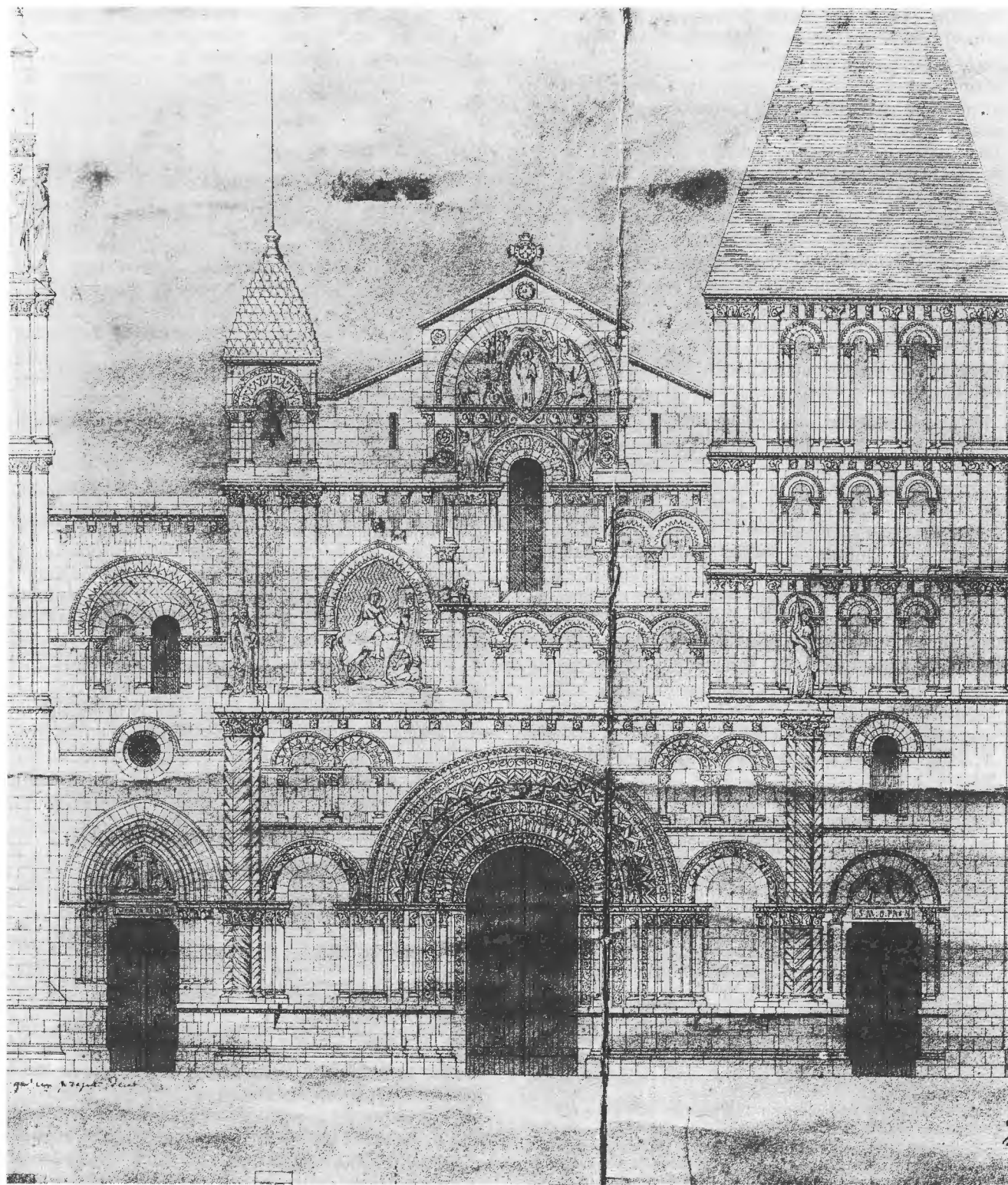


FIG. 5. — Eglise Sainte-Croix de Bordeaux : premier projet, détail.
(Cliché Inventaire général Chabot-Dubau.)

ble développement en hauteur du campanile, déployant la série d'amortissements étagés et de retraites successives décrites plus haut et idéalisant ce que pourrait être un clocher médiéval achevé. La comparaison montre également un clocher neuf en décrochement par rapport au bas côté et donc passablement plus éloigné de l'axe du portail que son homologue roman. De même largeur que celui-ci, s'il faut en croire le dessin, il ne comporte que deux travées au lieu de trois. En fait, une des nombreuses erreurs dues à un relevé fait probablement en hâte, et surtout sûrement mis au net à Paris, a eu pour conséquence de réduire à 7,80 m sur le dessin la largeur réelle d'environ 10,50 m du clocher sud. Ainsi la tour nord, qui sera effectivement construite sur la base de ce projet, se trouvera — qu'Abadie l'ait voulu ou non — plus étroite que son opposée.

Restauration de la façade

Les interventions prévues par Abadie sur l'avant-corps dans lequel est aménagé le portail sont relativement réduites : il s'agit de la création d'un soubassement à ressauts suivant les retombées des voûtures, remplaçant un simple stylobate sans mouluration et de l'achèvement de la sculpture, principalement du zodiaque de la deuxième voussure. Le reste de cet avant-corps ne semble pas touché ; Abadie a seulement placé sur son dessin deux statues amortissant les colonnes à cannelures torsées en même temps qu'il oubliait d'y faire figurer, par une de ces approximations qui faussent quelque peu le projet, le « glacis d'un mètre d'épaisseur qui termine le portail ajouté ³⁴, glacis que faute de mémoire j'ai oublié d'indiquer dans le dessin, toute mon attention s'étant attachée à la restauration de la partie supérieure » ³⁵.

Cette partie supérieure se voit modifiée principalement par le percement d'une fenêtre centrale et par la création d'un pignon sculpté et borné au nord par un clocheton. Abadie garde donc en leur état les deux rangées d'arcatures ainsi que l'arc brisé qu'il garnit d'une composition sculptée, restituant le souvenir de l'ancien « cavalier » devenant ici, on le verra plus loin, l'image de saint Georges. Il conserve de même les courtes colonnes jumelées qui encadrent l'arc et qu'il fait servir de piédestal à une petite fantaisie sculptée en forme de lion.

Remplaçant une rose « percée sottement » et un pignon « de style romain si toutefois il porte le cachet d'un style ³⁶ », Abadie propose un ensemble comportant une fenêtre centrale avec archivolt en plein cintre reposant sur deux colonnes et prenant naissance au niveau de la ligne des modillons, surmontée d'une

deuxième archivolt débutant un peu au-dessus de l'extrados de la première, entraînant un léger avant-corps et délimitant un espace où prend place un programme sculpté assez dense ; à savoir les symboles des évangélistes au-dessus de deux anges occupant les écoinçons et autour d'un Christ en gloire. Ce programme ainsi que cette disposition singulière de deux archivoltes non concentriques s'inspire directement et sans grandes modifications de la fenêtre centrale de Saint-Pierre d'Angoulême qu'Abadie avait étudiée et relevée dès 1850 (fig. 6). Notons cependant que dans le cas de l'édifice angoumois, cette disposition avait été commandée par un changement de parti en cours de construction ³⁷, la fenêtre projetée de Sainte-Croix ne procédant, elle, d'aucune contrainte, apparaissant alors quelque peu transplantée.

La deuxième modification sensible de la partie centrale consiste en l'adjonction d'un clocheton présentant en façade une baie surmontée d'un petit dôme recouvert d'écailles, l'ensemble amortissant un groupe de quatre colonnes, deux étant les colonnes jumelées terminant l'ancienne façade, et les deux autres, de semblables placées pour la circonstance à la verticale des colonnes à cannelures torsées de l'avant-corps central. Bien que le prétexte fonctionnel de l'ensemble soit d'assurer le tintement d'une cloche « à usage journalier » et que l'alibi archéologique soit fourni par des exemples poitevins, charentais ou même de Guyenne, la raison d'être première de ce clocheton semblerait plus volontiers découler de problèmes d'harmonie et de balancement. En effet, tout en faisant obstacle à la fuyante du pignon qui se trouve de ce fait buté de chaque côté, ce clocheton pallie la dissymétrie des deux clochers et, rappel en mineur de la flèche, équilibre la composition ³⁸.

Symétrique du clocher sud — dont la base est montrée percée d'une nouvelle porte en plein cintre — la partie qualifiée d'« ogivale » de la façade en raison de l'arc brisé de sa porte se voit également apporter quelques aménagements. La porte est conservée, mais reçoit un tympan sculpté ; un oculus est dessiné au-dessus qui épouse le tracé d'un cordon existant ; enfin, remplaçant un percement curieux (fig. 2), Abadie projette au deuxième niveau deux baies jumelées en plein cintre et couronne l'ensemble par une corniche à modillons.

Au-delà du simple constat des interventions projetées, le dessin de 1859 permet de mettre en lumière les intentions du restaurateur, et surtout d'inscrire son action dans une problématique plus vaste, déjà relative

34. L'idée de « l'ajout » du portail fait partie des hypothèses archéologiques d'Abadie que l'on exposera plus loin.

35. Lettre d'Abadie en réponse aux réserves du conseil municipal du 21 décembre 1860, sans date, Archives municipales, Bordeaux, série 4015 / M IV.

36. *Id.*

37. Un pignon est projeté qui n'était pas prévu lors de la conception de la fenêtre centrale, entraînant la surélévation du grand arc (P. DUBOURG-NOVES, *La cathédrale d'Angoulême*, Ouest-France, 1982). Cet emprunt sera d'ailleurs justifié plus tard au moment de l'élaboration du projet définitif.

38. Il en est de même à l'église de Loupiac où une niche, logement d'une petite cloche, est placée par Abadie en pendant du clocher latéral. Cf. catalogue exposition *Paul Abadie architecte...*, 1984, photographie p. 196.

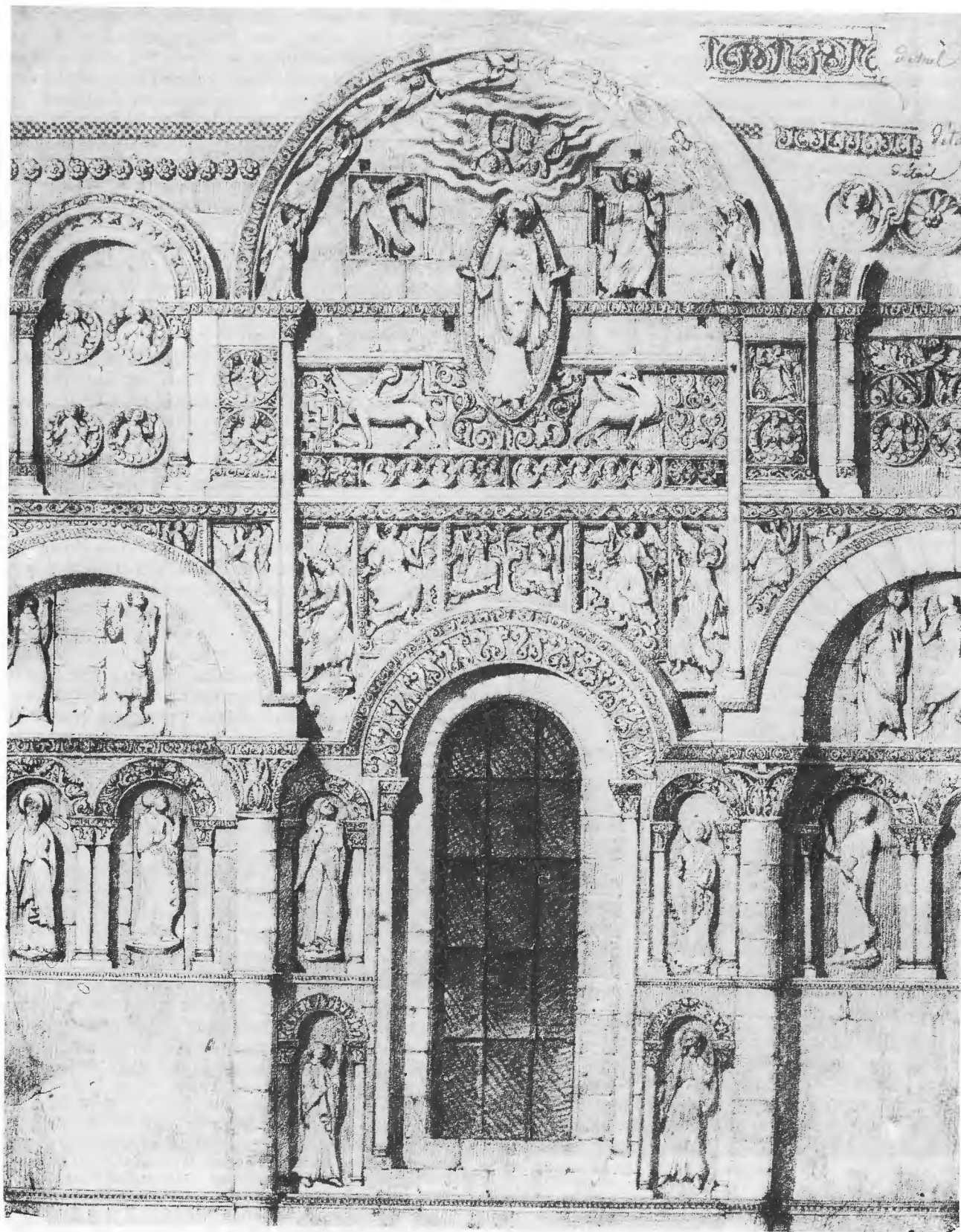


FIG. 6. — Cathédrale Saint-Pierre d'Angoulême : partie centrale supérieure de la façade, relevé par P. Abadie, vers 1844. (Collection particulière. Cliché Cl. Laroche.)

vement claire et que ne feront que préciser les déclarations, polémiques et projets ultérieurs. Ainsi président à ce travail de restauration les notions d'unification stylistique et d'achèvement qui s'avèrent être les principales constantes chez les restaurateurs du XIX^e siècle et chez leurs commanditaires. Unification, car dans son projet, Abadie élimine tout ce qui, du point de vue du style ou de la chronologie, déborde d'un roman quelque peu mythifié et se voit donc amené à supprimer la rose centrale aux remplages gothiques et le fronton classique. Pour ce qui est de l'achèvement, Abadie non seulement complète les « brèches qui terminent la façade » comme il le dira plus tard³⁹ mais également, animé d'une volonté d'achèvement dans le détail et que l'on pourrait dire fonctionnaliste, il ne laisse pas un seul élément architectural libre d'une fonction au moins apparente sinon complètement réelle. Ainsi par exemple, par une sorte de systématisation de l'amortissement, les grosses colonnes du portail deviennent le piédestal de deux statues tandis que celles du registre supérieur supportent les unes le petit lion sculpté et les autres le lanternon.

En dehors de ce qui doit être attaché à l'éthique de restauration de l'époque, ce dessin montre également ce qui appartient en propre à Abadie, ce qui lui vient de ses études sur les monuments romans du Sud-Ouest, de ses précédentes restaurations ou constructions. On l'a vu pour la structure et le couronnement du clocher nord, pour la fenêtre centrale et son pignon ainsi que pour le clocheton. Ajoutons, comme autre élément appartenant au « vocabulaire » courant d'Abadie, la couverture en écailles inversées de ce lanternon ainsi que du clocher, couverture qu'Abadie a pu observer sur l'ancien couronnement de la tour de Saint-Front de Périgueux ou sur celui de Sainte-Marie-des-Dames de Saintes.

Les motivations d'Abadie, déjà perceptibles donc au moment de la présentation de ce projet, se précisent à la suite de la discussion accompagnant son adoption en conseil municipal le 21 décembre 1860. Quelques-uns des membres ayant à cette occasion émis un certain nombre de réserves, financières, archéologiques ou de conscience⁴⁰, l'architecte justifie son projet et évoque les hypothèses archéologiques qui le sous-tendent⁴¹. En effet, après avoir formulé pour les « seuls arrangements [qu'il se soit] permis » — à savoir le pignon, le lanternon, le haut de la « partie mutilée, moitié 12^e, moitié 13^e » — les justifications déjà évoquées — incongruité de la rose et du pignon, nombreux exemples locaux légitimant le lanternon — Abadie expose sommairement son hypothèse chronologique pour la façade. Selon lui, une première campagne de construction, comprenant deux étages

d'arcatures, dont la façade offre encore les restes au-dessus du portail, ainsi que les deux colonnes à l'extrémité nord et un pignon sculpté qu'il pense rétablir, est suivie d'une deuxième phase pendant laquelle on plaque sur la façade primitive le massif dans lequel est ouvert le portail. L'architecte assure enfin qu'en même temps ou bien un peu plus tard, et à la place d'une partie de la double arcature, les constructeurs ont ménagé l'arcade au cavalier qu'ils ont accompagnée de deux colonnes jumelées interrompues « ne sachant plus comment ils [les] termineraient ». L'énoncé de ces hypothèses, en apparence anodin car n'ayant pas d'incidence directe sur le premier projet, est néanmoins révélateur d'une disposition d'esprit dont l'aboutissement sera l'élaboration d'un nouveau dessin.

LE DEUXIÈME PROJET (3 novembre 1862)

La difficulté d'établir une chronologie irréprochable quant aux déclarations et rapports qui précèdent son élaboration rend malaisé l'attribution à quiconque de l'initiative de cette seconde étape du projet. Le 14 octobre 1862, comme on l'a vu, le clocher nord étant achevé, Abadie expose à nouveau, dans un rapport adressé au maire de Bordeaux⁴², l'ensemble de ses hypothèses archéologiques et les conséquences de celles-ci sur le partie de restauration à adopter. Vraisemblablement insatisfait de la solution bâtarde qu'il offre le premier projet qui n'unifie ni ne régularise la façade, l'architecte cherche à imposer une solution plus radicale. Mais c'est avec un grand luxe de précautions qu'il fait part de ses intentions. A travers quelques phrases sibyllines, comme celle qui évoque le premier projet et spécifie : « projet que nous n'avons pas proposé de nous-même, qu'on veuille bien se le rappeler, car nous n'avons nulle envie de l'entreprendre »⁴³, il semblerait que l'architecte — prévoyait-il, habitué qu'il était aux heurts avec les archéologues locaux, la polémique qui allait suivre ? — veuille faire assumer la responsabilité de cette initiative à la municipalité par l'intermédiaire de la commission de surveillance.

C'est en effet celle-ci qui, convaincue des arguments d'Abadie, l'invite à tracer un nouveau projet rendant « au monument son caractère hiératique complet » en mettant en forme ce qu'il pense être la conception première de la façade. Abadie peut donc se prévaloir d'une commande, même s'il semble qu'il en soit en réalité le principal instigateur et le promoteur habile : « si par hasard le Conseil voulait qu'on ne touchât pas du tout à la façade ancienne, que l'on conservât son pignon Romain et sa rosace de la décadence, je le prierais instamment de vouloir bien

39. Cf. note 35.

40. « Il faut donc laisser Sainte-Croix inachevée, sans agrandissement, sans clocher ; il faut conserver ce monument comme une vieille ruine devant laquelle on s'incline avec respect ». Délibération du conseil municipal, 21 décembre 1860.

41. Lettre d'Abadie, sans date, déjà citée.

42. Rapport au maire, 14 octobre 1862, cité dans la délibération du conseil municipal du 29 décembre 1862.

43. *Id.*

m'autoriser à reporter les fonds qui sont consacrés à cette façade sur le clocher que je continuerais sans interruption» 44.

Le nouveau dessin produit dès le 3 novembre 1862 (fig. 4 et 7) présente donc un certain nombre d'opérations visant à aller plus loin dans le sens de l'unité stylistique et de la régularisation. Plus étudié dans le détail, plus soigné dans le rendu et se basant sur un relevé plus exact, ce projet garde du précédent, outre le clocher déjà construit sur ses trois premiers niveaux, l'idée et le dessin de la fenêtre centrale et du pignon sculpté (à peu près aussi riche qu'auparavant, nonobstant les suggestions de la Commission des Monuments historiques) et le lanternon. Mais, en accord avec sa conception d'une « première façade », Abadie extrapole l'arcature qui se développe symétriquement sur deux registres : 7 arcades au niveau inférieur dans lesquelles sont placés les reliefs des 12 apôtres, 4 arcades au-dessus, disposées de part et d'autre de la fenêtre centrale et où se placent les 4 prophètes. La statuaire est pour partie originale et pour partie fournie par des copies : le zodiaque est reproduit d'après estampage, « quant au Christ et aux évangélistes, aux anges du tympan, écrira Abadie, ce sont des reproductions dont j'ai fourni les moulages que j'ai fait faire à Cahors pour la cathédrale d'Angoulême où ils n'ont pas servi » 45. L'arcade au cavalier est transportée sur la partie comprise entre le clocher nord et la façade, laquelle partie reçoit une nouvelle organisation : deux baies jumelées au couvrement en arc brisé remplaçant l'oculus prévu précédemment et la porte reçoit un tympan un peu plus « transition » puisque tel est dans l'esprit d'Abadie le caractère de tous les éléments qu'il place dans cette partie. Le soubassement régnant sur l'ensemble est un peu plus fouillé et décroché qu'auparavant et la porte précédemment prévue à la base du clocher sud est supprimée.

L'ARCHITECTE ET L'ARCHÉOLOGUE

Ce projet est, on l'a dit, annoncé dans le rapport du 14 octobre 1862 par un certain nombre de postulats archéologiques qui en sont la justification *a priori*. Nous ne reviendrons pas sur les hypothèses concernant la chronologie de la façade, identiques à celles qui accompagnaient la réponse aux observations du conseil municipal de décembre 1860. Cependant, celles concernant la fenêtre centrale et le décor du pignon, plus détaillées et exposées pour la première fois, méritent d'être présentées. La rosace, qualifiée

d'« addition brutale » ne pouvait, selon Abadie, remplacer qu'une fenêtre centrale dont le cadre aurait été déterminé par les colonnettes k (fig. 7). Quant au pignon, l'interruption de l'entablement dans la partie centrale implique pour l'architecte l'existence d'un motif que l'observation des monuments existants permettrait seule de retrouver. Après avoir dit la mutilation fréquente des édifices de Guyenne, Abadie se tourne vers la Saintonge et l'Angoumois où, parmi de nombreux exemples, il choisit celui de Saint-Pierre d'Angoulême dont la fenêtre centrale est également encadrée de colonnes identiques selon lui aux colonnes k. Il n'en faut pas plus au restaurateur pour justifier l'adoption, quant à la décoration de cet ensemble pignon/fenêtre, d'un programme semblable à celui de la cathédrale angoumoisine. Réfutant les observations de la Commission des Monuments historiques sur la simplification de ce programme, qui, selon lui, le dénaturerait — il ne veut pas se rendre compte de la dénaturation qu'entraîne déjà l'importante différence d'échelle entre les fenêtres d'Angoulême et de Bordeaux — Abadie s'en tient à son idée première de décoration dont il accentuera même le côté fouillé au moment de l'exécution : « d'ailleurs, il ne faut pas s'y tromper, le pignon tel que je le propose est encore moins riche que le grand portail » 46.

C'est non seulement sur le projet dans son abstraction, mais également sur le projet accompagné de ces justifications archéologiques que va se cristalliser la polémique que ne va pas tarder à lancer la Commission girondine des Monuments et Documents historiques et des Bâtiments civils 47 — dont l'avis avait été sollicité, comme on l'a dit plus haut, par le préfet au début de 1863 — et, dans le cadre de celle-ci, Léo Drouyn par un rapport du 6 mars de cette même année.

Dans un compte rendu particulièrement brillant et spirituel, alliant les figures de rhétorique et probablement les effets oratoires à une analyse extrêmement fine et parfois définitive, et ce après les formules de politesse d'usage envers un architecte promis au bicorné académique, Drouyn se livre à une attaque en règle du travail d'Abadie dans son ensemble, démarche archéologique et résultat architectural compris 48. L'archéologue commence par reprendre une par une les hypothèses historiques d'Abadie pour en faire un désaveu argumenté. Ainsi du placage du portail sur une première façade, que Drouyn réfute par l'homogénéité du décor et l'exemple de nombreuses façades girondines présentant un tel avant-corps. Ainsi également de la postériorité de l'arcade « au cavalier » contre laquelle parle là encore l'identité absolue de l'ornementation et de la sculpture entre la première arcature et le grand arc « en ogive, mais non en style ogival » dont Léo Drouyn explique la présence : « on avait un

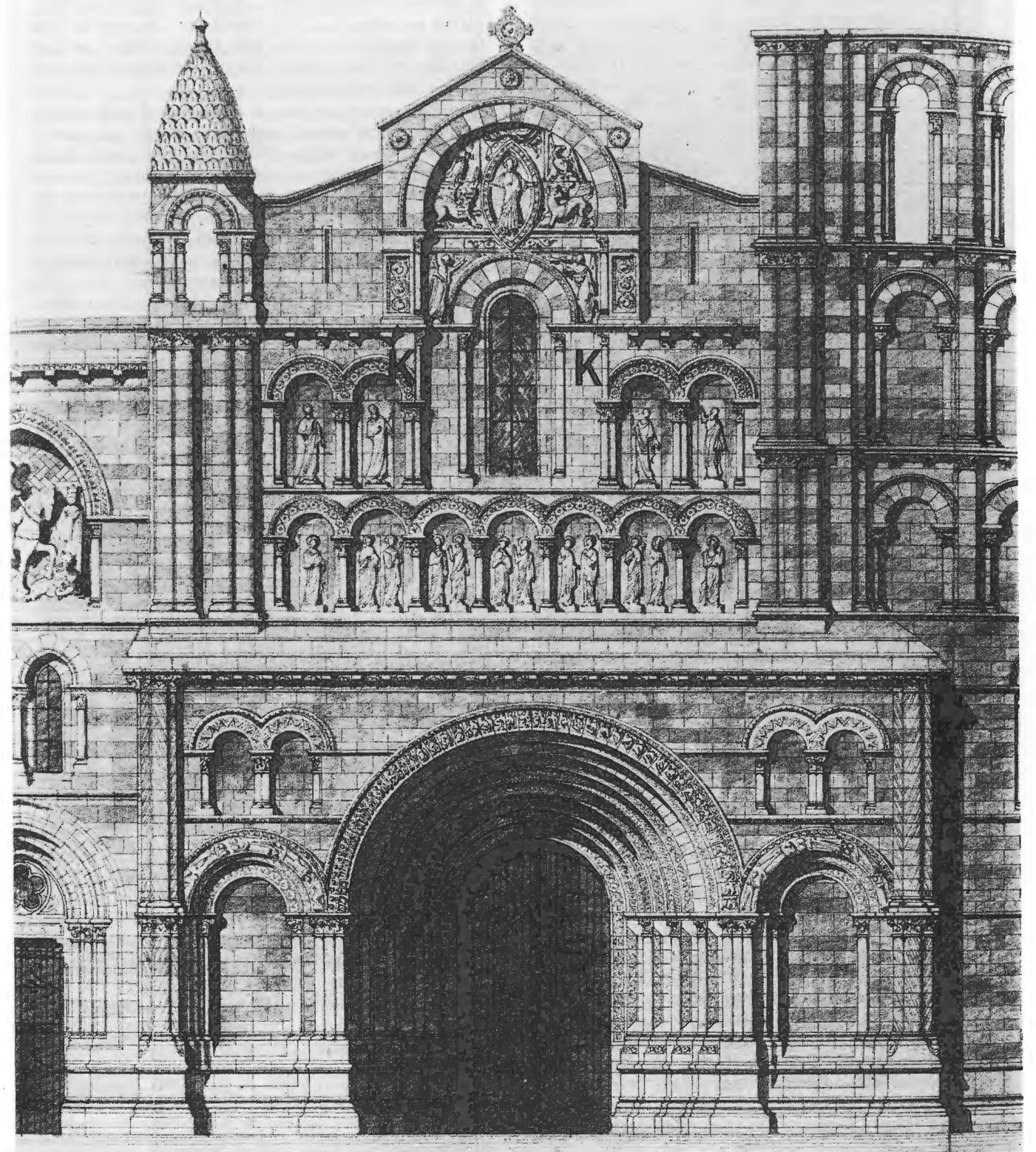


FIG. 7. — Église Sainte-Croix de Bordeaux : deuxième projet, détail. (Cliché Inventaire général Chabot-Dubau.)

44. *Id.*

45. Lettre d'Abadie, au directeur des travaux de la ville (?), 8 septembre 1864, Archives municipales, Bordeaux. De larges extraits en sont donnés dans le catalogue exposition *Paul Abadie architecte...*, 1984, p. 112. Sur l'interprétation iconographique de cet ensemble et de son évocation de la « Seconde Venue », voir P. DUBOURG-NOVES, catalogue d'exposition *Jubilé de la cathédrale d'Angoulême, 1128-1978*, Angoulême, 1978, p. 30 et ss.

46. Rapport au maire, 14 octobre 1862, déjà cité.

47. Cf. note 4.

48. L. DROUYN, *Rapport sur le projet de restauration de la façade de l'église Sainte-Croix de Bordeaux*, Bordeaux, 1865.

bas relief symbolique à placer, il fallait lui faire de la place». De même il conclut, du fait de la dissymétrie des colonnettes k (fig. 5 et 7) par rapport à l'entablement et de la continuité de l'appareil, à l'inexistence d'une seconde rangée d'arcature sur cette partie gauche : « la niche ogivale ne remplace rien, ni en haut, ni en bas ». La position de ces mêmes colonnettes k le conduit en outre à remettre en question le principe et le dessin de la fenêtre centrale proposée par Abadie, ainsi que son ornementation, étant donné la continuité de l'appareil sur lequel sa « prétendue archivoltte devrait s'appuyer » avec le reste de la façade, « aucune trace d'arrachement n'y [apparaissant], ce qui ne serait pas s'il y avait eu là une ornementation quelconque ». De même, ayant remarqué que le fronton projeté dépasse sans raison fonctionnelle (clocher-mur ou autre) la ligne de la toiture, il conclut, narquois : « Monsieur Abadie a inventé un fronton de pure ornementation, ce que les architectes romans ne faisaient pas, je crois ».

Le clocheton ne trouve pas davantage grâce à ses yeux, les colonnes jumelées qui le supportent ne devant être qu'un simple encadrement de la façade, comme il advient souvent en Gironde « où tous les modèles doivent être pris quand on fait une restauration dans ce département ». Enfin, après avoir émis quelques réserves sur un achèvement du zodiaque, Drouyn déclare ne rien voir témoignant de l'existence des statues dont Abadie observe les traces dans les arcatures, que ce soit au premier niveau, où il voit plutôt des ouvertures murées par des pierres de remploi, ou au deuxième niveau où les arcades « n'ont, dit-il, jamais servi de niches à des statues, parce que la tablette n'est pas assez saillante pour établir un socle, ni reçu de bas-relief, parce que le fond des arcades n'est pas martelé et que les pierres sont celles qu'y a placé le premier appareilleur ».

Bref, c'est l'ensemble des hypothèses archéologiques d'Abadie et, partant, des choix de restauration découlant de ces hypothèses qui se trouve particulièrement mis à mal par une argumentation très serrée. Mais Drouyn va plus loin : bravant Abadie sur son propre terrain, celui de la régularisation et de l'unification, et soulignant ses contradictions en soulevant le vrai problème : celui de l'impossibilité, sans une intervention drastique, de régulariser une façade qui n'a « jamais connu l'harmonie »⁴⁹, il se livre à un spirituel raisonnement par l'absurde tendant à mettre bas le peu du travail de l'architecte que sa démonstration d'archéologue avait épargné : « Sainte-Croix possédait un clocher où la plus grosse cloche du monde peut se balancer à son aise, où l'on peut même mettre une sonnerie, un bourdon, tout un carillon. Pourquoi d'ailleurs, si l'on voulait avoir, à Sainte-Croix, une flèche (car maintenant un clocher ne peut plus exister sans flèche), ne pas disposer l'ancien clocher pour la supporter ? Certes, avec une base de cette dimension, on

pouvait faire mourir de jalousie toute la paroisse de Saint-Michel. Pourquoi, si l'on voulait deux clochers, n'avoir pas rapporté le neuf et ne l'avoir pas fait semblable au vieux (...) ? Pourquoi, si l'on voulait une façade régulière, ne pas aller jusqu'au bout, ne pas détruire le vieux clocher, le remplacer par un neuf semblable à celui du nord ? »

Lucide quant aux forces en présence appuyant le projet Abadie : conseil municipal, clergé, paroisse⁵⁰ — l'exemple de Sainte-Croix étant révélateur d'une situation plus générale — il conclut en inscrivant son plaidoyer dans une éthique de la restauration et en écrivant par métaphore : « Lorsque l'on copie un vieux manuscrit, on laisse en blanc les mots que l'on ne peut pas lire, et jamais on ne surcharge les places vides ». Par là, Drouyn retrouve bien le « rôle d'archéologue conservateur » qu'il évoquait au début de son rapport et s'inscrit dans le débat presque institutionnel qui oppose ce dernier au restaurateur en cette deuxième moitié du XIX^e siècle. Le restaurateur qui a dès lors beau jeu de dire, en telle autre occasion : « La science de l'archéologue semble n'avoir d'autre mission que de blâmer, d'accuser d'ignorance, de barbarie, de vandalisme. Enlevez ces trois mots à l'archéologie, elle n'a plus de dents. L'archéologue ne fait rien, ne produit rien. Il se contente de mettre son veto sur toute idée génératrice »⁵¹.

La disparition par le fait même de la restauration des témoignages archéologiques qui permettraient seuls de trancher la polémique, le caractère quelque peu définitif des propos de Léo Drouyn ainsi que l'absence de réponse connue d'Abadie seraient de nature à conduire à l'adhésion spontanée à la brillante thèse de l'archéologue. Et c'est là l'un des mérites de quelques médiévistes récents⁵² que d'avoir su déceler quelques invraisemblances dans le discours de Léo Drouyn tout en adhérant globalement à son argumentation, notamment en approfondissant l'idée de compromis que représente Sainte-Croix entre La Sauve, à laquelle elle emprunte l'économie du portail, et Châteauneuf, auquel elle emprunte « le thème et la place du cavalier »⁵³. C'est ainsi que, malgré cette identité de vue, Tony Sauvel donne raison à Abadie sur la question précise de la présence de figures en pied dans les petites arcades des second et troisième registres. « Rien ne nous autorise à mettre en doute [les constatations matérielles faites par Abadie]. Au surplus, Léo Drouyn, qui a violemment combattu sur ce point le projet d'Abadie,

admettait cependant la présence d'« arrachements » et de « cercles » sous ces arcades. Mais, selon lui, ces cercles n'étaient nullement des nimbes. Il ne fallait voir là que des pierres de rapport ayant servi à boucher des ouvertures anciennes. C'était oublier que les façades du Sud-Ouest ne sont jamais, en dépit de leur diversité, des façades à claire-voie et n'ont jamais besoin d'être obstruées. Arrachements et cercles ne peuvent se comprendre que comme les vestiges de hauts-reliefs martelés⁵⁴. J. Gardelles irait même plus loin en légitimant la référence, revendiquée par Abadie, à « l'art de la France de l'Ouest » et plus particulièrement, pour la restitution des figures, leur iconographie et leur répartition, à la cathédrale Saint-Pierre d'Angoulême⁵⁵.

UNE RESTITUTION CAVALIÈRE

S'il faisait de l'observation de l'arcade abritant l'ancien « cavalier de Sainte-Croix » un des points forts de son argumentation contre Abadie, Léo Drouyn n'accordait par contre qu'une importance mesurée à la question annexe de la restitution du groupe lui-même, se contentant de rappeler « qu'on ne sait pas encore ce que représente le cavalier qui foule aux pieds un homme couché sous son cheval » et qu'« il sera donc difficile, pour ne pas dire impossible, de refaire raisonnablement ce groupe »⁵⁶. Le seul témoignage oculaire connu concernant cette sculpture est une description donnée par un prêtre italien, l'abbé Venuti, qui dessina et interpréta le groupe que l'on voyait encore en 1754⁵⁷ et où il crut reconnaître Pépin à cheval foulant aux pieds le prince Waïfer devant une figure féminine qu'il juge postérieure et appartenant au XV^e siècle. La restitution conçue par Abadie et dont l'exécution fut confiée à Pascal tient compte de la répartition spatiale des personnages relevée par Venuti, mais donne une tout autre signification iconographique à la scène (fig. 8). C'est saint Georges qu'Abadie place ici⁵⁸ à la suite d'un savant raisonnement légitimant, comme très souvent chez lui, une intuition née de sa connaissance des monuments de « l'ancienne Guienne ». Un passage de la

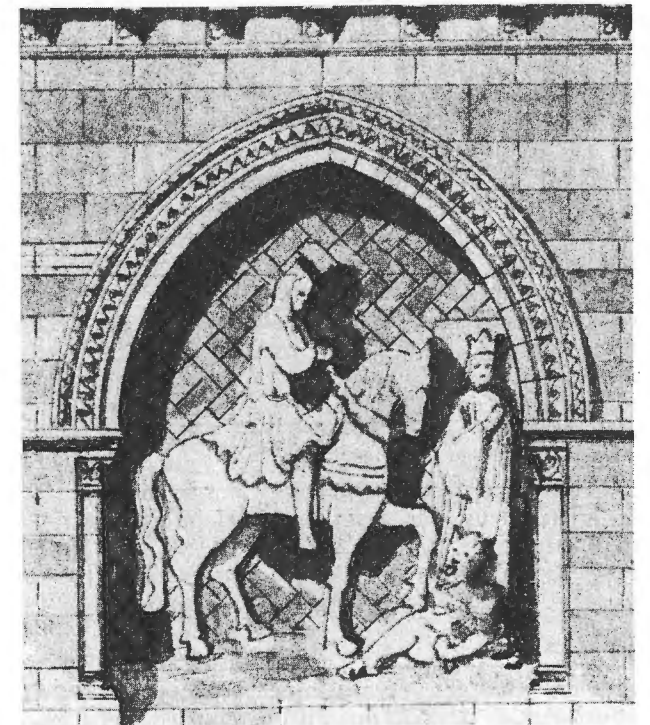


FIG. 8. — Eglise Sainte-Croix de Bordeaux : deuxième projet, détail du « cavalier ». (Cliché Inventaire général Chabot-Dubau.)

Légende Dorée lui fournit la mise en scène : saint Georges tuant le dragon et sauvant du coup la fille du roi de Beyrouth ; quelques rapprochements lui donnent le fond de l'argumentation historique : « Je me résume et je dis : Le grand cavalier est un saint Georges (...). Il est élevé par les Anglais, parce que saint Georges est l'un des patrons de l'Angleterre, depuis la victoire de Richard Cœur de Lion, et parce qu'il ne se trouve uniquement que dans la Guienne, devenue anglaise en 1154 »⁵⁹. Quelques observations de détail et quelques comparaisons avec les exemples connus fournissent le reste de la démonstration.

On ne s'attarda pas sur le détail de cette argumentation que l'on trouve développée dans *L'Aquitaine*, soit par Abadie, soit par ses opposants, lesquels, modérés, ne font d'ailleurs que reprendre l'hypothèse de Venuti. L'architecte n'aura, à cette occasion, que peu de mal à combattre la thèse, semble-t-il peu sérieuse, de l'abbé italien, dont Léo Drouyn lui-même qualifiait de mauvais le dessin du groupe dans lequel l'archéologie contemporaine, s'appuyant elle aussi sur les exemples voisins comme Châteauneuf-sur-Charente, voit plutôt « Constantin vainqueur du paganisme et l'Eglise chrétienne debout près de lui »⁶⁰.

Plus intéressants seraient les à-côtés évoqués au cours de la polémique et qui témoignent des liens que

54. *Id.*, p. 11.

55. J. GARDELLES, *op. cit.*

56. L. DROUYN, *op. cit.*, p. 2.

57. Abbé VENUTI, *Dissertations sur les anciens monuments de la ville de Bordeaux*, Bordeaux, 1754.

58. P. ABADIE, « Essai sur le grand cavalier des églises de Bordeaux, Aubeterre, Châteauneuf, Civray, Parthenay, Aulney, Melle, La Coudre, Surgère, Airvault, Bonnet, villes de l'ancienne Guienne », dans *L'Aquitaine*, n° 59, 1865. Voir également, dans *L'Aquitaine, revue religieuse, archéologique et littéraire*, où se développe en 1864 et 1865 un échange d'articles sur ce sujet : J. NOLIBOIS, *L'Aquitaine*, n° 2, p. 28-32 ; Abbé E. DESFOSSÉS, « Lettre au rédacteur de l'Aquitaine », *L'Aquitaine*, n° 13 (30 octobre 1864), p. 205-208 ; H. VISSIERE, « Lettre au rédacteur de l'Aquitaine », *L'Aquitaine*, 8 octobre 1865, p. 152-154 ; P. ABADIE, « Le cavalier de la façade de Sainte-Croix », *L'Aquitaine*, n° 66 (5 novembre 1865), p. 209-214.

50. L'église étant dite située « au milieu d'une population pauvre et intéressante » (Délibération du conseil municipal du 21 décembre 1860).

51. Abadie, dans *Le Charentais* du 7 avril 1859, à propos de la polémique au sujet de la destruction d'un corps de logis de l'ancien château d'Angoulême, emplacement de son futur hôtel de ville.

52. Notamment T. SAUVEL, « Les hauts-reliefs romans de La Sauve-Majeure et de Sainte-Croix de Bordeaux », dans *Bulletin Monumental*, 1953, p. 7-14 ; J. GARDELLES, « Bordeaux pendant le haut Moyen Age », dans *Histoire de Bordeaux*, tome II, Bordeaux, 1963, p. 80 et ss.

53. T. SAUVEL, *op. cit.*, p. 13.

49. Cf. note 6.

59. P. ABADIE, *Essai sur le grand cavalier...*, p. 11.

60. T. SAUVEL, *op. cit.*

peuvent avoir les problèmes de restauration avec des questions plus générales, politiques ou culturelles. Qu'Abadie ait reconnu saint Georges dans le cavalier de Sainte-Croix ne choquerait pas tant les abonnés de *L'Aquitaine* si ce saint Georges n'était dit placé comme marque de l'Angleterre sur les édifices de Guyenne. Les réactions des correspondants, diverses et contradictoires, témoignent le plus souvent de l'insertion de la fibre nationaliste jusque dans les questions d'archéologie médiévale. L'abbé Desfossés⁶¹, à propos de l'hypothèse selon laquelle l'arcade au cavalier aurait dénaturé la façade en coupant l'arcature primitive, déclare que « cette façon de défigurer ainsi un monument n'est pas précisément un jugement téméraire à l'égard de ces anciens possesseurs de nos contrées », de même qu'il s'émeut, plus loin, de la « calomnie » que représenterait à ses yeux l'éventuelle attribution aux Anglais du saint Georges abadien par les archéologues des temps futurs. Nolibois, le gérant de *L'Aquitaine*, partant toujours de la même hypothèse de la postériorité de l'arcade, présente le projet comme étant « l'état où [la partie supérieure de la façade] se trouvait avant la mutilation barbare des Anglais. Il [Abadie] n'a pas fait disparaître l'arcade de saint Georges, comme quelques bons Français pourraient le désirer, mais il l'a reportée pierre par pierre dans l'espace laissé libre entre le clocher et la façade »⁶². Face à cette levée de drapeaux, inopportune en période d'Entente cordiale, Abadie dédramatise et modifie quelque peu une interprétation archéologique qui exacerberait par trop un nationalisme susceptible : la mise en place du saint Georges sur la façade de Sainte-Croix et des autres églises de la Guyenne est donc devenue pour lui le signe d'une vénération marquée par les Anglais pour leur saint patron à partir de 1192 et à l'initiative de Richard Cœur de Lion et non plus comme l'architecte l'avait indiqué « dans un premier essai sur le cavalier (...), le sceau de possession placé par les Anglais sur les édifices de la Guienne, après le mariage d'Eléonore et d'Henri III », les Anglais étant, lui aurait-on objecté, « incapables de si peu de courtoisie »⁶³.

D'une manière incidente et parallèlement à ces considérations patriotiques, la discussion déborde ailleurs encore du simple cadre bordelais pour s'inscrire dans un débat plus général qui est celui de la redécouverte et de l'étude des monuments médiévaux, revendication et principal point de ralliement des architectes situés dans la mouvance de Viollet-le-Duc et se réclamant, tel Abadie, d'un « rationalisme médiéval ». Parlant de l'argumentation de Venuti, l'architecte évoque en effet l'ignorance dans laquelle on tenait au XVIII^e siècle les monuments du Moyen Âge : « L'art grec (très-secondairement), l'art romain presque exclusivement, étaient le seul but des recherches des savants au temps de Venuti (...). L'archéologie chrétienne est

une science moderne qui n'a guère que trente-cinq à quarante ans d'existence »⁶⁴. C'est d'ailleurs la jeunesse de cette redécouverte de l'art médiéval, revendiquée peut-être un peu trop exclusivement par les restaurateurs du siècle dernier, qui sera le cas échéant une des principales excuses avancées pour les disculper de leurs erreurs archéologiques.

*
**

Entièrement réalisée — à quelques détails d'exécution près — sur la base du projet de 1862, malgré l'avis défavorable de Léo Drouyn parlant au nom de la Commission girondine des Monuments et Documents historiques, grâce probablement à de solides appuis parisiens et grâce également — on aurait tendance à l'oublier — à un consensus quasi général (archéologues mis à part), la restauration de la façade de Sainte-Croix doit aussi son exécution à la ténacité, l'entêtement devrait-on dire, d'un architecte d'une très grande susceptibilité pour tout ce qui touche à sa création. Si cet entêtement fut dans l'œuvre d'Abadie parfois positif, lui ayant permis souvent de sauvegarder l'idée première dans des édifices que les désirs des commanditaires auraient pu altérer, il semble qu'il soit, dans le cas de Sainte-Croix, à la base des problèmes que pose cette restauration. L'obstination de l'architecte s'est en effet attachée à un certain nombre d'erreurs préalables sur lesquelles il n'a jamais voulu revenir et qui ont handicapé son projet. On a vu par exemple les erreurs de mètre du premier projet déterminer des solutions formelles sur lesquelles Abadie ne reviendra pas une fois rectifié le relevé.

Plus gênants seraient les postulats archéologiques faussés par une science, on l'a dit, balbutiante, si l'on ne s'apercevait qu'en fait, et sûrement par sa profonde connaissance de l'entité architecturale que représentent les édifices romans de l'Ouest, il pallie les insuffisances notoires des connaissances archéologiques de son temps par une intuition parfois pertinente — lorsqu'il rattache par exemple l'iconographie de sa façade à celle de Saint-Pierre d'Angoulême — pertinence qui justifierait quelques-unes des interventions si l'on supposait évacué le problème de la légitimité d'entreprendre une telle opération.

Chez Abadie à Sainte-Croix donc, l'intuition semble primer, l'argumentation archéologique venant en second et souvent simplement, semble-t-il, pour justifier un *a priori* esthétique. Formalisme que l'on a également rencontré dans certains tics de « vocabulaire », petits éléments, clochetons ou autres, revenant souvent et comme machinalement sous son crayon et qui

peuvent être vus également comme autant de débordements d'une pratique ludique de l'architecture, le concepteur se prenant au jeu des amortissements et des refouillements toujours plus sophistiqués (fig. 9).

La spécificité de la restauration de Sainte-Croix, si on la compare à d'autres opérations contemporaines ou à d'autres chantiers d'Abadie, est que, posant un problème de *façade*, elle fait entrer en ligne de compte presque exclusivement des questions archéologiques et que Abadie, cherchant à systématiser une œuvre foncièrement irrégulière, se trouvait plus facilement enclin à l'erreur ici que par exemple quelque cinq cent mètres plus loin, à la tour Saint-Michel où, confronté essentiellement à un problème architectonique — à savoir faire porter par une tour affaiblie une flèche de près de soixante mètres d'élévation — il met en œuvre des solutions architecturales radicales et d'une grande évidence, même si l'on peut estimer que, là non plus, l'archéologie médiévale n'y trouve pas toujours son compte.

Serait-ce aller trop loin que de juger une restauration en balançant d'un côté l'effet architectural et de l'autre les sacrifices archéologiques accomplis pour l'obtenir ? Si l'on veut bien nous accorder ce « jugement dernier » des restaurations du XIX^e siècle, il est à craindre que quelques réussites ponctuelles, tel le balancement général des masses et l'équilibre obtenus sur la façade, ne soient pas suffisantes pour emporter l'adhésion et faire facilement admettre que l'intervention d'Abadie à Sainte-Croix, à l'instar de l'ensemble

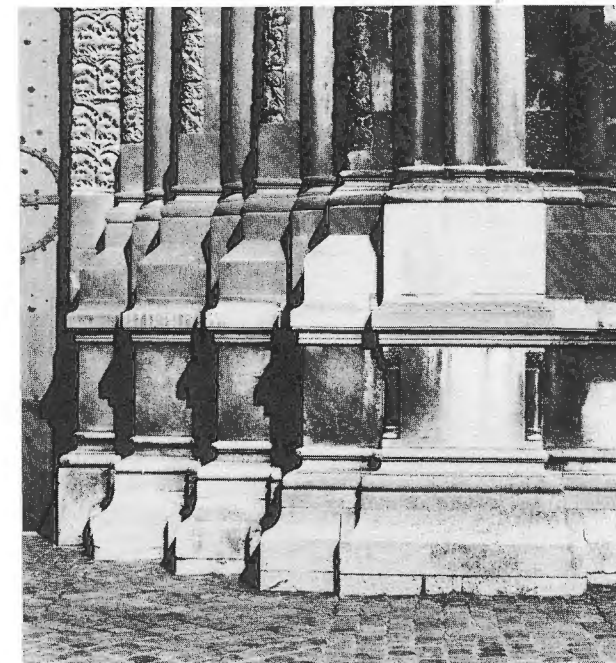


FIG. 9. — Eglise Sainte-Croix de Bordeaux : élévation occidentale, piédestaux des colonnes de la porte centrale. (Cliché Cl. Laroche.)

des restaurations du siècle dernier, n'est somme toute qu'un épisode parmi d'autres dans l'histoire mouvementée d'un monument vivant.

61. T. SAUVEL, *op. cit.*

62. J. NOLIBOIS, *op. cit.*

63. P. ABADIE, *Essai sur le grand cavalier...*, déjà cité.

64. P. ABADIE, « Le cavalier de la façade de Sainte-Croix », dans *L'Aquitaine*, n° 66 (5 novembre 1865).

LA GARE SAINT-JEAN

par Marie-Noëlle MAYNARD

Construite à la fin du siècle dernier, la gare Saint-Jean reste un édifice vivant de notre ville. Elle demeure l'un des premiers lieux par lequel l'étranger pénètre dans Bordeaux. Il ne peut être qu'impressionné par les dimensions de sa halle et la blancheur du bâtiment récemment ravalé.

L'édifice que nous admirons aujourd'hui est loin d'être l'accomplissement de l'installation aisée d'une compagnie de chemin de fer, la Compagnie du Midi, dans notre ville. En effet, Bordeaux avait connu la mise en place d'autres sociétés ferroviaires en ses murs : celles d'Orléans et de Ségur¹. Mais c'est avec le Midi² que ses relations furent le plus délicates. Ce qui ne signifie pas qu'elles furent simples avec les autres. Un tel réseau d'intérêts s'entrecoupait autour de la gare Saint-Jean qu'ils entravèrent pendant près de quarante ans la construction de la gare actuelle.

Au départ, l'histoire aurait pu se dérouler simplement. Les frères Isaac et Emile Péreire, originaires de Bordeaux, d'une ancienne famille de négociants israélites portugais, étaient désireux de redonner à la capitale de l'Aquitaine la splendeur qu'elle avait connue du temps de Saint-Domingue. Adeptes des idées saint-simoniennes et des théories de Michel Chevalier qui, dès le début du siècle dans son *Système de la Méditerranée*, réclamait une liaison de Paris à la Méditerranée, ils surent s'intéresser à ce nouveau moyen de transport : le chemin de fer. Ainsi Emile figurait parmi les premiers actionnaires de la première ligne française, Paris-Saint-Germain, ouverte en 1837. Son frère l'assista dans la mise en exploitation de cette dernière. Avec

James de Rothschild, ils participèrent aussi à la fondation de la Compagnie du Nord, de Versailles-Rennes, de Creil-Saint-Quentin. En 1852, afin de faciliter la création de grandes entreprises au support financier suffisant pour éviter un effondrement, comme cela arrivait souvent aux petites compagnies, ils créèrent le Crédit Mobilier. Bien en cour, ils semblaient détenir tous les atouts pour réussir leur entreprise en Aquitaine. Obtenir la concession Bordeaux-Sète et Bordeaux-Bayonne fut relativement facile, installer la gare du Midi à Bordeaux fut nettement plus difficile. La Compagnie d'Orléans avait été confrontée à des obstacles similaires, mais ils allaient là s'amplifier. La Compagnie du Midi désirait accueillir le plus commodément possible voyageurs et marchandises tout en préparant un avenir ferroviaire prévisible. Les terrains sur lesquels serait établie la gare des voyageurs devaient être peu onéreux, relativement proches du centre ville et surtout satisfaire à la future jonction avec les lignes de l'Orléans.

Dès 1852, la Compagnie du Midi proposa un emplacement pour sa gare. Celui-ci avait déjà été envisagé par la Compagnie d'Orléans en 1844, et avait même séduit certains Bordelais. Les installations ferroviaires se seraient étendues quai de la Grave de part et d'autre du Pont de pierre. Le bâtiment des voyageurs prévu, de type terminal, aurait masqué en partie la célèbre façade des quais mais aurait répondu à celle de la gare d'Orléans sur l'autre rive de la Garonne. Quant aux voies assurant la jonction avec les lignes de l'Orléans, elles auraient emprunté le Pont de pierre, comme le prévoyait déjà l'étude de 1844.

Ce projet présentait trois avantages pour la Compagnie du Midi : 1° une arrivée aussi proche que possible du centre ville avec la possibilité d'annuler le service des bateaux à vapeur sur le fleuve ; 2° une activité du rail et de la mer intensifiée grâce à la situation en

1. La Compagnie de Ségur (adjudication en 1837) fut inaugurée en 1841, et mise sous séquestre dès 1848. La Compagnie d'Orléans, créée en 1838, s'implanta à Bordeaux en 1850 ; l'inauguration de sa gare eut lieu en 1852.

2. Il était habituel de désigner les compagnies ferroviaires par le réseau qu'elles dirigeaient. Nous utiliserons souvent ces dénominations : Midi, Orléans, Paris-Lyon-Méditerranée.

plein centre de la rade ; 3° une communication directe avec le chemin de fer d'Orléans vers Paris ³.

En réalité, cet emplacement ne pouvait satisfaire ni la ville ni la compagnie. Contre cette étude, les arguments exposés dans quelques lettres ne manquaient pas de vérité ⁴ : «... Ce projet coupera la ville des quartiers de Saint-Michel et de Sainte-Croix et des chantiers de construction, forges, cordonneries, chais, dépôts de bois... Donc les terrains naturellement désignés par la loi sont ceux de Paludate, c'est-à-dire ceux qui s'étendent vers le Sud depuis l'hospice des Enfants Trouvés et le chantier de la marine impériale. »

Cette campagne de protestation fut vigoureusement reprise par la presse. L'ingénieur en chef de la Compagnie du Midi, M. Saige, fut chargé de défendre le projet devant la commission d'enquête désignée par le gouvernement et constituée de Bordelais influents : MM. Schiller, Tauzin, Léon, Casteja, Faure, Lalande, Duvergier, de Bormans, Ferré, Mérillon. En novembre 1853, les Bordelais obtinrent la sauvegarde de la précieuse façade ⁵. Le projet de la Compagnie fut définitivement repoussé le 17 février 1854 ⁶. La commission d'enquête était favorable à l'emplacement en Paludate. Ce choix rejoignait peut-être la volonté profonde du Midi. En effet, comment ses ingénieurs auraient-ils pu ignorer les plans précédemment établis par la Compagnie d'Orléans qui étudiaient la création d'une passerelle sur la Garonne ⁷ ? Ce chantier permettrait la jonction des voies vers Paris et vers le sud. Le seul endroit possible, à cause de la qualité des fonds fluviaux, était justement celui de Paludate. L'emplacement attribué à la Compagnie du Midi en 1854 ne pouvait donc que la satisfaire.

A nouveau, cet endroit déplaît et déclenche des complications. Les ouvriers des chantiers navals, en perte d'activité, refusent le transport de leur lieu de travail pour une compagnie qui, d'après eux, ne souhaite que la mort de la vie maritime. Une lettre de Charles de Saulniers aux Amis de Paludate ⁸ expose les principaux griefs existant contre la Compagnie du Midi. Ils apparaissent non pas seulement géographiques mais surtout économiques. A travers les Pereire, c'est le capitalisme parisien que la bourgeoisie bordelaise redoute. Le 14 novembre 1854, Emile Pereire repousse l'emplacement des Enfants Trouvés proposé par l'empereur. En effet, celui de la passerelle de che-

min de fer sur la Garonne est définitivement arrêté en Paludate. Pour le Midi, là où s'installe sa gare provisoire, sa gare définitive pourra se développer. Tandis que l'on palabre sur l'implantation de la future gare définitive, la construction des voies se poursuit. Leur tracé est approuvé jusqu'au point de bifurcation entre la rue du Pont du Guît et le cours Saint-Jean. Emile Pereire voit en ce quartier des Terres de Bordes et de Paludate toute la place nécessaire à des garages et des remises à matériel. Pour lui, cet élément importe plus que la distance à parcourir de la gare au centre ville pour un voyageur. De plus, les terrains sont là sans grand intérêt économique et donc d'un prix d'achat modéré. Ce quartier traversé par l'estey de Bègles est peu peuplé. Quelques vignes et cultures maraîchères poussent sur des terrains marécageux et sablonneux.

Il devient peu à peu évident que là où s'implantera la gare provisoire, s'élèvera la gare définitive. Pour l'heure, la Compagnie du Midi se contente d'envoyer à l'approbation du ministre les plans de sa gare provisoire ⁹. Ce dernier a lui-même fixé l'emplacement entre la rue Perronet et le cours Saint-Jean ¹⁰. Le bâtiment doit être construit le plus rapidement possible pour accueillir voyageurs et marchandises car, depuis le 1^{er} mars 1855, la ligne de Bayonne est ouverte jusqu'à Dax et celle de Sète va bientôt fonctionner jusqu'à Langon. Un premier bâtiment s'élève selon les vœux des Ponts et Chaussées. Un second lui fait bientôt face. Cette disposition répond à la préférence du temps pour les bâtiments séparés à fonctions déterminées. C'est-à-dire qu'en venant de Paris se trouve : à droite, ici côté ville, le bâtiment de l'arrivée, et à gauche celui du départ (fig. 1). Dans une gare de passage se retrouvait ainsi la répartition d'une gare de tête, modèle alors favori, que le gare de l'Est à Paris illustre magistralement ¹¹.

La gare provisoire de la Compagnie du Midi se présentait sous l'aspect d'une simple bâtisse en bois sans étage longue d'une centaine de mètres et large de onze. Une marquise la longeait en partie côté cours (fig. 2). Côté voies deux trottoirs couverts larges de cinq mètres encadraient les voies. Les autorités supérieures avaient demandé que ces bâtiments aient une surface suffisante afin qu'ils soient utilisables plusieurs années. Elles ne pouvaient soupçonner à quel point cette demande était appropriée. En effet, ces installations restèrent en service jusqu'en 1891. La cour d'arrivée avait vingt-trois mètres de large, celle du départ cent douze. En 1868, un passage supérieur en bois fut construit en aval de la gare au débouché du cours Saint-Jean, coupé par les voies depuis la construction du viaduc de Paludate. Il faut imaginer ce

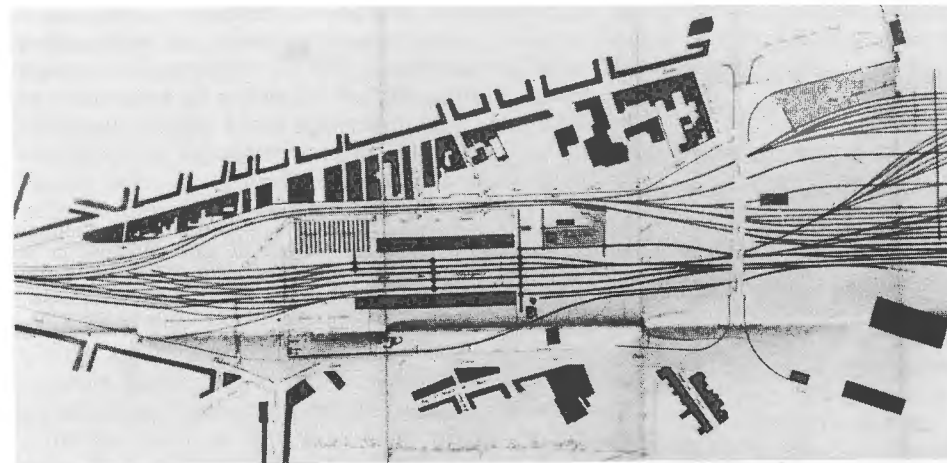


FIG. 1. — Etat de la gare provisoire ou gare en bois, plan d'ensemble du 11 mars 1802. (Archives de la S.N.C.F., Bordeaux, carton 2.)

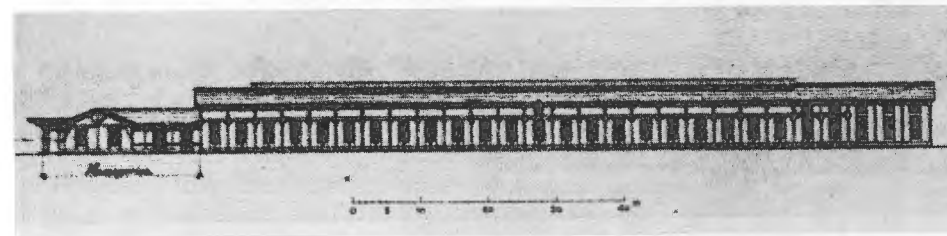


FIG. 2. — Façade de la première gare Saint-Jean, gare provisoire ou gare en bois. (Archives de La Vie du Rail, cliché n° 17105.)

passage identique à ceux qui sont encore utilisés dans certaines gares de la banlieue parisienne ¹². L'emplacement de ces édifices correspondait : pour l'arrivée à une surface comprise entre l'hôtel Terminus et l'extrémité aval du bâtiment de l'arrivée, pour le départ à un espace parallèle au précédent, au niveau des voies cinq et six actuelles. Les installations du départ étaient divisées en salles d'attente de première, deuxième et troisième classe, elles-mêmes partagées en salles pour Sète et pour Bayonne. N'oublions pas que les voyageurs attendaient là que le train arrive entièrement constitué à quai, pour pouvoir passer sur le quai. A l'arrivée, deux salles d'attente étaient aménagées pour permettre aux voyageurs de patienter avant de récupérer leurs bagages.

Malheureusement, la plupart des documents officiels représentant cette gare ont disparu ¹³. Il faut se l'imaginer très proche des gares en bois immortalisées par les westerns. Et, c'est sous la dénomination de « gare en bois » que les Bordelais la désignaient. Ce matériau exposait à de réels dangers ces constructions en raison du feu incessant des locomotives.

Dans ces locaux, dont alors personne ne met en doute le caractère éphémère, commence l'exploitation des lignes du Midi. L'emplacement définitif n'étant toujours pas arrêté, les Pereire peuvent tranquille-

ment présenter des projets pour améliorer la gare en bois, et se contenter de vagues propositions sur une hypothétique gare définitive. L'exploitation des lignes, dans cette phase de décollage économique, les intéresse certainement bien davantage qu'un bâtiment de prestige. Le raccordement au chemin de fer d'Orléans, le 9 août 1859, conforte leur situation. La gare provisoire est exactement placée au débouché des voies empruntant la passerelle. Une fois d'importantes installations d'exploitation mises en place, il deviendra impossible de les déplacer. Se dévoilant quelque peu, la Compagnie du Midi appelle, pour la première fois, sa gare la gare Saint-Jean, dans un texte adressé à l'administration supérieure. Cette dénomination affirmée aurait pu alerter les responsables nationaux, mais elle passa inaperçue.

De 1862 à 1873, la Compagnie ne s'occupe guère de projets de gare. Quelques-uns sont dressés sans grande conviction. Le provisoire étant suffisant, pourquoi se hâterait-elle ? De plus, ses relations avec la municipalité bordelaise sont au plus mal. Celle-ci réclame le prolongement du cours Saint-Jean interrompu par les voies et demande un passage souterrain en remplacement.

Les dispositions proposées alors par l'ingénieur Regnault nous permettent de voir que, dès lors, le plan d'ensemble de la future gare est trouvé ¹⁴. Celui à deux bâtiments parallèles est abandonné. Seul, un édifice longitudinal s'étend du cours Saint-Jean à

3. Archives S.N.C.F., Saint-Jean, carton 1 : les Pereire dans une lettre du 2 février 1852 expriment clairement leur détermination d'anéantir le service des bateaux à vapeur sur la Garonne.

4. Lettre du 12 juillet 1853 (Archives S.N.C.F., Saint-Jean, carton 1).

5. Archives S.N.C.F., Saint-Jean, carton 1.

6. En même temps que le projet d'installation quai de la Grave est définitivement repoussé, le raccordement des voies du Midi avec celles de l'Orléans est autorisé (Archives de la S.N.C.F., Saint-Jean, carton 1).

7. Archives S.N.C.F., Bordeaux-Bastide : rapport de l'ingénieur en chef de la Compagnie d'Orléans, M. Siau, du 28 décembre 1845.

8. Les amis de Paludate et de la Garonne, Bordeaux, 1857.

9. Envoi du 5 janvier 1855 (Archives de la S.N.C.F., Saint-Jean, carton 1).

10. Décision du 7 février 1855 (Archives de la S.N.C.F., Saint-Jean, carton 1).

11. La gare de l'Est, construite de 1847 à 1852 par François Duquesnoy, fut longtemps considérée comme le modèle du genre.

12. Par exemple la Châtaigneraie Beauregard.

13. Nous savons toutefois que le bâtiment de l'arrivée occupait une surface de 1 570 mètres carrés, sans les cours et les trottoirs ; celui du départ recouvrait 1 420 mètres carrés.

14. Archives S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton 1.

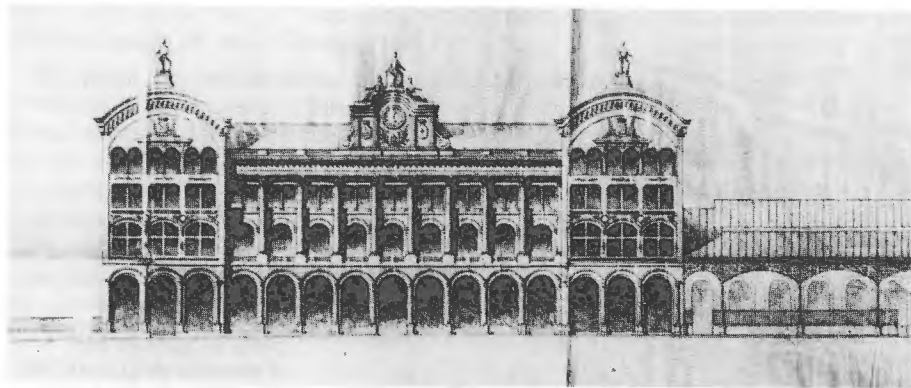


FIG. 3. — Projet d'élévation de façade de gare définitive de la Compagnie du Midi, projet Cathalot, 21 mai 1863, dessin aquarellé. (Archives de la S.N.C.F., Bordeaux, carton 1.)

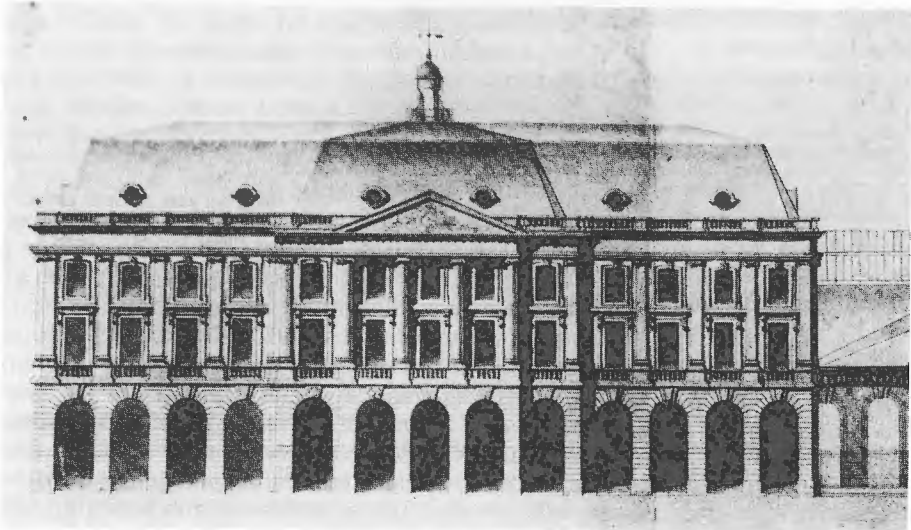


FIG. 4. — Projet d'élévation de façade de gare définitive de la Compagnie du Midi, 1863, dessin aquarellé. (Archives de la S.N.C.F., Bordeaux, carton 1.)

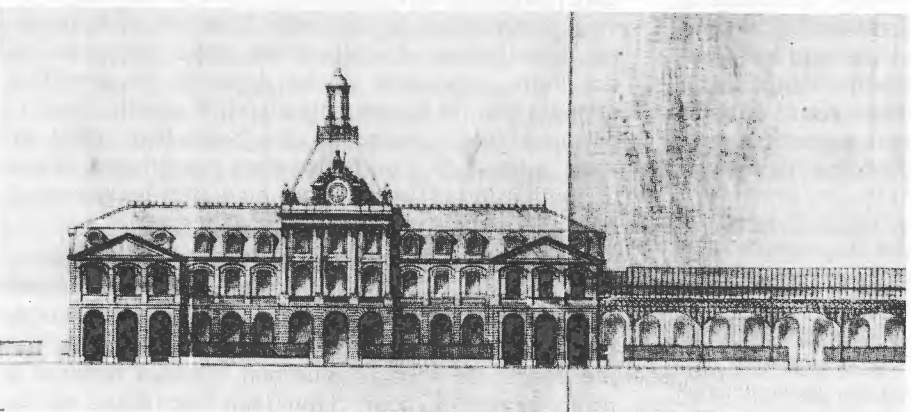


FIG. 5. — Projet d'élévation de façade de gare définitive de la Compagnie du Midi, 8 juillet 1863, dessin aquarellé. (Archives de la S.N.C.F., Bordeaux, carton 1.)

l'extrémité de la rue Saint-Vincent-de-Paul. La façade en revanche, est loin de celle que nous connaissons. Trois élévations, non signées, existent encore. Toutes répondent aux volontés d'Emile Pereire. Il désire que la gare ait une apparence digne pour répondre à des soucis de prestige, et soit l'équivalent d'une gare parisienne puisque la Compagnie du Midi n'a pas de débouché dans la capitale. La première façade présentée possède une curieuse apparence : le bâtiment n'est

qu'une sorte de cage de fer et de verre (fig. 3). La seconde est la copie conforme de la place de la Bourse à Bordeaux (fig. 4). La troisième est très conventionnelle et pourrait appartenir à n'importe quel bâtiment officiel¹⁵ (fig. 5).

15. Archives S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton 1.

En 1872, l'intervention de l'Etat¹⁶ déclenche la préparation de quelques avant-projets, comme les nomme la Compagnie du Midi. Leurs plans d'ensemble se contentent de reprendre les dispositions de 1862 à bâtiment unique. Nous apprenons que l'ensemble du bâtiment des voyageurs sera en maçonnerie et que sa façade devra se composer de trois parties distinctes : celle du départ, de l'arrivée, et des installations de service dans les ailes en retour limitant les cours. Contrairement aux dispositions actuelles, le bâtiment de l'arrivée a son axe sur celui du cours Saint-Jean. Et celui du départ est placé à sa suite vers le pont du Guit. Ces dispositions inversées s'expliquent par les rigueurs du service, et les remplacements de machine qu'implique le changement de réseau. Le bâtiment principal prévu a cent vingt-cinq mètres de long et seize de large, sauf dans son avant-corps épais de trente mètres. Les constructions annexes se doivent d'être plus économiques.

A nouveau, le Midi semble oublier sa gare. En 1876, les guerres de l'Espagne carliste et d'exceptionnelles inondations lui permettent d'ajourner encore ce chantier. Mais les Bordelais commencent à trouver ce provisoire intolérable. Une pétition est dressée¹⁷. Tout en la combattant, en 1878, la compagnie charge son ingénieur en chef des voies et des lignes nouvelles, M. Choron, de l'étude d'un nouveau projet¹⁸. Le 5 mars 1879, le ministre des Travaux publics, Freycinet, veut bien tolérer un nouveau délai, à condition qu'il ne soit pas indéterminé. La mise en adjudication des travaux devra commencer dès 1885. A partir de cette date, l'attitude de la direction de la société change. Maintenant, elle fait presser ses services pour l'élaboration de ce projet de gare définitive. Il importe de ne pas laisser échapper la participation financière de l'Etat pour cause de délais dépassés¹⁹.

A travers l'accumulation de démarches que met en mouvement un tel but, nous voyons qu'une compagnie de chemin de fer comme celle du Midi n'a plus rien en 1882 d'une entreprise artisanale. Les différents

16. Six avant-projets sont alors préparés mais nous en avons retrouvés seulement trois (Archives S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton 1). Depuis la chute de l'Empire, la position des Pereire est moins assurée, et l'échéance des limites fixées par les conventions passées avec l'Etat sur l'emploi du capital complémentaire pourrait lui être négative. En effet, une fois une ligne déclarée ouverte, toutes les dépenses venaient s'imputer non au compte du premier établissement, c'est-à-dire à la charge de l'Etat, mais au compte de l'exploitation, soit à la compagnie, même lorsque les dépenses correspondaient à des investissements durables, d'où l'intérêt de faire passer les frais d'installation au compte du premier établissement.

17. Lettre du 20 août 1878 signée par toutes sortes de personnalités : négociants, courtiers en vin, aubergistes, limonadiers, bouchers ; elle fut transmise au ministère des Travaux publics avec les vœux du conseil municipal du 14 mai 1878 (Archives S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton 2).

18. Choron, ingénieur en chef des voies et des lignes nouvelles, travaillera jusqu'en 1899 à la gare définitive. A cette date, il sera remplacé par l'ingénieur Fournes. Il est le principal artisan de ce chantier.

19. Voir note 16.

services entrent en jeu et concourent à établir le dossier le plus convaincant possible pour le ministère.

La construction étudiée en 1882 s'articule autour d'un bâtiment unilatéral. Toutefois, même en restant au maximum sur les terrains déjà occupés, des achats sont indispensables. Mais ils ne pourront être effectués que du côté des Terres de Bordes, de l'autre côté, ce serait difficile et surtout fort cher²⁰.

Tandis que la Compagnie du Midi se met, enfin, sérieusement au travail, la Ville décide de soutenir un contre-projet : le contre-projet Ricard. Présenté en 1883 par la Société civile des Hospices de Bordeaux, il prévoit l'occupation du terrain de l'hospice des Enfants Trouvés. Les motivations philanthropiques qu'avance la société, soutenue par les Bordelais, ne sont guère convaincantes. C'est par le ministre des Travaux publics que la compagnie apprend le 3 décembre 1883 la proposition de la société bordelaise²¹. Il s'agit alors d'une simple offre de vente de terrains. Le contre-projet Ricard ne sera présenté qu'après le refus d'achat de la compagnie. Cette dernière va alors très habilement démolir le dossier des « Enfants Trouvés ». A l'heure du grand rêve de l'internationalisation des frontières grâce au rail, construire une gare de type terminal sur un réseau qui ne peut être que de passage est une erreur de technique et d'analyse inacceptable. Pour pallier le rebroussement des voies qu'implique le projet Ricard, il faudrait établir deux gares : l'une pour les lignes de passage, l'autre pour les lignes terminales. C'est là que toute la patiente politique suivie depuis des années par la compagnie va se révéler. Le projet qu'elle présente face à celui de la Société civile n'est pas achevé, mais elle sait que les données de base sont solides. En outre, l'accumulation des installations techniques cours Saint-Jean est telle qu'il est impossible de les déplacer. L'emplacement provisoire est devenu définitif. Le ministre des Travaux publics nomme une commission pour étudier cette affaire. Un élément essentiel, pour un gare, va peser fort lourd : l'argument stratégique. Or, Bordeaux vient de servir de refuge au gouvernement²². La Société des Hospices a oublié de considérer ce point. Pour elle, seule la gare d'Orléans peut être concernée en cas de conflit. Malheureusement, le colonel Leplus, membre de la commission, juge que s'il y a envahisseur, il ne peut venir que du nord, et la gare d'Orléans est donc située sur la « mauvaise » rive du fleuve. C'est la rive refuge, la rive gauche, qui répond à des impératifs stratégiques. Dans ce cas, le rayon courbe des voies doit être au minimum de trois cent mètres. La gare aux Enfants Trouvés ne permet pas un rayon de plus de cent cin-

20. Archives S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton 2. Cinq avant-projets sont alors à l'étude, désignés par les lettres A.B.C.D. dans le dossier 1882. Ils sont conçus par le service de l'exploitation et, bien sûr, des voies et des lignes nouvelles. Ils serviront de base aux projets de 1883.

21. Archives S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton 3.

22. Nous sommes en 1883, seulement treize ans après la défaite de soixante-dix de cuisante mémoire.

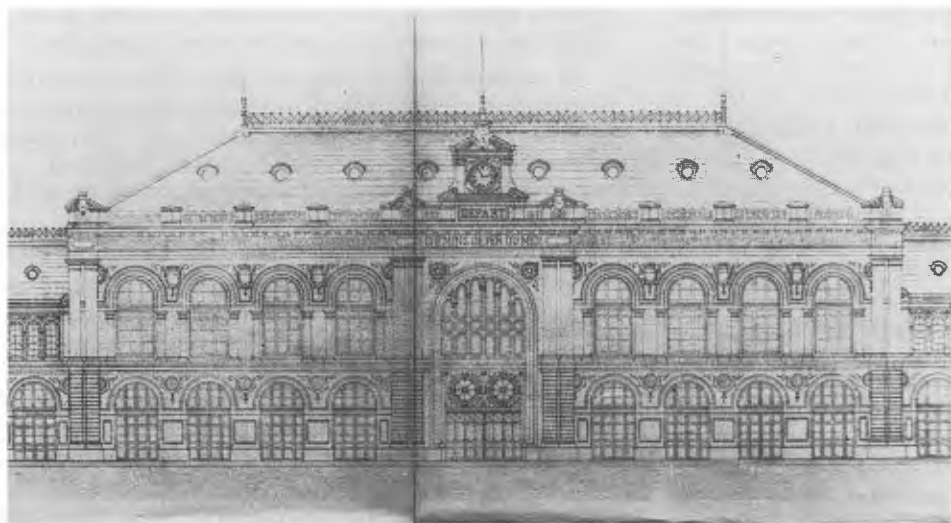


FIG. 6 a. — Elévation du bâtiment de départ sur cours, projet présenté au ministre le 5 décembre 1884. (Archives de la S.N.C.F., Bordeaux, carton 5.)

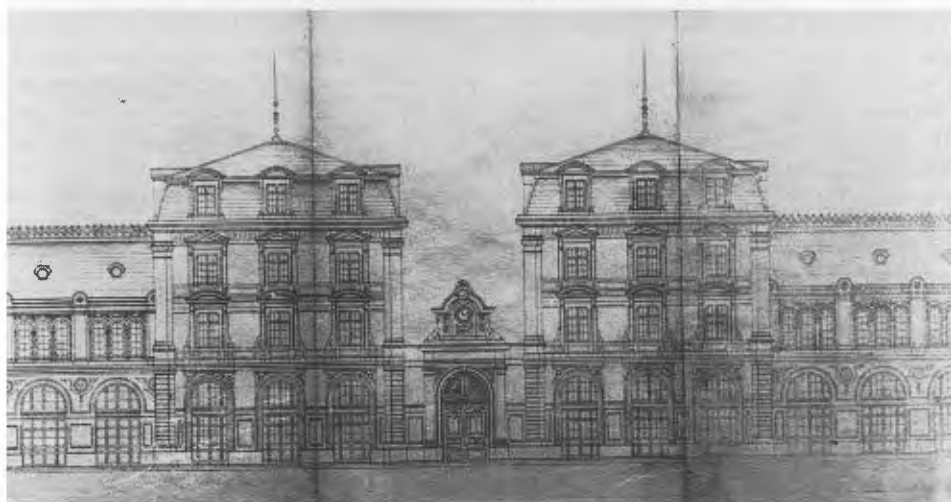


FIG. 6 b. — Elévation du bâtiment de départ sur cours, projet présenté au ministre le 5 décembre 1884. (Archives de la S.N.C.F., Bordeaux, carton 5.)

quante mètres. Or, trains de munitions et convois de troupes nécessitent un transport sans danger ; de plus, le terrain doit être assez vaste pour autoriser le stationnement du matériel et des hommes. Le 19 avril 1884, le projet Ricard est définitivement repoussé. Du fait de la courbe des rails au sortir du viaduc de Paludate, la commission l'a jugé dangereux.

Le projet du Midi est retenu, mais des améliorations sont souhaitées. Le bâtiment à cheval sur le cours Saint-Jean doit être reporté le plus possible vers les quais. Une galerie souterraine prolongeant le cours Saint-Jean est demandée avec l'exhaussement du viaduc de Paludate. Le programme d'ensemble de construction du bâtiment est arrêté. Le départ sera un édifice tout en longueur, flanqué de deux ailes en retour, et l'arrivée un bâtiment, s'étirant vers le pont du Guit, terminé par un petit pavillon.

La commission d'étude conseille à la compagnie un bâtiment en L ; celle-ci juge ces dispositions intéressantes. Elle envoie un premier projet au ministre le

5 décembre 1884 (fig. 6 a et b) ²³. Une étude sommaire de prolongement du cours Saint-Jean est jointe, mais sert seulement à préciser que la compagnie refuse d'assumer la charge de tels travaux. Cette étude introduit une nouveauté : un passage souterrain. Ce dernier déclenche une nouvelle opposition de la municipalité bordelaise. L'un de ses membres, Emile Counord, décrit de façon pathétique les corps des voyageurs tombant les uns sur les autres dans ce sordide boyau mal éclairé. Le ministre prend cependant le projet en considération, et le soumet à l'Inspection générale des Mines qui exprime à nouveau le souhait de voir le bâtiment reporté vers le fleuve ²⁴ (fig. 7).

²³. Dès le 15 septembre, les nouvelles études sont prêtes et peuvent être envoyées au ministre le 5 décembre 1884 (Archives de la S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton 4).

²⁴. Ingénieur des Mines, M. Lindner fut chargé du contrôle des travaux auxquels l'Etat participait (Archives S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton 6).

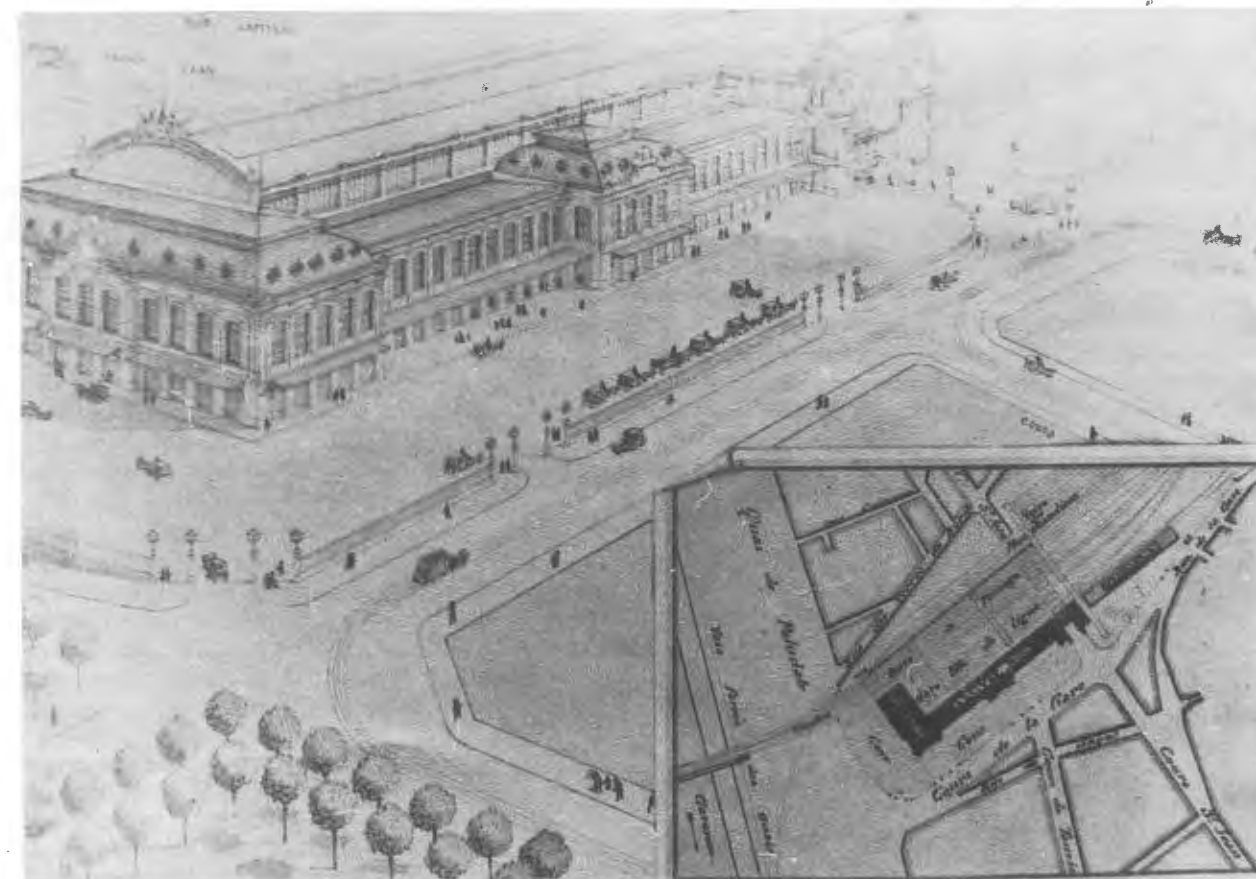


FIG. 7. — Projet du 27 mai 1884, réavancé en 1886. (Archives départementales de la Gironde, 2 S3 4.)

A partir de 1885, la compagnie désireuse d'aboutir se penche sérieusement sur l'étude de la gare définitive. Bordeaux, pour sa part, reste pleine de suspicion à ces annonces et continue à réclamer le passage souterrain du cours Saint-Jean ²⁵.

Le projet de décembre 1885 ²⁶ est présenté à une nouvelle commission d'enquête. Les vœux de celle-ci, comme des précédentes, sont précis. Les services du Midi tentent d'y répondre. Il convient principalement d'assurer la sécurité des voyageurs. Le bâtiment, équivalent à deux gares accolées, aura une longueur inaccoutumée de trois cent quarante mètres et la halle abritera sept voies séparées par des trottoirs et un large terre-plein central. Les élévations proposées commencent à ressembler à ce qui sera édifié. Par rapport au projet de 1883, elles ont été enrichies. La direction a demandé que la halle soit dissimulée au regard du passant. Pour combler la cuvette de Paludate, tout en évitant des pentes dangereuses, il faut exhausser le viaduc en remontant le palier de la gare.

²⁵. Chronique du *Nouvelliste* du 20 novembre 1885.

²⁶. Archives S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton 7.

Parallèlement à ses préoccupations techniques, les services d'étude du Midi font montre d'un perpétuel souci du confort des voyageurs. Ainsi, ils proposent de supprimer les clôtures qui limitent habituellement les cours. Cette disposition permettra une circulation plus aisée. Du fait du relèvement du palier, quelques marches supplémentaires seront nécessaires pour entrer de la rue dans le bâtiment.

Les ingénieurs du Contrôle accueillent bien ces propositions. Ils reprochent un point : le manque de symétrie de l'édifice. La compagnie est décidée à y remédier tout en répondant à la demande de l'Etat de réduction des dépenses architecturales.

Assorti de quelques réserves, l'accord se fait enfin avec la municipalité bordelaise, le 25 octobre 1886 ²⁷. Il porte essentiellement sur trois points :

1. Un passage supérieur en U sera établi de façon à relier le cours Saint-Jean à la rue des Terres de Bordes.

2. La compagnie s'engage à verser à la ville la somme de cinq cent mille francs à condition que la

²⁷. Archives S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton 8.

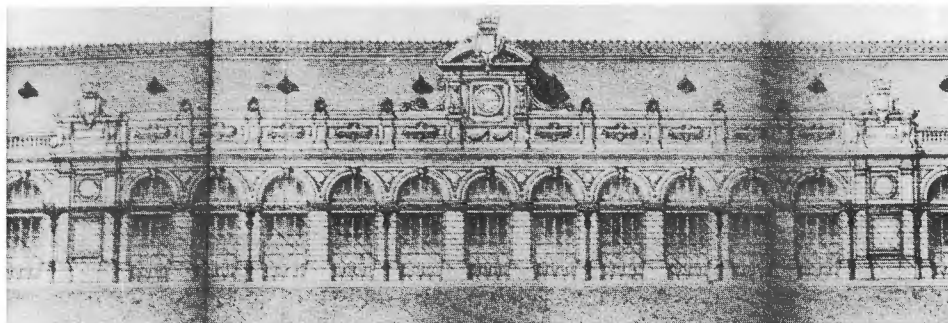


FIG. 8. — Elévation du départ (détail), projet du 28 février-6 mars 1888. (Archives de la S.N.C.F., Bordeaux, carton 12.)

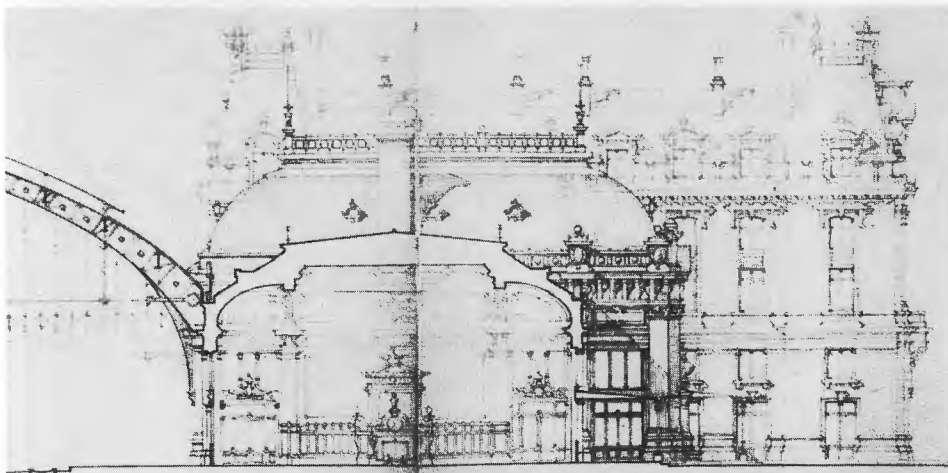


FIG. 9. — Coupe sur la salle d'attente du projet du 28 octobre 1888. (Archives de la S.N.C.F., Bordeaux, carton 13.)

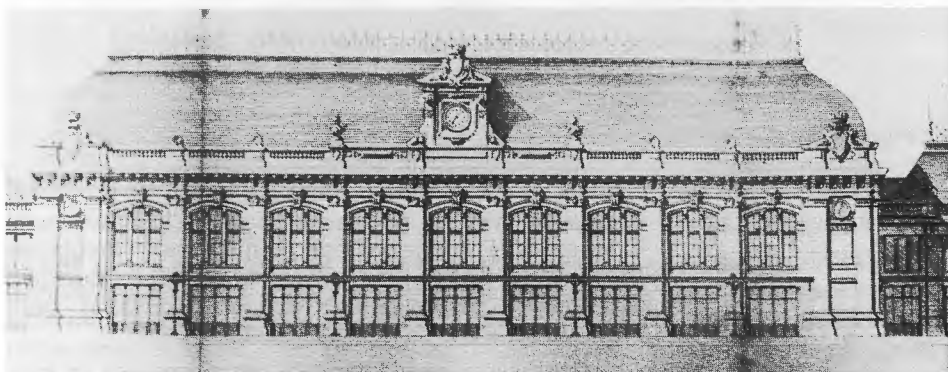


FIG. 10. — Elévation principale du 7 septembre 1888, détail, pavillon du départ. (Archives de la S.N.C.F.)



FIG. 11. — Façade de l'actuelle gare Saint-Jean.

ville les utilise pour l'amélioration des voies d'accès à la gare.

3. Le nouveau bâtiment est reporté vers le pont du Guit de sorte que l'axe du bâtiment de départ soit sur l'axe du cours Saint-Jean.

La venue de Freycinet à Bordeaux, le 4 octobre 1886, pèse sans doute lourd dans ces décisions²⁹. Dès le 23 juillet 1887, le déroulement des travaux est fixé :

- 1° Installation des messageries.
- 2° Construction des installations provisoires assurant le service durant l'édification du nouveau bâtiment de l'arrivée et de la disparition de l'ancien.
- 3° Mise en place du nouveau service de l'arrivée et de toutes les lignes de départ Orléans-Etat.
- 4° Chantier de l'ensemble du départ.
- 5° Relèvement du palier et pose des voies définitives.
- 6° Montage de la halle métallique.

Les dispositions d'ensemble des services sont arrêtées, mais l'apparence de leur façade n'est toujours pas trouvée. Depuis le début des recherches, pour la compagnie, la première des nécessités ne réside pas là. En 1887 encore, le directeur, M. Blage, considère qu'un simple dessin est suffisant²⁹. Le projet de juillet de cette même année³⁰ présente un ensemble proche des propositions antérieures. Toutefois, le bâtiment aval a son axe sur le cours Saint-Jean. Il a trois cent mètres de long, et la halle recouvre sept voies desservies par un passage souterrain. Le nombre des salles d'attente a été réduit. Les trois réseaux sont réunis, et une seule par classe est prévue. Le coût total s'élève à onze millions et vingt mille francs. Dix millions huit cent mille francs reviennent au compte du premier établissement, c'est-à-dire à l'Etat. Dans cette phase finale, le nom de l'architecte, Marius Toudoire³¹, apparaît comme celui du décorateur indispensable. Dans les courriers échangés avec l'ingénieur Choron, son rôle se dégage comme étant très limité. C'est l'ingénieur qui détermine hauteur, largeur, nombre des portes, des fenêtres et des étages. Cette situation arrange Toudoire qui se dit submergé de travail.

Le projet de 1887 est peu à peu modifié. L'axe des ouvertures sur voie correspond maintenant à celui des baies sur quai. Quant au pavillon central, il est décomposé en deux pour un hôtel Terminus. Trois couloirs souterrains sont prévus pour desservir les quais³². Côté Terres de Bordes, l'emprise des terrains de la Compagnie est limitée par un mur. Mais on tâtonne encore.

28. Sur la visite de Freycinet à Bordeaux, voir *La Petite Gironde* des 4 et 5 mars 1886.

29. Il s'agit du dossier à soumettre au conseil d'administration de la compagnie dont M. Blage est le directeur (Archives S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton 8).

30. Projet du 23 juillet 1887 (Archives S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton 9).

31. Marius Toudoire, né à Toulon en 1852 et mort en 1912. Il fut élève de l'Ecole des beaux-arts, et eut pour professeur Questel et Pascal. Il construisit les gares de Lyon à Paris, et de Toulouse-Matabiau, l'hôtel de ville de Bône et la préfecture de Constantine en Algérie.

32. Archives S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton 10.

Une élévation de 1888 dont Toudoire n'est certainement pas l'auteur (fig. 8) n'est plus qu'une longue galerie³³. Les horloges constituent la pièce maîtresse de l'ornementation. Ce projet, étudié par de nombreuses conférences, ne satisfait pas. Enfin, un projet du 3 novembre 1888³⁴ arrête l'attention. Toudoire y a participé. L'élévation, totalement transformée, fait montre d'une décoration luxuriante qui, bien évidemment, est jugée excessive (fig. 9). L'installation de l'hôtel Terminus devient la nouvelle source des plaintes bordelaises. Déjà, le centre ville est imaginé déserté, et les petites boutiquières privées de leur moyen d'existence³⁵. Mais cette fois, la compagnie a pris la précaution de se munir du dossier de défense, devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence, du Paris-Lyon-Méditerranée qui avait connu de réelles entraves de la ville de Marseille pour la création de son hôtel Terminus.

En réponse aux observations formulées, des modifications sont apportées. Le 6 mars 1888, un dernier projet est présenté au ministre des Travaux publics, le baron d'Eichtal. Après quelques modifications, cette mouture est adoptée le 24 avril 1888 (fig. 10 et 11). La question de l'hôtel Terminus est laissée de côté.

En avril 1889, Toudoire vient à Bordeaux étudier la situation. Ne pouvant être constamment présent sur le chantier, un architecte délégué, M. Piéplu (?)³⁶, le représentera. Le 23 juillet 1889, le ministre décide le début des travaux³⁷. Ils sont mis en train par une série d'adjudications. Ils vont s'échelonner sur dix ans, sans interruption, selon les tranches et les modalités prévues.

Dans un tel cas, toute une série de détails doivent être pris en compte : l'affichage des trains, la présence d'horloges, l'accueil de voyageurs et de marchandises. Le service doit être assuré le plus normalement possible durant les travaux. Le bâtiment de l'arrivée est le premier construit. Celui du départ lui succède. Pour ce dernier, on commence par la partie aval, le pavillon Saint-Jean. Les anciennes installations en bois sont utilisées jusqu'à la dernière limite. Ainsi, le baraquement du départ reste en fonction jusqu'en 1896.

En 1895, le gros œuvre est achevé. Aussi, en 1896, le sculpteur Leroux peut exécuter la décoration sculptée de l'hôtel Terminus. En 1897, l'ensemble de la gare des voyageurs est considéré comme achevé. La construction la plus spectaculaire du chantier peut commencer, celle de la halle. Pour déterminer le choix de l'entreprise adjudicataire de ce chantier, la compagnie a eu recours à un concours à deux niveaux.

33. 28 février-6 mars 1888 (Archives S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton 12).

34. Archives de la S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton 13.

35. La ville soutient l'Union générale des Chambres syndicales ouvrières de Bordeaux et du Sud-Ouest (Archives S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton 12).

36. La signature de ce dernier est indéchiffrable en sa totalité.

37. Archives S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton 14.

L'entreprise qui propose le devis le plus économique l'emporte. Il s'agit de l'entreprise Dayde et Pille, déjà connue en France.

Le procès-verbal de réception définitive des travaux est daté du 28 février 1898. L'ensemble sera totalement terminé avec la pose des horloges sous halle en décembre 1900.

La gare Saint-Jean rentre dans l'histoire bordelaise sans aucune manifestation de prestige : pas un discours, pas une fanfare, aucun article dans la presse locale n'apportent un quelconque caractère officiel à cet événement important de la vie bordelaise.

Les travaux réceptionnés, il faut reconnaître que la lutte entre les deux parties en présence, Ville et compagnie, est difficile à analyser. Leurs motivations profondes sont confuses et délicates à déterminer. Certes, des impératifs techniques pèsent sur la compagnie, et la Ville ne peut pas rester aveugle aux transformations qui vont bouleverser ses quartiers. Sa constante méfiance à l'égard du Midi est indiscutable. Mais, parallèlement, celui-ci ne mène pas sa politique d'implantation au hasard. Une fois installé au débouché de la future passerelle, il était évident qu'il allait tout mettre en œuvre pour étendre des installations inamovibles. Cependant, nous pouvons nous demander pourquoi la Compagnie du Midi, sans débouché parisien, n'a pas cherché à manifester sa puissance avant 1889. Certes, dans les années 1850, l'art ferroviaire rentre à peine dans sa phase de développement, mais déjà en 1852, à Bordeaux, la Compagnie d'Orléans a édifié une gare qui, sans être majestueuse, n'en est pas moins élégante. L'existence de la bâtisse en bois pouvait se justifier par une nécessité d'économie durant la période d'équipement en voies et en matériel, mais dès les années 1860, les lignes sont installées et exploitées. La raison de cette perte de temps peut résider dans la volonté de rester à Saint-Jean, et pour cela d'accumuler un équipement lourd dépouillé de construction représentative dans le cas où la compagnie serait quand même délogée.

Il faut reconnaître que le Midi a su discerner à long terme l'emplacement le plus adapté à l'avenir de sa gare. Dès 1860, il adopte le plan unilatéral des gares de passage considéré alors comme celui des bâtiments ferroviaires secondaires. Par ce choix, les manœuvres contraignantes sont évitées. Lors de la jonction des réseaux d'Orléans et de l'Etat, seule la souplesse linéaire de la gare Saint-Jean permet ce regroupement. Le parti choisi par la compagnie n'est donc pas le fruit d'un entêtement mais d'une recherche attentive et sérieuse.

L'existence de cet édifice ne se résume pas à une histoire complexe et conflictuelle. Elevée tard, sa réalisation n'en est pas moins très soignée. Pour cela, la qualité des pierres, des mortiers, des ardoises ou des zincs fut sélectionnée avec minutie. L'économie présidait, mais la gare des voyageurs devait manifester la puissance de la compagnie et durer longtemps.

Bien que simplifié, un programme décoratif subsiste. L'ensemble ne se présente pas comme une succession de murs nus. Des horloges ornent chaque pavillon. Des écussons et des guirlandes surmontent travées et lucarnes.

Toudoire, dans un projet de 1887, propose de monumentales statues encadrant les horloges³⁸. La compagnie les juge de mauvais goût et surtout bien trop dispendieuses. La décoration se résume à quelques éléments soulignant les corniches et à deux couples d'atlantes. Cette modestie n'empêche pas les conflits. En effet, en 1894, pour le pavillon Saint-Jean, le sculpteur Charles Beylard³⁹ est contacté. En 1895, il livre son travail pour la somme de soixante-cinq mille francs. Le personnage aval (fig. 12) tient une sorte de thyrses dans la main et de petites oreilles pointues percent sa chevelure ; celui de l'amont a en main un trident et une conque. Ils représentent peut-être Bacchus et Neptune, illustrant les plaisirs vers lesquels les trains d'Aquitaine entraînent. Bien qu'au goût du jour, la compagnie les trouve trop coûteux et décide de s'adresser à un autre statuaire pour le groupe de l'hôtel Terminus. Là se produit un quiproquo. Tandis que Toudoire contacte Granet⁴⁰, Chorron s'adresse à Gaston Veuvenot-Leroux⁴¹. Au dernier moment, Granet est informé du dédit de la compagnie et c'est avec beaucoup d'amertume qu'il apprend ce changement de commande. Leroux doit fournir un travail ferme et énergique selon les vœux du commanditaire. Il commence le premier mai 1896 et achève sa tâche dès le 30 août de la même année. Illustrant sans doute le lieu, et les personnalités qu'il héberge, Esculape et Mercure sont représentés.

Beylard et Leroux très différents dans leur production, offrent à leur insu une illustration de la sculpture en vogue en cette fin de siècle. Le premier traite ses sujets de façon floue dans un mouvement un peu mou ; le second affirme ses modelés et arrête le mouvement (fig. 13).

38. Projet du 28 octobre 1888 (Archives S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton 13).

39. Louis-Charles Beylard, né à Bordeaux, mort en 1925, élève de Dumont et de Peyraud, sociétaire des artistes français, classé hors concours, exposa au Salon entre 1878 et 1914 ; il obtint une médaille de bronze en 1900.

40. Pierre Granet, né à Villenave-d'Ornon en 1843, mort en 1910, élève de Dumont et de Perraud. Dès son apparition au Salon de 1874, il s'affirme comme un artiste énergique et puissant. Il obtint une médaille d'or au Salon de 1889 et en 1900 à l'exposition universelle. Chevalier de la Légion d'honneur en 1900, il a notamment réalisé des statues d'Alfred de Musset, de la Seine, de la Marseillaise, le Pégase et la Gloire du Pont Alexandre III à Paris. Il prépara des études pour la Compagnie du Midi, pendant que celle-ci engageait Leroux. Prévenu au dernier moment à Moscou, où il travaillait, Granet en fut très froissé. Il faut reconnaître que l'histoire est confuse, et la grossièreté de la compagnie évidente (Archives S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, carton C 98).

41. Gaston Veuvenot-Leroux, né à Bordeaux en 1854, élève de Jouffroy et de Delage, exposa au Salon des artistes français et fut membre de cette société dès 1883. Médaille plusieurs fois de ce salon, et des expositions universelles de 1889, 1900 et 1908, il reçut la Légion d'honneur. Parmi ses œuvres, nous pouvons toujours admirer une statue de Rosa Bonheur au Jardin public et les cariatides de la Belle Jardinière sur la façade de l'ancien hôtel Pichon, cours de l'Intendance.

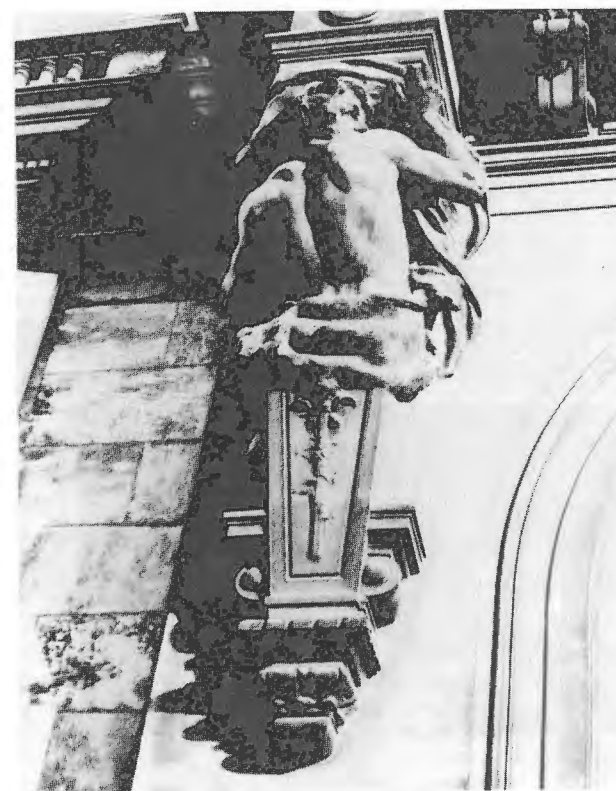


FIG. 12. — Atlante, aval du pavillon Saint-Jean.



FIG. 13. — Atlante, amont du pavillon de l'hôtel Terminus.

Un moment, une décoration d'immenses bas-reliefs est envisagée pour le grand hall du départ. Mais bien vite, ils sont remplacés par une grande carte peinte sur le mur est représentant le réseau du Midi. Ce grand hall est agencé avec rigueur et franchise (fig. 14). De puissants pilastres ioniques s'élèvent, jusqu'à la corniche qui soutient un plafond dont la structure métallique est laissée apparente. De larges baies vitrées rectangulaires s'inscrivent entre ces pilastres et montent jusqu'à cette lourde corniche à modillons.

Jusqu'en 1985, les modifications extérieures ont été peu nombreuses, si nous exceptons la façade vitrée de la cafétéria et la disparition des dentelles de zinc qui soulignaient le faîtage des toits. Le bâtiment que nous considérons aujourd'hui est donc très proche de son état primitif.

Un élément essentiel de l'ensemble, inchangé lui aussi, mérite notre attention : la halle métallique. Nous ne l'avons pas étudiée avec le reste de l'édifice, conformément à la façon de procéder de la Compagnie du Midi. Celle-ci, au cours de ses études, ne mélange jamais bâtiment en maçonnerie et halle. Cette division peut sembler artificielle, puisque les mêmes bureaux conçoivent le tout. Mais il faut bien constater que, durant toutes leurs recherches, les ingénieurs du Midi réservent l'étude de cette halle pour l'étape finale. L'absence de ce genre de disposition



FIG. 14. — Le hall de la gare du Midi.

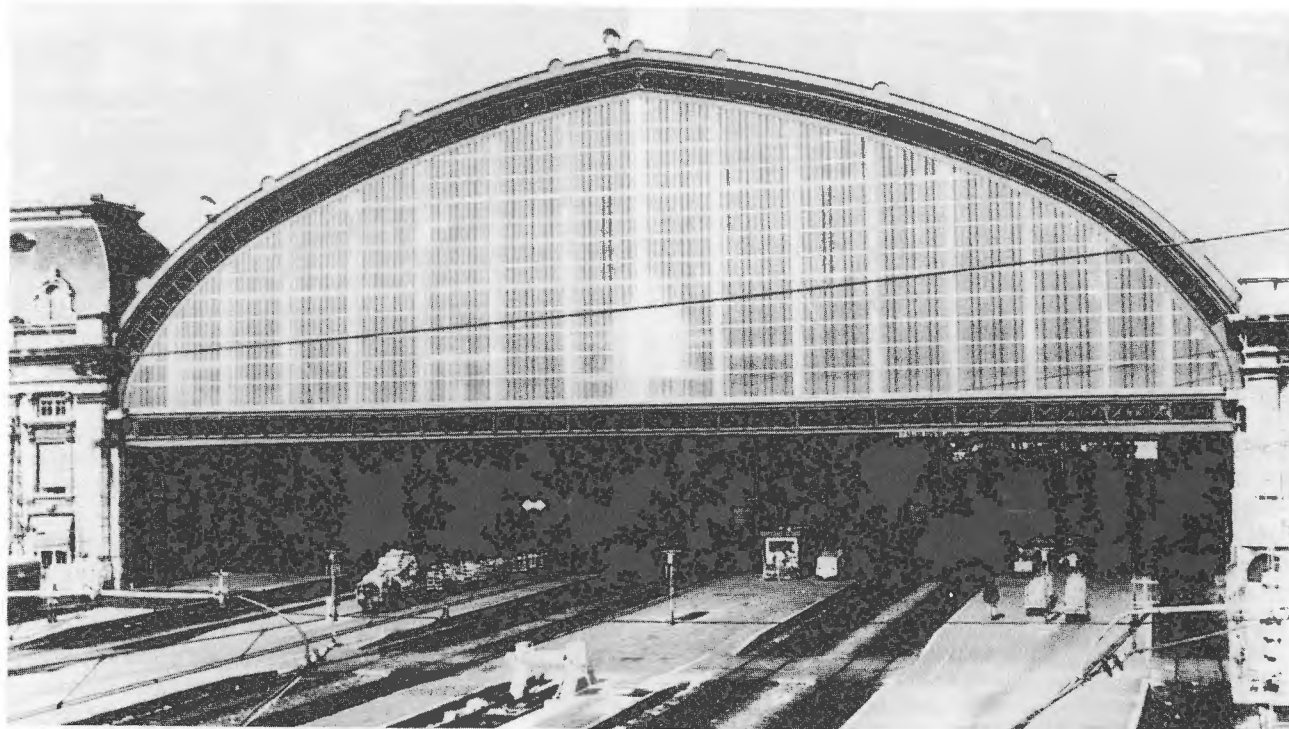


FIG. 15. — Halle de la gare Saint-Jean, rideau ouest.

est, du reste, le seul point qui gêne la compagnie dans sa gare provisoire.

De 1863 à 1895, les solutions envisagées pour cette installation ne le sont que partiellement. Les études détaillées ne sont dressées qu'une fois les dispositions du bâtiment définitif arrêtées. Elles sont étudiées par l'inévitable Choron qui donne les grandes lignes à suivre : types de fermes, d'entrants, et de matériaux... En 1891, pour déterminer l'adjudicataire, un concours à deux degrés est ouvert. Des maisons prestigieuses y participent⁴². La maison Dayde et Pillé remporte cette épreuve grâce à l'économie de ses propositions et l'ingéniosité des solutions choisies. Comme il lui est demandé, elle adopte un type général de fermes en arc brisé d'une seule portée sous-tendues par un tirant de forme circulaire. Ces fermes reposent d'un côté sur des pilastres engagées dans la maçonnerie, et de l'autre sur des piliers métalliques. Les fermes de tête, conformément aux instructions reçues, sont masquées par un écran vitré (fig. 15). Le côté opposé au bâtiment des voyageurs est muni lui aussi d'un écran vitré descendant jusqu'à quatre mètres au-dessus, du niveau du trottoir. Les services du Midi ont précisé poids et surfaces de charge.

42. Archives S.N.C.F., Bordeaux, Saint-Jean, cartons 134-135-136-137. Les maisons participant au concours au premier degré sont les suivantes : la Société des Ponts et Travaux en fer, Savey, Laurent et Compagnie; Nouguier, Kessler et Compagnie; les Fonderies d'Hautmont; la Société de Levallois Perret; Schneider et Compagnie; Baudet, Donon et Compagnie. Seul, le projet de Levallois Perret fut repoussé, et cette maison ne se présenta pas au concours au second degré.

Le projet Dayde et Pillé est adopté le 13 août 1896. Son dépouillement et son économie l'emportent. La dépense est évaluée à neuf cent quarante mille francs. Les dimensions sont impressionnantes : deux cent quatre-vingt-seize mètres quatre-vingt-seize de long, cinquante-cinq mètres quatre-vingt-dix de large, et trente-cinq mètres quatre-vingts de hauteur au-dessus des trottoirs. Trente-trois fermes de type arc soutendu avec un tirant, espacées de neuf mètres trente huit, sont reliées entre elles par des pannes et des sablières. Dans la partie centrale, un lanterneau large de seize mètres est aménagé pour l'évacuation des fumées. Une utilisation maximale de l'acier est demandée. Mais les piliers de tête, pour plus de sûreté, sont en maçonnerie. Quatre passerelles longitudinales et deux escaliers transversaux sont prévus pour l'entretien. Les coloris choisis sont très clairs : lambris blancs et éléments métalliques bleus. Le 16 février 1898, il est interdit aux mécaniciens de charger le feu des locomotives dans la traversée de la gare. En effet, les peintres sont obligés de lessiver leur travail entre chaque couche de peinture⁴³.

Le montage de la halle déclenche un intérêt particulier. Pour cela, un énorme échafaudage roulant est dressé sur les quais. Il occupe une très faible place sur les trottoirs, et forme un vaste chantier en hauteur⁴⁴.

Le dernier travail de Dayde et Pillé pour la Compagnie du Midi est la pose des deux monumentales hor-

43. Lettre de l'ingénieur en chef Fournes, successeur de Choron.
44. Il éveilla une grande curiosité : article dans la *Revue Philomatique de Bordeaux*, 1897, article de M. Fournes.

loges, une à chaque extrémité de la halle⁴⁵. Avec cet aménagement, le chantier est définitivement achevé.

La halle de Bordeaux Saint-Jean fut longtemps considérée comme l'une des plus belles du monde. Elle pouvait rivaliser avec certaines de ces réalisations éphémères dressées lors des expositions universelles. De là vient peut-être cette croyance que la halle de Bordeaux serait celle de l'exposition universelle de 1889. Il n'en est rien : les fermes de l'ouvrage bordelais n'ont que cinquante-six mètres de portée, celles de 1889 en avaient cent quinze. De plus, elles s'articulaient directement à un sabot ancré dans le sol alors que celles de Bordeaux retombent sur des piliers. La halle bordelaise est davantage comparable à celle de l'Exposition universelle de 1878, qui utilisait aussi le système de Dion.

La halle Saint-Jean fut un exploit ferroviaire. Pendant quelques années, elle fut même la plus grande du monde⁴⁶. Il n'était pourtant pas dans les objectifs de la Compagnie du Midi de réaliser un tour de force. Il faut reconnaître que la réalisation bordelaise dépassait certains édifices parisiens du même genre. A la gare d'Orsay par exemple, les fermes retombaient simplement sur deux murs de maçonnerie. Le but des Pereire était atteint : réaliser un édifice digne de la capitale.

La gare Saint-Jean fait montre d'une indéniable solennité alliée à une réelle habileté. Les proportions, la qualité de la pierre et des ardoises font comprendre que nous nous trouvons devant un bâtiment exceptionnel. Il souligne l'importance du rail et surtout de son constructeur, la Compagnie du Midi.

Un peu hâtivement, cet édifice pourrait être qualifié d'éclectique. Une considération plus approfondie permet de nuancer cette étiquette. Son histoire prouve déjà qu'il n'est pas le pur fruit d'une démonstration esthétique mais, au contraire, la réponse précise et lucide à un constant souci d'efficacité et d'économie.

Quant à son apparence, la construction en maçonnerie, côté cours, peut sembler manquer de cette unité tant de fois réclamée durant la conception. Chaque pavillon apparaît fortement individualisé et différent des autres. Premier vers le fleuve, l'énorme ensemble du départ forme un tout cohérent avec ses deux ailes en retour. A sa suite, celui de l'arrivée s'étire comme raccroché par hasard. Un bâtiment artificiel pendant de celui du départ aurait pu être édifié, mais il n'aurait correspondu à aucune réalité organique, et surtout, terrains et impératifs de service ne permettaient pas ce genre de construction. Les auteurs ont cherché ailleurs une logique et une symétrie à cette organisation superficiellement disparate. C'est dans la structure même de l'édifice qu'ils les ont trouvées. Et par les matériaux, ils les ont concrétisées. Grâce aux vues aériennes, nous constatons que la structure de la gare est en réa-

lité bien simple. Il s'agit d'une longue galerie parallèle aux voies sur laquelle se greffent les bourgeons des différents pavillons : à l'aval le pavillon Saint-Jean, puis le grand vestibule du départ, le pavillon de l'hôtel Terminus, celui de l'arrivée et son pendant à l'extrémité amont. Toitures et baies prouvent cette cohérence. L'ensemble de la galerie est couvert d'une toiture, à deux versants peu élevés et percés d'ocils de bœuf, surmontée d'une terrasse faîtière ; les ardoises en sont rectangulaires. Les toitures des vestibules de l'arrivée et du départ sont bombées et couvertes d'ardoises en écaille de poisson. Quant aux baies, ce sont uniformément de grandes ouvertures rectangulaires qui s'étirent sur deux niveaux, mais chaque fois qu'elles servent de passage au public, elles sont cintrées.

Pour le passant au niveau de la rue, cette logique est malaisée à discerner. Il ne remarque qu'une succession de bâtiments différents que la blancheur de la pierre essaie d'unifier. Mais comment la compagnie pouvait-elle rompre la monotonie de trois cent mètres de façade, et souligner les différents rôles de l'édifice sans provoquer ce sentiment de discontinuité ? Le manque de recul du terrain était la première gêne. La réponse qu'apportèrent l'ingénieur et l'architecte est simple. Ils ont réduit le vocabulaire structural et décoratif et l'ont réparti selon les fonctions. Les parties sont différenciées, mais à tâches semblables formes identiques ; grandes baies cintrées, par exemple, là où il y a accès : vestibule du départ, de l'arrivée, entrée du pavillon Saint-Jean et de l'hôtel Terminus.

Sur quai, une telle recherche était inutile, l'ensemble étant unifié par la halle.

Nous l'avons noté, les éléments décoratifs sont peu nombreux. Les horloges, bien qu'ornées, ne sont envahies ni de végétation ni de figures exubérantes. En un temps qui cherche les fioritures, cette simplicité traduit une certaine rigueur. Nous sommes devant une longue halle faite pour être traversée. L'essentiel de la gare se situe derrière la façade sur cours.

Indiscutablement, ce bâtiment appartient à l'architecture du dix-neuvième siècle, mais il exprime une franchise que la gare Saint-Lazare et la gare d'Orsay sont loin de posséder. A Bordeaux, le passant n'hésite pas. Il est devant une gare et non un palais de justice ou une poste. Seuls les pavillons Saint-Jean et de l'hôtel Terminus, destinés à des bureaux ou de l'hôtellerie, pourraient appartenir à une architecture officielle ou privée. Son rôle est souligné sans être exagéré. Dues au même architecte, Toudoire, les gares de Lyon à Paris et de Toulouse-Matabiau ne font pas montre d'une telle réserve. La monumentalité et la sobre présentation de la gare bordelaise, associées à la retenue des formules utilisées, lui confèrent une sorte de classicisme. Cependant, le vocabulaire architectural relève d'un certain académisme en allant chercher son inspiration dans des formes éprouvées.

L'honnêteté de la construction en maçonnerie, nous la retrouvons dans la halle métallique. La cas-

45. Décembre 1899.

46. En 1901, celle de Pittsburg la dépassa.

sure voulue entre le monde du fer et celui de la pierre est moins tranchée qu'à première vue. Il est habituel d'opposer le fonctionnalisme des halles à l'éclectisme des bâtiments. Or là, nous venons de constater que l'édifice est relativement sobre. Les décorations prévues par Toudoire n'ont pas résisté aux études conjuguées de la compagnie et des Travaux publics. Le bâtiment ne masque pas sa réalité, et le plafond métallique du grand vestibule du départ est laissé apparent. Ainsi, le passage de l'univers de pierre à celui de fer est beaucoup moins surprenant qu'il ne pourrait l'être. Le vestibule du départ, vaste et aéré, fait la transition et rend l'arrivée sur le quai moins brutale. C'est pourtant sur les quais sous la halle que réside la poétique la plus forte des gares. Leur univers de fer, de fumée, d'espace, de foules et de sentiments a inspiré les artistes de l'époque, de Frith avec sa « Railway station » en 1863 à Monet avec sa série sur la gare Saint-Lazare en 1877. Ici, la halle, comme le bâtiment, est particulièrement dépouillée. Aucun élément floral ne vient agrémenter l'ensemble; seule concession: des chapiteaux à consoles sur lesquels retombent les fermes. L'économie de la Compagnie du Midi n'est pas étrangère à ce dépouillement. Daye et Pillé ne sont pas responsables de cette rigueur. La construction du dôme du Grand Palais à laquelle ils ont participé en 1900 ne montre pas un tel dépouillement. La rigueur financière du Midi et sa connaissance des besoins techniques ont concouru à donner sa simplicité à la halle bordelaise. La structure dépouillée, à la clarté renforcée depuis qu'elle a retrouvé ses couleurs claires, et la portée exceptionnelle des fermes contribuent à donner une impression d'infini. Ainsi, à elle seule, la halle se transforme en appel au voyage.

Nous venons de voir que dans cette volonté d'adaptation aux besoins et de franchise des solutions adoptées, halle et bâtiment se rejoignent. Cela s'explique d'autant plus facilement que les créateurs sont les mêmes. Chercher ici un conflit architecte/ingénieur serait un débat illusoire. D'un commun accord, tous deux se sont partagé le travail et ont respecté les

recherches de l'autre. Cette harmonie est peut-être due aux relations amicales qui existaient entre Choron et Toudoire⁴⁷. La répartition des pavillons, le nombre d'étages même découlaient de nécessités de service dépendant des études des services techniques. Les ingénieurs auraient pu mener seuls jusqu'au bout la conception de l'édifice, mais l'intervention de l'architecte était la nuance qui transformait l'édifice en monument de prestige, et le faisait échapper à son cadre strictement utilitaire.

La cohésion structurelle de la gare Saint-Jean doit être reconnue tant dans les différentes parties en maçonnerie que dans la halle. Cette caractéristique vient sans doute de l'omniprésence d'un créateur, l'ingénieur Choron⁴⁸, assisté des différents services de la compagnie. L'absence de lutte entre l'architecte et l'ingénieur participe aussi à cette unité. Le débat architecte-ingénieur n'a pas eu lieu, comme pour la célèbre galerie des machines de 1889 due à Dutert et Contanin. L'ensemble en tire sa cohésion. La gare élevée à Bordeaux, quoique digne d'une capitale, ne sacrifie pas au gigantisme alors à la mode, représenté à Berlin ou à New-York. Elle n'obéit pas davantage à un processus historicisant comme la gare de La Rochelle (1889). Un souci de fonctionnalisme et d'économie domine cette construction et lui apporte, au terme, comme un classicisme ferroviaire sans fadeur.

Elevée à l'extrême fin du dix-neuvième siècle, la gare de tête de la Compagnie du Midi, gare emblème, fait montre de rigueur. Le bâtiment ainsi offert à Bordeaux, bel exemple d'architecture raisonnée, ne peut que s'intégrer aux nobles constructions de cette ville.

Un nouveau programme mis en chantier en 1983 va modifier la répartition intérieure sans toucher à l'apparence extérieure, saluant ainsi la grandeur de ses auteurs qui ont su créer un bâtiment utilisable durant quatre-vingts ans.

47. En effet, Choron entame ses lettres à Toudoire par la formule suivante: « Mon cher Toudoire »; et il les termine ainsi: « L'assurance de mes sentiments affectueux. »

48. Fournes qui lui succède n'est que la main qui achève son travail et Bouche parfois cité est en réalité un des directeurs de la compagnie.

LE MÉMORIAL AUX MORTS DE LA GUERRE DE 1914-1918 DE LA VILLE DE BORDEAUX

par Robert COUSTET

Au lendemain de l'armistice, les élus se préoccupèrent de commémorer le sacrifice des soldats morts pour la France et de célébrer la victoire¹. A cet effet, la loi du 25 octobre 1919, complétée par l'article 81 de la loi du 31 juillet 1920, décida que l'Etat accorderait une subvention aux communes qui érigeriaient un monument aux morts. Des circulaires du ministre de l'Intérieur adressées aux préfets précisèrent les modalités d'attribution de cette aide et soulignèrent la nécessité de prendre des précautions pour que les fonds publics ne soient accordés qu'à des projets d'une tenue artistique convenable². En effet, très rapidement, des industriels avisés avaient proposé aux maires, sur catalogue, des modèles d'obélisques et de stèles, de coqs gaulois et de poilus, réalisés en série dans des matériaux de toutes qualités et à tous les prix. Grâce à ce système, apparurent sans tarder sur les places de villages ce qui ne fut plus désormais désigné que comme « le Monument »³. Les villes de plus d'importance, désireuses de se doter d'un ensemble original, reçurent les offres de sculpteurs et d'architectes dont bien peu, malheureusement, réussirent à se délivrer des poncifs patriotiques et à échapper à l'esthétique académique. Quant aux métropoles qui disposaient de ressources considérables, elles se lancèrent dans des programmes ambitieux mais qui, par là même, ne purent être conduits à bien que lentement et non sans difficultés de tous ordres. Tel fut le cas de la ville de Bordeaux.

DU MUR GLORIEUX AU MÉMORIAL

C'est seulement à la fin de l'année 1922 que le maire Fernand Philippart se préoccupa de l'érection du monu-

ment bordelais⁴. Pour ce faire, il réunit autour de lui et de ses conseillers municipaux un comité officieux regroupant les directeurs des quatre grands quotidiens régionaux (*La Petite Gironde*, *La France*, *La Liberté* et *La Dépêche*), des représentants du monde des arts: le peintre Paul Quinsac, doyen de l'Ecole des Beaux-Arts, et le statuaire Leroux, les architectes Alfred-Duprat, Ferret et Jacques d'Welles, M. Chapon, président de la société des Amis des Arts, Paul Courteault, conservateur du musée d'Art ancien, et l'archéologue Brutails, et des notabilités: l'ancien maire, Charles Gruet, l'ancien président de la Chambre de commerce, Daniel Guestier et son successeur en exercice, Etienne Huyard. Le 22 décembre, le conseil municipal fixa la dépense à un million de francs, décida de lancer une souscription publique et fit éditer une plaquette à l'intention des artistes désireux de participer au concours⁵. Les concurrents avaient toute liberté en ce qui concerne le choix du parti qui pouvait être aussi bien un ensemble architectural qu'une sculpture ou un monument mixte ou encore l'adaptation d'un édifice ancien; ils décidaient, également, de l'emplacement dans l'enceinte de la ville. Les projets devaient être déposés à la mairie avant le 30 juin 1923, dans le plus strict anonymat, et le jury offrirait une indemnité de mille francs à ceux qui seraient retenus. Mais il ne s'agissait, dans ce premier temps, que d'un concours d'idées qui permettrait de sélectionner ceux qui seraient admis à participer au concours définitif.

Commencèrent aussitôt les réclamations, les polémiques et les intrigues. Le maire avait commis la maladresse d'oublier de consulter les représentants des associations d'anciens combattants. Leurs protes-

1. Propositions de loi des 26 novembre, 24 et 31 décembre 1918.
2. 10 mai 1920 et 16 avril 1921.

3. En ce qui concerne la Gironde, cf. Régine LOPEZ, *Les monuments aux morts de la guerre de 1914-1918 dans le département de la Gironde*, Travail d'étude et de recherche en vue d'une maîtrise d'arts plastiques, Université de Bordeaux III, 1976-1977 (dactylographié).

4. A ce moment-là, certaines communautés avaient déjà honoré leurs morts par des monuments de qualité, par exemple: le lycée Montaigne (sculpture de G. Leroux et vitrail de W. Laparra réalisé par M. Feur), la Faculté de médecine (sculpture de Landowski)...

5. Ville de Bordeaux: *Concours pour l'érection d'un monument à la Victoire et aux enfants de la ville de Bordeaux morts pour la France pendant la grande guerre, 1914-1918*, Archiv. mun. Bx, 3025 M 1, dossier 3.

tations l'obligèrent à remanier le jury. Leur délégué, le docteur Cuvier, fut appelé à siéger aux côtés du maire, de deux adjoints, d'un conseiller municipal, de l'architecte de la ville et du conservateur du musée d'Art ancien. Les artistes retenus furent les architectes Bruel, Devienne, Miaillhe, le peintre Foreau ainsi que les statuaires Blondat et Sicard. L'architecte Formigé qui était d'origine bordelaise, Injalbert et Allard apportèrent la caution de l'Institut à cette commission officielle.

Plus intéressantes et révélatrices des courants d'opinion furent les vives protestations des organisations pacifistes. L'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre s'éleva vigoureusement contre la récupération du sacrifice des soldats par les généraux responsables des massacres... les officiels, ceux qui s'arrogent le droit de parler au nom des morts. Elle estima qu'il était immoral de glorifier ceux qui étaient tombés pour la dernière des guerres et que c'était trahir leur ultime volonté. L'Union des Syndicats ouvriers confédérés de la Gironde prit une position voisine : inutile de dépenser un million pour célébrer des maréchaux... Mieux vaudrait renoncer à ce projet grotesque, à cette opération ridicule et utiliser les deniers de la ville pour construire un hôpital. Le Comité d'entente des associations girondines d'anciens combattants défendit également l'idée d'un investissement profitable. Pourquoi pas une façade monumentale d'école ? Ou, mieux encore, une maison du souvenir et des combattants où pourraient se réunir les survivants du sacrifice ?

Ces violentes contestations restaient minoritaires. Entièrement acquis, dans sa grande majorité, à l'érection du monument, le public se divisa au sujet de son emplacement. Pour ne pas entraver l'inspiration des artistes, la municipalité n'avait pris aucune position à ce sujet. La presse se fit l'écho des diverses suggestions. Il n'y eut point une place, un rond-point, un square qui n'eût ses partisans enragés. Ceux qui songeaient à la place de la Victoire furent appuyés par le Comité des fêtes et de bienfaisance du quartier Aquitaine. Le Comité de défense du quartier Saint-Bruno proposait le carrefour formé par les cours d'Albret et de Cicé et les rues Dauphine et Saint-Sernin (l'actuelle place du Commandant-Raynal). Mais il y avait aussi les champions de la place des Quinconces, de la place Gambetta, des allées Damour, des allées de Tourny, du Pavé des Chartrons, du Jardin public, du jardin de la mairie... De son côté, le Comité de défense des intérêts de la rive droite soutenait la candidature de La Bastide et proposait l'avenue Thiers. Nouvelles sabinés, M^{lles} Rosa, Marguerite, Madeleine, Georgette et Gabrielle, *midinettes moitié Bordeaux, moitié Bastide*, rêvaient de réconcilier tout le monde en plaçant une statue en plein milieu du Pont de pierre...

Dans le même temps, les artistes, professionnels ou amateurs, faisaient parvenir leurs projets à l'hôtel de

ville. Certains n'hésitaient pas à faire le siège du maire pour imposer leurs inventions. Le plus extravagant et le plus tenace fut l'ancien maire de Targon, Louis Faget. Dès qu'avait été connue la décision du conseil municipal, il avait fait parvenir au cabinet du maire un mémoire consignait les détails de son plan. Il s'agissait d'aménager la place de la Victoire en démolissant la porte d'Aquitaine pour la remplacer par un monument de son cru. Il imaginait un énorme socle cubique de dix mètres de côté, dont chaque face était gardée par l'effigie d'un de nos braves poilus : un fantassin, un artilleur, un aviateur et un soldat du génie. Aux angles, on verrait nos maréchaux immortels : Joffre, Foch, Pétain et Gallieni. Sur ce piédestal, se dresserait Poincaré, les bras croisés et, devant lui, Gambetta qui représente notre déception 1870-71 tendrait la main à Clemenceau qui représente le Père de la Victoire. Pour remporter la décision, Faget faisait valoir qu'outre ses mérites artistiques et patriotiques, l'édifice, construit en marbres de quatre couleurs, ne coûterait que 500.000 francs, que son exécution serait rapide et que Fernand Philippart aurait donc la satisfaction de l'inaugurer durant « son règne ». Sans attendre la réponse, il mettait au point une maquette en plâtre, en préparait une autre en cire et invitait le maire à se rendre chez lui pour admirer le chef-d'œuvre : vous serez émerveillé, lui écrivit-il fièrement. Vous ne pouvez vous faire une idée de sa beauté. Une fois en place, on viendra des quatre coins du monde pour le voir ce qui donnera du mouvement à Bordeaux et lui fera encaisser de l'argent (sic) ?... Après sa visite, Philippart embarrassé fit savoir qu'aucune dérogation n'était possible et que Faget était tenu de se soumettre aux résultats du concours. Mais l'artiste insista encore lourdement en faisant valoir l'économie de son monument et en proposant de le placer à l'entrée du Pont de pierre, à la place de la porte de Bourgogne. En fin de compte, il se résigna à présenter son projet au jugement du jury.

Le jury qui se réunit le 8 juillet 1923 eut à trancher entre des dizaines de propositions. Choix difficile si l'on en croit le journaliste du *Cri populaire*. Sous le titre *Union Sacrée*, on retrouvait la maquette de Louis Faget que la critique jugea brutalement d'un grotesque achevé⁷. L'auteur offensé répondit dans *La France*, déclarant que son monument était élégant, dégagé (sic), peu coûteux et capable de produire le plus bel effet au centre de la place de la Victoire, plantée de palmiers... Finalement, les deux premiers projets distingués furent ceux de l'architecte Jourde et du statuaire Cogné. Venaient ensuite ceux des sculpteurs Verez, Ernest Dubois et Yrondy. Pour le concours au deuxième degré, le jury se décida à préciser les emplacements possibles. Les lauréats reçurent trois plans de la place de la Victoire (il était indiqué que la porte d'Aquitaine devrait être conservée), des allées Damour et du carrefour des cours d'Albret et Champion de

Cicé. En ce qui concerne ce dernier emplacement, il était expliqué que la municipalité s'appêtait à y faire édifier une école de garçons et une école de filles et qu'entre les deux s'élèverait un bâtiment qui comprendrait, en rez-de-chaussée un gymnase et, à l'étage, des salles de conférences. Ce bâtiment présenterait, en façade, un mur libre pour recevoir toutes sortes d'ornementations. Indépendant des écoles dont la construction pourrait être ultérieure, ce mur devrait se soutenir par ses propres moyens et se prêter à une composition architecturale dans laquelle pouvaient être intégrés des bas-reliefs, des inscriptions ou tout autre décor patriotique. Il apparaissait clairement que ce parti avait la faveur des élus et que l'on s'acheminait vers la solution dite du mur glorieux.

En effet, le jury qui se réunit, en novembre 1924, classa en premier le mur glorieux proposé par le statuaire Verez. En suivant, il distingua les projets Aquitaine d'Ernest Dubois, puis Flamme du souvenir d'Yrondy (Raoul Perrier architecte) et, enfin, les projets Luxor et Cirta, l'un et l'autre du sculpteur Cogné en collaboration avec l'architecte Jourde. Le public fut admis à admirer les maquettes présentées dans les salons de l'hôtel de Lalande. Mais le temps passait, les élections approchaient et rien, encore, n'était décidé. C'est alors qu'au début de 1925, on apprit par la presse que le maire (à la suite de transactions dont on ne trouve pas trace dans les dossiers officiels) avait décidé de trancher entre les deux projets de Cogné, les seuls en fin de compte retenus⁹. Le premier était un groupe sculpté et le second un bas-relief couvrant un immense portique dans le style du XVIII^e siècle qui correspondait parfaitement au vœu de Fernand Philippart. Aussi, pressé d'aboutir, le maire fit adopter par le conseil municipal (7 février 1925) le principe définitif du mur glorieux. Il formerait la façade du bâtiment à construire entre les deux écoles du groupe scolaire Champion de Cicé. Comme il s'insérerait, désormais, dans un programme municipal, Raoul Jourde, l'associé de Cogné, céda sa place à l'architecte de la ville, Jacques d'Welles. Mais il était trop tard : le 3 mai 1925, Philippart perdait les élections. Le nouveau maire, Adrien Marquet, remit tout en question. Elu socialiste, il ne pouvait cautionner le projet triomphaliste de la droite. Dans les jours qui suivirent son installation à l'hôtel de ville, il décida que le monument aux morts serait construit à un nouvel emplacement, la place Charles Lamoureux qui porterait, désormais, le nom de place du XI-Novembre et que le mur glorieux, abandonné, serait remplacé par un mémorial du souvenir qui conserverait les noms des milliers de morts bordelais¹⁰. Le programme définitif fut fixé en novembre 1927 : Raoul Cogné serait indemnisé¹¹ et Jacques d'Welles chargé

de la réalisation. Elle n'était pas aussi facile qu'il y paraissait. L'établissement des listes posait des problèmes délicats. Au début de la guerre, les décès étaient notifiés aux familles sans que l'état civil en enregistrât la cause : il était donc difficile de comptabiliser ceux qui étaient réellement morts pour la patrie. Il fallait trancher le cas des soldats morts à l'hôpital ou à leur domicile des suites de leurs blessures ; il y avait des dossiers incomplets qui exigeaient une enquête. Si l'on pouvait inscrire d'office les soldats habitant Bordeaux lors de la mobilisation, même si, depuis, leur famille avait quitté la ville, que faire de ceux qui avaient été mobilisés ailleurs mais dont les parents étaient devenus, entre temps, citoyens bordelais ? Le 16 avril 1926, la liste définitive fut arrêtée à 6 540 noms (sous réserve de rectifier les erreurs d'orthographe...). Pour l'architecte qui avait déjà décidé de la disposition et de la taille des plaques nécessaires, il restait à calculer l'espacement régulier entre les noms... Aussi, Marquet qui avait demandé que le monument soit prêt pour le 11 novembre 1928 dut patienter encore plusieurs mois. Et c'est finalement le 24 mars 1929, plus de dix ans après l'armistice, que Bordeaux inaugura solennellement son mémorial.

DU STYLE DES BEAUX-ARTS AU STYLE MODERNE

Les lenteurs de l'exécution et, plus encore, le changement du parti ont provoqué une évolution très nette des options stylistiques. Les projets présentés au premier concours sont connus, certains d'entre eux du moins, par des dessins ou des photographies conservés dans les dossiers des Archives municipales. Les commentaires de la presse de l'époque ont souligné cruellement leurs caractéristiques : irréalisme des localisations, banalité des programmes, prétentions décoratives. À côté de l'extravagante invention de Faget que nous avons déjà décrite (et dont nous n'avons pas retrouvé les dessins), il faut retenir l'idée de plaquer devant le grand mur nu de la façade ouest de la cathédrale un porche néo-gothique qu'aurait surmonté une statue équestre de Jeanne d'Arc ; l'auteur proposait une variante : l'effigie de l'héroïne pourrait être placée sur l'un des gros arcs-boutants privé de son pinacle et transformé en socle. Les autres projets offraient le choix entre des groupes héroïques, des pyramides, des colonnes, des catafalques, des mausolées, des autels patriotiques, des arcs de triomphe. Partout se retrouvaient les mêmes ornements funèbres et militaires : guirlandes et couronnes, vases fumants, flammes (immortelles) et torches éteintes, trophées, épées, médailles de la Légion d'honneur...

9. *La Petite Gironde*, 3 février 1925.

10. D'une lettre de J. d'Welles au maire du 8 février 1926 (Archiv. mun. Bx, 3025 M 2), il ressort clairement que Marquet a décidé personnellement de l'emplacement et du programme du nouveau monument.

11. Raoul Cogné fit intervenir le député Moutet qui rappela à Marquet que cet excellent artiste était un homme entièrement dans (leurs) idées. En vain. Un procès opposera le sculpteur à la ville qui sera condamnée à l'indemniser.



FIG. 1. — R. Cogné : projet de monument aux morts pour la ville de Bordeaux (photographie ancienne prise dans l'atelier du sculpteur).

On comprend que parmi tous ces lieux communs, le jury ait distingué les propositions de François Cogné. Son groupe, *œuvre superbe représentant la longue théorie des combattants, des blessés, des mutilés, des mères, des veuves, des enfants précédés de la Victoire*¹², s'imposait à l'évidence. Ainsi qu'on peut en juger par les photographies de la maquette prises dans l'atelier du sculpteur, ce cortège n'échappait pas à certaines conventions et les personnages trouvent leur source dans un répertoire qui mêle des poncifs empruntés aussi bien à la tradition classique qu'au réalisme issu de Rodin (la porteuse de couronne a quelque chose de très canovien cependant que l'attitude de la dernière figure semble empruntée au célèbre groupe des *Bourgeois de Calais*...). Néanmoins, on reste sensible à la générosité de l'inspiration, à l'héroïsme d'une composition dynamique et à l'émotion provoquée par certains détails comme la veuve accompagnant les soldats ou de retardataire qui, résigné, se retourne une dernière fois¹³ (fig. 1).

L'habileté et l'éclectisme de Cogné se confirment dans son second projet : le panneau colossal prévu pour occuper le centre du *mur glorieux*. Dans la partie inférieure, il reprend le thème du cortège. Il l'enrichit d'un décor de podium et d'escalier qui accentue la profondeur et diversifie les plans, ce qui facilite le passage du très fort relief au bas-relief puis à la ciselure. Pour meubler le registre supérieur, il

place une figure de Victoire aux ailes déployées, suspendue dans le ciel au-dessus des combattants, dans une gloire qui rayonne sur le fond de la composition (fig. 3). Enfin, pour surmonter les deux colonnes que l'architecte songeait à placer en avant du mur, Cogné prévoit deux charmantes Renommées. La grâce, voire la coquetterie, de ces figures retrouve l'esprit du XVIII^e siècle par l'intermédiaire, peut-être, du modèle néo-rocaille de la Renommée de Barrias et démontre sa facilité à changer de registre¹⁴ (fig. 4).

Le nom de François Cogné est peu connu aujourd'hui. On lui doit, pourtant, une œuvre populaire mais dont on ignore qu'il est l'auteur : la statue de bronze de Clemenceau qui se dresse au rond-point des Champs-Élysées. Ce portrait du *Père de la Victoire* dose de façon convaincante les effets réalistes et épiques, et donne une idée précise de ce qu'aurait pu être, à une échelle beaucoup plus importante, le monument bordelais. Cogné était un ami de Raoul Jourde avec lequel il avait concouru. Les deux hommes restèrent en relation. A la demande de Jourde, le sculpteur réalisera, en 1925, deux dessus de porte en terre cuite représentant *La Garonne* et *La Navigation et la Pêche*, pour la décoration intérieure de la bourse maritime. Plus tard, ils s'associeront pour le monument à Georges Mandel, à Soulac-sur-Mer. Mais Cogné devait imposer sa réputation dans l'art du portrait. Il modela un buste, vif et délicat, de M^{me} Raoul Jourde avant de consacrer son talent à des personnalités aussi

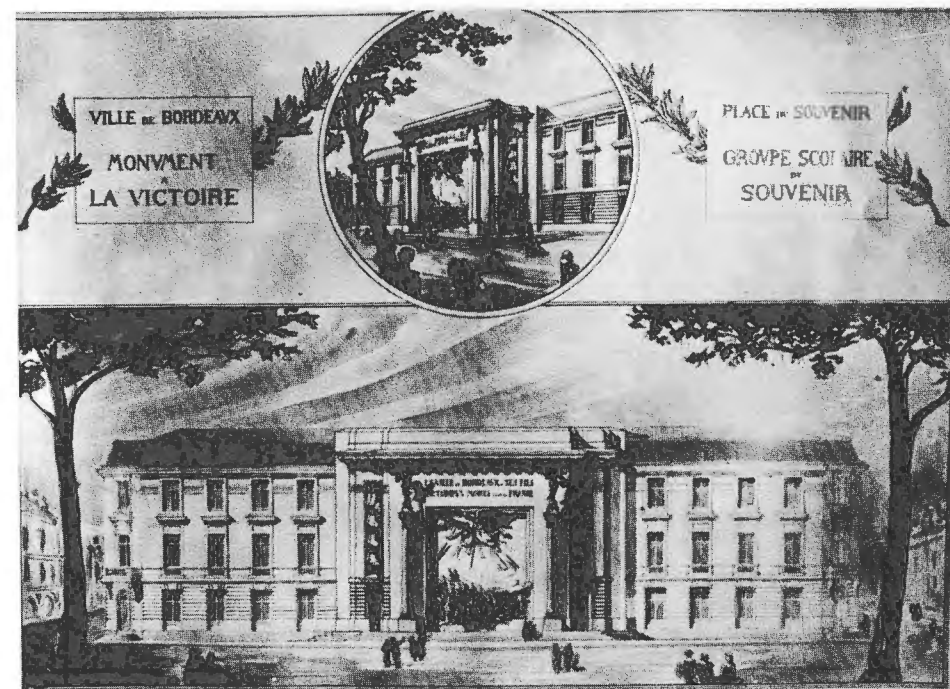


FIG. 2. — J. d'Welles architecte et R. Cogné sculpteur : projet pour le monument à la Victoire avec le mur glorieux. (Archives municipales Bx.)

célèbres que Mussolini, le prince de Monaco, les maréchaux Foch et Lyautey et... Maurice Chevalier.

Comme nous l'avons vu, à partir du moment où fut adopté le principe du mur glorieux, le projet architectural échappa à Raoul Jourde qui avait concouru avec Cogné et fut confié à l'architecte de la ville : Jacques d'Welles. Lors du premier concours, celui-ci avait eu l'idée de dresser un arc de triomphe à l'entrée du cours de Tournon, dans l'axe des Quinconces, et de placer sous la voûte un groupe héroïque¹⁵. Chargé de mener à bien le programme municipal, il multiplia les dessins. Le principe était donc de construire entre les deux écoles du groupe Champion de Cicé (à l'emplacement de l'actuelle galerie des Beaux-Arts) une façade aveugle propre à recevoir le bas-relief de Cogné. D'Welles la conçut comme un léger avant-corps précédé par des degrés. Des décrochements successifs assuraient la liaison avec les bâtiments scolaires, créant un rythme accentué par de puissantes corniches et par les décorations sculptées. D'une variante à l'autre, on peut prendre la mesure de la science de l'architecte et de son habileté à jouer avec le répertoire ornemental académique. Dans un projet, le panneau sculpté est encadré dans un renforcement cantonné par des colonnes engagées. Dans d'autres, les murs latéraux servent d'appui à des socles portant des trophées ou à des pylônes aux flancs desquels s'accrochent des drapeaux et que surmontent des urnes¹⁶. Le dessin définitif est dans un style franchement Louis XVI avec des retraits qui permettent de placer des colonnes isolées surmontées par les Renommées

de Cogné¹⁷. Chacun de ces projets supposait la transformation des façades des écoles afin de les mettre en harmonie avec le mur. Après avoir songé à modifier les formes des baies ou à plaquer un ordre de pilastres colossaux, d'Welles opta pour un modèle repris de l'hôtel de Lisleferme, chef-d'œuvre de Louis XVI bordelais, sobre et élégant¹⁸. Au total, avec ses marches, ses colonnes, sa débauche de sculptures et d'ornements, le *mur glorieux* faisait honneur à la culture académique de l'architecte. Néanmoins, l'emphase du parti fut critiquée. Un collègue de Jacques d'Welles compara, non sans raison, le dessin à *l'ouverture de la scène d'un opéra* et regretta que, par son *aspect théâtral*, le monument n'évoque en rien les années de souffrances de la guerre¹⁹ (fig. 2).

Cette dernière remarque montre que le public était très sensible au fait que par le biais du parti stylistique, le *mur glorieux* affirmait l'option politique de la municipalité. On comprend, dès lors, l'empressement avec lequel Adrien Marquet décida d'imposer un nouveau programme et opta pour un *mémorial du souvenir*. Mais il voulut que le changement idéologique s'exprime clairement par un changement de style. Le triomphalisme académique devait donc faire place à un style franchement moderne *dégagé de toute ornementation superflue*; le monument ne devrait son caractère qu'à sa simplicité et à une noble ordonnance qui commanderait le *recueillement de tous*²⁰.

17. *Ibid.*, XII N/11.

18. L'hôtel de Lisleferme, aujourd'hui Muséum de Sciences naturelles, au Jardin public, est l'œuvre de R.F. Bonfin (1778).

19. Archiv. mun. Bx, 3025 M 1 : lettre de J.A. Prévot, architecte D.P.L.G., 12, rue du Jardin-Public, au maire et au conseil municipal (25 mai 1925).

20. Délibération du conseil municipal : 18 novembre 1927.

15. *Ibid.*, XXI W/6, XXI W/7, XXI W/8.

16. *Ibid.*, XII N/12 et XII N/15-16.

12. *La Petite Gironde*, 3 février 1925.

13. Archiv. mun. Bx, 3025 M 1 : photographie prise dans l'atelier de Cogné.

14. *Ibid.*, dossier photographique.

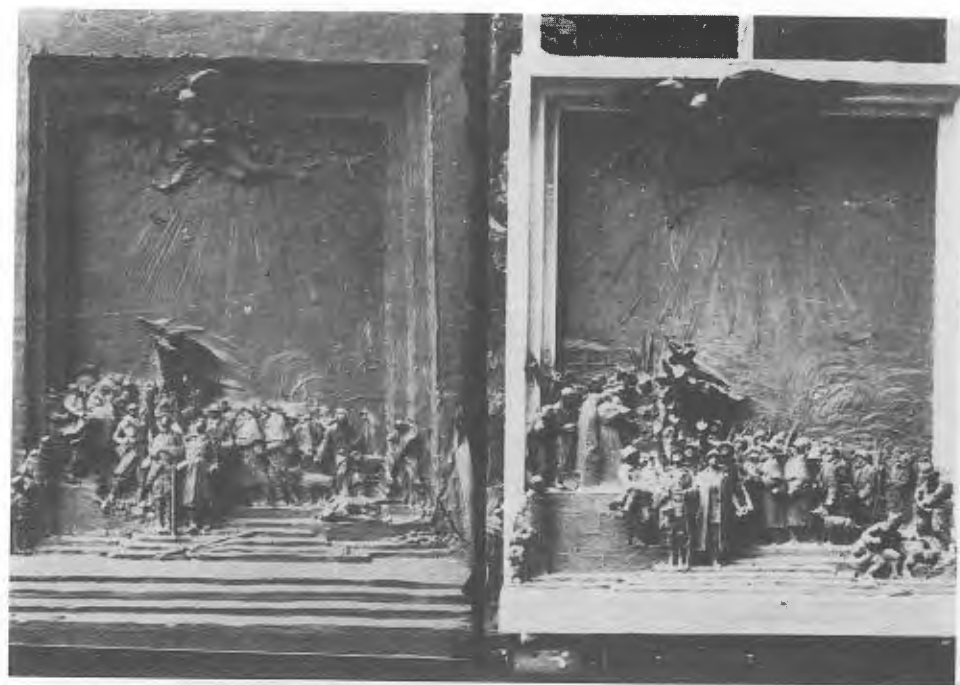


FIG. 3. — R. Cogné : deux projets de bas-relief pour le *mur glorieux* (photographie ancienne prise dans l'atelier du sculpteur).

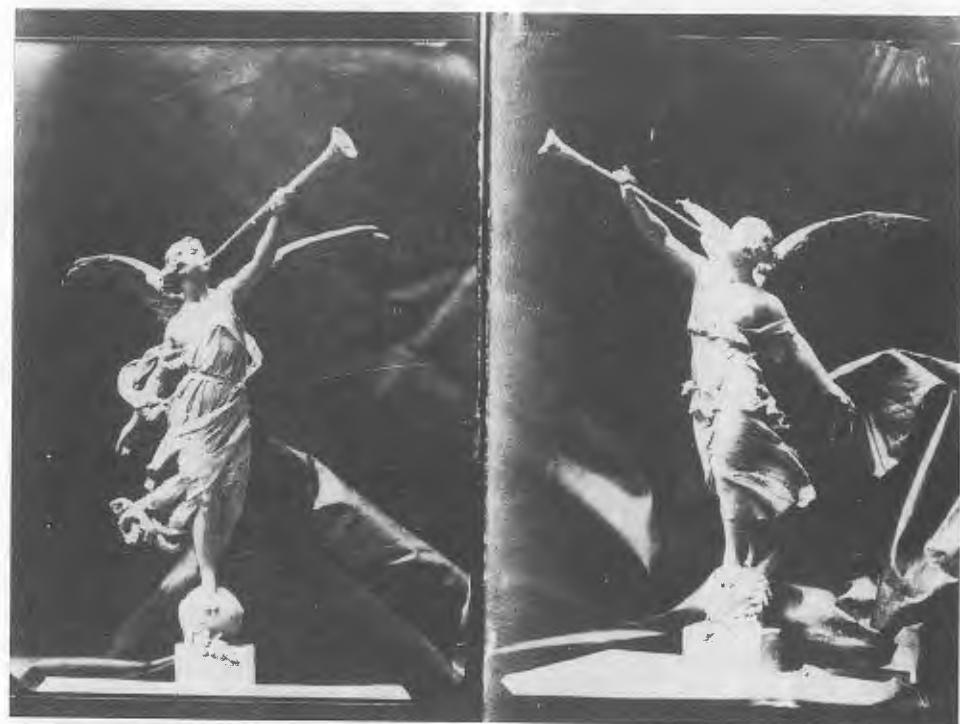


FIG. 4. — R. Cogné : maquettes des Renommées pour le *mur glorieux* (photographies anciennes prises dans l'atelier du sculpteur).

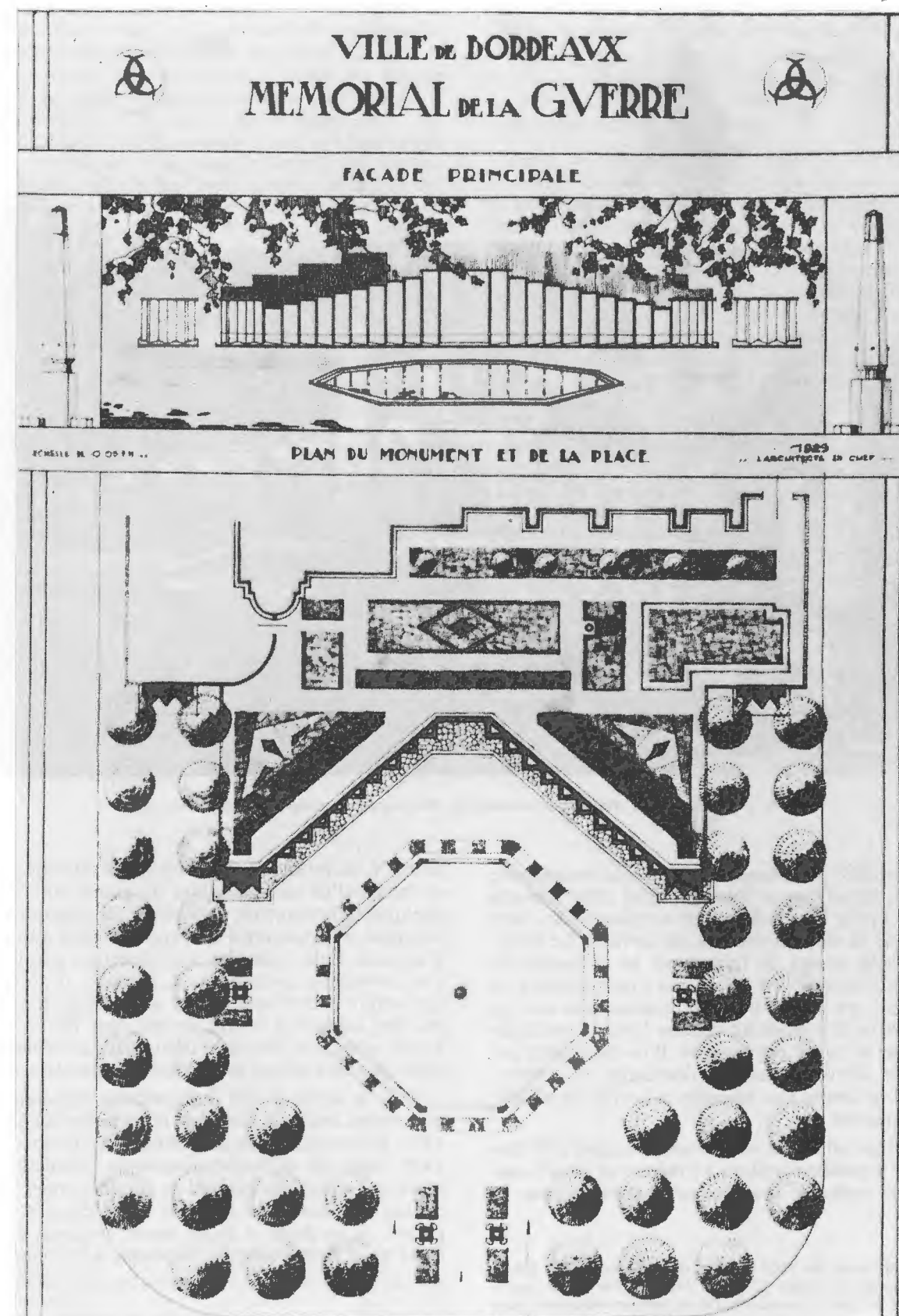


FIG. 5. — J. d'Welles : *mémorial de la guerre*, plan et élévation. (Archiv. mun. Bx.)

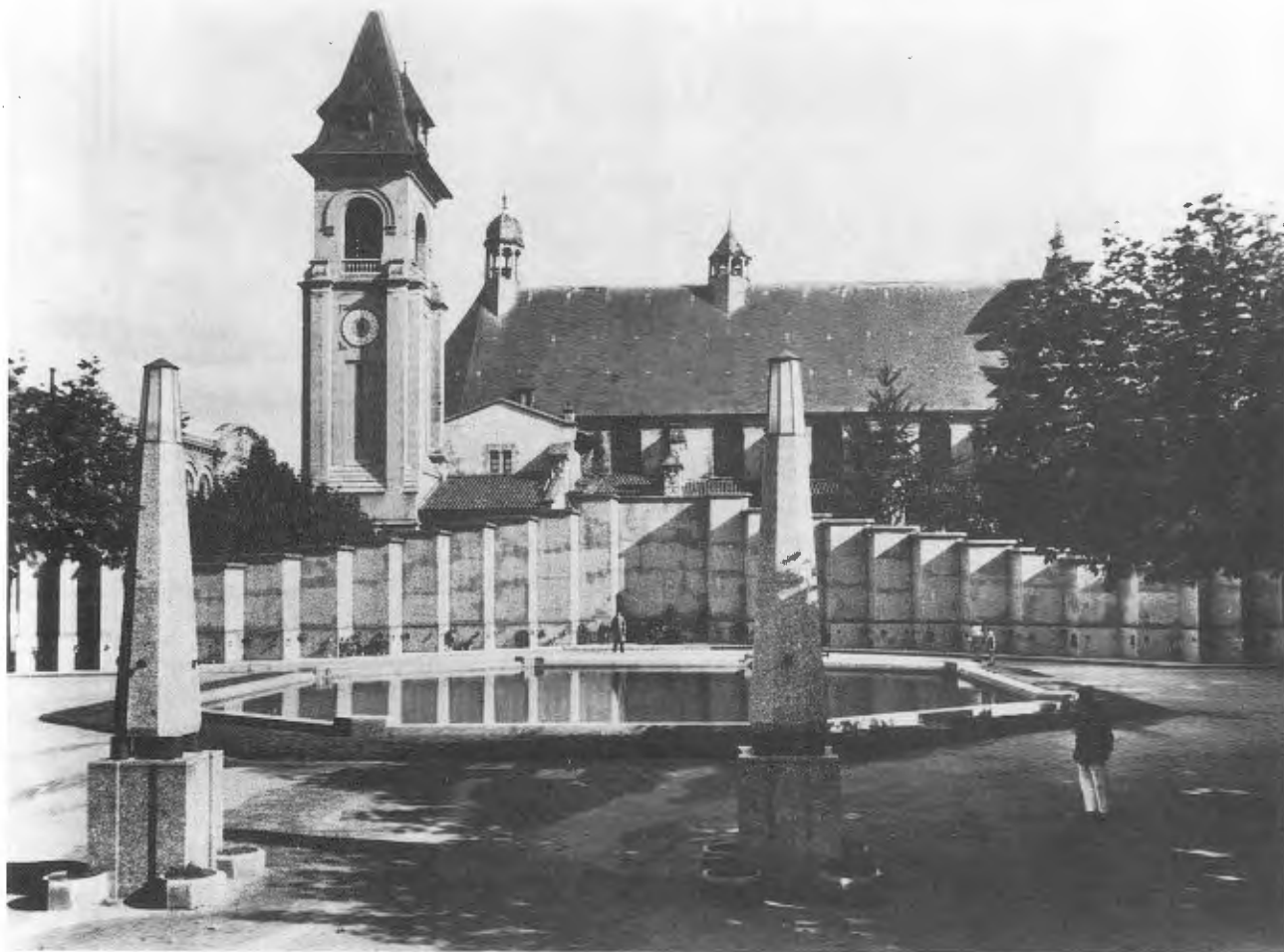


FIG. 6. — Le mémorial, place du XI-Novembre. (Photographie ancienne, Archiv. mun. Bx.)

La première conséquence du nouveau programme concerna Raoul Cogné. Dès le 4 juillet 1925, le maire lui écrivit pour l'informer de ses décisions et lui faire savoir que la ville renonçait à ses services. Le sculpteur, désolé, essaya de faire jouer en sa faveur ses appuis politiques²¹, fit valoir, par l'intermédiaire de son avocat, qu'il avait travaillé pendant deux ans sur un projet qu'il considérait comme *l'œuvre maîtresse et capitale de sa vie artistique*²². Il ne demandait pas moins de 200 000 francs de dommages et intérêts. Marquet ne voulut rien entendre et la ville fut obligée de l'indemniser.

Avec son habituelle conscience, Jacques d'Welles étudia la nouvelle solution. Le *mémorial* devait conserver les noms de tous les soldats morts pour la

21. Archiv. mun. Bx, 3025 M 1 : lettre du député Moutet à Marquet en faveur de Cogné (22 juillet 1925). Il fait valoir que le sculpteur a un talent reconnu et qu'il est *homme entièrement dans (leurs) idées*.

22. *Ibid.*

patrie. L'architecte décida donc qu'ils seraient gravés en lettres d'or sur des tables de granit poli. Après quelques tâtonnements, il choisit de les disposer verticalement, à la manière d'un paravent déplié au-dessus d'un socle ponctué par des clous de bronze permettant d'accrocher des couronnes. A l'arrière, il prévoyait une crypte à demi-enterrée et un treillage recouvert par des clématites²³. Au devant, des platanes, un bassin octogonal, des vases décoratifs contribuaient à créer un cadre propre au nécessaire recueillement.

Pour le maire, il était indispensable d'inaugurer le monument avant les élections municipales du 5 mars 1929 ; il souhaitait fixer la cérémonie au 11 novembre 1928. Mais des difficultés imprévues retardèrent les travaux. Le coût des plaques de granit fournies par la Société forézienne qui était, en outre, chargée de les graver, de les dorer et de les mettre en place, était si élevé qu'd'Welles songea, un temps, à les remplacer

23. *Ibid.*, XIV, C I 74 à 77.

par de la marmorite en glace, d'un poli inaltérable, de couleur rouge grenat qui, prétendait-il, présenterait un aspect moderne acceptable au même titre que le granit, avec un résultat original et d'une très grande unité²⁴. Marquet refusa cette solution mais renonça à la construction de la crypte. Autre changement : les vases décoratifs furent remplacés par des luminaires conçus comme des « lanternes des morts »²⁵. Cependant, le plus difficile fut l'établissement de la liste des noms et leur gravure. La tâche était difficile. On ne pouvait oublier personne et il fallait vérifier scrupuleusement l'orthographe de chaque patronyme. Le calcul des espaces entre les noms et leur répartition sur les plaques, leur gravure, leur dorure fut un travail considérable qui n'alla pas sans erreurs. A la suite de nombreuses réclamations, il fut nécessaire de dresser une liste supplémentaire et l'architecte dut élever, de part et d'autre du monument, deux massifs placés en léger retrait, pour rajouter les noms des héros oubliés (fig. 5 et 6).

Enfin, l'inauguration fut fixée au dimanche 24 mars. Elle eut lieu dans une ambiance de particulière ferveur patriotique exacerbée par les cérémonies grandioses qui, dans le même temps, se déroulaient à Paris, à l'occasion des obsèques nationales du maréchal Foch²⁶. La veille, le quotidien *La Petite Gironde* publia une édition spéciale. La première page tout entière était dédiée aux morts de Bordeaux. Un grand dessin de F.M. Roganeau servait de cadre à un poème de Paul Berthelot qui débutait par une allusion directe au parti architectural et décoratif adopté pour le monument et s'émouvait de lire :

*Des noms sur le granit sombre, des noms en foule,
Des noms étoilés d'or, plus pressés que la houle.*

Dans les discours officiels, Albert Marquet et Paul Boncour, représentant du gouvernement, prirent soin de citer le nom de Jacques d'Welles et de souligner la noble ordonnance du mémorial.

Ainsi, la construction du monument aux morts de la Grande Guerre a constitué plus qu'un acte convenu de reconnaissance patriotique. Le programme a donné lieu à un véritable affrontement idéologique et le vocabulaire : *mur glorieux* pour les uns, *mémorial* pour les autres, a parfaitement exprimé les divergences des deux grandes familles politiques. En arrivant à la mairie, Marquet a immédiatement imposé la solution qui répondait aux vœux de la gauche qui l'avait élu. Mais dans le même temps qu'il modifiait la signification de l'hommage, il a exigé un brutal et révélateur changement de style. Les projets concernant le *mur glorieux*, qui se situaient dans la continuité de la tradition éclectique de l'Ecole des beaux-arts, étaient parfaitement aptes à répondre au triomphalisme de la droite. Au contraire, le mémorial associait étroitement l'idéal de la gauche socialiste au modernisme qui, aux yeux de tous, s'exprimait par la simplicité et le dépouillement, par le refus de la sculpture et de l'ornement. Il était chargé de marquer le point de départ d'une nouvelle politique architecturale qui mettrait fin au goût passéiste des notables et ouvrirait la voie à une ère nouvelle et à l'art contemporain.

24. Archiv. mun. Bx, 3025 M 1 : lettre de J. d'Welles à Marquet (18 juillet 1927).

25. *Ibid.*, XIV Q 1 24 et 39.

26. Foch était mort le 22 mars 1929.

GROUPE JULES-DELPIT

DOCUMENTS CONCERNANT L'ANCIENNE ÉGLISE DE MÉRIGNAC

par Paul ROUDIÉ

Les fouilles menées par M. Sautreau et son équipe dans l'ancienne église Saint-Vincent de Mérignac et les travaux de restauration qu'y fait effectuer la municipalité m'ont incité à publier trois documents concernant cet édifice et les revenus qui lui étaient liés.

Le premier est un prix-fait passé le 15 janvier 1527 (n. st.) entre les héritiers de Messire Gilles Morleau et Guirault de Pomiers (orthographié ici Pomeys) maître maçon de Bordeaux¹. En voici la partie essentielle :

... « ledit maistre Guirault de Pomeys sera tenu faire et ediffier une chapelle en la glise paroissielle de Sainct Vincens de Meyrin hac en la maniere que sensuyt. Et premierement fera ledit maistre ladite chapelle devers le cousté que est a present la chapelle de Nostra Dame, laquelle dicte chapelle sera mise depuis l'arceau qui est vieulx a present en dehors de la longueur de setze piedz dedens euvre et d'autant de largeur que est la chapelle du grand haultier. Et sera ladite chapelle de la largeur que est a present ledit arceau aussi dedens œuvre. Item les fundemens de ladite chapelle serchera jusques a la bonne terre ensemble les pilliers qui seront par dehors, lesqueulx pilliers auront de fundement de six piedz de salhie et de largeur de cins piedz et les fundemens de ladite chapelle seront de trois piedz de largeur ou plus, si le cas le requiert. Et sera fondé de bonne pierre de ribot, bonne chaux et bon sable ainsi que l'ouvrage le requiert. Plus fauldra eslever ladite chapelle quant sera hors de terre et remectre les murailles de deux piedz d'espoix, et les pilliers les remectre de trois piedz de large et de quatre de saillie. Item plus fera deux formes en façon de vitraux, l'une sera a droict du grant aultier et l'autre du cousté de l'aultier. Item plus fera une voulte dedans ladite chapelle, laquelle voulte aura de largeur dix piedz et de longueur douze piedz et servira a mectre du vin, ensemble les degretz pour descendre a ladite voulte, laquelle dite voulte sera derriere le grant aultier. Plus fauldra bouter ladite chapelle a croysée d'ogive, et sera voulté a une clef et montera ladite voulte aussi hault que la veilhe église. Item plus ledit maistre sera tenu fornyr pierre de taille bonne, marchande, chaux et ribot assez propres costz et deppens, mes la paroisse sera tenu luy bailler tous les charroys nécessaires audit ouvrage. Item a esté dict que toute la pierre qui se trouvera dedans les fundemens et alongemens de ladite chapelle sera dudit maistre Girault pour ayder à faire ledit ouvrage sans la transporter ny mectre hors ladite chappelle. Item les paroissiens de ladite paroisse seront tenuz charoier le ribot, pierre de thaille et la chaux et sable nécessaire audit ouvrage... »

Le prix fixé était de 50 francs bordelais en argent mais Pomiers devait également recevoir quittance d'une somme de 300 francs qu'il devait pour avoir acquis un « bourdieu » de feu Morleau.

Le texte appelle quelques explications et commentaires.

Peut-on identifier la « chapelle » qui fait l'objet du contrat ? Un examen attentif des lieux effectué en compagnie de M. Sautreau nous a permis de conclure qu'il ne pouvait s'agir que de la construction qui a remplacé à gauche du chœur une absidiole romane. Les mesures correspondent et il y a deux baies en tiers-point qui sont les « deux formes en façon de vitraux » mentionnées. La « voulte... a mettre vin », c'est-à-dire une cave, existe bien et la voûte est bien « a croysée d'ogive... a une clef ». Le style de cette construction est encore nettement gothique mais en 1527, et même beaucoup plus tard, à Bordeaux, comme d'ailleurs dans le reste de la France, ce style fleurissait malgré l'apparition d'éléments décoratifs italo-antiques. Rappelons que toute la partie occidentale de l'église Saint-Michel fut édifiée de 1535 à 1555 environ selon les normes traditionnelles, tandis qu'un marchand faisait vers 1525 orner une chapelle du même édifice dans un style tout à fait caractéristique de la première Renaissance française.

Je n'ai aucun renseignement sur Messire Gilles Morleau qui avait sans aucun doute laissé en mourant une somme suffisante pour faire face à la construction de la « chapelle » en question. Était-ce un prêtre de Mérignac, un notable ? Il faudrait pour en savoir davantage retrouver son testament. Il ne semble pas qu'il ait élu sa sépulture dans la chapelle puisque la cave voûtée prévue était seulement destinée à du vin.

Je suis en revanche très bien renseigné sur l'architecte Guirault de Pomiers, l'un des plus importants de Bordeaux à l'époque. Je ne peux dans le cadre de cette note que résumer très brièvement sa carrière. Né dans

1. Arch. dép. Gironde, 3 E 2500.

la région de La Souterraine (Creuse), il apparaît dans des documents bordelais à partir de 1514 comme maçon, puis maître maçon, puis « maître révisiteur et expert es-œuvres du fait de maçonnerie de la ville du Bourdeaux » puis maître des œuvres et réparations pour le roi en Guyenne, fonction officielle qui ne l'empêchait pas de travailler pour des particuliers ou des fabriques d'églises. Nous savons en effet que s'il participa à de nombreuses expertises, travailla aux fortifications de Bordeaux, Dax et Bayonne, il construisit ou agrandit et modifia des maisons et des chais pour des bourgeois de Bordeaux. Il contribua peut-être à réparer l'archevêché, la collégiale de Saint-Emilion et Auguste Brutails² pensait qu'il avait élevé la chapelle de l'église Sainte-Eulalie dans un mur de laquelle est incrustée son épitaphe datée de 1525. Cela a fait croire qu'il était mort à cette époque³. En réalité, il ne disparut qu'à la fin de 1545 ou dans les premiers mois de 1546 et c'est lui sans aucun doute qui rédigea ou fit rédiger ce texte où il fait mention avec une évidente satisfaction de ses fonctions :

... « Maître des euvres du Roy
Estait en Guyenne et
De cestre ville souverayne... »

Il est sûr également qu'il sculpta ou fit sculpter sous sa direction le cadre de l'épitaphe dont l'intérêt est qu'il est assez maladroitement mais indubitablement à l'antique^{3 bis}, ce qui prouve qu'à ce moment, non seulement, comme je l'ai dit plus haut, coexistaient le style gothique tardif et le style importé d'Italie, mais qu'un même artiste pouvait pratiquer l'un et l'autre.

Pomiers était riche. Je n'énumérerai pas les maisons qu'il possédait dans la ville, les prêts qu'il consentit, mais il n'est pas sans intérêt de signaler aujourd'hui que j'ai trouvé trace entre 1517 et 1544 de quatorze actes d'achat ou d'échange de pièces de terre, de vigne, de bois, d'aubarède sises à Mérignac et je ne connais sûrement pas tout. C'était donc un propriétaire foncier important de la paroisse et qui s'occupait activement de la gestion de ses biens comme en témoignent des ventes ou mises en fermage de bétail. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que l'on soit

adressé à lui pour agrandir l'église d'une paroisse qui était un peu la sienne, d'autant que c'était un moyen de récupérer une somme importante qu'il devait.

Le second document, à peu près contemporain du premier, est moins important mais mérite cependant d'être signalé, ne serait-ce que pour prouver qu'à la fin du premier tiers du XVI^e siècle, on fit des frais considérables pour transformer et équiper la vieille église paroissiale. Le 3 juillet 1526, les « ouvriers », c'est-à-dire les fabriciens de Saint-Vincent de Mérignac, reconnurent devant notaire qu'ils devaient à Mathurin Grasmorcel^{3 ter}, fondeur de Bordeaux, 44 francs et 40 ardis reste du prix de la façon et des fournitures d'une cloche qu'il avait faite pour eux. Est annexée à cet acte la garantie d'un an que donne Grasmorcel tant en son nom qu'en celui de Peyronet de Haulterue, qui sans doute avait été associé au travail pour prendre ainsi sa part de responsabilité⁴.

Comme cet acte n'est pas un prix-fait, il ne nous fournit pas de détails précis sur la cloche et les conditions de la fonte. C'est dommage car il aurait été intéressant de savoir si l'on peut ou non mettre en rapport ce document avec la découverte faite par M. Sautreau d'un moule de cloche creusé dans le sol de la nef de l'église.

Le dernier document n'a pas trait à l'église elle-même en tant que bâtiment. C'est un acte du 19 mars 1527 (n. st.), par lequel Jean de la Ronmagne, prieur de Comprian, dont Saint-Vincent était une annexe⁵, afferme tous les « fruits décimaux », qui étaient attachés à cette église à Simon Guenet, maître orfèvre et garde de la monnaie de Bordeaux, pour quatre ans, moyennant un tonneau de vin, un tonneau de pinpin et 600 francs par an⁶. Voici donc un autre maître artisan de la grande ville proche, certainement riche lui aussi, dont le nom est lié à Mérignac et à son église. Le montant élevé de l'affermage donne une idée de l'importance des redevances en nature, « blés gros et menus, vins et autres fruits », qui étaient dues à l'église Saint-Vincent, mais une fois prélevées les parts du prieur et du fermier qu'en revenait-il au desservant et à l'entretien du bâtiment ?

AUGUSTIN DE BORDEAUX ARTISTE ET AVENTURIER DU XVII^e SIÈCLE. LÉGENDES ET RÉALITÉS

par Sylvie BASTEAU

Si l'on en croyait certains ouvrages sérieux de la fin du XIX^e siècle ou du début du XX^e siècle, comme ceux par exemple d'Elisée Reclus, *La Grande Encyclopédie*, le *Dictionnaire de biographie française*, le personnage connu sous le nom d'Austin ou Augustin de Bordeaux aurait été en Inde, au XVII^e siècle, un artiste de tout premier plan.

En effet, on lui a attribué la paternité du Tadj Mahal, mausolée construit de 1632 à 1654 à Agra par le roi moghol Shah Jahan pour son épouse, et considéré comme l'un des plus beaux monuments du monde. Ce n'est pas là la seule des réalisations qu'il aurait eu à son actif. Il aurait été aussi, selon les uns mosaïste ou selon d'autres sources orfèvre joaillier. Ces trois théories se sont côtoyées des années et, de nos jours encore, elles sont toutes trois d'actualité.

Mais à un même personnage il était bien difficile d'octroyer toutes ces fonctions et c'est grâce à des travaux publiés en Inde qu'Augustin a retrouvé enfin son vrai visage. Il gardera, cependant, toujours une partie de sa légende.

Revenons donc, dans un premier temps, à ces trois hypothèses qui firent de notre personnage un homme de grande importance.

En effet, comme nous l'avons signalé, Austin fut désigné architecte du Tadj Mahal et ceci, selon nos recherches, dès 1844. C'est un lieutenant anglais, le lieutenant colonel Sleeman, qui, le premier, développa cette théorie¹. Selon lui, le Tadj Mahal, les palais d'Agra de Delhi furent dessinés par Austin de Bordeaux, « un Français de grand talent et mérite ». Il n'est cependant pas absolument affirmatif comme le prouve cette petite phrase : « I think I am right but feel that I may be wrong »². Et d'un doute va découler une longue histoire à laquelle on va donner crédit.

1. *Rambles and recollections of an indian officer*, Londres, 1844, volume II, p. 34 et 275.

2. « Je pense avoir raison mais j'ai peut-être tort ».

Ainsi dans de nombreux textes, articles, dictionnaires généraux, dictionnaires de biographie, on trouvera mention de ce fait. Certains auteurs donnèrent même des éléments très précis. Austin aurait travaillé vingt-deux ans au Tadj Mahal et gagné pendant ce temps-là 6 600 000 fr.³.

En fait, nous savons maintenant qu'Austin de Bordeaux mourut en 1632, l'année du commencement des travaux du Tadj Mahal, et cette date seule nous permettrait d'affirmer qu'Austin n'eut aucune part dans la construction de ce monument.

Pour plus de sûreté, nous nous sommes référées aux documents de l'époque, aux écrits des Européens qui ont voyagé en Inde en ce début du XVII^e siècle. Nous ne pourrions citer chacun de ces témoignages mais « leurs paroles » nous dit A. Chagtai « ne laissent pas subsister le moindre doute que jamais dessinateur ou architecte européen ne prit part à sa construction »⁴.

En effet, que ce soit Tavernier, Bernier ou Thévenot, aucun de ces trois voyageurs, compatriotes d'Augustin, n'évoque dans son texte une quelconque intervention du Bordelais.

Une seule phrase de Thévenot pourrait illustrer cela : « ce superbe édifice, nous dit-il, suffit pour montrer que les Indiens ne sont pas ignorants de l'architecture et, bien que le style puisse en paraître curieux aux Européens, il est de bonne condition »⁵.

Il faut aussi considérer les études faites par les Indiens qui rejettent totalement ce fait qu'un Européen ait travaillé au Tadj Mahal. R. Nath résume bien leurs pensées ainsi : « his fantastic hypothesis is not

2. *Les vieilles églises de la Gironde*, Bordeaux, 1912, p. 18, n° 1.

3. A. CLUZAN, « L'épitaphe de Guirault de Pomiers à Sainte-Eulalie », dans *Rev. hist. de Bordeaux*, 1917, p. 170-171.

3 bis. On peut en voir la reproduction dans J.A. BRUTAILS, *Album d'objets d'art existant dans les églises de la Gironde*, Bordeaux, 1907, pl. 68.

3 ter. Il s'agit de Mathurin Grasmorcel ou Grasmorceau que nous connaissons par un nombre assez considérable d'autres documents.

4. Arch. dép. Gironde, 3 E 2494, f. 164.

5. Saint-Vincent ne fut détaché de Comprian et érigé en vicairie perpétuelle qu'en 1678 (Dom BIRON, *Précis de l'histoire religieuse des anciens diocèses de Bordeaux et Bazas*, Bordeaux, 1925, p. 57).

6. Arch. dép. Gironde, 3 E 6654.

corroborated by any other source, persian or european, and seems to be too imaginative to be credible»⁶. A. Chagtai, Kanwar Lal et D. Carroll rejoignent eux aussi Nath sur ce point.

Enfin, nous avons la chance de posséder quatre lettres d'Augustin de Bordeaux qui sont actuellement à la Bibliothèque Nationale de Paris⁷. Il ne spécifie à aucun moment sa participation à l'élaboration du Tadj Mahal. Compte tenu de l'abondance des renseignements qu'il donne tout au long de ses écrits sur ses réalisations en Inde, il semble qu'il aurait évoqué un tant soit peu ce rôle. Il n'en est rien et ceci suffit à rejeter définitivement cette hypothèse.

Notons aussi qu'Austin n'a pas été le seul à être considéré comme architecte de ce mausolée. Geronimo Veroneo, un Italien venu en Inde, l'a été lui aussi. On pense également à Ustad Isa, architecte persan ou Ustad Ahmad. Nul, en fait, ne connaît l'auteur du Tadj Mahal. Certains pensent au roi lui-même. Austin n'est qu'un nom parmi d'autres.

R. Nath a voulu poursuivre son analyse tout en concluant sur une hypothèse que nous ne pouvons passer sous silence. Non scientifique, elle est cependant pleine de bon sens. Nous pouvons résumer sa pensée en quelques mots. Selon lui, de nombreux Européens considéraient en ce début du XIX^e siècle les Indiens comme des demi-sauvages. Ne pouvant croire qu'ils puissent être si avancés d'un point de vue artistique, ils attribuèrent la réalisation d'œuvres indiennes à leurs compatriotes⁸.

Selon d'autres sources, Augustin aurait été mosaïste. C'est un auteur espagnol du nom de Manrique qui développa cette idée au XVII^e siècle. Ainsi, Augustin aurait introduit la *pietra dura* florentine en Inde, il aurait précisément travaillé au Diwan du Fort Rouge, l'un des grands monuments de Delhi. De plus, il aurait dirigé l'ornementation des mosaïques du Tadj Mahal⁹. Sleeman, soulignons-le, a développé également cette théorie qui pouvait être considérée comme séduisante puisque remontant à l'époque même de notre personnage. Elle s'est propagée au cours des années et trouva avec E. Reclus, au XIX^e siècle, une nouvelle ampleur. En effet, selon l'auteur, Augustin

de Bordeaux aurait créé une école de mosaïstes en Inde¹⁰.

Mais l'œuvre la plus importante et la plus largement décrite est celle du Diwan-i-am ou salle d'audience. C'est elle qui va nous permettre d'analyser cet hypothétique travail d'Augustin.

Celui-ci aurait exécuté les panneaux représentant des fleurs, des fruits et des oiseaux sous une forme naturaliste. Il aurait introduit son propre portrait sous l'image d'Orphée jouant de la lyre, ayant, couchés à ses pieds, un lion, un léopard et un lièvre. « Ces éléments décoratifs uniques en Inde, nous dit J. Marshall, semblent avoir été réalisés non par des Indiens, mais par des Européens »¹¹.

En effet, cette exécution n'a rien de comparable avec les œuvres que l'on rencontre en Inde. L'analyse détaillée de cette œuvre par J. Marshall, Menegotti, mosaïste italien, R. Nath, montre que ces panneaux viennent d'Italie. Ils auraient été exécutés et importés de ce pays. La preuve la plus tangible est que, pour la restauration de ces panneaux, mutilés en 1857, il sera très probablement nécessaire, nous confirment J. Marshall et R. Nath, de la faire exécuter à Florence ou de faire venir des artistes d'Italie pour exécuter ce travail en Inde.

Augustin n'a pu concevoir ce travail et l'argument le plus probant reste celui que nous donne Chagtai : Augustin mourut en 1632 et c'est seulement six ans après sa mort que le Fort de Delhi fut construit, soit en 1638.

Les autres hypothèses selon lesquelles il introduisit la *pietra dura* florentine en Inde, qu'il travailla à la décoration du Tadj Mahal ou qu'il dirigea une école de mosaïstes, ne sont retenues par aucun auteur indien. Ce travail typique et particulier de la mosaïque a été apporté par les musulmans et n'aurait pu être, selon toute vraisemblance, enseigné par un Français. Les mosaïques du Tadj Mahal sont, elles, selon les experts, purement orientales et ceux-ci ne peuvent y voir la marque d'Augustin de Bordeaux. De plus, Augustin n'évoque jamais dans ces lettres ce travail de mosaïque.

Enfin Manrique, qui avait développé cette thèse et auquel tous se sont référés, avait déjà échafaudé, tout comme Sleeman, de fausses théories. Il avait notamment attribué le Tadj Mahal à Geronimo Veroneo. Après de longues recherches, ceci a été nié par de nombreuses autorités, J. Marshall, Havell. Ils se réfèrent, entre autres, aux écrits indigènes qui contredisent les propos de Manrique. Rien ne conforte les dires de celui-ci, rien ne peut soutenir cette thèse qui, pour nous, n'a plus aucune crédibilité.

Quant au fait qu'Austin était orfèvre joaillier, les certitudes sont plus grandes et nous quittons le domaine

de la légende pour entrer dans celui de la réalité avec tout d'abord l'approche de ce que put être la vie d'Augustin de Bordeaux. Pour cette étude, nous avons essentiellement comme documents et références, quatre lettres d'Augustin.

La première a été écrite le 20 juillet 1620 de Lahore à M. Castaniac, « marchand jeolier à la plaso du pales à Bourdeaux »¹². La deuxième et la troisième datent respectivement du 26 et 27 avril 1625. Elles sont destinées au baron du Tour, diplomate français. Toutes deux ont été écrites de Lahore. La quatrième et la dernière a été rédigée à Chaoul, le 9 mars 1632 pour M. de Bernon.

Ces lettres nous donnent quelques dates précieuses. Elles nous ont permis d'établir une chronologie, de connaître un peu la vie aventureuse d'Augustin. Elles nous ont aussi permis de connaître son style, son orthographe, qui sont pleins de gasconismes. Elles nous ont enfin révélé son nom, il signe ainsi : « Augustin Hiriart, naturel de Bourdeaux ». Son nom est d'origine basque et M. le professeur Roudié a pu retrouver trace d'une famille Hériard dont l'un des membres, Jean Hériard, fut mis en apprentissage chez un orfèvre¹³.

Nous ne connaissons pas sa date de naissance, ni ce que furent son enfance et sa formation. Nous savons seulement qu'en 1603 Augustin est en Angleterre. Il côtoie, nous dit-il, des personnages importants et fréquente la haute société londonienne.

De ce pays, dans ce milieu, va naître chez lui ce curieux désir de partir à l'étranger mais voici, sans autre commentaire, les raisons qu'il avance : « mais croissant d'âge l'ay creu d'ambition, et pour me rendre admirable au vulgaire estoit nécessaire faire quelque service remarquable à mon Roy et seigneur. Or l'année deuant le decez d'Henry le Grand ie me resolus d'aller uoyager par les Royaumes Orientaux »¹⁴.

Ainsi, en 1609, l'année où le roi Henri IV veut fonder une compagnie aux Indes orientales, Augustin décide de quitter l'Europe et de réaliser quelque chose hors du commun.

Cependant, ces raisons, à priori fort nobles, prennent une toute autre teinte quand on compulse les différents témoignages et écrits. Ceux-ci donnent un éclairage nouveau à ce départ et au personnage lui-même. Nous ne pouvons ignorer ces propos tenus à ce sujet par les Indiens et entre autres ceux de D. Carroll. Selon lui, « Augustin come to the east under dubious circumstances. It's said that the passed bogus gems in France »¹⁵.

12. D'après les recherches de M. le professeur Roudié, un Castaniac, orfèvre, a bien existé à cette époque à Bordeaux.

13. Archives départementales de la Gironde, série 3 E 848 (fol. 1661 r^o).

14. Deuxième lettre d'Augustin de Bordeaux, 26 avril 1625, Cinq cents Colbert, Bibliothèque Nationale de Paris, volume 483, p. 436.

15. David CARROLL, *The Tadj Mahal*, Italy, 1972, p. 58. « Des circonstances douteuses ont conduit Augustin vers l'Est : on dit qu'il passa de fausses pierres en France. »

Ces propos sont confirmés par F. Bernier, voyageur français. « Augustin, nous dit-il, après avoir trompé plusieurs princes d'Europe par ces doublets qu'il savait faire à merveille, se réfugia dans cette cour où il fit fortune »¹⁶.

Augustin n'a jamais nié son art en la contrefaçon. Il l'utilisera d'ailleurs abondamment à la cour mogole, mais il n'a, à aucun moment, parlé d'un départ précipité. Cependant, les témoignages sont là et les recherches de R. Nath peuvent, elles aussi, nous laisser des doutes sur la loyauté d'Augustin de Bordeaux.

L'histoire commence en 1612 à Lahore. Augustin vient de traverser l'Égypte, l'Arabie, la Mésopotamie, la Perse et arrive enfin en Inde avec John Midnall, ambassadeur selon ses dires, en fait simple imposteur. Celui-ci décède en 1614 et lègue à Augustin tous ses biens contre promesse d'éduquer son fils et d'épouser sa fille. Cet héritage ne va pas sans soulever de nombreux problèmes au niveau de la compagnie anglaise dont les marchands semblent avoir été trompés par J. Midnall. Espérant compenser en partie leurs pertes avec l'héritage, ils dressent une pétition contre Austin. A partir de ce moment-là, notre personnage acquiert une bien triste réputation.

R. Nath a trouvé des lettres écrites en 1614 et envoyées à « the east indian company » dans lesquelles il est spécifié qu'Augustin détourna les biens de J. Midnall. On le soupçonne de vol, d'avoir brûlé, après la mort de J. Midnall, ses papiers et ses livres, d'avoir réalisé de faux bijoux¹⁷. Tous ces faits confirment les paroles de F. Bernier et l'on peut supposer qu'il quitta Bordeaux à la suite d'escroqueries et qu'il trouva finalement refuge et fortune en Inde.

Arrivé donc en 1612, il entre à la cour de Jahangir, « protecteur des arts » et l'un des plus grands empereurs moghols. Cette année-là, il perd ses compagnons de voyage « emportés par un climat trop chaud ». Seul, il commence une nouvelle carrière et devient, toujours cette même année, capitaine d'un escadron de deux cents chevaux. Mais il est aussi ingénieur. Il invente des machines de guerre. Il crée un chariot d'où les archers pouvaient à l'abri décocher leurs flèches. Il trouve un système qui, entre les mains du cornac, ou d'un enfant, matait les éléphants les plus indociles. Le roi lui demanda de réaliser « des artifices de guerre » pour combattre les Portugais. Il l'enverra en mission à Goa. Homme de confiance, Augustin va mener les négociations entre les Anglais et les Portugais.

Ainsi Augustin Hiriart occupe des fonctions diverses et il a, à la cour mogole, toutes les faveurs. Jahangir lui donne deux éléphants, deux chevaux, une maison, l'effigie royale. Il deviendra « Augustin Houaremand », autrement dit, « Augustin inventeur des arts ».

16. F. BERNIER, *Voyage dans les états du grand Mogol*, Paris, 1671.

17. R. NATH, *op. cit.*, p. 115. Documents recueillis par R. NATH, *Letters received by East India Company*, London, 1897, volume II, p. 98, p. 103-106 et p. 141-142.

6. R. NATH, *Some aspects of Mughal architecture*, New Delhi, 1976, p. 112. Livre fondamental pour notre recherche, tout comme celui de Chagtai. « Cette fantastique hypothèse n'est corroborée par aucune autre source persane ou européenne et semble trop imaginaire pour être crédible. »

7. Trois de ces lettres se trouvent dans les Cinq cents Colbert, volume 483, p. 436-439, Bibliothèque Nationale de Paris. Elles ont été publiées par Charles de la Roncière dans un article intitulé « Un artiste français à la cour du grand Moghol », *Revue hebdomadaire*, Paris, mars 1905, p. 181-197. La quatrième lettre fut publiée dans le *Panjab historical society journal*, elle est actuellement à la bibliothèque municipale de Carpentras, dans le Vaucluse. Nous les reproduisons en annexe (cl. p. 112).

8. R. NATH, *op. cit.*, p. 113.

9. MANRIQUE, moine espagnol de l'ordre des Augustins. Se rendit à Agra en 1641. Écrivit un ouvrage : *Voyage du frère Manrique*, Londres, 1927.

10. E. RECLUS, *Nouvelle Géographie Universelle*, 1883, tome VIII, p. 348.

11. A. CHAGTAI, *op. cit.*, p. 92.

Il épousera une hindu et convertira, nous dit-il, sa femme et sa belle-sœur au christianisme. Augustin a été particulièrement choqué par les coutumes indiennes qui obligent la femme à se jeter vivante sur le bûcher de son mari. De ce mariage, Augustin aura deux enfants. En 1620, son fils a deux ans et reçoit de Jahanguir le titre de « serviteur du Christ ». Le deuxième n'a pas été baptisé, Augustin souhaitait le présenter « au Roy Louy mon seigneur légitime ».

Augustin aura toujours ces désirs grandioses. Notons d'ailleurs, en anecdote, que des deux éléments qu'il avait reçus, Augustin en expédie un en France, conduit par l'Anglais Robert Charly, ambassadeur du Shah de Perse en Espagne. Malheureusement, le pachyderme mourut en route, neuf mois après son départ. Augustin ne se découragea pas et choisit d'envoyer en France un tigre, deux onces pour la chasse du cerf et deux siagons pour courir le lièvre, animaux inconnus en France et en Europe¹⁸. Quand ils furent arrivés en Espagne, la prise d'Ormuz par le roi de Perse créa quelques troubles. Le mandataire du joaillier fut jeté en prison et les animaux moururent faute de soins. Mais Hiriart est obstiné. Il décide d'offrir un rhinocéros, animal peut-être plus robuste. Mais en route, celui-ci devint furieux. Pour le dompter, on lui fit un trou au mufle dont il mourut.

La conclusion d'Augustin par rapport à ses trois échecs successifs est à l'image de notre personnage : « un bon soldat, quoy qu'il soit trois fois repoussé de la bresche, il ne doit perdre courage. Ainsy aussy tart que ie respireray uie en ce monde, ie ne desisteray de poursuiure mon dessein, qui est d'apporter au roy quelques elefants ».

Dans ces lettres, Augustin montre aussi sa fascination par rapport à l'Inde. Il relate les chasses du roi avec souvent quelques exagérations, parle des coutumes et des principaux événements historiques. Ce dernier point peut nous interroger à nouveau sur son rôle. N'était-il pas, au-delà de toutes ses activités, agent de renseignement ? La question peut se poser.

Son rôle est pour le moins obscur. La fin de son histoire est tout aussi étrange. En effet, en 1632, il obtient enfin le droit de regagner l'Europe avec sa femme, son enfant (le second est décédé) et quelques biens, dont un éléphant, plusieurs autres animaux et des diamants. Mais avant de partir, il est envoyé à Goa. De cette mission, il ne reviendra pas. Augustin est empoisonné à son retour, son habileté étant redoutée, précise Tavernier.

Ainsi meurt, en 1632, Augustin de Bordeaux, personnage « gênant », jaloux selon Sleeman par les Portugais. Il fut, en toute vraisemblance, incinéré et enterré dans un cimetière chrétien. Le père Hosten fait allusion à une tombe qui se trouverait à Agra, sur laquelle il y aurait cette inscription : « Iane de Hiriart

filia de Augustin... gigne (ro) ». Nous n'en saurons pas plus¹⁹.

A travers ces quelques épisodes de la vie d'Augustin, nous avons aperçu ses nombreuses activités, mais Augustin était avant tout orfèvre joaillier. Ses lettres le prouvent et son rôle artistique à la cour mogole est de tout premier ordre puisqu'il a réalisé des trônes pour les empereurs.

Le premier de ces trônes a été conçu pour Jahanguir. « Je lui fis un trono real ou ie y a antre plusieurs millions d'or et d'argent et plusieurs autres inventions, comme de talier un diamant de 100 guilats en 10 jours... »²⁰. A cette époque, la cour mogole vit au milieu des splendeurs orientales et les fastes que connaît celle-ci sont sans limite. On incruste de pierres précieuses les meubles, les vêtements, les turbans et les rideaux. Pour la réalisation de ce trône, Jahanguir a fait appel au Bordelais mais peu d'éléments étant fournis sur la forme générale, nous ne pourrions donner plus de précisions.

Augustin, quelques années plus tard, vers 1625, va concevoir un nouveau trône pour Jahanguir, dont il parle plus longuement dans sa troisième lettre du 27 avril 1625. Sa forme est simple. Sur quatre lions d'argent reposait ce trône monumental. Au-dessus douze colonnes supportaient un dôme. Cette voûte était constellée de pierres artificielles, dont Augustin avait le secret. Il contrefait toujours les pierreries et souligne avec fierté sa rapidité par rapport aux diamantaires de Goa. Enfin quatre degrés permettaient d'accéder au trône sur lesquels Augustin avait placé quatre suisses.

Jahanguir corrobore dans ses mémoires le fait qu'il ait construit ce trône. Le roi ajoute, d'après la traduction de Chagtai : « Il a été terminé avec grande assiduité dans l'espace de trois ans et il coûte 4 500 000 roupies. Ce trône a été fait par un habile Européen du nom de Hunarmand qui n'a pas son rival dans l'art de la joaillerie »²¹.

Ce trône a frappé aussi de nombreux voyageurs. Tavernier a été ébloui par la magnificence et décrit avec précision la richesse des pierres. « Tout est revêtu, nous dit-il, d'or émaillé et enrichi de quantité de diamants, de rubis et d'émeraudes »²².

Enfin, Augustin de Bordeaux dans sa lettre de 1632 évoque un troisième trône, commandé celui-ci par le shah Jahan, successeur de Jahanguir. Il en donna au moins les plans à Agra où il travailla pendant deux ans. Les recherches de Gentil, colonel d'infanterie,

19. Le père Hosten, père jésuite, a écrit un article en 1919 : « The peacock throne », *Catholic herald of India*, 24 septembre, Bibliothèque des pères jésuites (Old Delhi).

20. Première lettre, 20 juillet 1620, Cinq cents Colbert, *op. cit.*, p. 439.

21. *Jahanguir's tuzuk*, vol. II, p. 80, 82-83. A. CHAGTAL, *op. cit.*, p. 85.

22. *Les six voyages de Jean-Baptiste Tavernier*, seconde partie, Paris, 1677, p. 241-242.

qui à la fin du XVIII^e siècle se trouvait en Inde, nous ont permis d'avoir plus de précision sur ce trône²³. Il a été commencé en 1628, un an après l'avènement de shah Jahan, et terminé sous la direction de Babadell-Ran en 1634, après la mort d'Augustin. Ce trône, très connu et appelé « Trône aux paons », se trouvait dans le Fort de Delhi et plus exactement dans l'omkas ou salle d'audience publique hypostyle à quarante colonnes de marbre.

Ne pouvant, pour des raisons qui seront indiquées plus loin, publier une reproduction de l'œuvre, nous préférons transcrire dans l'intégralité le texte de Gentil qui décrit mieux que tout autre commentaire ce qu'a été ce trône. « Ce trône fut placé dans le palais, sur une élévation carrée de marbre blanc, incrustée de fleurs d'or et couvert d'une espèce de tente de velours cramoi à fleurs de plaques d'or, soutenu par quatre colonnes d'argent massif. Ce trône placé au milieu de figure octogone, et avait trois gazes de long sur deux et demie de large. Il avait cinq gazes de hauteur. Le petit escalier pour y monter était d'or massif. Il avait quatre marches. Il était garni de diamants, de rubis et d'émeraudes. Les huit colonnes qui en formaient l'octogone étaient garnies de rubis et d'émeraudes. Elles étaient d'or massif et pouvaient avoir environ trois gazes du piedestal au chapiteau. Le ciel du trône était aussi d'or massif, couvert de toutes sortes de pierreries, ramassées pour la grande partie depuis Babour chach jusqu'à Djihanguir, et qui avaient servi à la parure de ces princes. Immédiatement au-dessous et attendant au ciel du trône en dedans, étaient deux parasols d'or massif, garnis de toutes sortes de pierres précieuses, avec des franges de perles tout autour. Au-dessus du ciel, en dehors, étaient deux paons d'or massif, les queues en éventail. Leurs becs étaient d'émeraudes garnis en dedans de petits rubis ; leurs têtes étaient de rubis et le reste du corps ainsi que les queues, d'émeraudes, de rubis, de diamants et de perles, imitant parfaitement les couleurs de cet oiseau. Ils tournaient de tous côtés comme des parasols auxquels ils étaient attachés par le moyen d'un cordon de fil d'or, au bout duquel était un gros rubis servant de poignée, sur lequel avait fait graver leurs noms, Tamerlan, Chah-Azok, Alahguebegue et Chah-Abbas, de qui Chah-Djihan, qui y fit mettre son nom, en avait hérité. Tout autour du trône, régnait une frange de perles remarquables par leur grosseur. Sur le cintre des colonnes étaient gravés huit vers persans à la louange de ce trône, dont la signification était : que ce trône avait été fait par la main de Dieu, avec la même matière dont il fit le soleil et avec le même émail dont il fit le firmament, que c'était pour ce trône que Dieu avait formé les pierreries, que son éclat surpassait la lumière du mont Sinaï, que, dès que le Chah Djihan y mit le pied, il devint un second ciel, que lorsqu'un grand se prosternait devant l'esca-

lier de ce trône il surpassait en grandeur tout ce qu'il y avait de grand dans le firmament. On lisait aussi : trône du plus juste roi des rois, trône de bénédiction. »

Après cette description assez précise, il ne nous restait plus qu'à connaître les éléments réalisés par Augustin Hiriart de 1628 à 1632, outre les plans. C'est le voyageur français F. Bernier qui nous a permis d'apprendre ceci : « Ce que j'y trouve de mieux pensé sont deux paons, couverts de pierreries et de perles qui sont de l'artifice d'un Français nommé Augustin et qui était un merveilleux ouvrier »²⁴. Augustin a, au moins, réalisé ces oiseaux connus et appréciés puisqu'ils ont donné leur nom au trône.

Un dernier point doit être développé, celui du destin de ces trônes. Les deux premiers ont, selon toute vraisemblance, disparu. Quant au troisième, fort célèbre, Gentil nous donne encore quelques renseignements. Ce trône fut enlevé en 1739 par le Persan Nadir Chah. Celui-ci revint en Perse et se sépara de l'un des deux paons. Il l'envoya au seigneur de Constantinople. Mais, spécifie Gentil, l'ambassadeur persan apprit la mort de son souverain en arrivant à Bagdad, où le paon est resté. Hamad, pacha de Bagdad, écrivit au sultan Mohamed : « l'ambassadeur de Nadir Chah est arrivé ici avec des présents, j'attends vos ordres. » Le grand seigneur fit cette réponse : « Je suis trop satisfait d'apprendre la mort de ce voleur, je ne veux point partager les richesses qu'il a enlevées à Mohamed Chah. Gardez les présents dans le château jusqu'à nouvel ordre. » Ce prince écrivit en même temps à l'empereur mogol qu'il lui renverrait, s'il le souhaitait, ce paon qui avait autrefois décoré son trône. Le Mogol répondit fièrement que pour s'en servir une seconde fois et s'asseoir de nouveau sur le trône que lui avait enlevé Nadir Chah, il faudrait qu'il allât lui-même le chercher à Bagdad²⁵.

Ce qu'il advint par la suite de ce paon, nous ne le saurons pas.

Quant au trône, amputé d'un de ces paons, est-il au Musée de Téhéran, au Palais du Golestan ? Dans ce musée se trouvent deux trônes, l'un est une sorte de litière, l'autre est à haut dossier. Le premier est appelé « Trône du paon » et le second « Trône aux paons », d'où sûrement les contradictions et les confusions que nous avons pu trouver. Aucun document ne concorde. Le lit de parure peut être du XVII^e siècle ou du XIX^e siècle et il en est de même pour le second trône. Les guides iraniens actuels font d'ailleurs part de cette énigme.

Seule une étude nous a permis de faire le point. Selon l'auteur « le trône du paon se trouve dans la salle d'audience, sorte de litière incrustée d'or que Fath Ali fit exécuter pour sa favorite Tavous Khanoun, la dame du paon (ceci donc au XIX^e siècle). Il ne faut point confondre le lit avec le célèbre « trône du paon »

18. Once : nom d'une variété de panthère vivant en Asie Centrale. Siagon : sorte de lévrier pour courir le lièvre.

23. GENTIL, *Mémoire sur l'Indoustan ou empire mogol*, Paris, 1882, p. 175-178.

24. F. BERNIER, *op. cit.*, p. 202.

25. GENTIL, *op. cit.*, p. 176.

à haut dossier que Nadir Chah aurait rapporté de Delhi. Nadir gardait constamment le trône sous sa tente, mais le jour où il fut assassiné, ses meurtriers le mirent en pièce et se partagèrent les précieux bijoux. Agha Muhammad retrouva une part des bijoux et fit reconstruire l'ensemble par des orfèvres iraniens ²⁶.

Il semble, d'après ce passage, que le trône du paon en forme de lit serait celui du ^{xix}^e siècle et que le deuxième trône au haut dossier serait celui du roi mogol reconstitué en Iran. Nous aurions ainsi à Téhéran une réplique de ce que fut le trône indien.

Mais la confrontation des documents n'est pas probante. Ce trône ne correspond pas à la description de Gentil ni à celle de Bernier. Qu'il ne soit pas de forme octogonale suffit à le démontrer. Cela ne peut être une copie du trône indien. Cependant, il a pu être constitué avec une partie des pierres précieuses de l'empire mogol. On pourrait imaginer qu'il subsiste encore, à Téhéran, les pierres de cet empire. Mais lors de nos recherches, nous avons appris que les pierres liquidées à chaque difficulté financière sont depuis longtemps remplacées par des substituts sans valeur.

Aussi rien ne semble avoir été conservé du trône aux paons. Il ne nous reste que des descriptions. Nous savons aussi qu'il fut d'une réelle magnificence et c'est sûrement là une des plus belles œuvres qu'Augustin Hiriart fit en Inde.

Beaucoup d'énigmes concernent encore ce personnage fascinant. Il vécut vingt ans en Inde, mais il reste, nous dit R. Nath, l'une des figures les plus controversées de l'histoire indienne. Bien que dépouillé des légendes qui l'ont entouré, il est devenu pour notre histoire locale un personnage qui fait encore rêver. Son nom mérite d'être connu en Inde comme en Europe et il restera « Augustin Houaremand, Augustin, l'inventeur des Arts ».

*
* *

ANNEXE

20 juillet 1620, lettre d'Augustin Hiriart à monsieur Castaniac.

Cinq cents Colbert, Vol. 483, p. 439, Bibliothèque Nationale de Paris; publié par Ch. de LA RONCIÈRE, *Revue hebdomadaire*, mars 1905, p. 191-192 et par le *Panjab historical society journal*, Calcutta, 1916, Vol. IV, p. 6.

Messieurs les Aubris en Constantinopile.

Il y a long temps que j'ay desir de fero sauoir de mes nouvelles, lesquelles sont bonnes; priant Dieu que insin soit de vous aultres i de tous ceux de nostre mezon, amen.

26. LAROUSSE, *L'Iran*, Paris, 1976, p. 57.

Il y a 8 ans que je suis en ce pays. Le premier an moururent tous les fransoies que ie auois amené avec moi. Apres ie me mis au seruizio de se Roy grand mougoul: lequel premiere-ment me donnoiet 4 escus par jour (par mois 120), mes asturo l'année passee, il ma fet Capiten de 200 chevaux. Je lui fis un trono real, ou il y a an tre plusieurs millions d'or e dargant et plusieurs auto inuansions, comme de talier vn diamant de 100 guilats en 10 iours. Les grandeurs de se Roy ne se peuuent croero: sulemant ian direy troies diamans grans e rubis bales grans il en a plu luy sul que tous les omnes deu mondo; e quant il va promener par son pais, il meno aueque soy quinze cens mil Creatures humeynes, chevaliers, soldats, ofisiers fammes e anfans, auec six mil ellefans auec beaucoup d'artilieria encore quelle ne sert de rien que par grandur. Il m'a donné dus ellefans, dus chevaux, une mezon de pris de 8 mil liuvra, e sa figuro dor por pandro a mon chapeu; qui est en sinal donneur, comme en Franso lordro du saint Esprit. Je suis marié, et iey vn anfant de dus ans. Toutesfois i'ey tousiours vn chatoulieus dezir de reuoier ma patrie. Quelques années passées ie voulus pandro Lisanso, mes le Roy ne me l'a voulue donner; et croyant l'auoir ie mandis vn ellefant por perse auec don roberto Charly, pere de Don Antonio Charly, d'isi. A vn an ie veus demander vn autre foies lisanso, et amener auec moy nv autre ellefant. Je vous prie de mander a Monsieur L'ambassadeur s'il se put passer librement par la Turquie et me auiser par la vie de Espahan adressant la carta a los padres carmelitanos des-calsos en espan. Ilz me manderont la letro an la court de se Roy gran mougoul.

Je vous prie aussy de fere une couuerto a esto letro insin ecrito.

A Monsieur Castaniac marchant jeolier, a la plaso du pales a Bourdeaux: A fin que mes parans sachet que Dieu ne m'a pas encore talie le fil de sete vie. Apres mes humbles Recommandations.

Vostre seruiteur
Augustin Houaremand, qui est
vn nom que le Roy m'a donné en Persian
veut dire inventeurs des arts.

De la site de Lahor.
20 de Juliet 1620.

26 avril 1625, lettre d'Augustin Hiriart au Baron du Tour.

Cinq cents Colbert, Vol. 483, p. 436-437, Bibliothèque Nationale de Paris; publié par Ch. de LA RONCIÈRE, *Revue hebdomadaire*, mars 1905, p. 192-195 et par le *Panjab historical society journal*, Calcutta, 1916, Vol. IV, p. 8-10.

Monsieur. La premiere cognoissance que iay eue avec V. S. fut à Londres lors que le Roy vous enuoya pour congratuler le nouueau Roy d'Angleterre, le Roy Jacques, venant d'Ecosse; apres ie uous ay quelquefois esté uisiter à l'hostel de Venise au fauxbourg St. Germain, et m'auiez cogneu pour homme curieux. Entre autres choses j'ay esté expert pour contrefaire les pierreries; mais croissant d'aage j'ay creu d'ambition, et pour me rendre admirable au vulgaire estoit necessaire faire quelque seruice remarquable à mon Roy et seigneur. Or l'année deuant le decez d'Henry le Grand ie me resolut d'aller uoyager par les Royaumes Orientaux; et ne

trouuant en Egypte, Arabie, Mesopotamie, Babylone, Perse chose digne d'un Roy, i'ay passé outre vers ce Roy des Indes, dict communement Grand Mogor ou Mougoul, ici appelé Jangir, qui signifie Veyquer du monde, le Huicte descendant du Grand Tamberlan, lequel prit prisonnier Sol-tan Baiazet, Grand Turc, et l'emmena prisonnier dans une caige de fer l'an 1397, et mourut par le chemin. Moy, disie, estant arriué icy ie fus rau de uoir les Elefants, qui sont bien differents de ce que l'on peinct et de ce que l'on en dict, car ilz se plient aussy bien qu'un chat, mais de son entendement, il en a plus que l'on n'en a escrit. Lors que le Roy ua à la chasse des sauuages il emmene 4 ou 5 mille Elefants prieuz, et quinze cens mil Creatures humaines, et en cette prouence demeura asture sept annees, et toutes fois les villes demeurent peuplées. La chasse des menus animaux, comme cerfs, buffes, beufs, asnes, tigres, lions, loups, renards, et autres animaux incognuz a nous — la chasse se faict de telle açon. Le roy mande que tout le peuple d'un pays se tienne main à main, ainsy 25 mil hommes uont enclorre monts et uallees, et uont criant et battant des tambours, et uont en estresis-sant peu à peu uers un parc enclos et ouuert d'un costé ou uont entrant cez animaulz. Or dedans il y a de maisons pour les femmes; car quand ce roy chemine, emmene avec luy 2 ou 3 mil femmes. Quelques uns montent à cheual avec le roy dans le parc et uont tuant à l'harquebuze et à coup des fles-ches de ces animaux. Deux fois ce roy à failly d'estre tué des lions et tigres, une fois estant à pied, et une autre fois sur son elefant, ou estoit sauté le lyon dessus, mais avec le manche de l'harquebuze le roy le renuersa par terre.

Ce pays icy du costé du midy est fort chaud, c'est pour-quoy moururent tous les françois que jy auois emmené, et du costé du septentrion et fort froids. De l'Est a l'Ouest, qui est depuis la Perse iusques aux confins du Roy de Raquan, d'ou uiennent les rubis, il y a cinq mois de chemin, et en traerso du Midy au Nort, qui est le Goulfo de Cambaya iusques au Royaulme de Camir, il y a mois de chemin vn peu plus haut au Nort. Il a conquis l'année passée une prouince, lequel pays s'appelle Castor. Asture le roy a mandé plus oultre au Nort une armee uers un prince qui s'appelle le petit Tabet, voysin d'un autre qui s'appelle le grand Tabet: lequel grand Tabet est Chrestien et duquel le Pape n'a nulle notice. Je ne sçay par quel Apostre fut faicte la conuersion, si ce nest par St. Thomas qui conuertit les Armeniens et moureut aux royaulmes de Dacan qui confronte au Suest ce pays icy. Les loix y sont simples, ne sçachans que c'est de longueurs des procez. Les differents se definissent au mesme temps qu'ilz sont commencez et ne coustent rien. Les Mahometans sont les maistres: toutefois chascun uit en liberté de cons-cience. Il y a quelque 60 sortes de Gentilz, qui ne s'allient point les unes avec les aultres, non plus que faisoient les 12 lignees de Jacob encores ilz l'obseruent plus estroitement, car ilz ne mangent point les uns avec les autres, mais en cecy ilz s'accordent tous et cognoissent un Dieu pour moteur et ne laissent d'adorer les idoles: et nul ne mange de la chair de vache.

Des choses estranges qu'ilz font que diray-ie? Seulement je parleray de ma maison. La mere de ma fame et sa sœur, lors que moururent leurs maris, elles se brularent toutes uifues, tenans embrassé le corps de leurs maris morts: mais ce fut auparauant que ie fusse allié en cette maison; car aprez le reste des parens ce sont faicts Chrestiensn sçavoir deux sœurs, l'une en ma femme. Et à l'enfant plus grand le roy a donné nom Seruiteur de Christ; l'autre je nay uoleu le faire baptisezer, esperant le presenter au Roy Louis mon seigneur légitime avec deux elefants: le masle le roy m'a donné et le prince la femelle. J'en ay enuoyé un en compa-

gnie de Don Roberto Charly Anglois de present à Madrid, pour ambassadeur du Roy de Perse; mais sçachant qu'il moureut a neuf mois de chemin, j'ay enuoyé du depuis un tigre et deux unces de chasse pour courir le cerf et deux autres animaulx pour courir le lieure, appelez siagons, en Europe incognuz: et a neuf mois de chemin, qui est en Espahan, mon seruiteur feut emprisonné du temps que le Roy de Perse print Ormous, et tous mes animaux moururent. J'enuoyay aussy un Rhinocerot: mais parce qu'il estoit furieux, l'on luy uoleut faire un trou au muffle, dont il mourut. Mais un bon soldat, quoy qu'il soit trois fois repoussé de la bresche, il ne doit pas perdre courage. Ainsy aussy tart que ie respireray uie en ce monde, ie ne desisteray de poursuiure mon dessein, qui est d'apporter au roy quel-ques elefants. Je sert au roy d'ingenieur; et a cette heure il y a des guerres ciuiles. Le second enfant s'est reuolté avec 40 mil hommes. Le roy l'est allé trouver avec cent et uingt mil cheuaux. Le roy l'ayant choqué, il s'est retiré aux monta-gnes. Si je puis auoir licence, ie partiray dans trois mois.

Seruiteur de V.S.
Augustin Hiriart, naturel de
Bourdeaux.

De Lahor 26 d'Auril 1625.

Monsieur le baron de Cesis me fera faueur de mander la presente au Baron du Tour, ou s'il nestoit a la Cour, l'enuoyer à quelquun de ces amys pour lire deuant le roy lors qu'il passe le temps aux choses serieuses. Et an hault est escrit: A Monsieur le Baron du Tour, à la Court.

27 avril 1625, lettre d'Augustin Hiriart au Baron du Tour.

Cinq cents Colbert, Vol. 483, p. 438, Bibliothèque Nationale de Paris; publié par Ch. de LA RONCIÈRE, *Revue hebdomadaire*, mars 1905, p. 195-197 et par le *Panjab historical society journal*, Calcutta, 1916, Vol. IV, p. 12.

Monsieur le Baron du Tour. Par la presente que i'escrui hier, j'ay oublié de faire recit de comme ce roy donne Audiance quatre fois le iour — au matin pour receuoir la reuerence de ses domestiques; a midy il faict combattre les elefants — grands qu'ilz semblent deux tours, et si l'un vient à fuyr, il tue tout ce qu'il rencontre et 4 mil hommes ne le peuuent arrester, mais j'ay trouué une inuention que le Gouverneur qui est dessus, fust ce un enfant, avec un engin qu'il tient aux mains il le lie et deslie cent fois en une heure avec de grosses chaisnes de fer et le laisse courir si peu et tant qu'il ueut. Et en ce temps là se faict des affaires de peu d'importance, mais à la fin iour, il reçoit Ambrs et presents qui uiennent des confins de ses Pays et autres Provinces cir-conuoisines; et sont la de certaine quantité d'ellefants et des chevaux de ses escuries quil tient en mille endroits. A la nuit s'est la grande Assemblee de tous ses seigneurs qui se trouuent à la Court, lors il respond à tous les affaires d'importance, et là ou il est luy seul, donne la sentence des criminelz. Ses conseillers se sont comme Ducs, Comtes et Barons; on emmene l'accusé et l'accusateur et les tesmoings

tout ensemble, tant pour choses ciuiles que pour criminelles, les procez ne coustent rien. Je diray aussy quelque chose de ce que i'ay faict icy. J'ay donné le dessein de faire pour le Roy un Throno Real ou il s'assit une fois l'annee 9 iours, qu'ilz appellent nouveaux iours, lors que le soleil entre au signe d'Aries, lors commencent ils l'annee. Ce Throno est supporté par quatre lions pesans 150 quintals d'Argent, couert de feuilles d'or battu, et la couuerte supportee par 12 colonnes ou il y a 12 mille onces d'or emailé; à la couuerte, qui est faicte en dome, i'ay couuert de 4 mille de mes pierres artificiellec, mais la bonne pierrerie qui se raporte, elle est de une valeur inestimable; car des perles le Roy en a en grande quantité, mais de diamans grands et de grands rubis il est certain qu'il en a plus luy seul que n'ont tous les Princes de l'univers. A l'eschelle qui est de 4 degrez ie feis 4 Suisses comme ceux qui sont à la porte du Louure, l'allebarde à la main mais la pense uuide de vin. Vne chose estrange que i'ay faict icy sur les Diamans que les Diamantaires de Goa ne peuuent croire, ne ceux icy s'ilz ne l'auoient ouy dire par le Roy, qu'un Diamant de cent quilats qu'ilz demanderoient dix mois pour tailler, ie l'ay faict dans dix iours. Pour les artifices de guerre que i'ay faict qui sert pour ce pays, i'ay acquis une grande reputation: i'ay faict un charriot sans risquer un homme qui tire flesche et brusle tout ce qu'il rencontre ou approche de luy. Z. De Lahor 27 d'Avril 1625.

9 mars 1632, lettre d'Augustin Hiriart à monsieur de Bermon.

Bibliothèque municipale de Carpentras (non consulté): publié par le *Panjab historical society journal*, Calcutta, 1916, Vol. IV, p. 14-16.

De Chaoul 9 de Mars 1632: dans 7 jours je serey en Goa, sil plet a Dieu. Ma fame e mon enfant et an Agra.

Monsieur de Bermon. Je prie Dieu quil vous donne la grase detre an la meme salut que je suis: par la misericorde jey optenu lisanse de vne maniere extrauagante e inesperee. Le continu diselle seroiet longo a conter su le man: je direy vne partie.

Se roy apele Chaian, qui veut dire le roy des roies, fis du bon roy Janguir, qui veut dire roy du monde, le predesur de eluy isy etoiet ami des Cretiens, aiant fet batir dus eglizes, vne an Lahor e autre an Agra, sustantant les peres Jaieuistes e alant chaque annee veziter leglise le jour de la Natiuite de Jesus Crist, e aiant deuosiont de se fere Cretien mourut par pouezon: e seluy qui deuoiet dominer, son fils eyne, a ete etrangle par le fils trozieme, e le segon ausy et pase par pouezo, e le pere ausy: le catieme qui etoiet le dernier, lon luy creua les ieus, e apres dus mois la tete tranchee, e le fis de lene ausy ansanble dus couzins jermeins: le troezieme couzin, frere de ses dus, se sauua an Tartarie, aiant perdu la bataillio an defanse de ses freres e couzins. Sete istoiere je ley ecrite au lonc a V.S.; mes se qui sansuit je ne vous ley pas ecrit, car se sont nouuelles depuis peu de jours. V.S. saura que il ia anuiron 22 ans que le roy Janguir, mon metre bien eyne, a qui jonoroies e tous ses seruiturs, il auoiet troies neueus, fis de son frere apele Damcha etans orfelins le roy les manda fere Cretiens e furet batizes par le pere Jeronimo Xauier, parant de Fransisco Xauier, lapotre de la Indio oriantalle. Lesquels troies neueus du roy furet instruits an la loy par le pere Fransisco Corsy piemontoies.

Or et il que vn de ses troies etant echape commo jey dit de la bataillia sanfuit an Tartarie aupres de vn roy qui sapelle le roy de Belc; lequel roy lui a donne sa lillie an mariage e lui a donne vne prouinse qui sapelle Badacchan avec dis mil chevaux pour le seruir.

Ledit neueu du roy an son noum de batesme sapelle don Carles, e an son noum premier de sa loy Soltan-bal-songoux. Jil a demure dus o troies ans an pes, e asture aiant antandu que se roy Chaian et ocupe a prandre les troies roies de Dacan, Coutoupcha, Idelcha, et Nizamcha, ledit don Carlos set rezoulu de tanter la fourtune de se sezir de vn rouiaume qui sapelle Quaboul qui et l'antree de Tartarie dou vien chaque annee 40 e 50 mil cheuauux que amenet les marchans.

Se don Carlos asture anuoie son anbasadur pour demander ase roy Chaian se rouiaume de Caboul pour son partage: lequel anbasadur asture sera arive an Agra. Quan je partis de Lahor, il etoiet arive an Lahor. Or et il la coutume des Tartares e Persians que au meme temps qu'ils anuoiet demander quelque terre; il anuoiet armee, pour prandre par forse darmes se quis demandet par anbasadur.

Se roy Chaian, sachant que le Tartare vient sur ses terres, a fet la pes avec les troies roies de Dacan e sans sela il ne lese-roiet pas lantreprinze dantant que le Dacan et tere fort riche an or e le roy de Goulouconda a 13 mines de diamans.

La maniere conme jey eu lisanse et que se roy, mon dernier metre, sachant, que je mantandoies quelque peu an tous ars, ma veulu anploier a fere artifises de guerre an preiudise des Decanis qui sont vouezins des Pourtugues, amis e confederes: a coy je ney voulu consantir, bien quilz mofreriront de me fere capitene de mil cheuauux ou la rante, sans obligation de tenir cheuauux, si non a ma voulonte.

Vouiant quilz ne me peuient fere flechir par promeses, ont ouze de menaces, dizant que de dus ans de paies que lon me deuioiet, que je le perdroies ses dus ans. Je les auoies anploie an Agra a donner les montres pour vn trone neueu que le roy manda fere auant qu'il partit de Agra pour Dacan. A se trone le roy a mande depandre an or, an diamans, e an rous-bis, perles, esmeraldes, dus sans foies can mil libres. Mes je ne croies pas que james il anjouira. La cruaute e l'auarise langardera; car il et aie de grans e petits.

Je viens de Branpour, ou et aprezant la cour du roy, et man va an Goa, pour chozes qui mimporte, e doies retourner dans dus mois, prandre ma famille, ma fame e vn enfant, qui me reste de la tourmante que je vous ey ecrite. Jey vn ellefant e pluzieurs autres animaux e quelque gran diamant, qui me suffira de passer le reste de sete vie pleine de ondes ameres e des petit fils de dous, qui nous desoiet nou fezant sans i panser trebucher dans le tonbeau doubly froiet, palle e transy.

Jey antandu isy que le seruitur de mon companion Mr Jacques Peyroussely a demure an Basoura sis moies. Je crois que vous aurez rese mes letres, et que il vous aura done conto de dus mil roupias, mil pataques de robo, quil a anpouerte, sachant que son metre etoiet perdu avec 20 mil roupias alant de Mechelipatan en Pegou. Vires la fullie.

Nous auons isy nouuelles que la pes et fete antre le roy de France, de Espagnio. Les Anglais manploiet a se voiage de Goa, pour treter la treue antre les Pourtugues e les Anglais. Se vne ocaions pourcoy je vas truer le Viseroy an Goa.

A vous bonnes grases mille foies me recoumande Mr. vostre seruitur.

Augustin Houaroud.

L'HÔTEL DE LA MAIRERIE DE BORDEAUX

par Michèle PEYRISSAC

Dans la rue des Ayres, en face de l'impasse Mau-couyade, s'élevait, au XVII^e siècle, la Mairie. Cet hôtel particulier était la résidence du maire de Bordeaux et de sa famille.

Au début du siècle, des réparations importantes, la construction d'un bâtiment neuf, avaient transformé la vieille « Majoria » en un logis plus commode, conforme au goût du jour ¹.

En 1662, l'hôtel est vendu aux Jésuites. L'espace qu'il occupait se trouve réduit peu à peu par de nouvelles constructions. Seule la cour intérieure, heureusement préservée, reste un témoin précieux de l'architecture de ce temps.

Aménagée en presbytère de l'église Saint-Paul-Saint-François, l'ancienne Mairie ne présente plus de façade sur la rue. Inconnue du passant, effacée de la mémoire collective, son existence même est contestée par certains auteurs ²; selon eux, rien ne subsiste.

« La Mairie de la rue des Ayres paraît avoir été un édifice modeste, une maison en pierre, qu'une tour distinguait de ses voisines », dit Paul Courteault ³. Le portique que nous découvrons aujourd'hui en pénétrant dans la cour intérieure nous étonne et nous charme. A lui seul, il justifie l'attention nouvelle que nous portons à cet édifice, que M. Paul Roudié nous a fait connaître.

HISTORIQUE

Dans son plan à vol d'oiseau, Elie Vinet au XVI^e siècle a situé la Mairie dans la rue des Ayres (fig. 1).

1. DARNAL, *Chronique bordelaise*, Bordeaux, Millanges, 1672, p. 275.
2. DESGRAVES (Louis), *Evocation du vieux Bordeaux*, p. 189.
3. COURTEAULT (Paul), « En flanant rue des Ayres », dans *Revue philomatique de Bordeaux*, 1935-1936.

C'est dans cette rue fort ancienne, étroite et tortueuse, dans ce quartier pittoresque et désordonné, animé par « lou grand mercat » que fut construite la Majoria, sans doute au XIII^e siècle.

On a quelquefois attribué la toute première construction à Raimon Colon, élu maire de Bordeaux, après la bataille livrée par Simon de Montfort sous les murs de la ville, en 1242 ⁴. Aucun document ne permet cependant de l'attester.

A cette époque déjà, « Mossu la mage de la ciutat de Bordeu » est un personnage important, choisi parmi les familles bourgeoises les plus fortunées et les plus influentes. Le commerce avec l'Angleterre, le développement des libertés communales a donné naissance à cette classe bourgeoise, jalouse de ses privilèges. Les Beguey, les Calhau, les Soley, les Colon se succèdent à la mairie. Leurs solides « oustaus » sont aussi anciens que leurs rivalités. La charge conservera le même prestige après la conquête française, mais elle sera attribuée à des lieutenants du roi, des maréchaux de France.

La maison d'un personnage si important devait nécessairement se distinguer de ses voisines. Pour Léo Drouyn, elle apparaît en 1450 comme une vraie forteresse surmontée d'une tour carrée, voisine de l'hôpital Saint-Marsau ⁵.

Le terme de forteresse peut sembler un peu excessif mais il est probable que la Mairie au Moyen Age ait été un bâtiment assez austère. La tour ne présente pas de caractère défensif, elle est plutôt le signe d'un privilège: seuls les hauts personnages pouvaient à cette époque faire élever des tours sur leur demeure. Les tours de ce genre sont nombreuses dans le Sud-Ouest;

4. RICAUD (Théophile), *Souvenirs bordelais*, Bordeaux, Féret, 1911, p. 262.
5. DOUYN (Léo), *Bordeaux vers 1450*, Bordeaux, Gounouilhout, 1874, p. 22.

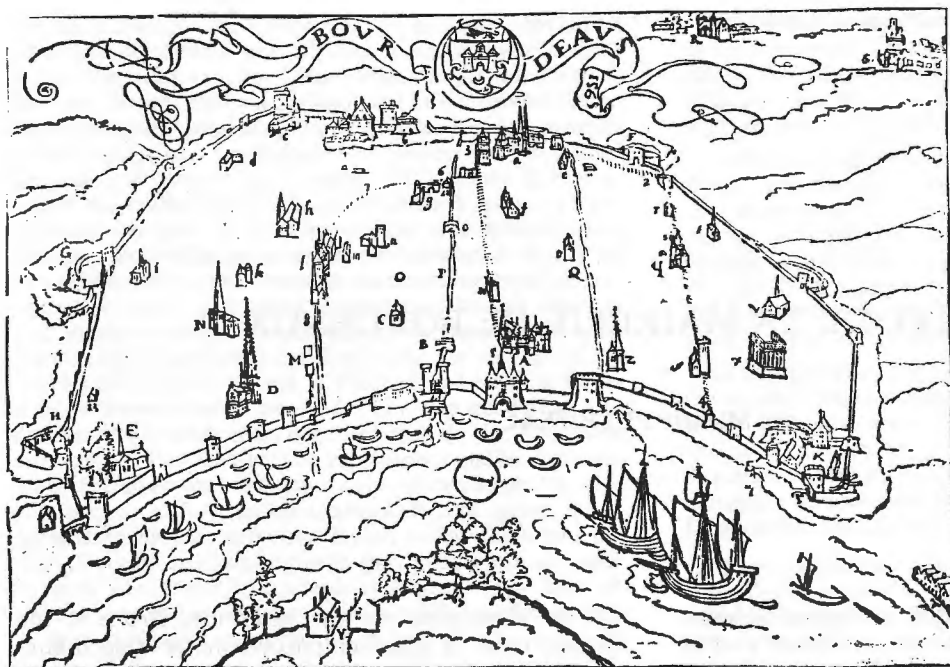


FIG. 1. — Plan de Bordeaux dressé par Elie Vinet, 1565. En n : la Mairie.

à Dax, à Bayonne, à Toulouse, elles ornaient les maisons des plus puissantes familles.

La maison du maire, nous venons de le voir, n'est pas un bâtiment ordinaire. Propriété de la ville, elle est « mise à la disposition du maire et de sa famille pour y résider mais sans en pouvoir tirer location »⁶. Sa fonction, liée tout naturellement à la vie municipale, en fait un lieu de rencontre, de réunion.

Les indications intéressantes concernant son histoire restent malgré tout peu nombreuses et succinctes. Nous savons que les jurats s'y réunissaient en séances extraordinaires. Elle donnait ainsi à ces concertations impromptues un cadre moins officiel. En juillet 1407, « ils siégèrent dans le jardin et y dînèrent même ». Le 24 août 1420, le maire John de Saint John remit aux jurats présents dans la Mairie des lettres du roi Henri V qu'il ramenait de Londres. En 1548, pendant la révolte de la gabelle, le lieutenant du roi, Tristan de Moneins, sortait de la Mairie quand il fut assassiné par les émeutiers⁷. Est-il vrai que Montaigne séjourna dans ces murs durant son mandat municipal ? Son attachement à la ville de Bordeaux peut le laisser supposer ; ses successeurs, hommes de cour, grands personnages n'y résidèrent pratiquement pas.

Au fil des ans, les bâtiments de la Mairie connurent des fortunes diverses. Leur entretien, leur mise en valeur, dépendaient nécessairement des finances de la ville, des événements politiques et de la personnalité du maître des lieux.

En 1618, Henri Desprez de Mompezat fut élu maire de Bordeaux. En ladite année, nous rapporte Darnal,

« furent faits les bastiments nouveaux à la Mairie pour loger commodement le maire »¹.

Avant l'été 1619, vraisemblablement les travaux étaient terminés : « les mays furent placés le 6 juin l'un dans le château Trompette, l'autre devant la maison de la Mairie pour Monsieur le Marquis de Mompezat, maire de la ville »⁸. Peu de temps après, la Mairie perdait sa fonction première.

Au cours de son expédition en Béarn, Louis XIII séjourna à Bordeaux pendant une dizaine de jours, en septembre 1620. Par des lettres patentes datées du 24 de ce mois, le roi prenait la décision de repousser l'élection d'un nouveau maire « comme n'en jugeant à présent la fonction nécessaire ». Ainsi commençait une longue vacance de la plus haute magistrature de la cité.

Il semble que pour quelques années encore, la Mairie resta un édifice de prestige. En février 1624, il est délibéré que le Sieur de Thémynes ferait son entrée par la porte du Chapeau-Rouge et qu'il serait logé à la Mairie⁹. Une autre délibération d'avril 1626 précise que la ville fournirait la vaisselle et le linge pour la Mairie tant que le maire y serait¹⁰. Vu les circonstances, il y a lieu de s'en étonner.

Pourtant, dès 1621, un document nous apprend que la Mairie est louée pour 400 livres à Messieurs de Francs et de Guichaner. Le 10 novembre 1629 « le trésorier de la ville représente que la Mairie avait été louée à M. Dubernet conseiller au parlement pour le

prix et somme de 400 livres ». En 1632 nous savons que la demoiselle de Francs donne « 82 livres 10 pour une demi année de louage de l'autre moitié de la maison de la Mairie consistant au vieux corps de logis qui repond à la rue des Eyres »¹¹.

Quatre ans plus tard, l'écurie de la Mairie brûle. La ville engage un procès contre son locataire, le Seigneur de Sagnac. Un des jurats de Bordeaux loge là lui aussi, dans un petit appartement ; mais presque tout le bâtiment est occupé par le Seigneur de Sagnac et le Sieur Renier. L'année suivante, en novembre 1637, la Mairie est cédée à la Cour des Aides, moyennant 1 200 livres par an¹². Elle y reste trois ans puis la Chambre de l'Edit en devient locataire à son tour. En 1644, cette dernière n'a pas payé de loyer, elle occupe la Mairie depuis trois années¹³.

Aux aléas de ces locations successives, s'ajoutent les travaux d'entretien que doit faire exécuter la ville. En 1633, 42 livres sont versées pour certaines réparations « dans le corps de logis vieux »¹⁴. En 1637, la grande salle de l'hôtel reçoit un nouveau plancher pour 150 livres¹⁵.

En 1653, un nouveau maire fut nommé par le roi : Godefroy, comte d'Estrades. En 1659, peut-être même auparavant, les jurats, désireux de vendre leur trop vieille Mairie, engagèrent des pourparlers avec les Jésuites. Depuis 1624, la Maison Professe avait pris place dans la rue des Ayres, après l'achat de plusieurs maisons dont l'hôpital de Bouglon et l'ancien « hostau » de Lestonnac¹⁶. L'affaire ne se fit pas sans difficulté. Plusieurs fois dans le courant de l'année, les jurats se rassemblèrent dans la Chambre du Conseil, afin de parvenir à un accord.

L'hôtel de la Mairie était « ruineux et la maison de ville hor de pouvoir le reparer ou rebastir comme il serait nécessaire pour le mestre en estat convenable au logis de Monsieur le Maire »¹⁷. Les bâtiments sont plusieurs fois visités par des experts nommés par les jurats, des maîtres-maçons et des maîtres-charpentiers. Le procès-verbal établi en mars 1659 estime l'ensemble à 27 000 livres, « le plus haut prix que la ville en pouroit retirer »¹⁸.

En avril 1662, le contrat de vente est enfin signé chez Maître Bizat, notaire royal¹⁹. Grâce à cette

somme, les jurats purent acheter rue Porte-Dijéaux l'hôtel de Nesmond qui servit de logement au maire avant de devenir celui du gouverneur de province.

L'achat conclu, les Jésuites disposaient de nouveaux terrains pour bâtir leur église. Apparemment, ils ne touchèrent pas à la construction du XVII^e siècle, encore saine, qui leur servit de dépendances.

Le corps de logis vieux sur la rue des Ayres disparut. Il fut remplacé par deux petits immeubles de rapport, sans doute à la fin du XIX^e siècle ou au début du XX^e siècle. L'un porte le n° 20 ; depuis 1914, il appartient à la ville de Bordeaux qui l'a fait réaménager en 1967 ; auparavant, il était numéroté 9 bis et la Fabrique de Saint-Paul en était propriétaire. Le presbytère et la galerie ont été restaurés, en 1967 également, par la ville de Bordeaux.

DESCRIPTION

Que reste-t-il de l'ancienne Mairie aujourd'hui ? Quelle était sa situation exacte au XVII^e siècle ?

L'expertise du mois de mars 1659 est pour nous un document des plus précieux : « L'hostel de la Mairie confronte du coste du nord a la rue des Eyres du costé du midy a la rue de Gourgues du coste du levant a les-glise et autres appartenances de la maison professe des Reverends Peres Jesuites et du coste du couchant par un bout a la maison de M. Duseste Conseiller en la Cour et par l'autre a la maison de feu M. de Moneins aussi Conseiller en la dite Cour ».

Nous apprenons aussi que l'hôtel s'étend d'une rue à l'autre sur une longueur de 305 pieds (101 m) que sa largeur sur la rue des Ayres est de 54 pieds (18 m) sur la rue de Gourgues de 52 pieds (18 m).

La tour (fig. 2)

La tour de la vieille « Majoria » n'est pas mentionnée dans ce texte. Fait-elle encore partie de l'enclos ? Il est permis d'en douter. Pourtant le contrat de charpenterie de novembre 1618²⁰ précise que le cabinet de la tour devra être « planché » lui aussi. A cette époque, un étage de la tour était peut-être encore utilisé.

Aujourd'hui, la tour médiévale, préservée par les nouvelles constructions, est visible encore, dans sa presque totalité, depuis le jardin du presbytère de Saint-Paul²¹.

Tour carrée, d'environ 15 mètres de hauteur, et 2,50 mètres de côté, son solide appareil a bien résisté aux injures du temps. Le mur méridional paraît être le plus ancien, il est percé de fenêtres géminées. Les

6. BRAQUEHAYE, Archives municipales, manuscrits 307-338, cahier n° 2, 27 septembre 1559.

7. COURTEAULT (Paul), *op. cit.*

8. BRAQUEHAYE, Archives municipales, manuscrits 307-338, cahier n° 1.

9. DARNAL, *op. cit.*, p. 151.

10. BRAQUEHAYE, manuscrits 339-344, cahier n° 6.

11. BRAQUEHAYE, manuscrits 307-338, cahier n° 3, 10 juillet 1632.
12. Tous ces renseignements sont tirés du fonds Baurein, carton II, 19.

13. BRAQUEHAYE, manuscrits 307-338, cahier n° 2.

14. BRAQUEHAYE, manuscrits 307-338, cahier n° 3, folio 167.

15. Fonds Baurein, carton II, 19.

16. Jean de GAUFRETEAU, dans sa *Chronique bordelaise*, nous dit qu'en 1621 « la maison professe des Jésuites se place dans la maison de Lestonnac, rue du Marché, avec dessein d'avoir la maison de Gourgues, vers la rue de Rostaing. Le peuple disoit aussi que les Jésuites assiégeroient la Mairie ».

17. Archives municipales, DD 28 (non classé), année 1659.

18. Archives municipales, DD 28, pièce justificative n° 4.

19. Fonds Baurein, carton II, 19. Les minutes de Bizat ne sont pas aux Archives départementales.

20. Archives départementales Gironde, 3 E 14825, folio 786.

21. Jacques PRÉVOST nous a fait part de sa découverte dans un article du *Courrier Français de la Gironde*.



FIG. 2. — La Mairie. Le bâtiment médiéval.

parties hautes, plus récentes, ont pu être reconstruites au XVI^e siècle. Les quatre niveaux étaient sans doute accessibles par des échelles.

Cette tour, nous l'avons vu, était un édifice de prestige, nullement destiné à l'habitation. Il semble que les murs du bâtiment qui l'accompagne aient été construits à la même époque, mais cela reste à vérifier.

L'ancien corps de logis (fig. 3)

Un premier corps de logis, disparu de nos jours, présentait une façade sur la rue des Ayres. On ne connaît pas la date exacte de sa construction, mais il apparaît en 1659 « fort vieux et ruiné ». Il compte 96 pieds et demi de longueur (32 m). Ses murailles

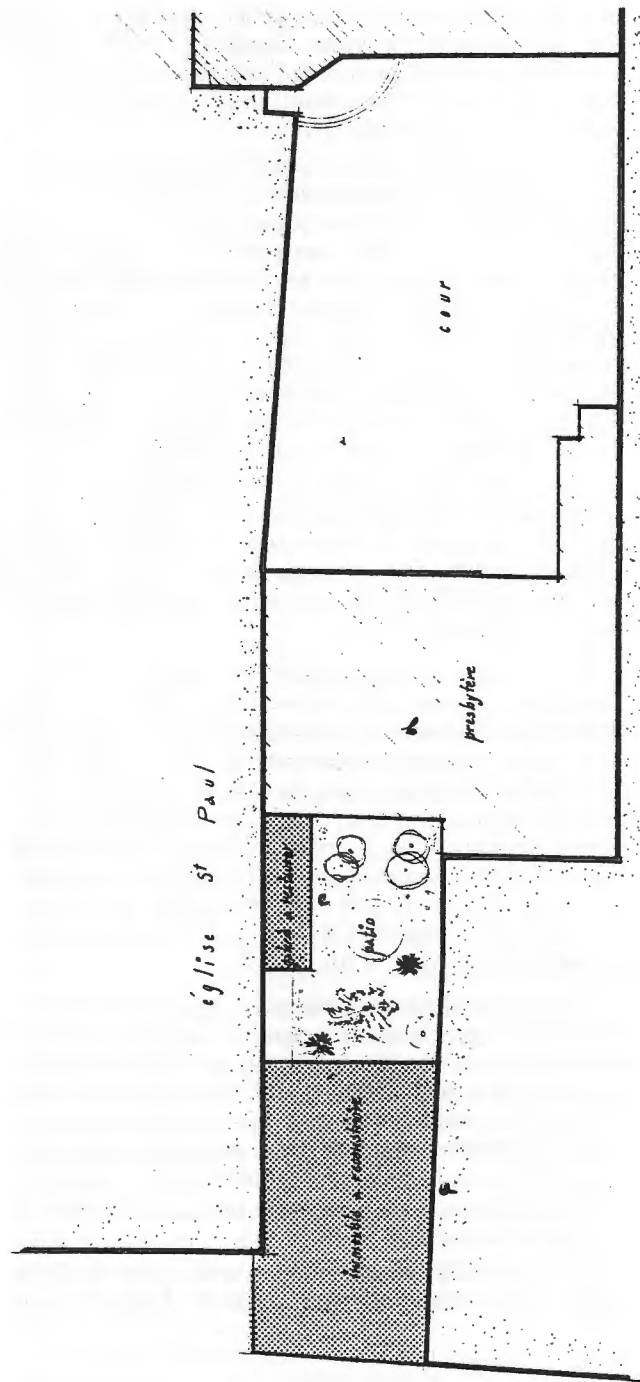


FIG. 3. — Plan masse de l'immeuble 20, rue des Ayres. a) Emplacement de l'ancien corps de logis ; b) Corps de logis construit en 1618-1619 ; c) Galerie.

sont « fendues et crevassées », les planchers des chambres hautes et basses « fort gastez et pourris et la charpente pareillement pourrie par les eaux qui y sont tombées ». Sous cet appartement se trouve un chay « fort obscur et profond », qui donne dans la rue des Ayres.

Ce premier bâtiment, de dimensions assez importantes, fut conservé au moment des travaux de 1618-1619.

Des aménagements purent être effectués à ce moment-là. En effet, le 18 février 1619, 50 livres cinq sols sont versées à un artisan pour des réparations qu'il a faites en la maison de la Mairie²². La même année « un degré de bois vieux est remis en état par un maître menuisier pour la somme de 9 livres y compris cinq marches et contre-marches de bois d'olmeau »²³.

Ce ne sont pas là des travaux importants, ils ne touchent pas à l'ossature du bâtiment. En 1633, de nouvelles réparations seront nécessaires.

Dès le début du XVII^e siècle, ce premier corps de logis fut sans doute destiné au logement des domestiques ou bien à la location. Sa situation sur la rue des Ayres, étroite, n'était pas des plus privilégiées.

Quand les Jésuites prirent possession de la Mairie, en 1662, ils pensaient utiliser une partie du terrain pour la construction de la nouvelle église. Des plans, établis à cette époque, nous renseignent sur la disposition des lieux²⁴. S'agit-il de projets simplement ? Nous n'en sommes pas certains. Il semble que le vieux bâtiment ait été réaménagé : le long du flanc ouest de l'église, « un vestibulum » puis « un atriolum » permettent d'accéder à la cour intérieure. Profond, le corps de logis comporte plusieurs « cellas ». Leur distribution n'est pas la même sur les deux plans, ni leur fonction.

La façade sur la rue des Ayres apparaît très étroite ; elle a pu être réduite au bénéfice de l'église.

La nouvelle construction (fig. 3)

En 1618, les jurats décident d'entreprendre la construction d'un bâtiment neuf pour la Mairie. L'architecte choisi est Claude Maillet, maître maçon et « intendant des œuvres publiques de massonnerie de la ville ». Nous avons retrouvé dans les cahiers de Braquehay la mention du versement de ses gages à différentes dates.

En 1609, il a réparé la Monnaie. En 1618, il est chargé de remettre en état le pont de Villeneuve dont il a vérifié les fondations quelques années plus tôt²⁵. Un nouveau bail sera signé en 1620. Il a également travaillé pour le couvent de l'Annonciade où il a construit le dortoir, terminé les voûtes basses de l'église et dessiné un portail²⁶. Mais tous ces renseignements sont succincts.

22. Fonds Braquehay, cahier n° 3, folio 153.

23. Fonds Braquehay, cahier n° 5.

24. Archives nationales, estampes, n° 604 et 606. Les plans nous ont été communiqués par M^{me} Graille qui étudie les bâtiments des Jésuites au XVII^e siècle.

25. Archives départementales Gironde, C 3892, folio 130 ; C 3896.

26. Archives départementales Gironde, H. Suppl. Annonciades, liasse 78.

Un rapport du procureur syndic nous apprend que dès le mois d'octobre, l'entrepreneur est « à même de laisser le bâtiment imparfait si on ne lui donnoit de l'argent pour le continuer »²⁷. Ce texte nous laisse supposer que le personnel ne manque pas de caractère. Il est possible qu'il ait entraîné les jurats dans un projet plus ambitieux que ce qu'ils prévoyaient. Pour les jurats, il est question de « loger commodément » M. le Maire. Maillet, lui, va employer tout son art à faire de cet ensemble, somme tout bien hétéroclite, un hôtel particulier à la fois fonctionnel et élégant.

Le terrain dont dispose l'architecte s'étire en longueur entre deux rues, il est étroit, irrégulier. Le vieux logis sur la rue des Ayres, peut-être par souci d'économie, a été épargné. Maillet est tenu d'adapter le nouveau bâtiment à l'espace conquis sans doute sur une ancienne construction. Le contrat de charpenterie mentionne en effet « l'utilisation du boy qui est sorti des desmolitions, faite en la mairie »²⁸. La nouvelle demeure est placée entre cour et jardin, à l'écart du bruit et des indiscrets ; l'étroitesse du terrain n'a pas permis de l'isoler pour la mettre en valeur. L'entrée principale ouvre dans la rue des Ayres, dans le premier corps de logis ; un long passage mène à la cour intérieure, de taille réduite, où s'élève un portique.

La maison du maire ouvre quelques fenêtres et une porte sur cette cour ; mais la plus longue façade donne vers le midi, sur le jardin d'une profondeur de 20 mètres environ : « hortulus florum » pour les Jésuites.

Désaxée par rapport à l'ensemble, une grande cour (41 m x 13 m) a sa issue dans la rue de Gourgues. Peu visible des pièces du logis, cette « basse-cour » garde un caractère assez rural. Elle est réservée aux allées et venues des valets, des fournisseurs.

Sur le côté ouest, deux écuries sont prévues dès 1618 : le maçon reçoit 150 livres pour la construction du mur, le charpentier 120 livres pour la charpente et les planchers²⁸. Les écuries brûleront en 1636 et ne seront pas vraiment réparées, « l'une est presque encore toute découverte », constateront les experts en 1659.

Un charpentier, Denouguez, est par ailleurs chargé de la charpente, du toit et de la couverture de la chambre bâtie sur la cuisine de la Mairie²⁸. Il semble, d'après ce texte, que la cuisine était placée dans un petit pavillon indépendant. Le cas était fréquent, il manifestait le désir d'éloigner les odeurs et le bruit.

Le jardin d'agrément existe toujours, la basse-cour en revanche a été utilisée par la suite pour de nouvelles constructions.

Nous savons que le contrat de maçonnerie conclu entre Maillet et les jurats fut reçu le 18 septembre 1618 par Maître Bizat, notaire royal à Bordeaux. Malheureusement, toutes ses minutes ont disparu. Le rapport

27. Fonds Baurein, carton II, 19 (29).

28. Fonds Baurein, carton II, 19, 98 et 101, 33, 1618, 18 et 22 février, 7 novembre.

de la visite du chantier faite par Henri Roche et deux commissaires délégués par les jurats nous apporte des renseignements précieux²⁹. Le prix global des travaux n'apparaît pas, mais il a été établi suivant un tarif à la brasses « tant plein que vuide ».

L'ouvrage compte 596 brasses et 9 pieds, environ 953 mètres carrés, « soit de murailles, parpain que tailles de cheminées ». Quinze brasses seront déduites pour payer le parpain et les tailles de cheminées, qui n'ont pas été prévus dans le marché.

Maillet a entouré de pierre de Saint-Emilion, Saint-Laurent et Rauzan, les portes, les rabajours, les croisées et les demi-croisées. Le contrat initial prévoyait de la pierre de Taillebourg : dix autres brasses ne sont pas comptées dans le paiement. Nous savons par ailleurs que 2 000 livres ont été versées à Maillet en octobre 1618, sans doute à titre d'acompte³⁰.

Nous avons retrouvé dans les registres de Maître Bouhet, notaire à Bordeaux, deux contrats de charpenterie concernant l'hôtel de la Mairie³¹.

Dans le premier, Blin et Duturau, maîtres charpentiers de la ville, s'engagent à réaliser « toute la charpente et la couverture nécessaire au corps de logis neuf ». La forme du toit n'est pas précisée. Ils s'engagent également à plancher « le dessus de la voultue du corps de logis en toute sa largeur ». Nous pouvons supposer que les salles basses étaient voûtées ; comme le déclare Le Muet : « ainsy elles seront beaucoup plus belles et moins sujettes au feu ».

Reposant sur des poutres, les solives sont d'une épaisseur égale à celle des entrevous « tant plain que vuide » selon l'expression courante. De cette façon, dit Le Muet, « les planchers sont beaucoup plus forts et agréables à l'œil »³². Par ce même contrat, les deux charpentiers sont chargés d'exécuter la charpente et la couverture de « l'escalier neuf », celles de « la galerie » de même que son plancher et enfin celles d'un cabinet. Le montant des travaux s'élève à 180 livres.

Le second contrat de charpenterie, passé avec un certain Gipilli reste pour nous un peu obscur. Cette fois, il est question de la réalisation de planchers pour « la chambre qui est au dessus de la cuisine » ; on utilise des tables de Flandres bien jointes. S'agit-il ici de la cuisine évoquée plus haut ? C'est fort possible. Pour les autres planchers prévus, dans la chambre haute au second étage, dans la galerie et le cabinet de la tour, on prévoit, comme précédemment, la pose de soliveaux « tant plain que vuide » ; dans la galerie, ils seront éloignés d'un pied l'un de l'autre. Le travail complète celui effectué par Blin et Duturau, mais à des étages différents. Cent cinquante livres seront versées à Gipilli.

29. Fonds Braquehay, manuscrits 307-338, cahier n° 5, folio 30 et 31.

30. Fonds Baurein, carton II, 19 (29).

31. Archives départementales Gironde, 3 E 14826, folio 336, et 3 E 14825, folio 786.

32. LE MUET, *Traité des cinq ordres d'architecture traduit de Palladio, augmenté de nouvelles inventions de l'art de bien bâtir*, Paris, François Langlois dit Chartres.

Le terme de plancher, précisons-le, désigne à cette époque les plafonds.

Nous avons là les seuls documents qui mentionnent la présence d'une galerie et d'un escalier neuf dans la nouvelle demeure. La mention répétée de planchers pour cette galerie, le fait qu'on lui consacre une charpente et sa couverture, donnent à penser qu'il s'agit bien ici du corps de portique construit dans la petite cour.

Côté jardin, le corps de logis principal, qui comporte trois niveaux, évoque plutôt une demeure campagnarde. Sa façade est plate, traitée sobrement. On a recouvert les murs d'un crépi, mais par endroit et autour des ouvertures, la pierre de taille apparaît.

Au rez-de-chaussée, trois fenêtres, deux portes, dont l'une, plus étroite et plus basse, est surmontée d'un oculus, ont été percées sans souci de la symétrie. Elles correspondent à la division intérieure qui, à ce niveau du moins, n'a peut-être pas tellement changé depuis le XVII^e siècle : les portes ouvrent sur de longs couloirs qui traversent tout le bâtiment et conduisent à la cour intérieure. Au deuxième et au troisième étage, une succession de fenêtres vient se superposer aux ouvertures du rez-de-chaussée. Elles non plus ne présentent aucun ornement.

Appuyée contre le mur occidental du jardin et rattachée à la maison, nous remarquons une petite aile très étroite. Au rez-de-chaussée, une grande baie s'inscrit dans un arc en plein cintre, fortement mouluré. La cuisine du presbytère Saint-Paul a été aménagée là ; elle communique directement avec la salle à manger. Au-dessus, deux petites fenêtres éclairent une chambre qui communique également avec le corps de logis principal. Un bandeau de pierre sépare les deux niveaux.

Cette aile existait-elle au XVII^e siècle ? La construction déjà ancienne en pierre de taille assez irrégulièrement appareillée peut le laisser supposer. S'agit-il de la cuisine et de la chambre évoquées plus haut ?

Une petite tourelle vient s'accoler à cette aile. Au premier étage, un cabinet peut correspondre à celui qui avait été « planché » en 1619.

La façade, côté jardin, n'offre pas grand intérêt ; elle a été certainement remaniée au fil des années. Certaines ouvertures ont été bouchées en partie.

Seule la cour intérieure présente un morceau remarquable de l'architecture du XVII^e siècle à Bordeaux. Au Moyen Age, nous l'avons dit, c'est la tour qui signalait la demeure d'un personnage important ; au XVII^e siècle l'accent est mis sur la réception ; la cour d'honneur doit impressionner le visiteur de marque dès son arrivée.

Elle n'est pas uniforme, comme peuvent l'être les cortile italiens, mais elle traduit un certain goût pour l'ordonnance, une recherche de l'harmonie et de l'unité, à défaut de symétrie.



FIG. 4. — La cour intérieure de la Mairie, façade nord.

Au fond de la cour, le corps principal ne présente qu'une seule travée comportant une fenêtre à chaque niveau. Le grand axe vertical est d'autant plus marqué qu'il n'existe pas de bandeau pour séparer les étages : le mur de pierre est nu, recouvert d'un crépi (fig. 4).

Le bâtiment n'a pas été construit sur des caves voûtées, c'est ce qui explique l'absence de soupirail.

Les fenêtres sont d'une largeur et d'une hauteur assez exceptionnelles pour une façade aussi étroite ; les architectes de l'époque ont adopté les grandes ouvertures pour éclairer au maximum les pièces. Des meneaux de pierre les divisent parfois encore : c'est le cas ici. Des petits carreaux de verre étaient insérés soit dans un réseau de plomb, soit entre de petits bois. En 1619, le 25 juillet, Guillaume Harda, maître vitrier, bourgeois, reçut 60 livres pour avoir vitré les chambres du grand corps de l'hôtel de la Mairie³³.

33. Fonds Braquehay, manuscrits 307-338, cahier n° 2.

Les parties basses des fenêtres sont fermées par une allège qui supporte une tablette. Elle est décorée par un tableau nu en saillie accompagné de deux autres plus étroits. La mouluration des chambranles est formée de deux fascies. La clef se détache sur la pierre. Les fenêtres comportent un couronnement très simple qui les abrite.

Le dernier étage est traité en attique. La toiture, basse, ne compte guère dans l'aspect général. L'architecte manifeste ici sa tendance à la sobriété, son goût des lignes simples et robustes à la fois.

Le mur de la cour, côté Ouest, est sans doute le résultat de nombreuses réfections. Y avait-il là au XVII^e siècle une aile plus ancienne qui rattachait le vieux corps de logis à la nouvelle demeure ? C'est possible. Une travée très étroite, comportant une porte au rez-de-chaussée et deux demi-croisées aux étages supérieurs correspond à un décrochement du bâtiment central. Nous le situons facilement sur le plan cadastral de 1851.

Au rez-de-chaussée, la porte qui ouvre sur le départ de l'escalier et sur le corridor qui mène au jardin, paraît avoir été percée ultérieurement. Un encadrement de pierre la surmonte curieusement ; c'est peut-être la partie supérieure de la demi-croisée primitive. Les autres demi-croisées présentent le même encadrement de pierre tout simple. Un petit balcon, au premier étage, porté par une console, anime la façade. Il ornait autrefois une des fenêtres de la façade nord de l'édifice, mais il a été déplacé lors des travaux de 1967.

Le portique à arcades, qui occupe toute la longueur de l'autre aile, est sans conteste la partie privilégiée de l'édifice. Maillet y révèle ses talents de stéréotomiste et de créateur (fig. 5).

Au XV^e et au XVI^e siècle, déjà, les maîtres d'œuvre avaient coutume de réunir le corps de logis sur rue au bâtiment du fond par une coursière en bois, portée par des poteaux et couverte d'un auvent. Ce genre de construction, associée souvent à l'escalier, était fréquent, à Paris comme en province. La galerie en bois est encore très souvent utilisée au XVII^e siècle. Ici, elle conserve sa première destination, mais elle devient un portique à arcades, construit en pierre de taille.

L'élévation présente trois niveaux, trois travées identiques, très nettement marqués par le jeu des pilastres et des entablements. Régularité, symétrie caractérisent l'ensemble.

Les piliers qui supportent les arcades en plein cintre sont ornés de pilastres : ordre dorique au rez-de-chaussée, ionique au premier étage, enfin ordre corinthien. L'architecte utilise les ordres superposés chers aux architectes et aux théoriciens du XVI^e siècle, aux maîtres de la Renaissance italienne, depuis Alberti et le palais Rucellai.



FIG. 5. — Galerie de l'ancienne Mairie.

Les pilastres du rez-de-chaussée reposent directement sur le sol de la cour. Éléments de décor, ils viennent s'appliquer contre le massif de maçonnerie. Leurs corps lisse, solide, paraissent moins hauts que celui des modèles classiques. Tenu d'adapter la nouvelle construction à l'ancienne sur la rue, l'architecte a peut-être tout simplement conservé la même hauteur sous plafond. Les piliers sont plus épais ici qu'à l'étage pour mieux soutenir la charge.

Les chapiteaux reprennent les divisions de l'ordre dorique, tel qu'on l'utilise à Rome : l'abaque surmonté d'une réglette, l'échine en quart de rond, trois filets, le gorgerin et l'astragale. Leur simplicité, l'absence de motifs sculptés évoquent plutôt le chapiteau toscan, souvent employé à cette époque. L'enta-

blement montre un égal souci d'imiter les anciens, mais il est plus fantaisiste, moins conforme aux règles. L'architrave à deux fascies est surmonté d'une frise nue qui reprend au droit des pilastres le motif des triglyphes pour bien marquer l'ordre. L'entablement et la corniche qui l'accompagne ressaudent au droit des pilastres. Serlio utilise très souvent ce procédé.

Le goût du relief est encore marqué par la présence de bossages. Un claveau sur deux est saillant et vient mordre sur la mouluration de l'arc.

Une porte au bout de la galerie permet de pénétrer dans la demeure. Un long couloir conduit ici aussi au jardin et communique avec les grandes salles du rez-de-chaussée.

Au second étage, les formes s'allègent, s'élancent. Les piliers qui supportent les arcades sont moins épais, les pilastres plus élevés reposent sur une base moulurée et sur une plinthe. Le chapiteau ionique reproduit ici encore assez fidèlement les chapiteaux antiques : un abaque, un canal horizontal qui réunit les deux volutes et qui repose sur l'échine garnie d'oves. Dessous l'échine, l'astragale porte un décor de perles. Chaque élément est assez simplifié, le sculpteur n'a pas multiplié les détails décoratifs. On remarque une ébauche de cannelures à la partie supérieure du pilastre. Ici encore, le dessin des arcs est souligné par des claveaux saillants un sur deux, mais ils sont moins robustes.

L'entablement comporte une architrave à deux fascies au lieu de trois, selon Vignole. La frise est nue.

Le garde-corps est formé par une rangée de balustres, leurs silhouettes claires se détachent sur l'ombre de la galerie, ils ont pris l'apparence de vases posés en sens inverse, séparés par une moulure.

Ce second niveau communique avec le corps de logis principal par une porte qui possède un bel encadrement de pierre ; un fronton triangulaire la surmonte.

Moins hauts que les précédents, les pilastres corinthiens du troisième niveau sont lisses. Sur le chapiteau, les éléments de la corbeille ont la rigidité des feuilles d'eau. Au-dessus, s'enroulent les crosses. Le même bossage accompagne l'arc des baies fermées en partie par un mur d'appui.

Au bout de la galerie, une porte ouvre sur les appartements. A l'autre bout, comme au rez-de-chaussée et au premier étage, une baie en plein cintre permettait d'accéder autrefois au corps de logis sur la rue ou encore à un escalier.

La corniche qui couronne l'édifice est portée par des modillons. Elle ressaute au droit des pilastres et fait saillie au-dessus de l'entablement très simplifiée, dépourvu de motifs sculptés. La toiture très basse n'est pas visible depuis l'intérieur de la cour.

Le plan intérieur du presbytère de Saint-Paul est sans doute le fruit de bien des transformations. Après l'achat conclu entre les Jésuites et les jurats, les pièces de l'ancienne Mairie durent changer de fonction.

Le corps de logis construit en 1618-1619 comportait au rez-de-chaussée une grande salle ouvrant à la fois sur la cour et le jardin. Si l'on considère le plan actuel, il semble qu'elle ait subsisté ; l'épaisseur de ses murs est assez révélatrice. Elle était voûtée, de même que les pièces voisines.

« L'escalier neuf » permettait d'accéder aux chambres situées à l'étage. Mais il a été reconstruit, peut-être au même endroit ; il prend naissance dans l'un des couloirs qui mène du jardin à la cour. Sa situation, à l'extrémité ouest du bâtiment, permet d'établir les pièces en enfilade.

Nous ne possédons pas de renseignements sur le décor intérieur de la Mairie, quelques indications tout au plus.

Le 22 septembre 1618, un contrat est établi avec Mathieu Fourgeaut, maçon ; il s'engage à crépir et blanchir dix chambres à la Mairie « les carreler ou il en feroit besoin ensemble la grande salle, le degré, l'entrée de la porte et platrer le grand arceau, passer le bouclier » moyennant 100 livres ³⁴.

Comme dans la plupart des maisons, les murs ont été enduits d'un crépi, puis blanchis au lait de chaux. Le sol des chambres, comme celui de la grande salle, est recouvert de carreaux de terre cuite. C'est là pratique courante de même que l'utilisation du plâtre, léger et économique pour les voûtes, au lieu de la pierre.

En 1620, 226 livres sont versées à Elie Estier, maître menuisier, en paiement de neuf croisées de bois et de huit portes qu'il a faites et posées dans l'hôtel de la Mairie ²³.

Le contrat de maçonnerie, nous l'avons vu, prévoyait la construction de plusieurs cheminées. Braquehay, dans ses cahiers, fait très souvent mention de tapisseries pour la Mairie, sans nous donner de précisions sur leur origine ou leurs motifs.

L'hôtel de la Mairie ne semble pas avoir beaucoup impressionné les contemporains. Le corps de logis principal, il est vrai, ne se distingue pas particulièrement des autres constructions de l'époque ; le portique qui l'accompagne au contraire nous apparaît comme une réalisation tout à fait nouvelle dans l'architecture privée bordelaise.

Les galeries ne sont pas rares au XVII^e siècle en France, tant dans les châteaux que dans les hôtels particuliers, et cela depuis longtemps déjà. A Bordeaux, toutefois, nous n'en connaissons que deux ou trois, la plupart devaient être bâties en bois et elles ont disparu.

Impasse de la rue Neuve, la galerie dite « de François I^{er} », reste un exemple de celles que l'on rencontrait au temps de la Renaissance. Le premier niveau, en pierre, compte deux grandes arcades en anse de panier réunies par un pilier central trapu ; au-dessus, la construction a été réalisée au moyen de poutres et de supports en bois.

Le château de Vayres, en partie reconstruit à la fin du XVI^e siècle pour Ogier de Gourgues, possède une galerie qui ouvre ses arcades dans la cour intérieure ; son décor abondant reprend des motifs chers aux maniéristes français : masques, guirlandes, frontons rompus.

Le corps de portique de la Mairie évoque davantage l'art maniériste italien que l'Ecole de Fontainebleau. Fait rare dans l'architecture bordelaise, le maître maçon utilise les ordres superposés et de manière très harmonieuse.

La maison des Rémy à Douai, construite en 1615, présente des colonnes étriquées, assez proches de la tradition médiévale. Maillet semble avoir une juste connaissance des ordres antiques. Les volumes d'architecture parus à l'époque antérieure sont toujours en usage ; on se sert des Vitruve, des ouvrages de Serlio, de Vignole, de Palladio. Tous ces auteurs consacrent une partie de leurs ouvrages aux cinq ordres. Leur étude, et celle des monuments romains, inspirent des solutions diverses aux architectes. Maillet, comme la plupart de ses contemporains, se permet des libertés à l'égard des ordres, il ne renonce pas à une certaine fantaisie.

Nous n'avons pas mesuré la hauteur des chapiteaux, la largeur des fûts, l'entrecolonnement ; nous

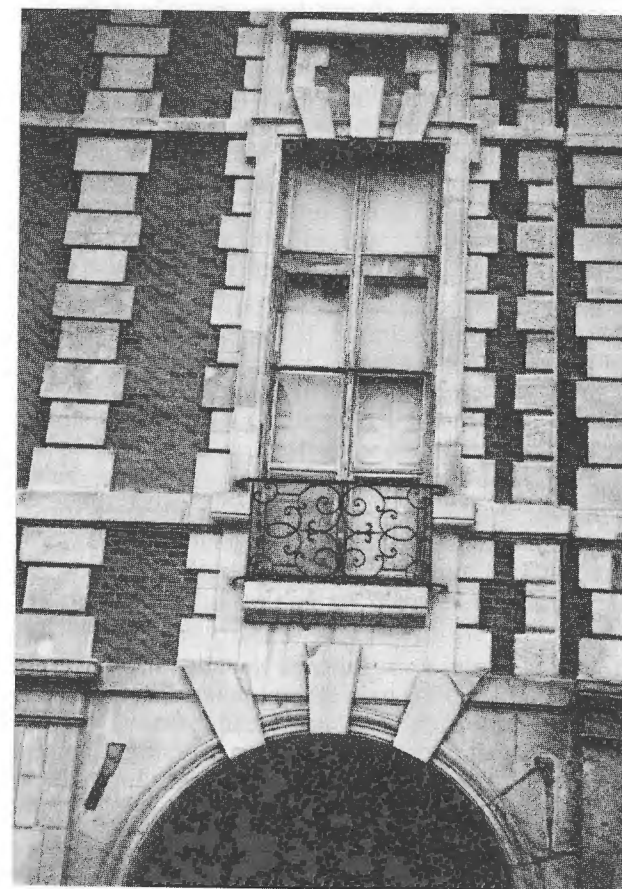


FIG. 6. — Arcade de la place des Vosges à Paris.

ne savons pas de quel illustre exemple l'architecte a pris modèle ; mais il a pu consulter un des ouvrages de l'époque, visiter d'autres édifices.

François de Sourdis, nous l'avons vu, est un humaniste, il insuffle à Bordeaux un métier italianisant. La façade de l'archevêché qu'il fit ériger, sans doute en 1610, comprenait deux ordres superposés, un immense fronton rompu la couronnait.

La galerie de la Mairie est le fruit d'un projet moins ambitieux. Elle manifeste un goût certain pour la sobriété, elle n'accumule pas les motifs compliqués, les exagérations. Le style est simple, robuste, mais en même temps, Maillet utilise des procédés que l'on retrouve souvent chez les maniéristes français et italiens, il recherche les effets d'ombre et de lumière, il met en relief les clefs et les claveaux, les fragments d'entablement.

Aucune monotonie n'apparaît dans cette succession d'arcades, mais au contraire un sens du raffinement, de la mise en scène. La cour est close, étroite, un peu comme une scène de théâtre. Maillet parvient à créer un décor qui la grandit, l'ennoblit. A cette époque, l'ordre est considéré comme l'ornement nécessaire aux édifices importants, et le legs le plus noble de l'Antiquité.

Les fêtes, les entrées royales ont peut-être inspiré ce monument dressé en l'honneur du maire de Bordeaux, mais il exprime un art plus dépouillé, d'esprit plus classique, proche de certaines réalisations parisiennes.

Les arcades en plein cintre ornées de claveaux saillants n'évoquent-elles pas singulièrement celles de la place Royale à Paris (fig. 6) ? Peut-on voir ici aussi l'expression d'un art officiel, soucieux de plaire au pouvoir royal et rompant définitivement avec les traditions locales ?

PLANS ET ÉLÉVATIONS DE BOUTIQUES BORDELAISES DU XVII^e SIÈCLE

par Pierre COUDROY DE LILLE

Des documents graphiques forts intéressants figurent sous la cote II E 2.733 A aux Archives départementales de la Gironde, dans le dossier « familles », liasse relative aux Tranchère. Ce sont des documents retraçant toute l'histoire de la reconstruction, en deux occasions, de trois boutiques du quai de la Grave, à Bordeaux, sur une durée de 126 ans, de 1678 à l'an XII. Les pièces d'archives sont accompagnées de dessins qui constituent le principal attrait du dossier.

A Bordeaux, les précisions pour permettre de dater les boutiques d'artisans et de commerçants du XVII^e siècle sont rares. Selon le langage de l'époque, c'étaient des « chopes », et quand on se promène dans les anciennes rues du centre de la ville elles apparaissent plus nombreuses qu'on ne le croirait. Dans la rue du Loup, on peut encore dénombrer plus d'une dizaine de ces chopes ; il y en a d'autres dans le quartier Saint-Eloi, dans le quartier Saint-Michel. Quelques dates sont inscrites dans la pierre : rue des Bahutiers, 1687 ; place Sainte-Colombe, 1708. Les documents présentés ici permettent de dater une architecture de boutique de 1686.

Le 1^{er} juin 1678, François-Martin Tranchère, praticien à Bordeaux originaire de Guîtres, prend à fief nouveau une chope et une paneterie situées sur le quai de la Grave, au débouché de la rue des Faures, pour la somme de 1.500 livres pour tout droit d'entrée et de trente sols de rente annuelle ; il a la permission de rebâtir. Les bâtiments sont appuyés au mur de la ville, à la tour sud de la Porte de la Grave avec entre deux une petite boutique où se tenait le billetier chargé de percevoir les taxes.

Un état des lieux dressé par Raymond Labat, maître-maçon juré, intendant des œuvres publiques de la maçonnerie de la ville, nous décrit les bâtiments qui tombent en ruine : « les fondements fort gâtés et crevassés en plusieurs endroits menaçants ruine, comme aussi la charpente que nous avons visitée laquelle est pourrie et gâtée aussi bien que la lattefeuille... » Et

cependant une élévation et un plan sont joints au dossier qui nous montrent la façade des bâtiments tels qu'ils existaient au XVII^e siècle (fig. 1).

A droite, c'est le corps de garde pour les billetiers, puis une paneterie, enfin la chambre de boutique. Chacun de ces trois éléments est ouvert au rez-de-chaussée par un grand arc de boutique en anse de panier, avec des tablettes de pierre formant appui ; au premier étage une large fenêtre surmonte chaque arcade ; la chope présente en plus un second étage à fenêtre ; les deux boutiques de droite offrent chacune une lucarne cintrée à œil-de-bœuf. Chaque étage, chaque ouverture, est fortement mouluré. Ces précieux dessins montrent une écriture antérieure à 1678, l'architecture pourrait bien dater du début du XVII^e siècle, peut-être de l'époque Henri IV.

Tranchère envisageait de faire des travaux, car les jurats lui donnèrent la permission de hausser les échoppes, en 1681 « pour les bons et agréables services rendus à la ville ». Il exerçait alors les fonctions de procureur fiscal à Coutras, et il mourut à Guîtres en 1685 sans avoir reconstruit. Son frère Martin Tranchère en hérita, et sitôt après décida de faire les travaux.

Tranchère fit appel à un maître-maçon du bourg de Saint-Seurin, Jean Peyrat (ou Depeyrat, ou Dupeyrat), et passa avec lui un contrat d'entreprise par devant notaire le 11 janvier 1686.

Un dessin rehaussé de couleur est joint à la copie de l'acte notarié qui montre le plan et l'élévation (fig. 2). Il y a concordance entre l'acte et le dessin, et leur étude permet de remarquer les modifications intervenues à la façade de 1686 :

— Au rez-de-chaussée, les arcs de boutique sont réduits pour permettre de loger : contre la tour une porte d'entrée au guichet, une porte pour la boutique de droite avec couloir conduisant à l'escalier.

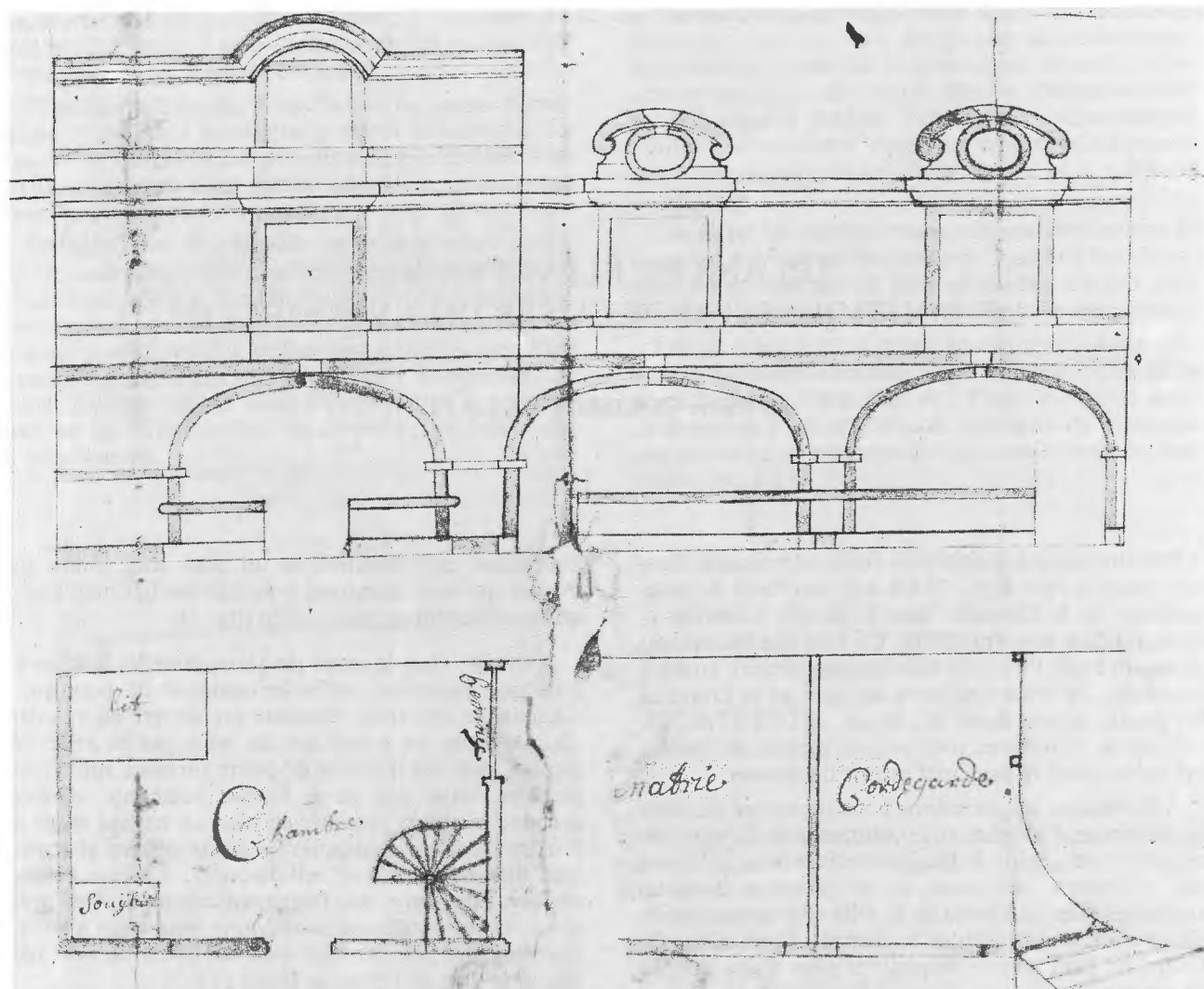


FIG. 1. — Élévation des boutiques telles qu'elles étaient avant 1686.

— Au premier étage, la boutique de gauche est éclairée d'une croisée à meneau de pierre au-dessus de l'arcade, et d'une demi-croisée au-dessus de la porte; la paneterie n'a qu'une croisée à meneau, alors que le corps de garde n'a qu'une demi-croisée.

— Des combles aménagés dans la toiture mansardée permettent d'avoir un étage habitable; pour la boutique, il y a une grande lucarne à fronton cintré, et pour le corps de garde une lucarne à fronton triangulaire. L'alternance d'un fronton courbe et d'un fronton triangulaire est habituelle dans l'architecture de l'époque Louis XIV.

Quelques moulures soulignent les ouvertures et les lignes horizontales. Mais les décors sont plus sobres, ou plus discrets.

Ainsi, c'est une façade bien rythmée, avec une alternance des croisées et des demi-croisées, comme il

était habituel à Bordeaux dans la deuxième moitié du XVII^e siècle. Plus tard, au XVIII^e siècle, les dimensions des fenêtres furent unifiées, tout au moins sur un même niveau horizontal.

Voici la transcription du contrat notarié.

11 Février 1686

Contrat d'entreprise de réparations à faire dans l'échoppe située à la Porte Lagrave par Jean Peyrat, maître masson, en faveur de Sr Martin Tranchère, moyennant la somme de 1150 l. et deux barriques de vin.

Avec la quittance dudit Peyrat.

Aujourd'hui 11^e du mois de Février 1686 avant midy par-devant moi notaire royal de Bordeaux en Guyenne (Grégoire) sous signé. Présants les témoins bas-nommés a été présent en sa personne Jean Depeyrat maître masson de cette ville habitant au bourg St Seurin lès Bordeaux, lequel de son bon

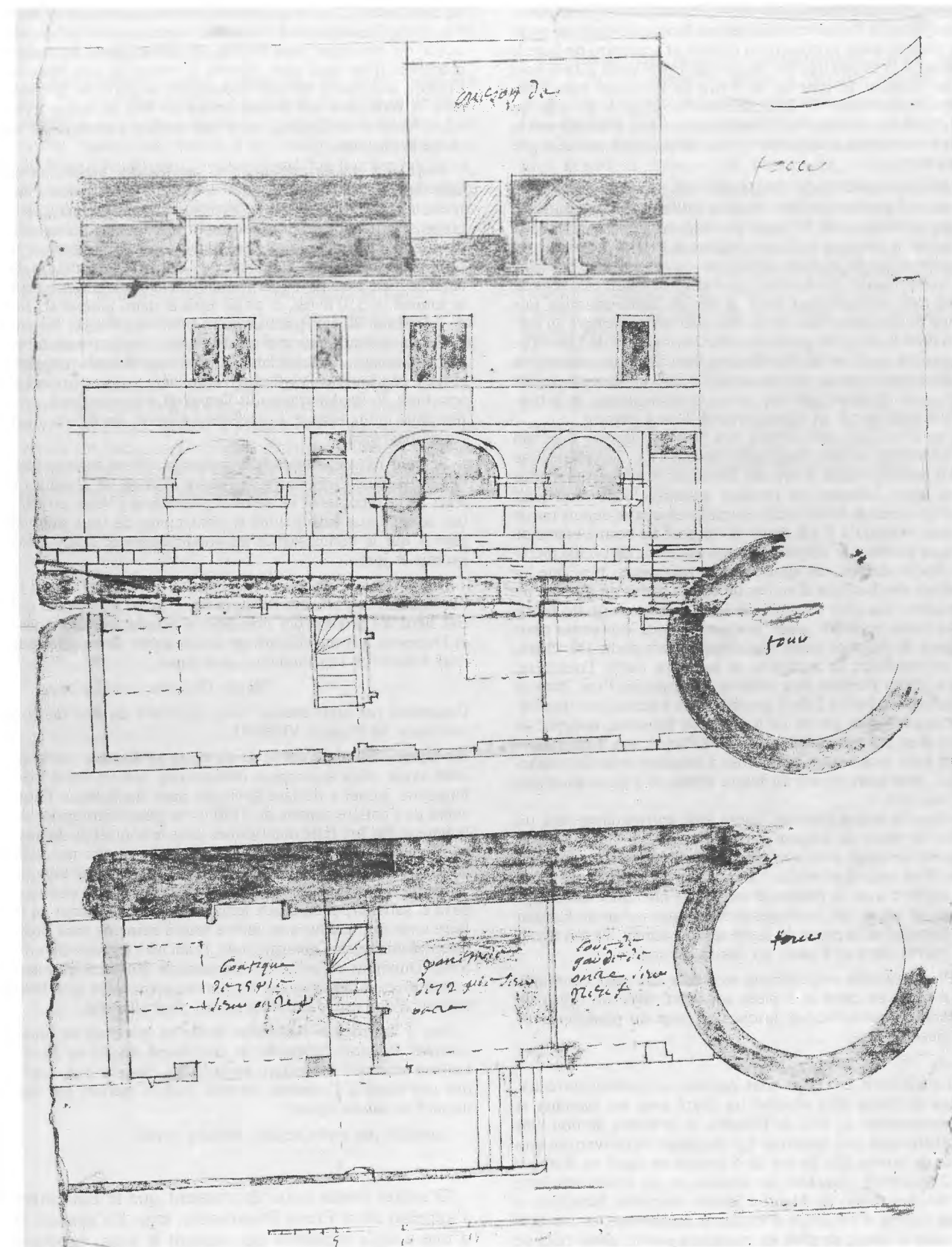


FIG. 2. — Dessins pour la reconstruction de 1686.

gré et volonté a promis comme il promet par ses présentes, à Sieur Martin Tranchère habitant de la ville de Guîtres, étant de présent audit Bordeaux ici présent et acceptant de faire le travail à la chope qui est située à la Porte de la Grave hors ville joignant la tour de la Porte de la Grave hors ville, appartenante audit Sr Tranchère comme ayant le droit de feu Maître François Martin Tranchère son frère, et en suivant le devis et ouvrage convenu entre les parties de la manière que s'en suit.

Premièrement ledit Dupeyrat entrepreneur sera tenu comme il promet de faire bastir à ladite chope une muraille dans la distance de 42 pieds en longueur à prendre puis la tour de la porte de la Grave jusques à la chope de la veuve Audureau et de 14 pieds depuis ras de chaussée de hauteur, et assurer ledit fondement nécessaire jusques aux solives, fera ledit entrepreneur dans le bas de ladite muraille une porte et une demie croisée au côté avec un cantalabre au peron dans le corps de garde des billettiers qui sera de 8 pieds en largeur et de 12 à 13 pieds de long dans l'espace restant fera ledit entrepreneur 3 arsaux, savoir 2 dans la distance qui est à présent en paneterie pour servir à même usage, et le troisième pour rester en chope comme il est à présent, — au dessus desquels arsaux sera basti un parpain avec son entablement au haut dans ladite distance de 42 pieds de long dans lequel parpain il sera fait 2 croisées et une demie croisée avec leurs lucarnes en fronton audessus, sera tenu ledit entrepreneur de bastir ladite muraille et arsaux depuis ras de chaussée jusqu'à 7 à 8 pieds de hauteur de bonne pierre de Roque penot et le parpain qui sera audessus de bonne pierre de Roque de tau, les appuis des croisées aussi bien que les tabliers des 3 arsaux d'en bas de bonne pierre de Rauzan ou Bouchet. De plus sera obligé ledit entrepreneur de bastir 3 parpains en ladite place jusques au toit, le premier pour séparer la chope de ladite Audureau de celle dudit Tranchère, le second entre la paneterie et la chope dudit Tranchère, dans lequel parpain sera observé 3 cheminées l'une dans la paneterie en bas et 2 dans les chambres hautes, leurs jambages et manteaux seront de Rauzan ou Bouchet, la pente de celle d'en bas sera de pierre de St Laurent, aux 2 cheminées d'en haut sera fait un petit cadre à chacune orné d'architectures, avec leurs tuyaux de brique élevés de 3 pieds au dessus du couvert, — dans la même chambre haute ledit entrepreneur fera un évier de pierre de Rauzan ou Bouchet de 3 pieds de long et 2 pieds de large avec son canal pour conduire les eaux en bas. Plus sera observé dans le parpain qui séparera le corps de garde d'avec la paneterie une petite cheminée dans ledit corps de garde, les jambages et manteaux seront de Rauzan ou Bouchet et la pente de pierre de St Laurent, et son tuyau de brique élevé et 3 pieds au dessus du couvert.

Plus fera ledit entrepreneur une cave des lieux communs de 6 pieds en carré et 5 pieds sous clef, avec un tuyau de poterie qui sera conduit jusques au haut du plancher avec un siège de bois.

La billetterie et chope sont carrelés de grands carreaux. Dans la chope sera observé un degré avec ses marches et contremarches de bois de Flandre, et le noyau de bon bois de chêne avec son tambour. La charpente et couverture sera faite de bonne fille de ray de 6 pouces en carré en distance de 2 en 2 pieds blanchies par dessous, et par dessus sera latté de bonnes tables de Flandre jointes ensemble blanchies et bien clouées d'un pouce d'épaisseur ou environ, et couverte de tuile à canal, de plus les planchers seront aussi faits de bonnes tables de Flandre de copruy blanchies des 2 côtés tirées en languette et bien clouées sur des soliveaux passants

de bois de ray (?) d'environ de 6 pouces en carré aussi bien blanchies. Les croisées et demies croisées seront de bois de noyer ou bourdille bien ferrées et vitrées, dans lesquelles chambres d'en haut sera observé 2 portes de bon bois de Flandre avec leurs ferrures ordinaires, la porte de la billetterie et fermeture des arsaux seront de bois de noyer avec leurs ferrures ordinaires, avec un amban audessus de la chope seulement.

Pour ce ledit entrepreneur se servira des matériaux et démolitions qui seront bonnes et valables et disposera du restant à sa volonté, laquelle batisse ledit entrepreneur promet et sera tenu de rendre faite et parfaite, la place nette et la clé à la main partout le mois de may prochain moyennant la somme de 1.150 livres et 2 barriques de vin, en déduction de laquelle il en a été payé tout présentement audit entrepreneur la somme de 550 livres, et ce en louis et demi-louis d'argent de 3 livres et 30 sols pièce et autre bonne monnaie, faisant icelle que ledit Dupeyrat a pris et reçue, s'en est contenté et en tient quitte ledit Tranchère, et pour les 600 livres restantes et les 2 barriques de vin icelluy Tranchère promet comme il sera tenu de les délivrer audit Dupeyrat à proportions qu'il fera faire ladite bâtisse, avancement d'icelle, fin de travail et fin de paiement.

Et pour l'entretienement du contenu cidessus lesdites parties ont obligé l'un envers de l'autre tous en un chacun de leurs biens meubles et immeubles présents et à venir qu'elles ont soumis aux juridictions et contraintes de tous sieur et juge à qui la connaissance en appartiendra et aussi l'ont promis et juré.

Fait à Bx en mon étude en présence de Pierre Jautard et Jacob Goizon praticiens habitant Bx témoins à ce requis qui ont signé à l'original des présentes et non lesdits Tranchère et Dupeyrat qui ont déclaré ne savoir signer de ce faire par moy interpellés l'ordonnance ainsi signé

Signé: Grégoire, notaire royal.

Collationé par nous escuyer cons. secrétaire du Roy maison couronne de France: VIGNAL.

En marge: Et advenant le 4^e du mois de Septbre audit an 1686 avant midy a comparu devant moy notaire royal ledit Dupeyrat lequel a déclaré avoir été payé dudit sieur Tranchère de l'entière somme de 1150 livres pour l'entreprise de la bâtisse par luy faite mentionnée dans le contrat cy dessus, et ensemble de la pipe de vin contenue et promise par ledit contrat, de laquelle somme de 1150 livres et susdite pipe de vin ledit Dupeyrat s'en est tenu et tient pour bien content, payé et satisfait, et en quitte ledit Tranchère et promet de le faire tenir quitte envers et contre tout à peine de tous ordinaires dommages. Déclarant ledit Tranchère être satisfait du Sieur Dupeyrat et ladite bâtisse comme étant entièrement parachevée. Attendu quoy les parties consentent que ledit contrat d'entreprise soit et demeure pour annulé.

Fait à Bourdeaux dans mon étude en présence de Sieur Laurent Poisson bourgeois et marchand de Bx et Jacob Goizon praticien demeurant audit Bx les témoins à ce requis qui ont signé à l'original, et non lesdites parties qui ont déclaré ne savoir signer.

Contrôlé par moi Grégoire notaire royal.

D'autres textes nous apprennent que le boulanger s'appelait alors Pierre Desarnauts, mais il s'agissait là d'une simple paneterie qui vendait le pain, fabriqué ailleurs (probablement dans la « Rue des Fours »,

entre Saint-Michel et Sainte-Croix). On ne sait quel était le locataire qui occupait la chope de gauche, ni quel commerce il exerçait.

Quarante ans après, manquant de place, nouvelle requête pour hausser les boutiques d'un étage de plus. En effet, la chope voisine qui appartenait en 1686 à la veuve Audureau, veuve d'un maître-maçon du nom de Pierre Audureau, avait été vendue par ses héritiers, les Coulau, en 1720 à Pierre Fatin, bourgeois et marchand. Celui-ci avait reconstruit en 1721, avec un étage de plus; aussi Pierre Tranchère, avocat, juge de Guîtres, petit-fils de Martin, demande aux maires et jurats de hausser d'un étage pour se mettre à l'alignement de la maison de Fatin nouvellement bâtie.

La requête aux maires et jurats est du 16 mai 1724 « et le suppliant a lieu d'espérer qu'à la vue des lieux la permission qu'il demande lui sera accordée avec d'autant plus de raison que la bâtisse qu'il entend faire contribuera à la décoration et embellissement du port... », ce qui donne à penser que cinq ans avant la venue de Jacques Gabriel à Bordeaux il était déjà en projet d'unifier et d'embellir la façade des quais. Après enquête, la permission est donnée. Mais on ne

sait quel sort eut la suite des boutiques, avant la reconstruction générale de 1763.

Le dossier des Archives départementales est complet, il donne plusieurs actes et dessins relatifs à la reconstruction de la façade telle que nous la voyons. Le 7 janvier 1760, concession de terrains par la municipalité au-devant des boutiques, pour reconstruire en plus grand, à Arnaud de Tranchère, écuyer, fils de Pierre, conseiller du Roi, trésorier général aux finances (charge anoblissante) et procureur-syndic de la ville de Bordeaux. Et le 15 mai 1763, acte est passé entre celui-ci et Jean Alary, maître architecte demeurant rue des Faures, pour construire trois maisons neuves, dont les plans sont joints au contrat. C'est l'actuel n° 1 du quai de la Grave, occupé par les Stocks Ness.

Achat quelque temps après de la maison Fatin qui est reconstruite par Tranchère, selon le plan directeur en trois petites maisons à une seule travée, sous les numéros actuels 2, 3 et 4 du quai de la Grave. Ainsi, Tranchère fut un lotisseur de la façade des quais. Mais cette reconstruction du XVIII^e siècle fera l'objet d'une autre étude.

UN PLAN DU CHÂTEAU D'ISSAN, À CANTENAC, DE 1728

par Pierre COUDROY DE LILLE

Aux Archives départementales de Bordeaux, dans le minutier de Maître Trayssac, figure à la date du 28 mars 1729 l'acte de partage du château d'Issan, à Cantenac, et des terres dépendantes de la baronnie. A l'acte est joint un grand plan d'architecte qui nous éclaire sur le partage ainsi effectué pour le château dans la proportion 2/3-1/3 entre des cousins copropriétaires. On peut consulter l'acte sous la cote 3 E 11.941, répertorié parmi les titres féodaux de la série 3 E.

Ce 28 mars 1729, l'acte est passé par-devant Maîtres Fatin et Trayssac, notaires à Bordeaux. Il mettait en présence plusieurs personnages :

- Messire Léon de Foix-Candale, baron de Doazit, donataire de sa mère, Dame Marie d'Essenaut, veuve d'Henri de Foix-Candale, pour les 2/3 de la baronnie d'Issan ;
- Messire Charles-Guillaume d'Alesme, seigneur de Trémolat, principal du Collège de Guyenne en tant que curateur de son neveu Messire Léonard-Antoine d'Essenaut, baron de Cadillac, marquis de Castelnau, baron d'Issan pour le 1/3 comme héritier testamentaire de Pétronille Largeteau, veuve du Président François-Sarran d'Essenaut ;
- Dame Anne-Magdelaine d'Alesme, veuve de Messire Antoine d'Essenaut, baron de Cadillac, usufruitière des biens appartenant à son fils mineur Léonard-Antoine, ci-dessus mentionné.

La difficulté successorale venait du testament rédigé en 1722, par Pétronille Largeteau, riche veuve du baron d'Issan, morte sans postérité, testament par lequel elle donnait sa part, soit un tiers de la baronnie, à un lointain neveu de son mari, Léonard-Antoine d'Essenaut, alors que le plus proche neveu, Léon de Foix-Candale, avait les deux tiers. Ce testament est reproduit dans le tome XIX des *Archives historiques de la Gironde*, pages 401 à 421.

Le château et les terres labourables, vignes, prés, bois, aubarèdes, furent partagés ainsi dans cette pro-

portion 2/3-1/3 ; des lots équivalents ont été attribués afin de reconstituer de chaque côté un domaine. L'aile nord et les bâtiments ABCDEFGHI furent donnés à Léon de Foix-Candale, Madame d'Essenaut eut l'aile sud avec KLMNOPQ.

Ce partage complet du château, des terres, des dépendances agricoles, ne dut être guère favorable à une gestion aisée et régulière, et malgré tout il se prolongea entre les héritiers de ces diverses familles pendant tout un siècle, jusqu'à ce que Jean-Baptiste Duluc, négociant à Bordeaux, achète les deux tiers d'Issan le 29 février 1824 aux deux sœurs de Foix-Candale, et l'autre tiers le 24 juin suivant à Léonard-Antoine, baron de Castelnau d'Essenaut.

Le plan du château, daté de 1728, est complet ; il englobe l'enceinte et les dépendances ; il est réalisé soigneusement, avec des couleurs, selon une échelle précise. Il est signé par plusieurs personnages importants :

- Jean de Barrelier de Bitry, officier, ingénieur militaire en chef du Château Trompette et de la tour de Cordouan, membre de l'Académie de Bordeaux, qui mourut en 1742 ;
- Etienne Dardan, maître architecte (1683-1763), qui travailla notamment à la construction de la Place royale sous les ordres de Jacques Gabriel ;
- Pierre Tranchard, maître architecte, qui deviendra en 1737 le beau-père de Dardan.

Ce plan fut rédigé au Château Trompette où se trouvaient les bureaux de Bitry, et fut contresigné par le Frère Fontaine, religieux de Saint-Dominique, celui qui avait achevé la construction de la chapelle du Couvent des Dominicains, actuelle église Notre-Dame. Il est rédigé sur parchemin, et lui est joint le plan d'une métairie dite « de la Ménagerie », elle aussi partagée 2/3-1/3.

Ce plan montre bien que les bâtiments, pour leur surface au sol, n'ont guère été modifiés depuis ; la cour d'honneur, cependant, était fermée d'un mur de

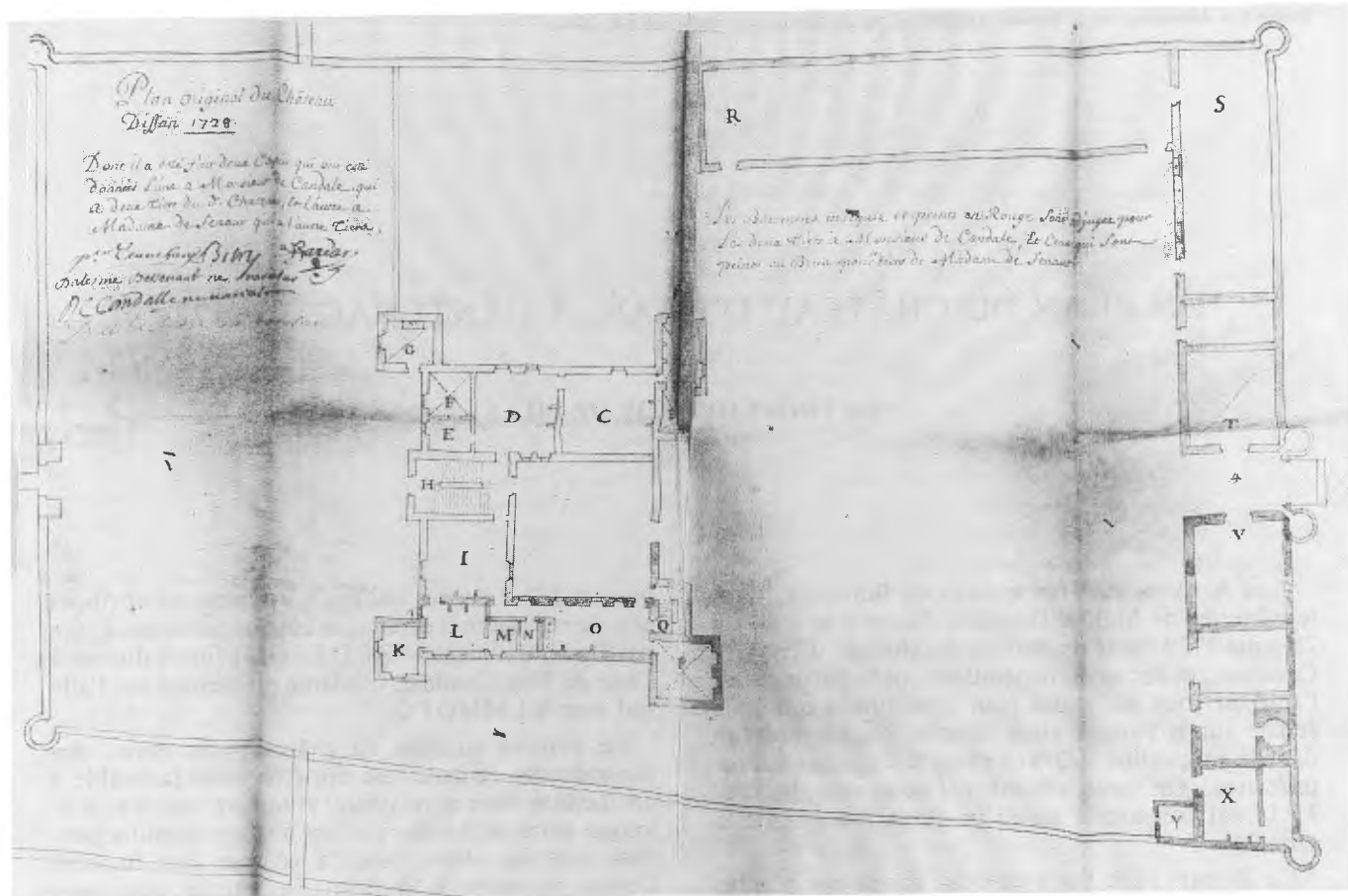


FIG. 1. — Plan original du château d'Issan, 1728.

clôture qu'on fit disparaître. Les quatre pavillons quadrangulaires, la tour triangulaire abritant le grand escalier d'apparat rampe sur rampe, existent toujours. La chapelle était marquée par son autel dans le pavillon G. Les voûtes d'arêtes sont signalées en pointillé.

Mais l'enceinte fortifiée était complète, avec fossés, tours rondes aux angles, deux ponts d'accès enjambant les douves. Le châtelet d'entrée à deux tours de flanquement pour la porte principale est toujours en place. L'acte notarié mentionne quelques toitures : « la chambre qui est dans le dôme au-dessus de l'entrée du château n'a pas été comprise dans le toisé ci-dessus... », et : « l'impériale qui est sur le portail de la cour... ».

Tiré de l'ouvrage de Danflou sur les châteaux vinciennes, un dessin de Lancelot, de 1900, montre les tours rondes d'angle de l'enceinte coiffées de dômes à l'impériale, comparables à ceux que l'on voit sur des tours du château de Malle, à Preignac. Ces deux châteaux, pour une bonne part, ont été en effet reconstruits dans le premier tiers du XVIII^e siècle.

Le château et la baronnie d'Issan avaient été achetés par Jean d'Essenaut, conseiller au Parlement de Bordeaux, entre le 26 juillet 1600, date de son testament, et le 14 mars 1605, date d'un codicille : « toutefois par ce présent codicille je veux et entends que sur tous mesdits biens ledit Maître Pierre d'Essenaut mon fils aîné prenne de la terre et baronnie d'Issan que j'ai acquise du Seigneur de Duras... » Il mourut le 11 avril 1605 à Bordeaux.

Ce fut ce fils aîné, Pierre d'Essenaut, baron d'Issan, également conseiller au Parlement, qui fit reconstruire le château, avec l'aide financière de sa femme, Marguerite de Lalanne. Il testa en 1625 et l'on peut penser que le château était alors édifié à peu près tel que nous le voyons aujourd'hui, puisque la cheminée d'honneur porte deux initiales entrelacées, le P de Pierre et le M de Marguerite.

Les propriétaires actuels du château d'Issan, M^{me} Cruse et M. Lionel Cruse, entretiennent parfaitement bien l'un des plus beaux châteaux médocains du XVIII^e siècle.

UNE CRÉATION DE VICTOR LOUIS À BORDEAUX : L'HÔTEL NAIRAC

par Christian TAILLARD

L'hôtel Nairac est une des constructions bordelaises dont l'attribution à Victor Louis n'a jamais été discutée. L'architecte parisien le note parmi ses créations sur la première planche de l'album destiné à immortaliser son chef-d'œuvre, la salle de la Comédie¹. Depuis cette époque, il n'est pas un érudit qui, ayant abordé l'œuvre de Louis, ne l'ait évoqué. Marionneau dans sa monumentale biographie en parla de façon allusive². F.G. Pariset, lors du colloque de Londres en 1971, présenta et analysa les dessins de la collection Legris acquis cette même année par les archives municipales³. Il devait résumer ses conclusions sur ce sujet dans son catalogue des dessins de Louis en 1980⁴. Plus près de nous, l'hôtel Nairac a été présenté et décrit brièvement mais avec rigueur par MM. Maffre et Bériac⁵.

Malgré cela, curieusement, cette importante construction n'a jamais fait l'objet d'une étude suivie. La chronologie des travaux reste vague et si nous connaissons par Marionneau la date du plan conçu par Louis⁶, nous ignorons la date d'achèvement de l'ouvrage. Il est admis — sans preuve — que les travaux furent exécutés par l'équipe de Louis, comme il était d'usage avec cet architecte tant à Bordeaux qu'à Paris⁷. Enfin, nous ne savons rien de la distribution primitive, les appartements et l'escalier ayant déjà subi des modifications nombreuses et décisives au temps de Marionneau.

Or, les documents existent, qui permettent d'établir une datation extrêmement précise de la construction, de connaître la distribution primitive au rez-de-chaussée et au premier étage carré (et même le dessin des jardins), de savoir qui a élevé l'hôtel pour le compte de Nairac sur les plans de Louis, et d'apprendre que Louis, ici, a dû se plier à un certain nombre de servitudes qui ne sont pas sans incidence sur sa création.

*
* *

Grâce à la découverte d'une série d'actes notariés, il a été possible d'établir une datation très précise de la construction.

Le terrain sur lequel devait être élevé ultérieurement l'hôtel fut acquis par Paul Nairac de Henri Pick, négociant, par acte du 13 août 1774 passé devant le notaire Rauzan⁸. Il s'agissait de deux parcelles voisines de 50 pieds sur 198 et 51 pieds sur 198, représentant une superficie totale de 555,5 toises superficielles. La vente fut faite moyennant 33 000 livres payées en deux fois, 10 000 livres au comptant en espèces à la signature de l'acte, 23 000 livres plus les intérêts un an plus tard⁹. Ceci correspondait à environ 58 livres 11 sols la toise carrée, somme modique lorsqu'on compare avec les 300 à 610 livres pour la toise superficielle dans les terrains de l'îlot Louis vendus au même moment¹⁰.

Depuis la publication de Marionneau, nous savons que Louis donna les plans de la demeure du négociant en janvier 1775¹¹. Le plan de Lhote du 1^{er} septembre

1. Victor LOUIS, *Salle de spectacle de Bordeaux*, 1782.

2. Ch. MARIONNEAU, *Victor Louis architecte du Théâtre de Bordeaux*, p. 444-445.

3. *Atti del convegno internazionale promosso dal Comité International d'Histoire de l'Art. Neoclassicismo* (Londra, septembre 1971), Gênes, 1973, p. 89-90 et fig. 95, 96, 97.

4. F.G. PARISET, *Victor Louis, 1731-1800. Dessins et gravures*, 1980, p. 66-67.

5. Ph. MAFFRE et J.P. BÉRIAC, *Le Bordelais néo-classique*, Bordeaux, 1983, p. 39-41.

6. MARIONNEAU, *op. cit.*, p. 567.

7. Equipe dirigée par les Durand dans ces deux villes.

8. A.D. Gir., 3E 21701 : notaire Rauzan, 13 août 1774.

9. A.D. Gir., 3E 21703 : notaire Rauzan, 7 août 1775. La somme payée avec les intérêts se montait à 24 091 livres 2 sols.

10. A.M. Bordeaux, Recueil 20 bis, XXI, 0/2.

11. Voir *supra*, note 6.

1775 pour l'aménagement du Château Trompette¹², sur lequel on constate que le terrain situé entre la faïencerie de Hustin et le jardin royal n'était pas encore bâti, permet de penser que les travaux commencèrent vers la fin août de cette année, c'est-à-dire exactement en même temps que ceux de l'hôtel Saige¹³.

L'hôtel Nairac était achevé avant août 1777, probablement depuis peu, et sa renommée déjà établie. En effet, devant le notaire Faugas, le 26 août 1777, est passé un « bail à ferme par Jean Langouran à Luc Stevens et Michel Jacob... d'une maison neuve à côté de celle de M. Nerac... située près le jardin royal... »¹⁴.

*
* *

Tout le monde s'accorde pour reconnaître que l'hôtel Nairac a connu des bouleversements profonds aux ^{xix}e et ^{xx}e siècles. La façade sur cour serait la mieux préservée, la façade sur jardin ayant disparu, l'intérieur bouleversé avec un nouvel escalier d'honneur, les communs et la cour transformés, la façade sur le cours modifiée, sans parler du jardin anéanti.

Or il est possible et même aisé de reconstituer l'état primitif. Nous disposons pour cela d'un certain nombre de documents : le « Plan général des batimens construits à Bordeaux par M. Louis architecte »¹⁵, les plans de l'hôtel Nairac après sa vente à M^{me} Strekeisen¹⁶, et les élévations de l'hôtel Nairac du côté des cours¹⁷ et du côté du jardin¹⁸.

Sur le premier document figurent les plans au rez-de-chaussée dessinés à la plume à l'encre rose (primitivement rouge ?) de toutes les constructions de Louis à Bordeaux¹⁹. Dans le cas de l'hôtel Nairac figure non seulement le plan au rez-de-chaussée de l'immeuble et des communs mais le dessin de l'escalier d'honneur et la disposition du jardin (fig. 1).

Les deux plans renfermés dans le fonds Delpit présentent un très vif intérêt. Le premier est un projet parfaitement clair de modification complète du rez-de-chaussée qui confirme le véracité des renseignements tirés du plan original de Louis : les parties

12. A.M. Bordeaux, Fonds Balaesque. Reproduit dans COURTEAULT, L'aménagement de la place des Quinconces, *Revue philomatique de Bordeaux*, 1914, p. 88.

13. Nous avons pu établir par les rôles de construction de l'hôtel Saige qui subsistent que pour celui-ci les travaux débutèrent vers le 24 août 1775 (A.D. Gir., 2E2537).

14. A.D. Gir., 3E24431.

15. A.M. Bordeaux, Recueil 20 bis, XXI, 1/6.

16. B.M. Bordeaux, Fonds Delpit, XXX, 12.

17. A.M. Bordeaux, Recueil 114, XXII, E/18. Catalogue Pariset, n° 159.

18. A.M. Bordeaux, Recueil 114, XXII, E/19. Catalogue Pariset, n° 160.

19. Ce précieux document n'avait jusqu'ici jamais été exploité. C'est une source de première importance dont nous poursuivrons l'exploitation.

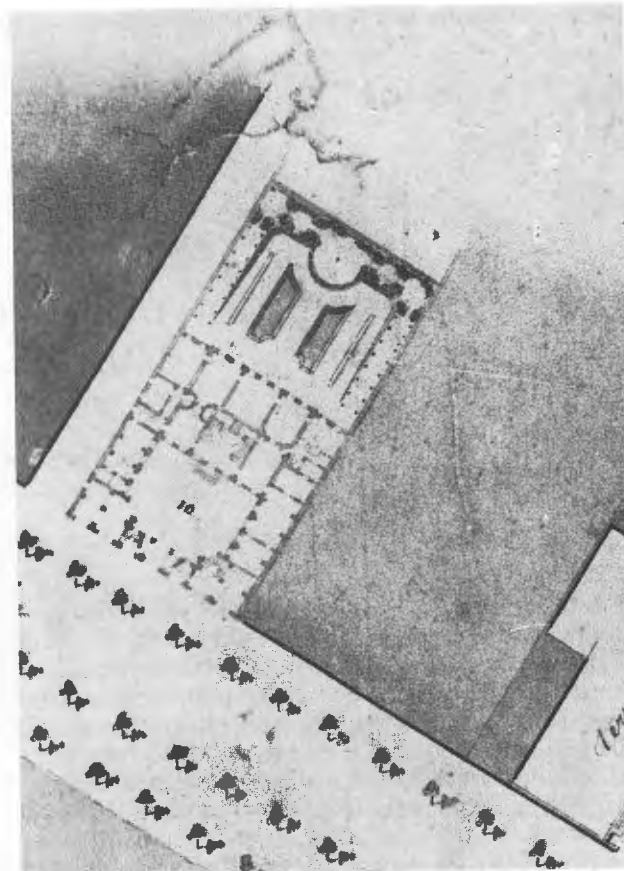


FIG. 1. — Détail du « Plan général des batimens construits à Bordeaux par Monsieur Louis architecte » : l'hôtel Nairac.

existantes et dont le rénovateur envisage le maintien sont indiquées à l'encre de Chine, tandis que les adjonctions ou modifications sont lavées en rouge. De celles-ci, nous retiendrons qu'elles n'ont pas été réalisées dans la mesure où elles prévoyaient la destruction de l'escalier d'honneur rejeté dans une cage plus modeste à droite de ce qui fût devenu un grand vestibule, la réduction de la cour pour permettre l'agrandissement des communs et chais dont la transformation eût entraîné le remodelage complet de la façade sur rue du corps de portique bas. Louis avait donc bien imaginé, prolongé en retour d'équerre par des communs et des chais, un corps de logis double en profondeur où les pièces d'habitation et de réception s'organisaient autour d'un grand vestibule d'où partaient les deux volées droites du prodigieux escalier d'honneur que nous connaissons (fig. 2).

L'autre plan, projetant le remodelage du bel étage, est en effet accompagné du « plan du premier étage de l'Hôtel de M. Nerac » tel qu'il était alors²⁰ et sur

20. Ce document est constitué de deux documents collés ensemble : l'état existant et le projet de remodelage. Le premier, qui nous intéresse ici, est manifestement antérieur à la Révolution et j'y verrais volontiers le plan original de l'étage correspondant au plan du rez-de-chaussée vu par Marionneau dans la collection Duphot, signé et daté du 27 janvier 1775.

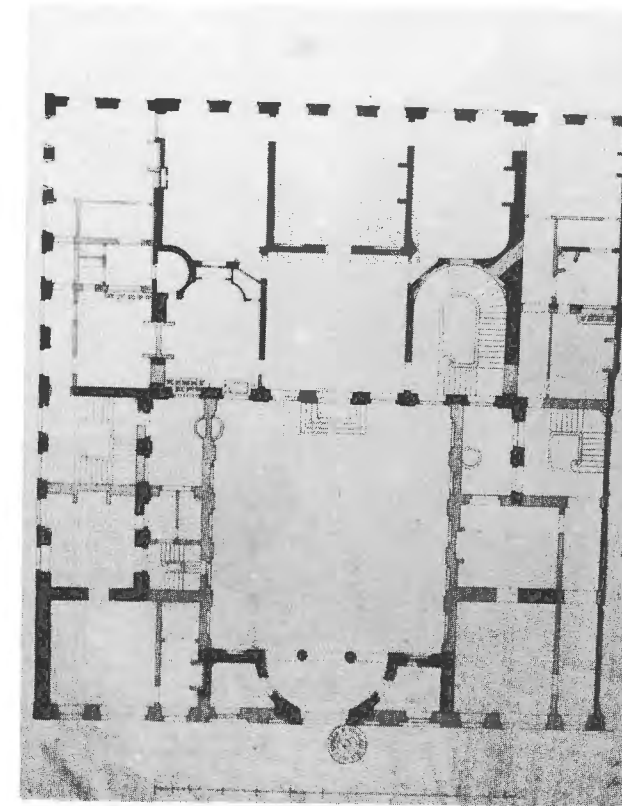


FIG. 2. — Plan au rez-de-chaussée de l'hôtel Nairac avec les modifications prévues après la vente à M^{me} Strekeisen.

lequel figure l'escalier dont le très beau dessin prouve la similitude avec celui existant actuellement. Est-ce à dire que nous conservons l'escalier de l'époque ? Marionneau parle du « dessin de l'escalier d'honneur, avec les modifications exécutées sur les plans de M. Duphot »²¹. Si modifications il y eut, elles furent bien modestes et ont probablement trait à la balustrade de fer forgé qui ne nous paraît effectivement pas être d'origine. Pour le reste, la distribution de l'étage est tout à fait rationnelle avec quatre appartements et des escaliers secondaires ou dérobés donnant accès à l'étage d'attique (fig. 3).

Les deux élévations en façade sur le cours et sur jardin permettent de retrouver l'allure primitive de l'hôtel dans ses parties modifiées ou mutilées. Sur le cours, le corps de portique en façade présente des différences, visibles d'ailleurs sur le terrain. Dans les embrasures des trois arcades latérales disposées de part et d'autre du portail monumental, des fenêtres rectangulaires ont été substituées aux portes piétonnes et aux larges portails rectangulaires des chais et des communs en même temps que disparaissaient dans ce dernier cas les entablements talutés qui les surmontaient (fig. 4). En arrière, l'élévation de l'hôtel, estompée, confirme l'état actuel sauf en ce qui concerne les lucarnes de comble et la balustrade de pierre à la base de la toiture qui ne fut peut-être d'ailleurs jamais réalisée (fig. 5).

L'élévation du côté du jardin, qui, par suite de multiples reprises et adjonctions, peut être considérée

21. MARIONNEAU, *op. cit.*, p. 567.

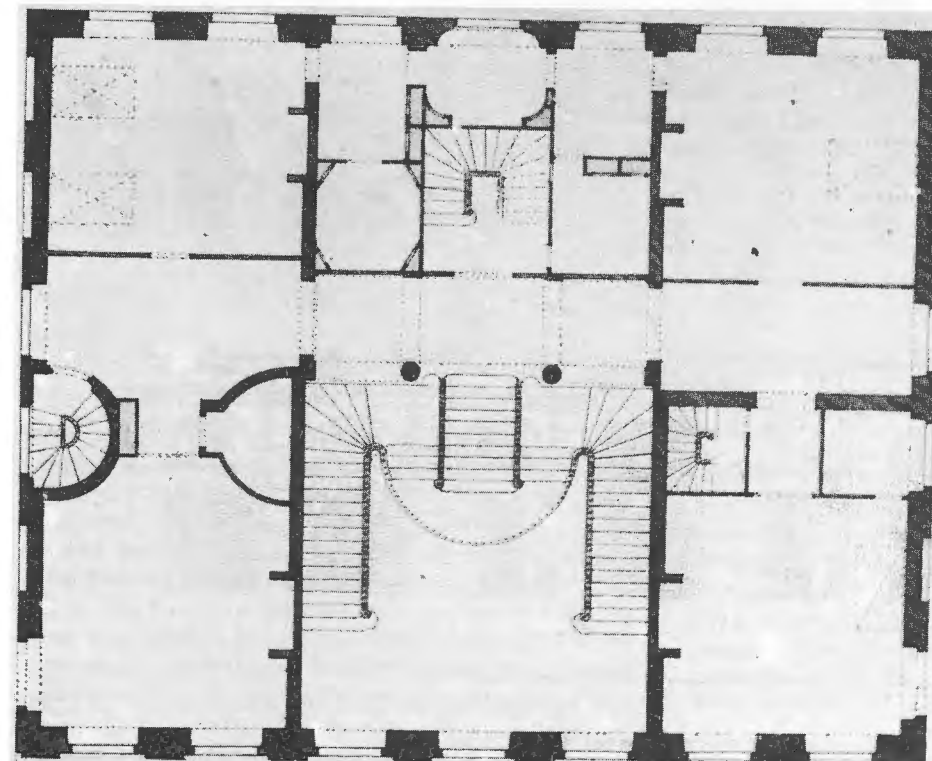


FIG. 3. — Plan du premier étage de l'hôtel Nairac.



FIG. 4. — L'hôtel Nairac vu du cours de Verdun (1984).

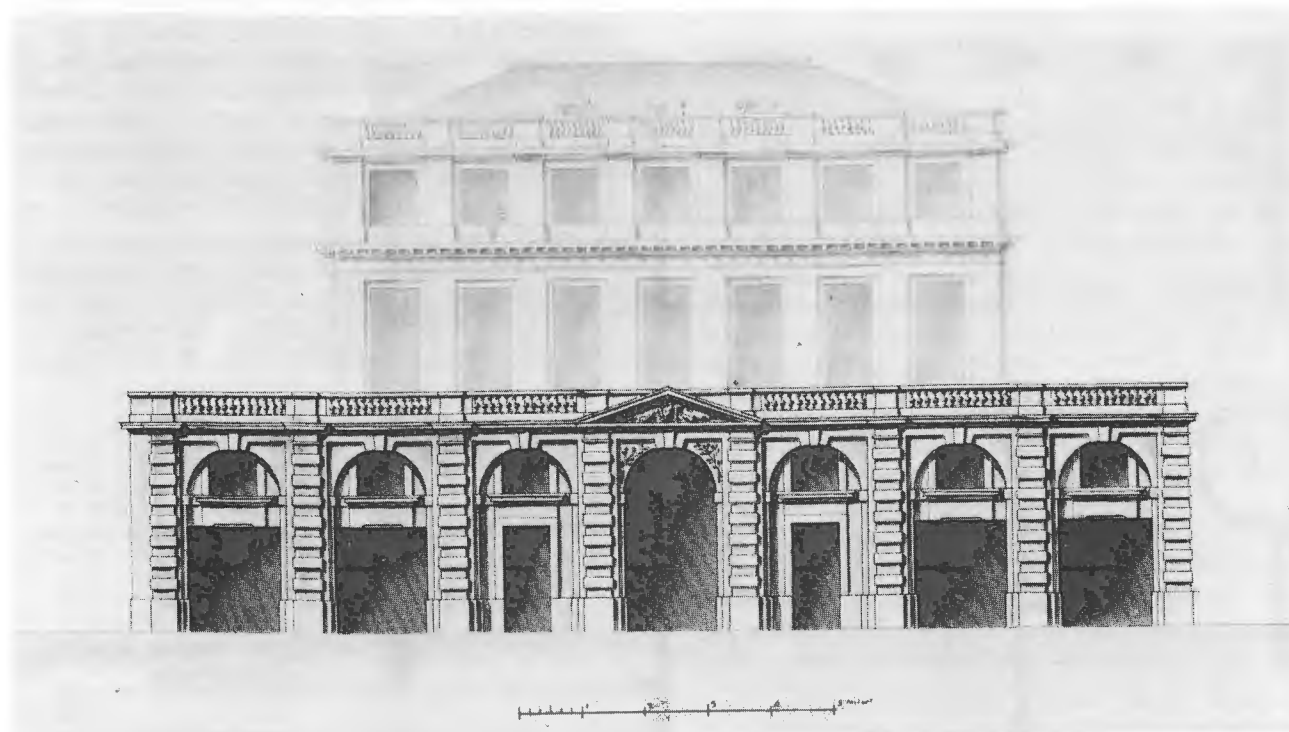


FIG. 5. — Elévation en façade sur le cours de l'hôtel Nairac. Etat primitif. (Cliché C.R.D.P.)

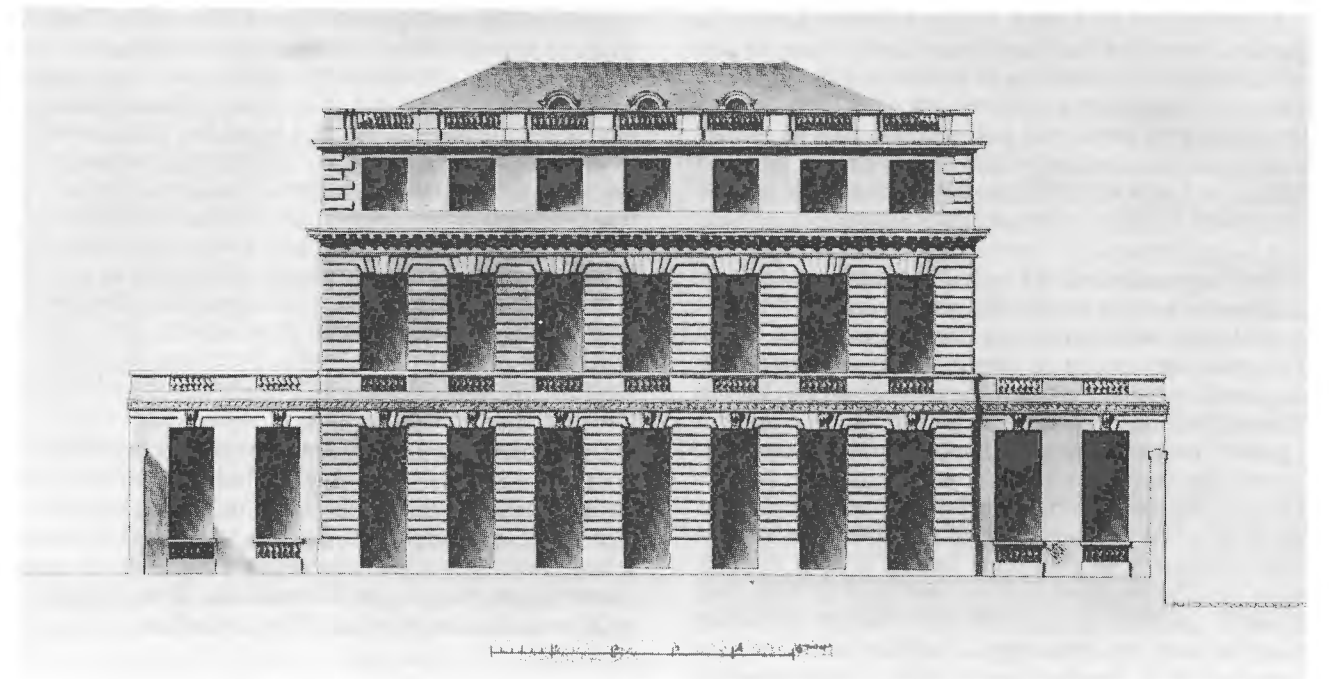


FIG. 6. — Elévation en façade sur jardin de l'hôtel Nairac. Etat primitif. (Cliché C.R.D.P.)

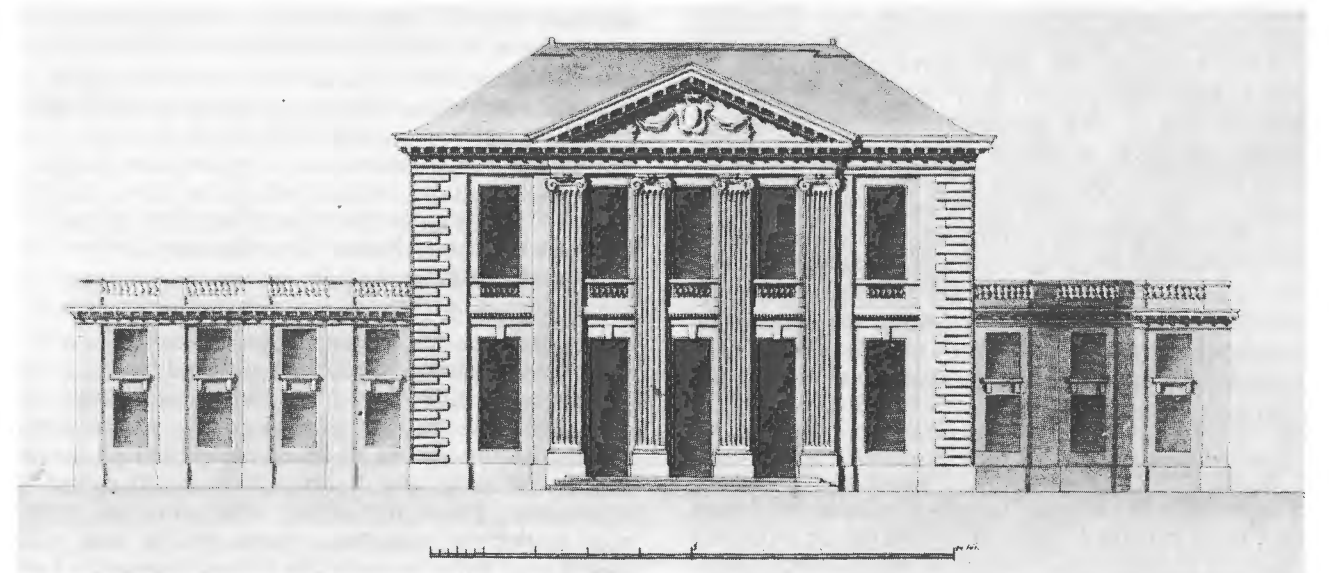


FIG. 7. — Façade sur jardin d'un château non encore identifié par Victor Louis. (C.R.D.P.)

comme disparue, nous est ici restituée dans son état primitif. Ce dessin nous paraît avoir été jusqu'ici mal interprété. F.G. Pariset voulait y voir la façade sur cour 22. Deux éléments au moins vont à l'encontre de cette hypothèse. D'une part, les murs en coupe aux angles des pavillons latéraux en retrait sont trop bas pour pouvoir être ceux des communs et ne se retrouvent pas à l'angle du corps de logis principal ; d'autre part, la rue indiquée sur la droite du plan est évidemment la rue Hustin. La position de celle-ci par rapport à l'hôtel Nairac lève toute équivoque (fig. 6).

Cette nouvelle attribution oblige à éliminer l'hypothèse qui voulait voir (avec les plus expresses réserves) dans un autre dessin du même recueil de l'ancienne collection Legrix cette façade sur jardin 23. L'échelle implique un terrain beaucoup plus large que celui dont disposait Nairac. Ce très beau dessin est un projet de façade sur jardin pour un château non encore identifié (fig. 7).

22. PARISSET, *Catalogue...*, n° 160, p. 66.
23. PARISSET, *op. cit.*, n° 161, p. 66.

L'attribution de l'hôtel Nairac à Victor Louis n'a jamais été contestée. L'ouvrage figure dans les dix édifices dont il revendique la paternité à Bordeaux et qui sont nommément désignés sur le « Plan général des bâtimens construits à Bordeaux par M. Louis architecte » ou indiqués dans son ouvrage paru en 1782. Tout cela est confirmé par le plan signé et daté de janvier 1775 que connut Marionneau.

Or l'acte notarié du 13 août 1774 par lequel Nairac acquiert le terrain donne un autre nom. Ce texte est absolument sans équivoque : « Comme le dit Sieur Pick était sur le point de faire construire des batimens sur les dits emplacements vendus, quil a fait tirer un Plan et pris des engagements a ce sujet avec le sieur Laclotte maitre architecte, que celui ci a deja commandé des materiaux necessaires, et que le D. Sr Pick ne peut retracter ny annuler les dits engagements par luy pris, il est convenu que le dit Sieur Nairac sera tenu d'exécuter et entretenir en son propre et privé nom, les dits engagements pris par le dit Sr Pick avec le dit Sr Laclotte, a quy ledit Sieur Nairac se soumet expressement, en consequence de faire battir incessamment sur les d. emplacements vendus, conformément aux devis, marchés, et Plan arretés par le D. Sr Pick avec led. Sr. Laclotte, afin que le dit Sieur Pick ne soit exposé a aucune demande et recherche de la part dudit sieur Laclotte, ce qui fait une condition essentielle de la presente vente, sans laquelle et son execution, le d. Sr. Nairac reconnoit que led. Sr. Pick ne leut faitte. Promettant ledit Sr. Pick de remettre aud. Sr. Nairac, un double des devis, police, et plan, arretés avec le dit sieur Laclotte, contre signés nevarietur, pour etre exécutés par led. Sr. Nairac qui se reserve cependant de faire tels changements quil trouvera a propos, au plan de distribution et de les reformer suivant son gout, sans rien diminuer du prix des ouvrages convenus avec ledit Sieur Laclotte... » Nairac en achetant le terrain s'engageait donc à faire élever la demeure par Lclotte dont les plans et devis étaient prêts et qui avait déjà acheté les matériaux.

Il est difficile *a priori* d'envisager une reculade, d'autant que la vente ne fut pas dénoncée par Henri Pick et qu'Etienne Laclotte n'intenta pas de procès au nouveau propriétaire. Laclotte serait-il donc l'architecte et entrepreneur de l'hôtel Nairac ? Certes il en aurait été capable et certaines de ses créations comme l'hôtel Labotière prouvent qu'il était bien autre chose qu'un simple faiseur. C'est malgré tout, en la circonstance, impensable. Tout d'abord, l'entrepreneur bordelais n'eût pas manqué de faire un procès à Louis qui, par ailleurs, n'en était pas à revendiquer la paternité de l'œuvre d'autrui. Mais il y a un autre élément, décisif celui-là. L'insistance d'Henri Pick à introduire dans le contrat l'obligation pour le négociant Paul Nairac de faire appel à Laclotte pour édifier sa future demeure trouve son origine dans l'acte du 28 juin 1773 passé devant le notaire Guy père et par lequel Henri Pick se portait acquéreur d'une des deux parcelles

appartenant à Jean Patrice Dupuy ²⁴ : « le Sr. Dupuy était sur le point de faire construire des bâtimens sur l'emplacement présentement vendu... ». Les plans, devis et marchés ont été faits « par le Sieur Laclotte maitre architecte avec lequel il a pris des engagements pour faire led. constructions. Qu'en conséquence ledit Laclotte a déjà commandé pour faire venir les matériaux nécessaires ». Dupuy ne pouvant rétracter ni annuler les engagements, Pick sera tenu « d'entretenir tous les engagements que mond. sieur Dupuy a pris avec le sieur Laclotte. En conséquence de faire bâtir incessamment et sans aucun retardement *dans l'emplacement présentement vendu* ²⁵ suivant les polices, devis et marchés passés avec led. Laclotte et le plan qu'il a fait... ».

Un élément capital ressort de ce texte : le plan élaboré par Laclotte, ainsi que le devis, ne valent que pour une construction à élever sur un terrain deux fois plus étroit que celui dont dispose Nairac qui n'a pas acheté deux parcelles mitoyennes pour élever une construction étriquée sur l'une d'elles. Il est probable qu'il avait déjà un projet qu'il se garda bien de mettre en avant.

Louis est donc l'architecte de l'hôtel Nairac, et Laclotte en fut l'entrepreneur pour une somme probablement plus importante que celle fixée par ses marchés et devis compte tenu de l'ampleur de la construction. Il ne fut pas lésé dans la mesure où on sut le désintéresser. Ceci correspond tout à fait à « l'esprit Laclotte » : homme d'affaires avisé, il était prêt à accepter un compromis où il trouvait son compte... Cette situation était d'autant plus avantageuse pour lui que, compte tenu de la forme du terrain, il n'avait pu concevoir ici qu'un petit immeuble de rapport ou une maison de négociant comme au Pavé des Chartrons.

Cet épisode de l'histoire de la construction à Bordeaux au temps de l'érection de la salle de la Comédie illustre la différence d'esprit et de finalité des deux personnages, dont aucun n'est désintéressé. Louis est un créateur qui vit de sa création et pour sa création. Etienne Laclotte serait plutôt un industriel talentueux dont les créations sont destinées à fournir du travail à l'entreprise. Louis n'a jamais représenté une gêne pour Laclotte et nous ne croyons pas du tout à la légende du *Boli l'escrabat* de l'hôtel Bonnaffé. Les deux architectes, ne se plaçant pas sur le même plan, ne sont pas vraiment rivaux. La situation est toute différente avec Bonfin et Lhote qui se veulent des créateurs que la venue de Louis a empêché de s'exprimer et qui finiront après le départ de l'artiste parisien comme des spéculateurs-lotisseurs...

*
* *

24. A.D. Gir., 3 E 13258.
25. C'est nous qui soulignons.

Un dernier point reste à analyser, dont l'importance est loin d'être négligeable ici. Dans tous les actes de vente des terrains, il est stipulé que des servitudes devront être respectées en cas de construction, ceci en raison de la présence et de la fonction du Château Trompette. Les acheteurs reconnaissent tous devoir se plier à cette clause fondamentale exprimée dans une lettre du duc de Choiseul, ministre de la guerre, à M. d'Eyrignac le 31 mai 1768 « au sujet des terrains du sieur Hustain directeur de la fayancerie près du Château Trompette » ²⁷. Les conditions mises par le ministre de la guerre au lotissement du terrain expliquent peut-être la relative modicité du prix de la toise superficielle. En effet, non seulement le propriétaire devra se conformer aux alignements prévus, mais « il se soumettra à démolir tous les batimens a ses frais au premier ordre si les circonstances l'exigent ».

D'autres restrictions ne sont pas faites pour faciliter la tâche de l'architecte : « il fera construire des arceaux a tous les murs qui traverseront la conduite des eaux de la fontaine d'Audège au Château Trompette », et surtout « il ne donnera que 42 pieds au plus d'élévation sous le toit a ses batimens ». Cette dernière clause imposait quasiment à l'architecte de ne pouvoir développer son plan sur plus de deux niveaux, contrainte sérieuse que Louis résolut avec élégance... et mauvaise foi en considérant que l'étage d'attique faisait, tout comme le comble, partie de la toiture...

Si les règlements administratifs représentent de redoutables servitudes pour la création architecturale, les goûts du maître d'ouvrage peuvent être tout aussi contraignants. Dans le cas présent, on est frappé par l'austérité de la construction, certainement la plus dépouillée de toute l'œuvre de Victor Louis. Il s'agit d'un travail presque exclusivement basé sur les formes élémentaires, ce qui fait de l'hôtel Nairac l'œuvre la plus moderne de l'artiste.

Cependant on ne peut manquer d'être frappé par l'archaïsme de certains éléments. La conception d'ensemble est encore celle de l'hôtel classique français entre cour et jardin avec deux ailes basses de communs en retour d'équerre encadrant la cour fermée par un corps de portique dans lequel s'ouvre un portail monumental et dont il a pu trouver de nombreux exemples dans Mariette ou Blondel ²⁸. L'architecte (ou le propriétaire ?) a fait choix d'un jardin à la française avec allées de côté plantées d'arbustes encadrant une partie centrale en pente légèrement descendante où, de part et d'autre d'une allée de front surplombée d'une demi-lune, sont disposés des boulingrins. Victor Louis, dans cette construction austère et

26. A.D. Gir., 3 E 24413 : Faugas notaire, 14 décembre 1768 ; A.D. Gir., 3 E 13258 : Guy père notaire, 8 mars 1773 et 28 juin 1773 ; A.D. Gir., 3 E 21701 : Rauzan notaire, 13 août 1774.

27. Le double de cette lettre se trouve annexé à l'un des actes de vente du 14 décembre 1768 passé devant le notaire Faugas. L'original avec le plan joint a disparu.

28. Il est bon de noter qu'il conçoit au même moment l'hôtel Saige, véritable palais romain.

rigoureuse, a cependant su laisser jouer son imagination créatrice, très bridée par ailleurs, en concevant l'escalier d'honneur. Il s'agit d'un morceau exceptionnel traduisant le goût de l'artiste pour l'ostentation et l'apparat. Il ne faut pas oublier qu'au même moment il vient de créer l'escalier de la Comédie et surtout qu'il réalise celui de l'hôtel Boyer-Fonfrède dont la conception audacieuse fait reculer un technicien chevronné comme Brothier ²⁹. Dans une cage aux dimensions démesurées par rapport à la superficie de l'hôtel ³⁰, il lance un escalier double à volées parallèles conduisant à un balcon intermédiaire sur colonnes d'où l'on gagne l'étage par un degré droit final. Il rejoint ici les plus audacieuses créations baroques d'Italie ou des pays germaniques ; or si Louis ignore l'Allemagne, il connaît l'Italie...

*
* *

L'hôtel Nairac est donc, contrairement aux apparences, un des édifices les mieux documentés de Louis, et dont on peut le plus facilement restituer l'état primitif. Malgré cela, une zone d'ombre subsiste : on ignore combien il en coûta à Paul Nairac pour faire élever cette somptueuse demeure. La découverte de l'acte de vente, s'il est assez proche chronologiquement de la construction, permettrait une estimation. La comparaison avec d'autres hôtels neufs vendus à la même époque permet d'avancer un prix de revient total autour de 200 000 livres.

L'étude des actes notariés met d'autre part au contact des réalités de la construction à Bordeaux au temps de la plus grande fièvre spéculative du siècle. Les propriétaires désirent vendre à bon prix des terrains susceptibles d'être bâtis. Ici une pièce de terre comprise entre la faïencerie et le jardin royal est divisée en lots de 50 pieds de façade en moyenne sur 198 pieds de profondeur. L'affaire est bonne pour le vendeur Hustin. Si les servitudes urbaines et militaires retombent sur les acheteurs, celles qui lui incombent sont modestes puisqu'elles se limitent au percement d'une rue à son nom perpendiculairement au cours et d'une impasse longeant l'arrière des terrains vendus. Or en 1774, rien n'est encore réalisé alors qu'il avait un an pour le faire à compter de 1768...

29. Acte passé devant le notaire Séjourné le 30 janvier 1776 par lequel Louis Brothier expose son refus d'élever l'escalier qui ne « présente pas dans son exécution une solidité suffisante ». Publié par Méandre de LAPOUYADE, A propos de l'escalier de l'hôtel Fonfrède, *Revue historique de Bordeaux*, 1920, p. 118-120.

30. Cette cage qui occupe la moitié en profondeur du corps du logis principal est un carré de 4 toises de côté. Or le développement sur la cour d'honneur n'est que de 11 toises !

On constate aussi que l'achat des terrains ne débouche pas toujours sur une construction, auquel cas la spéculation peut se retourner contre son auteur. Dans le cas présent, les vicissitudes de la vie obligent deux des lotisseurs à revendre à perte leur terrain. M^{me} Dupuy, veuve Dutasta, n'a plus rien à faire d'un terrain à Bordeaux après son remariage avec M. de Poissac qui l'amène à vivre dans le château de celui-ci. Le terrain, acquis 17325 livres en décembre 1768, est revendu 12000 livres en mars 1773³¹. Jean Patrice Dupuy aboutit au même résultat pour des raisons toutes différentes : tenu par des échéances auxquelles il ne peut faire face et à un engagement de construction qu'il ne peut honorer, il cède à perte le terrain au

confrère et créancier qui le « tient » et le paie partiellement en lui rendant des mandats signés à son ordre³² !

La spéculation pour réussir doit être menée rondement. C'est ce qu'avait compris Henri Pick qui revendit un an après 33 000 livres les deux terrains acquis pour 28 000 livres. Enfin la construction de l'hôtel exprime le choix de certains notables ou négociants pour un quartier un peu excentré par rapport au lieu de leurs activités (les Chartrons, l'îlot Louis, Saint-Pierre ou Saint-Michel). C'est en fait, en même temps qu'un souci d'économie sur le prix des terrains, un pari judicieux sur l'avenir du quartier du Jardin public à deux pas des allées de Tourny...

DE L'INCENDIE DE LA CATHÉDRALE SAINT-ANDRÉ DE BORDEAUX DU 25 AOÛT 1787

par Jean VALETTE

« Lors de l'incendie du 27 août 1787, qui détruisit les combles du chevet, la flèche nord-est était déjà découronnée... La calcination par le feu s'ajoute aux méfaits de la foudre, et l'état général des parements était devenu tout à fait alarmant ; Bonfin, dans le seul feuillet conservé de son devis, insiste avec force sur l'urgence d'une reconstruction, qui ne sera effectuée que vingt ans plus tard par Combes... »¹.

« Enfin, à la veille de la Révolution, Bonfin, qui avait jadis été, après Etienne, l'architecte du Palais Rohan, fournit un devis général de restauration. Il s'agissait d'une dépense de 260 000 l., sans grand rapport avec les disponibilités de la fabrique. Un seul feuillet de ce texte a échappé à l'incendie de l'hôtel de ville en 1866... »².

C'est en ces termes que M. Gardelles évoque dans son grand ouvrage sur la cathédrale Saint-André l'incendie qui, le 25 août 1787, a occasionné de graves dommages à l'illustre église métropolitaine de Bordeaux.

Cet incendie est jusqu'à présent fort mal connu. Il n'en est fait aucune allusion dans les registres des procès-verbaux de la Jurade de Bordeaux. De plus, les registres des actes capitulaires du chapitre métropolitain Saint-André ne sont pas conservés pour la période considérée. Aussi M. Gardelles ne semble l'avoir que peu étudié et n'en avoir eu connaissance qu'à travers le « seul feuillet » de Bonfin qu'il signale à deux reprises. Il existe à vrai dire d'autres documents que ce « seul feuillet » et c'est à ces documents, que nous avons récemment découverts, qu'est consacrée la présente étude.

Nous avons en effet trouvé, en dépouillant la sous-série G9 — *Commission des Réguliers, puis des Unions* des Archives Nationales — un dossier consa-

cré à l'incendie de 1787 et aux rapports et devis établis pour la restauration des dégâts engendrés par ledit incendie³. Dans ce dossier figure en particulier le *Verbal des réparations à faire à la cathédrale de Bordeaux*, par Mrs. Bonfin et Lhôte, ingénieurs.

Nous avons en outre trouvé ultérieurement, aux Archives départementales de la Gironde, un nouveau dossier contenant, en copies ou en minutes, une grande partie du dossier de la sous-série G9, dont le *Verbal* de Bonfin et Lhôte, et en outre un *Rapport relativement à l'incendie de la cathédrale de Bordeaux*..., par Nicolas Brémontier⁴.

Les pièces ainsi retrouvées éclairent d'un jour nouveau les conséquences de l'incendie du 25 août 1787 et nous fournissent une description précise des dégâts subis par la cathédrale. Ces dégâts, à n'en pas douter, ont été d'une extrême importance. Aussi nous a-t-il paru intéressant de publier partie des documents ainsi mis à jour, de façon à mieux connaître l'histoire du monument.

I. — Lettre de Le Calmus de Neville, intendant de Guyenne, au baron de Breteuil, secrétaire d'Etat à la Maison du Roi (27 août 1787)

A. — Arch. Nat., G9124, d. 7
B. — Arch. dép. Gironde, C3120

« Je suis dans la triste nécessité d'avoir l'honneur de vous informer d'un événement malheureux récemment arrivé dans cette ville. Avant-hier 25 août vers neuf heures du matin, le

3. Arch. Nat., G9124, dossier 7. Microfilm aux A.D. Gironde, 1 Mi 3006.

4. Arch. dép. Gironde, C3120. Ce dossier est ainsi décrit dans le répertoire de la série C : « Demande de l'intendant au ministère, qu'il contribue... aux réparations urgentes à faire à la cathédrale de Bordeaux, dont un incendie, arrivé le 27 août 1787, a détruit la couverture du chœur et endommagé l'édifice : procès-verbal détaillé des réparations à faire dressé par les ingénieurs Bonfin et Lhôte ».

32. A.D. Gir., 3 E 24413 (14 décembre 1768) et 3 E 13258 (28 juin 1773). La vente pour 16 000 livres dont 8 000 en billets à ordre rendus ne compense pas l'achat du terrain moyennant 17 671 livres 10 sols.

31. A.D. Gir., 3 E 24413 (14 décembre 1768) et 3 E 13258 (8 mars 1773).

feu pris à la charpente de la couverture du chœur de l'église métropolitaine de Saint-André par l'imprudence des couvreurs qui travailloient à des réparations nécessaires. La couverture entière étoit en plomb et l'activité du feu, augmentée encore par un vent violent, fut telle qu'en moins d'une heure toute la charpente fut la proie des flammes, sans qu'on put y mettre obstacle, malgré la célérité et la multiplicité des secours, parce que le déluge de plomb fondu, qui couloit de toutes parts, empêchoit de les rendre efficaces. Heureusement il survint pendant l'incendie une pluie assés abondante et ce fut le salut non seulement des maisons du voisinage, mais encore de l'église que l'on pouvoit craindre de voir embraser tout entière parce que déjà le feu étoit prêt à se communiquer à la nef et aux clochers. La charpente de la couverture du chœur étoit très considérable. Quoique l'accident soit encore trop récent pour qu'il ait été possible d'évaluer exactement le montant de la perte, l'opinion commune est qu'il peut être évalué 150 000 l. Elle s'élèveroit même à beaucoup plus si, comme on peut le craindre, la voûte se trouve considérablement endommagée. On en croit les pierres calcinées dans quelques parties et s'il étoit nécessaire de la refaire en entier il en résulteroit une dépense beaucoup plus forte... »

**II. — Verbal des réparations à faire
à la cathédrale de Bordeaux,
par Mrs Bonfin et Lhôte, ingénieurs
(30 août-13 septembre 1787)**

A et B. — *Idem.*

«... Et le vendredi 31 dud. à 6 heures du matin, nous étant rendus dans lad. église à l'effet d'y continuer notre visite,... nous sommes montés sur les voûtes supérieures où étant nous avons observé que toute la charpente qui précédemment couvroit le chœur et la croisée de l'église étoit entièrement consumée et qu'il n'en restoit aucun vestige;

Que celle du clocher, élevé au centre de la croix dans lequel étoit établie la cloche du chœur, ne laisse aucune trace qu'elle ait existé;

(1) Que celle du beffroi, ainsi que son plancher, établie dans la tour du clocher à droite, avoit été considérablement endommagée, qu'elle étoit brûlée en partie et que ce qu'il en restoit étoit dans un si mauvais état qu'il n'étoit pas possible d'espérer en tirer quelque parti;

Que celle de la nef eut brûlé sy on n'y eut pas porté les plus prompts secours, qu'elle a été endommagée dans son commencement et à sa réunion avec le mur de la croisée de l'église et que le latis a beaucoup souffert dans cette partie sur une étendue de cinq toises en longueur;

Que celle des chapelles inférieures du pourtour du chœur a couru les plus grands risques par la chute des tisons enflammés, lesquels n'ont cependant occasionné que de légères dégradations;

Que la cloche du chœur renfermée dans le clocher dont nous venons de parler a été totalement fondue par l'action du feu au centre duquel elle se trouvoit;

Que le plomb qui couvroit la charpente du chœur de la croisée et du clocher a été fondu en entier, qu'une partie s'est répandue dans le dehors de l'église, les chenaux et les dales, et que l'autre s'est logée soit dans différentes lézardes, soit dans les reins des voûtes ogives qui couvrent le chœur et la croisée, lequel plomb pourra s'enlever aisément en prenant les précautions que nous avons indiqué sans lesquelles

il seroit dangereux d'essayer d'y procéder, vu les efforts et la rupture que les autres moyens pourroient occasionner aux voûtes;

Et enfin que la couverture en tuile creuse de partie de la nef et des chapelles du pourtour du chœur ont été endommagées soit par la chute des matériaux supérieurs, soit par la nécessité de les parcourir pour les garantir et porter les secours dans les différents endroits où le danger se faisoit apercevoir.

Et après... nous avons dirigé notre examen vers la maçonnerie et pour ce faire nous étant approchés du clocher à droite où est établi le beffroi nous nous sommes aperçus que le parement extérieur du mur du levant de la tour carrée qui porte la flèche a été calciné sur environ 5 à 6 pouces de son épaisseur depuis le fonds des reins des voûtes jusqu'au-dessus de leur extrados sur une hauteur d'environ neuf pieds et sur une longueur de trente;

Que le mur au-dessus portant encorbellement ainsi que les corbeaux eux-mêmes sont dans le plus mauvais état par l'action du feu qui en a dégradé la surface sur la même épaisseur et sur environ trente pieds de longueur et dix pieds de hauteur;

Que le soubassement sur lequel porte le rang d'arcades ogives qui sert de base au talud de la flèche ayant précédemment beaucoup souffert de la réunion des eaux dans une dale contre lequel elle s'appuyoit, cette dégradation s'est encore augmentée par l'incendie et le feu en a pénétré le parement sur une épaisseur de quatre à cinq pouces et sur une longueur d'environ 30 pieds sur 6 pieds de hauteur;

(2) Que les quatre trumeaux ou pieds droits desd. arceaux ogives, ainsi que partie de deux écoinçons ou encoignures, lesquels ont 21 pouces en carré, sont calcinées dans presque toute leur hauteur jusqu'à la naissance des arceaux et dans majeure partie de leur épaisseur, que ces arceaux sont destinés à porter la plus grande partie de la charge de la flèche, sur lesquels sa base repose presque perpendiculairement, qu'une pareille altération de solidité dans des supports aussi importants ne laisse que des dangers à craindre si on les laissoit subsister dans cet état et d'aussi grands à prévoir et à prévenir lors de leur réparation;

(3) Que le parement de la même tour du côté du midi, face à la nef, est dégradé dans plusieurs endroits et notamment dans les deux extrados des arceaux ogives dans lesquels se sont formés deux lézardes majeures qui traversent toute l'épaisseur du mur, laquelle est de trois pieds dans cette partie, que cet effort a fait incliner d'environ 3/4 de pouce le pied-droit angulaire au couchant du côté de la nef, lequel pied-droit paroît avoir cédé à l'effort de la poussée du talud de la flèche, combiné avec la faiblesse occasionnée par la lézarde des extrados dont nous venons de parler, et cet effet nous a paru d'autant plus vraisemblable que ce talud est lézardé du même côté dans presque toute sa hauteur intérieurement et extérieurement, effet qui à quelque distance nous a paru de peu d'importance, mais que dans la réflexion et de plus près nous avoit paru très grave, surtout après avoir examiné le délabrement de la flèche de ce côté et nous être aperçus d'autres efforts vers les angles correspondant aux deux pyramides angulaires au midi;

Que lesd. pyramides angulaires au midi sont dégradées et tronquées dans les deux tiers environ de leur hauteur, que les encoignures de la tour inférieure qui les portent ont été anciennement réparées à plusieurs reprises, que l'incendie en a encore augmenté la faiblesse, faiblesse d'autant plus à craindre que ces quatre pyramides ou piliers butaux angulaires servent seuls de point d'appui et de contrefort à la poussée

des quatre taluds qui portent toute la hauteur de la flèche, et qu'une fois de pareilles dégradations commencées, à de si grandes hauteurs et où il est si difficile et si coûteux de porter remède, la négligence des réparations qui avoit paru de peu d'importance aggrave le mal en augmentant les efforts d'une part et la faiblesse de l'autre;

Qu'étant entrés dans l'intérieur de la tour et de la flèche au-dessus pour suivre l'effet des dégradations que nous avions aperçues extérieurement nous avons reconnu que la lézarde au midi, dont nous avons parlé précédemment et que nous avons indiqué dans le talud de la tour, traverse toute l'épaisseur dud. mur de talud, qu'elle occupe environ dix pieds de hauteur et qu'elle est retenue par deux crampons de fer plat anciennement posés, qu'une seconde lézarde, qui s'est ouverte à gauche, a deux et trois pouces d'ouverture (et) est retenue par un semblable crampon à son extrémité, que du côté de la place, au nord, il s'en est formé une troisième d'environ dix pieds de hauteur et d'un pouce d'ouverture, qu'elle est retenue par trois crampons semblables à ceux ci-dessus et que malgré ces réparations ces lézardes ont continué de s'ouvrir, ce qui prouve un travail et un effort sans interruption et qui peut d'autant plus être regardé comme tel que le beffroi par son poids et son tremblement simultanés, la sonerie par ses vibrations, agissent et troublent continuellement l'aplomb des parois de la tour en raison d'autant plus forte que les résistances en sont afoiblies et que les poussées du poids supérieur agissent avec plus d'empire, que les précautions ci-dessus prises n'ayant pas probablement paru suffisantes pour parer au danger il a été placé quatre tirants qui occupent toute la surface du talud au midi et traversent les faces joignantes du plan octogone de la flèche, que ces tirants sont établis à deux pieds de distance au-dessus les uns des autres et occupent environ huit pieds de hauteur, qu'ils paroissent avoir été placés ainsi pour empêcher la continuité des lézardes du talud inférieur, parer à l'écartement des côtés et retarder d'autant la chute de cette flèche qui dans tout le reste de sa hauteur est afoibli plutôt que consolidée par environ soixante crampons dont les scellements et la rouille, ajoutés aux dégradations de la maçonnerie, n'offrent que la triste perspective d'une chute dont nous nous garderons bien d'indiquer le moment, mais qu'un vent impétueux, une légère secousse ou toute cause imprévue peut rapprocher et dont les suites funestes doivent réveiller l'attention.

Ensuite avons observé une lézarde majeure dans l'angle levant et midi du contrefort pyramidal et angulaire de la même tour, laquelle prend sa naissance à vingt-cinq pieds en contrebas du plancher du beffroi et va se continuant se réunir avec celles ci-dessus observées dans le talud de la flèche. Cette lézarde pénètre le mur dans toute son épaisseur et il est d'autant plus essentiel d'en faire ici mention qu'elle est une des causes principales des efforts qui sont faits sur toute la hauteur de la flèche et du délabrement de son intérieur...

3^e séance. Et à trois heures de relevée du même jour,... nous nous sommes rendus sur le haut des voûtes pour diriger nos observations sur le second clocher à gauche, et nous étant approchés nous nous sommes aperçus que celles précédemment faites sur la tour du clocher à droite devenoient pour la plupart communes avec le clocher à gauche, que le parement extérieur du mur, au couchant de la tour carrée qui porte la flèche, a été semblablement calciné sur la même épaisseur depuis le fonds des reins des voûtes jusqu'au-dessus de leurs extrados;

Que les murs au-dessus portant en encorbellement, ainsi que les corbeaux eux-mêmes, sont dans le même mauvais

état que celui de la tour opposée et sur les mêmes dimensions en longueur et en largeur;

Que le soubassement sur lequel porte le rang d'arcades ogives, qui sert de base à la flèche, a également beaucoup souffert et est également dégradé par l'incendie, sur les même épaisseur, longueur et largeur;

Que les quatre trumeaux ou pieds-droit desd. arceaux, ainsi que partie des encoignures, sont calcinés de même que ceux de la tour opposé et qu'ils ont le même besoin de réparations;

Avons observé une lézarde majeure établie dans le frontispice, entre les deux tours et dans l'angle joignant celle au levant, laquelle commence à la naissance du pignon dud. frontispice et se continue en descendant jusqu'au niveau de la première galerie au-dessus du portail. Cette lézarde nous a paru avoir été réparée à plusieurs reprises dans la hauteur du pignon dans lequel elle est retenue par quatre crampons scellés à trois et quatre pieds de distance les uns des autres. Cette lézarde peut avoir soixante pieds d'étendue.

Avons observé une lézarde semblable dans le côté opposé du même frontispice, moins considérable à la vérité puisqu'elle ne descend qu'à la hauteur du dessous des encorbellements de la tour.

Avons remarqué que le sommet triangulaire dud. pignon a été renversé dans la place par l'effet de la chute de la charpente lors de l'incendie, cette partie étoit d'environ trente pieds de hauteur, que ce qui reste dud. mur pignon entre les deux tours est calciné sur sa surface sur environ deux pouces de profondeur, que ce mur n'a qu'un pied d'épaisseur, mais qu'il porte sur un plus fort sur lequel il fait retraite de dix pouces de chaque côté, que ce mur, inférieur de deux pieds huit pouces d'épaisseur, a beaucoup souffert et est calciné intérieurement de toute l'épaisseur de la retraite sur toute sa hauteur depuis le fond des reins de la voûte jusque sur les extrados.

(4) Avons observé que les quatre murs, levant et couchant, établis sur les extrados des grands arcs doubleaux de la croisée sont calcinés dans leurs deux parements sur deux à trois pouces d'épaisseur et neuf pieds environ de hauteur, réduite, ainsi que la dale en pierre dure pratiquée sur celui au nord, laquelle dale portoit les eaux d'une partie de la couverture dans un tuyau de descente établi du côté de la nef...

4^e séance. Et le lendemain samedi premier septembre à six heures matin,... nous sommes montés sur les voûtes supérieures où étant avons dirigé notre examen vers la vérification de l'inclinaison vraie ou apparente de la flèche, dont nous avons détaillé plus haut le mauvais état et nous assuré du degré d'influence que pouvoit avoir apporté l'incendie sur son plus ou moins de solidité, et après avoir imaginé sur le lieu une méthode simple et certaine de nous en convaincre préférable à celles qui auroient obligé à un appareil, à des échafaudages extérieurs qui auroient jeté l'alarme dans le voisinage, entraîné des pertes de temps considérables et que le vent, toujours fort à ces hauteurs eut longtemps contrarié, par le moyen de quelques légers établissements en charpente que nous avons fait pratiquer dans l'intérieur du beffroi et de la flèche et qui ont suffi pour asseoir l'instrument dont nous nous sommes servi, nous avons procédé à notre examen et nous sommes parvenus à reconnaître la parfaite perpendiculaire de la flèche et à nous convaincre qu'aucune inclinaison, aucun surplomb ne se fesoit sentir si puissamment sur aucune de ses faces exclusivement aux autres. Cette expérience satisfaisante a servi à nous persuader encore davantage que son poids seul agissoit uniformément, que c'étoit vers la ligne verticale que tendoient les efforts et que les

lézardes précédemment détaillées en étoient la suite, que conséquemment l'action du feu en ayant dégradé une partie des pieds-droits il devenoit de plus en plus instant de les réparer avec précaution de la manière dont nous l'indiquerons ci-après au détail estimatif en même temps, que puisque le beffroi devoit se refaire en entier la prudence engageoit à le replacer ainsi que la sonerie dans le clocher opposé, ou enfin de démolir jusqu'au niveau du sommet des tours cette flèche dont la réparation devenoit un objet de dépense majeure et sa durée celui de l'inquiétude pour le moment et pour l'avenir.

Avons visité ensuite les murs du pourtour du chœur et avons reconnu qu'ils ont vingt-cinq pouces d'épaisseur, qu'ils sont construits avec double parement de pierre de taille, dont une grande partie de pierre dure, surtout vis-à-vis la galerie extérieure faisant le pourtour du chœur, que ces murs sont calcinés dans leur parement intérieur jusqu'à deux et trois pouces de profondeur et que la dernière assise en pierre dure qui les termine est calcinée dans ses deux parements, que la dégradation du susd. mur, développant toute l'étendue du chœur, peut-être réduite à six pieds de hauteur intérieurement et qu'ils sont élevés au-dessus de l'extrados des voûtes d'environ quatre pieds.

Avons remarqué dans le mur du côté du midi et à côté de la première lunette du chevet du chœur une grande lézarde d'environ deux pouces d'ouverture, qui commence au sommet du mur et qui se continue jusqu'à deux pieds ou environ au-dessous de la naissance du ceintre de lad. lunette. Cette lézarde paroît très ancienne et avoir été précédemment réparée, mais l'action de feu a contribué à l'agrandir de nouveau.

Avons ensuite sondé les voûtes du chœur pour reconnaître le dommage que pouvoit leur avoir porté l'incendie, et après avoir enlevé l'enduit en ciment de deux pouces d'épaisseur qui les couvre, lequel n'a été que foiblement attaqué dans quelques parties, nous nous sommes convaincus qu'elles étoient saines et entières et n'avoient nullement souffert.

Avons ensuite examiné la galerie en dehors régnante tout au pourtour du mur du chœur et de deux pieds six pouces en contrebas de leur sommet, laquelle a quatre pieds de largeur et est construite en pierre dure, formant corniche d'un pied de hauteur et dont les pierres font le parpin du mur, et avons observé quarante pierres de cassées dans toute son étendue. Chaque pierre a deux pieds de largeur sur un pied d'épaisseur portant les moulures de la corniche dont il a été parlé.

Avons observé que dans le mur qui sépare le chœur d'avec la croisée de l'église les quatre jambages et les platebandes de deux portes qui y ont été pratiquées pour pouvoir communiquer des voûtes de la croisée à celles du chœur sont lézardées et calcinées et que dans la base du côté du midi la lézarde qui s'y est formée et qui a un pouce de largeur s'étend depuis la partie supérieure de ce mur jusqu'à la naissance de la lunette à côté, qu'au reste ce mur est dans un assés mauvais état dans toute son étendue...

5^e séance. Et le lundi trois septembre à six heures du matin,... nous sommes montés sur la galerie intérieure de communication des deux tours au midi où étant avons observé qu'à la première voûte de la croisée du côté du midi joignant celle de réunion au centre de la croix l'arc diagonal à côté du grand vitrail au levant est cassé près le cul de lampe, point de réunion des autres arcs, que cet effort en a occasionné un autre dans la lunette dud. vitrail dont elle a fait descendre deux rangs de clavaux.

De là nous nous sommes transportés dans la galerie supérieure et intérieure au-dessous des grands vitreaux du chœur,

où étant nous nous sommes aperçu que dans le mur pignon établi sur le premier arc doubleau de la voûte de la nef, laquelle est d'environ quarante pieds au-dessous de celle du centre de la croix, il s'est formé deux lézardes dans l'angle du côté du midi, lesquelles occupent toute la hauteur du mur jusqu'à son sommet au-dessus de l'extrados des voûtes du centre de la croix.

De là nous nous sommes transportés sur les voûtes supérieures de la croisée du côté du midi, où étant nous avons remarqué que le pilier angulaire nord et levant de la tour de l'horloge est calciné sur dix-huit pieds de hauteur et sur deux à trois pouces d'épaisseur ;

Que les faces des deux tours carrées sans flèche du côté du portail au midi, l'une au levant, l'autre au midi, ont été endommagées par le feu, qu'elles sont calcinées en partie et qu'elles ont été précédemment très dégradées par le temps ainsi que les deux piliers angulaires vers l'intérieur de la croisée ;

Que dans la galerie de communication de la tour du nord à celle du midi pratiquée au-dessus du comble de la nef quatre pierres sont cassées ;

Que la galerie de communication des deux tours du côté du nord au-dessus du frontispice est tout à fait brisée par l'effet de la chute du pignon triangulaire qui terminoit led. frontispice.

Revenus ensuite sur les voûtes de la croisée du chœur nous avons examiné avec attention l'état actuel de l'enduit de ciment qui recouvre et enveloppe lesd. voûtes, lequel enduit a deux pouces d'épaisseur et les a garenties de l'effet de l'incendie et nous y avons reconnu quelques dégradations qui proviennent plus de la chute des bois de la charpente que de l'action du feu en elle-même. Et ayant terminé là l'examen de la maçonnerie supérieure de l'église nous sommes descendus dans l'intérieur d'où nous avons observé que les grandes dales de pierre dure au-devant du portail d'entrée du côté de nord ont été entièrement brisées par la chute du pignon du frontispice sur toute la longueur et largeur qu'elles occupent ;

Que la balustrade d'apui en pierre évidée au-dessus dud. portail est fort endommagée et brisée en partie par la chute de pignon ;

Que le pavé intérieur de la croisée joignant le portail d'entrée au midi est brisé sur environ dix toises de superficie par l'effet de la chute des matériaux supérieurs pour décharger les voûtes ainsi que par les bois déposés dans cette partie pour l'établissement provisoire des nouvelles charpentes ;

Que tous les vitraux du chœur des chapelles au pourtour, ceux de la croisée et de la nef ont besoin de réparations ;

Que toutes les stales supérieures et inférieures du pourtour du chœur ainsi que les deux trônes, leurs dossiers et marche-pieds, sont dans un état de dégradation et de vétusté qui ne permet pas d'y faire les moindres réparations ;

Que les lambris au-dessus des stales, ainsi que leur vossure, sont dans le plus mauvais état, qu'ils ont été brisés en partie par l'apposition des échelles contre les parois du chœur pour en détacher à la hâte les tapisseries, les tableaux et tous les effets qu'on craignoit de voir devenir la proie des flammes ;

Que le buffet des orgues, établi sur la gauche du chœur a beaucoup souffert, que quelques tableaux de prix ont été endommagés, les tapisseries du chœur gâtées et déchirées en partie par la même cause ;

Qu'elle a donné lieu à la destruction de la majeure partie de la tribune des musiciens ;

Que les deux portes latérales du chœur, les seules par lesquelles on pouvoit donner issue à tous les effets qu'on en sortoit avec précipitation et sans ordre, ont été endommagées, ce qui, joint à leur ancienneté, ne laisse aucun espoir de pouvoir les faire réserver ;

Que plusieurs tombeaux en pierre placés au pourtour du grand autel, ainsi que le grand autel lui-même, ont été dégradés et mutilés en partie par la même raison ;

Et qu'enfin le corps du lutrin du chœur, l'aigle en bronze qui le couronne, les sièges des chantres, les livres nécessaires au service divin, les armoires qui les enfermoient ont été ou ne peut plus endommagés...

6^e et dernière séance. Et le lendemain mardi à six heures du matin, quatre courant,... nous sommes montés au-dessus des voûtes supérieures à l'effet de porter notre examen sur la flèche du clocher gauche et nous assurer soit de son inclinaison, soit de son aplomb, et après en avoir parcouru l'extérieur au niveau des extrados des voûtes et de celui de son talud inférieur, nous sommes descendus dans son intérieur au niveau du dessus des voûtes de chapelles du pourtour du chœur où étant nous avons fait disposer de légers échafaudages pour employer les mêmes moyens de vérification que ceux dont nous nous étions servi pour la flèche à droite. Ces moyens nous ont convaincu du parfait aplomb de cette flèche dont la partie supérieure a été précédemment tronquée sur vingt pieds de hauteur.

Nous avons ensuite examiné avec la plus scrupuleuse attention l'état de cette flèche et quel tort pourroit avoir porté l'incendie à sa solidité et nous n'avons reconnu ni dans sa partie pyramidale, ni dans le talud qui lui sert de base, ni dans la tour carrée sur laquelle elle repose, rien qui puisse y faire soupçonner quelque altération. Aucune lézarde, aucun effort, aucun crampon, aucune légère dégradation dans les joints n'indique même sur aucune partie de sa circonférence l'impression des siècles écoulés depuis sa construction. Cette solidité, à laquelle rien ne paroît avoir porté atteinte, ne fait que fortifier le sentiment où nous sommes que le suport de la sonerie, son poids, ses vibrations, l'ébranlement continu du beffroi ont concouru à la ruine de la flèche à droite dont nous avons précédemment parlé, ce qui nous feroit incister sur la nécessité du déplacement de cette sonnerie, déplacement devenu nécessaire à la conservation de cette flèche après y avoir fait préalablement les réparations que nous détaillerons ci-après dans notre détail estimatif et qui consistent sommairement à établir dans sa hauteur trois cercles de fer

capables de contenir les efforts déjà faits, de prévenir les nouveaux, de manière à la conserver et lui assurer pour l'avenir une solidité satisfaisante. »

La visite terminée, il restait à Bonfin et à Lhôte à chiffrer les réparations à effectuer, avec l'aide de Burguet et Descat, maîtres charpentiers de haute futaie, de Descombes, maître couvreur, et de Boulan, maître vitrier.

C'est le jeudi 13 qu'ils purent procéder à ladite estimation qui se montoit à 260 388 livres.

**III. — Rapport relativement
à l'incendie de la cathédrale de Bordeaux
et au procès-verbal cy-joint
du dommage qu'elle a éprouvé, par Brémontier,
ingénieur du Roi en chef pour les Ponts-et-Chaussées
de la Généralité de Bordeaux
(18 novembre 1787)**

A. — Arch. dép. Gironde, C3120

Le rapport de Brémontier a porté en grande partie sur la distinction à faire entre les dégâts et destructions dus au « feu d'avec ceux qui par leur état de vétusté ou par d'autres accidents exigent des réparations ou qui se trouvent absolument hors de service... ».

Il s'agit évidemment d'un texte du plus grand intérêt. Nous nous contenterons ici de relever les chiffres totaux auxquels il arrive.

— Estimation des experts	266 338 l.
— Estimation de l'ingénieur	229 583 l.
— Dommages dus au feu	181 770 l.
— Autres réparations nécessaires	47 813 l.

« On voit par ce résultat que les dommages occasionnés par cet incendie peuvent être à peu près évalués à la somme de 182 270 l.

« Et que les autres réparations indépendantes de cet accident, mais qu'il aurait, comme on vient de le dire, tôt ou tard falu faire, quoiqu'elles eussent pu encore être différées quelque tems, montent à celle de 47 813 l. »

La distribution des prix de l'Ecole gratuite de dessin en 1807

ÉLOGE DE BERGERET PAR PIERRE LACOUR

par Olivier LE BIHAN

L'Ecole gratuite de dessin de la ville de Bordeaux, qui avait été supprimée sous la Convention, fut rétablie en 1803 grâce aux « libéralités » de l'administration municipale et, surtout, grâce à l'acharnement et à la persuasion de celui qui allait en devenir le premier directeur, Pierre Lacour.

En vertu de l'arrêté préfectoral du trente messidor de l'an XI de la République (19 juillet 1803) qui autorisait l'ouverture d'un cours public et gratuit de dessin en parallèle à celui de la classe du Lycée, qui ne l'était pas, le conseil municipal octroya un crédit de cinq mille francs au fonctionnement de cette nouvelle institution. Cette somme relativement modeste était répartie de la façon suivante : deux mille quatre cents francs étaient consacrés au salaire de Pierre Lacour qui en était l'unique professeur, sept cent vingt francs à celui du modèle, six cents francs à celui du concierge, tandis que quatre cents francs étaient destinés à l'achat de dessins et de gravures et trois cent quatre-vingts francs au chauffage et à la chandelle ; enfin, une somme de cinq cents francs était réservée à la création d'un prix d'encouragement¹. Le seize brumaire de l'an XIII (28 octobre 1804), jour de la réouverture de l'Ecole, pour la deuxième année consécutive, le conseil municipal lui allouait un nouveau crédit de cinq mille francs². Les éléments nous manquent pour apprécier l'évolution budgétaire des années suivantes, mais l'on peut supposer, au regard de ces deux années, que les crédits augmentèrent peu. Et l'on comprend alors que Pierre Lacour ait dû beaucoup solliciter pour recueillir les subsides nécessaires au développement de l'Ecole³. L'une de ses plus constantes préoccupations fut en effet de permettre, à ceux de ces élèves qu'il jugeait les plus capables, de continuer leurs études à Bordeaux ou à Paris. Sans doute rêva-t-il de mettre en place un système efficace de « bourses d'études », mais il ne parvint pas à trans-

former les souscriptions ponctuelles qu'il suscita en faveur de quelques-uns en une institution véritable⁴. Le « prix d'encouragement » créé en 1803 était le seul prix en espèces numéraires décerné par l'Ecole, les autres n'ayant qu'un caractère honorifique et commémoratif, comme les médailles, voire didactique, comme les gravures. Mais à partir de 1805, les arrérages de la rente Doucet fournirent une allocation annuelle supplémentaire de cinq cents francs dont Lacour aura la totale et libre jouissance. Il s'en servira notamment pour créer un nouveau prix d'encouragement qui, selon toute vraisemblance, se substitua au précédent⁵. Il semble cependant que ce prix ne fut attribué pour la première fois qu'en 1807, tant l'embarras du jury réuni cette année-là paraît grand lorsqu'il s'agit de décider qui, de lui ou de Pierre Lacour seul, serait habilité à en juger⁶.

Le but avoué de l'Ecole, celui dont Lacour avait produit l'argument pour convaincre l'administration, était parfaitement clair : il s'agissait d'ouvrir un cours gratuit qui permette d'assurer la formation des ouvriers d'art dont les manufactures et les ateliers bordelais avaient le plus grand besoin. L'explication des largesses de l'orfèvre Doucet à son endroit y trouve sa pleine justification. De ce fait également, l'enseignement du dessin avait un caractère prioritaire, et l'on apprenait à dessiner non seulement d'après le modèle vivant et d'après la gravure, c'est-à-dire en fait d'après les Maîtres, mais encore d'après la bosse, c'est-à-dire d'après les Antiques dont l'Ecole possédait quelques moulages.

L'ambition véritable de Pierre Lacour fut, comme l'a bien montré R. Mesuret⁷, de faire de cette école de

1. Archives municipales, Fonds Delpit, 86.

2. Bibliothèque municipale, Fonds Marionneau, Ms. 2087 (Lacour).

3. Voir, à ce sujet, Robert MESURET, *Pierre Lacour*, Bordeaux, 1937.

4. Il faudra attendre la fin du siècle pour que « les artistes pensionnés de la Ville » puissent bénéficier d'une telle mesure.

5. La part allouée à ce prix n'apparaît plus dans le budget de 1804.

6. A.M., Fonds Delpit, 86.

7. *Op. cit.* Mesuret utilise largement un article paru dans *Le Musée d'Aquitaine*, t. III, p. 92 : « Précis historique sur l'Ecole gratuite de dessin de Bordeaux ».

dessin une école de peinture. Aux témoignages que cet historien a présentés dans son ouvrage, nous croyons utile d'ajouter celui, tout à fait explicite, que donne Pierre Lacour lui-même, dans une lettre adressée à Dutrouilh, secrétaire de l'Académie, le 8 juillet 1805 : « J'espère que la Ville verra avec plaisir que son Ecole de Dessin ne borne pas son travail à des principes élémentaires mais que les élèves qui la composent ont déjà franchi les premières barrières et sont pour ainsi dire aux portes du Sanctuaire » 8.

Lacour va donc compléter son enseignement de base, consacré au dessin, par des cours plus élaborés sur la composition et le coloris dont nous connaissons les grandes lignes par les manuscrits des discours qu'il a prononcés à l'occasion des distributions de prix de l'Ecole de dessin ou des conférences du Muséum. La qualité didactique de ces discours, qui atteignent parfois l'ampleur de ceux que le célèbre Reynolds faisait chaque année à l'occasion de la distribution des prix de l'Académie Royale de Peinture de Londres, prouve que, si Lacour ne fut qu'un piètre rimailleur et qu'un peintre de second rang, il fut du moins, et surtout, un excellent pédagogue. Théoricien cultivé et largement acquis au parti des « Poussinistes », il prône un classicisme « éclairé » qui, sans avoir la souplesse de celui de Reynolds, qui sut préconiser un habile compromis entre les exigences du dessin et les vertus de la couleur, ou la rigidité un peu doctrinaire de celui d'Anton Raphaël Mengs, n'en constitue pas moins une solution originale, parfaitement viable et cohérente. Il puise ses réflexions dans les écrits de Fréart de Chambray 9, d'André Félibien 10, de Gérard de Lairesse et Winckelmann 11, trouve ses modèles chez Poussin, Raphaël, Le Dominiquin et admire surtout chez Rubens la liberté de l'invention. Ce n'est certes pas là le moindre « paradoxe » 12 de cet artiste qui s'est largement illustré dans le « le petit genre » et notamment dans celui du portrait qu'il traite d'une manière réaliste, sans chercher par la composition à le hisser au rang de l'Histoire, ou qui, encore, n'a pas dédaigné s'inspirer des maîtres flamands et hollandais dont il enrichit par ailleurs son cabinet, et qui pourtant ne semble envisager pour ses élèves d'autre voie que celle du « grand genre », celle-là même qui, par le Concours du Prix de Rome ouvrait les portes de la « carrière ». Sans doute faut-il imaginer que, malgré

cette sorte de notoriété provinciale à laquelle il était parvenu et qui lui valait l'estime, un peu condescendante peut-être, de certains confrères parisiens, Lacour avait conçu quelque amertume des échecs parisiens ou bordelais qu'il avait subis dans le domaine de l'art 13. Cette école, ces élèves auxquels il consacra désormais une large partie de son temps n'étaient-ils pas en définitive une façon de revanche ?

Le succès de l'Ecole, dont la fréquentation n'avait cessé d'augmenter 14 depuis 1803, celui qu'il pouvait espérer des talents qu'il voyait poindre chez Bruno Gassies 15, Julien Michel Gué 16, Jean Alaux 17 et plus encore celui qui couronnait depuis peu quelques-uns de ses anciens élèves « montés » à Paris, tout cela n'avait-il pas déjà pour Lacour comme un goût de victoire ?

En 1807, pour stimuler ses jeunes élèves, les engager plus encore dans la voie de la peinture, et aussi probablement pour exploiter, vis-à-vis de l'administration, l'effet d'une réussite dont il rappelait avoir été l'initiateur, il choisit de faire l'éloge de Bergeret qui en l'espace de quelques mois était devenu l'un des artistes les plus en vue de la capitale.

Pierre Nolasque Bergeret, né à Bordeaux le 30 janvier 1782, est le fils de Guillaume Bergeret, imprimeur et libraire réputé de la ville. Tout en apprenant le métier d'imprimeur, il fréquente l'atelier de Lacour dont il devient l'élève. En 1799, il se rend à Paris où il entre sur la recommandation de son maître dans l'atelier de Vincent. Cette même année, il se présente pour la première fois au concours du Prix de Rome et passe avec succès les épreuves du premier concours d'essai 18 mais échoue au second essai et ne peut concourir pour le grand prix. En 1801, on le retrouve dans l'atelier de David, et il forme avec Ingres et le sculpteur florentin Lorenzo Bartolini 19 « une espèce d'académie à part » dans l'ancien couvent des Capucines : « Ces trois artistes... dirigeaient alors les efforts de leurs études sur les ouvrages des artistes italiens de la Renaissance » 20.

13. Il suffira de rappeler son échec au Prix de Rome, et plus tard au Salon parisien ou encore ceux à Bordeaux liés à la décoration du Grand-Théâtre.

14. En 1805, Lacour comptabilise quelque deux cents élèves, et en 1807, il en cite « plus de deux cents ».

15. Bruno Gassies (Bordeaux 1785-Paris 1832) partage avec Alaux Aîné les prix de peinture de l'Ecole en 1805 (cf. *Bulletin Polymatique du Muséum*, 1805, p. 351). Gassies est mort pendant la terrible épidémie de choléra de 1832.

16. Jean-Michel Gué (Le Cap 1789-Paris 1843).

17. Jean Alaux, dit le Romain (Bordeaux 1785-Paris 1864), Grand Prix de Rome en 1815.

18. Le sujet de ce premier essai était « Le serment de venger la mort de Lucrèce ».

19. Lorenzo Bartolini (1777-1850) a fait un buste de son ami Bergeret qui fut offert au Musée de Bordeaux par M^{me} Bergeret en 1864. Plâtre, H. 56 cm, signé sur le socle Bartolini L, dédié : AL. SUO D'AMICO/BERGERET (fig. 1).

20. Cf. DELECLUZE, *David, son école et son temps* (J.-P. Mouilleseaux, 1983).

8. B.M., Fonds Marionneau, Ms. 2087 (Lacour).

9. FRÉART DE CHAMBRAY, *Idée de la perfection de la peinture*, Le Mans, 1662.

10. André FÉLIBIEN, *Entretiens sur les vies et les ouvrages des plus excellents peintres*, Paris, 1688.

11. *Le grand livre des peintres*, de Gérard de LAIRESSE, et *l'Histoire de l'art chez les Anciens*, de WINCKELMANN, font partie de la bibliothèque de l'Ecole de dessin en 1804, A.M., Fonds Delpit, 86.

12. L'expression est de R. Mesuret.



FIG. 1. — Lorenzo Bartolini: « Buste de Bergeret ». Bordeaux, Musée des Beaux-Arts.



FIG. 2. — Pierre-Nolasque Bergeret: « Ulysse reconnu par sa nourrice Euryclée », 1805, mine de plomb, 270 x 300. Signé P.N. Bergeret (PNB en monogramme). Bordeaux, collection particulière.

Après deux nouvelles tentatives au Prix de Rome en 1802 et 1803 21, il se consacre largement au dessin dans lequel il a toujours montré une grande liberté d'invention (à la différence d'Ingres) et à l'estampe, notamment à la lithographie dont il fut l'un des premiers propagateurs.

En 1805, lors d'un séjour à Bordeaux, il participe au concours de peinture organisé par l'Académie de Bordeaux, sous la direction de Pierre Lacour. Le prix de ce concours était une médaille d'or et le sujet nous est donné par une lettre de Pierre Lacour adressée à Dutrouilh et datée du 19 messidor de l'an XIII (8 juillet 1805) : « Ulysse revenu dans son palais ne parut d'abord que sous l'habit d'un mendiant, sa nourrice Euryclée en lui lavant les pieds aperçut une cicatrice qu'il avoit à la jambe et aloit le faire connaître lorsque Ulysse l'arrête en lui posant la main sur la bouche » 22 (fig. 2).

Tout en reconnaissant que presque toutes les esquisses présentées par les candidats sont bonnes, Lacour va donner sa préférence à deux dessins, celui de Jean Alaux (le Romain) et de celui de Cazeaux. Seuls ces deux artistes seront autorisés à participer au concours définitif, c'est-à-dire à exécuter le sujet en peinture. Et c'est finalement Jean Alaux qui remportera ce prix 23. Bergeret, qui subissait là un nouvel échec, ne se découragea pas et fit cette même année de nombreux dessins. Au nombre de ceux-ci on peut citer celui de belle qualité du Musée Pouchkine représentant « Vénus partant pour Cithère », mais surtout un grand dessin à la plume (non localisé aujourd'hui), représentant « Les Athéniens captifs, après la bataille de Nicias, récitant les poésies d'Homère et d'Euripide » 24, qui fut remarqué par Denon et lui valut, dit-on d'être chargé de la composition des bas-reliefs de la colonne de la Grande Armée. Cette commande inespérée, le triomphe que remporta son tableau les « Honneurs rendus à Raphaël après sa mort » (fig. 3 et 4) au Salon de 1806 sortaient brutalement Bergeret de l'anonymat : « A l'époque du Salon de 1806, j'exposai mon premier tableau les « Honneurs rendus à Raphaël après sa mort ». Il n'était pas encore fini qu'il avait déjà de la réputation : c'est ce que j'appris

21. 1802, reçu au premier essai (« Mort de Geta par ordre de Caracalla »), échec au second essai (Figure peinte d'après nature). 1803, reçu premier au concours du premier essai (« Trahison de Thébé »), échec au second essai.

22. Les artistes qui participèrent à ce concours furent Jean Alaux, Jean-Paul Alaux, Cazeaux, Guérin, Monbrun, Pierre Quinsac-Monvoisin, Pimentel, Bergeret et Gassies (A.M., Fonds Delpit, 86). Le nom de Bergeret est difficilement lisible car le bas de la lettre est légèrement coupé : on lit très bien cependant la majuscule B et la fin du nom *ret*. Mais le meilleur argument est sans doute le dessin que nous présentons.

23. Jean Alaux présentera ce tableau et une autre composition, « Cléobis et Biton traînant leur mère au temple de Junon », à l'Académie en 1807 (cf. *L'Indicateur*, samedi 12 avril 1807 et dimanche 13 avril 1807).

24. Vente Bergeret, 1856.

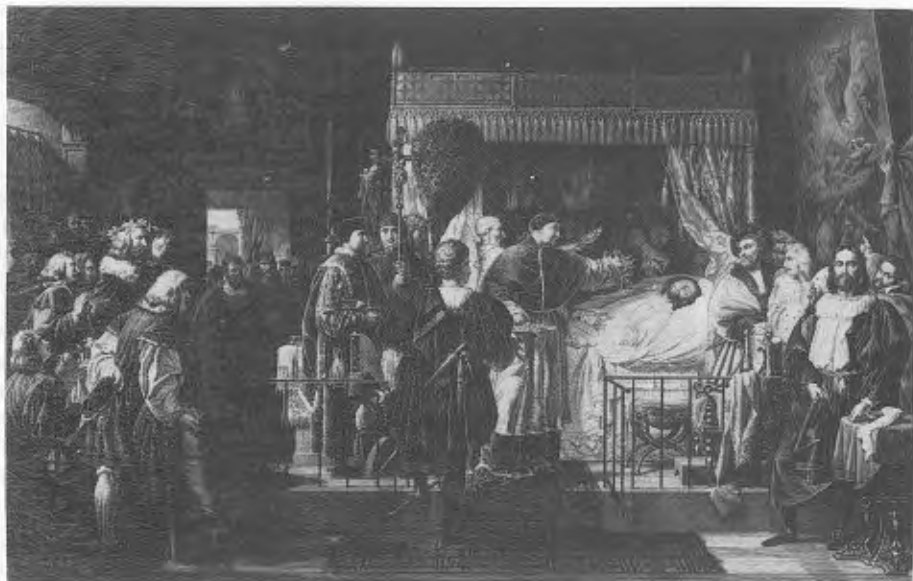


FIG. 3.
Pierre-Nolasque Bergeret :
« La Mort de Raphaël ».
Malmaison,
Musée National du Château.



FIG. 4.
Pauquet et Sixdeniers :
« La Mort de Raphaël »
(d'après Bergeret).
Paris, Bibliothèque Nationale
(Cabinet des Estampes).



FIG. 5. — Pierre-Nolasque Bergeret : « Hommage rendu à Raphaël », esquisse. Genève, Musée Rath (Inv. 1842-5).

par les élèves en loges pour le concours du Prix de Rome, qui descendirent en masse dans mon atelier »²⁵.

C'est l'esquisse de cette célèbre composition, souvent considérée comme le chef-d'œuvre de l'artiste²⁶, qui fut présentée l'année suivante par Pierre Lacour à l'occasion de la distribution des prix de l'Ecole gratuite de dessin de la ville (fig. 5).

La cérémonie officielle de la distribution des récompenses méritées par les élèves de l'Ecole gratuite de dessin n'ayant pu avoir lieu en 1806, par suite de la convalescence de son directeur, celle-ci fut reportée en 1807. Cette année-là, le maire de Bordeaux, M. Lafaurie Monbadon, eut donc, à titre tout à fait exceptionnel, l'avantage de procéder à une double distribution. L'événement, particulièrement attendu et qui, à en juger par une certaine indigence en cette matière, devait être l'un des plus saillants de la vie artistique, fut largement commenté par la presse locale. Annoncée, une première fois pour le courant du mois d'octobre²⁷, la date de cette séance solennelle fut fixée ultérieurement au mercredi 11 novembre : « La distribution des prix mérités, en 1806 et 1807, par MM. les élèves de l'Ecole gratuite de dessin de la ville de Bordeaux aura lieu mercredi 11, du courant, à une heure de l'après midi, dans la salle de dessein,

dépendante de l'Hôtel de ville et qui a son entrée dans la rue des Ayres »²⁸.

Les travaux des élèves de 1806 et 1807 furent présentés dans une des salles de l'hôtel de ville et l'exposition fut ouverte au public à partir du 17 octobre de dix à quinze heures tous les jours. Pour satisfaire un vœu particulier du maire, on y joignit un portrait de l'intendant Tourny et un buste en marbre exécuté par Brunet d'après ce portrait, buste dont on prit un moulage et dont les tirages servirent à décorer les édifices publics de la ville : « ... ayant appris que Dufaut père notaire honoraire, de Bordeaux, possédait un portrait de Tourny, qu'on assurait être très ressemblant, il s'est hâté de le demander en communication, pour faire exécuter sur ce portrait le buste de M. de Tourny, par M. Brunet, artiste de Paris dont le talent a déjà été éprouvé à Bordeaux »²⁹.

Le 20 octobre, le maire désigne un jury « pour faire juger les ouvrages des élèves de l'Ecole de dessin qui ont concouru pour les prix proposés en l'an 1806 et 1807 ». Ce jury, composé de MM. Boisson, Lacour fils, Legris Duroy, Armand Pallière et présidé par Pierre Lacour, est convoqué une première fois le 23 octobre :

« les membres du Jury réunis dans une salle de la Commune où étoient exposés les dessins et peintures

25. P.N. BERGERET, *Lettres sur l'état des arts en France*, Paris, 1848.

26. Pierre LACOUR FILS, « Notes et souvenirs d'un artiste octogénaire », B.M., Ms. « Quant à Bergeret, jamais homme n'a eu plus de facilité pour la composition en tout genre. Il devint bien vite un très habile homme, mais il ne le dut pour ainsi dire qu'à son génie. Il fréquentait bien peu l'atelier, n'achevait aucune étude d'après nature et il débuta par un chef-d'œuvre sa mort de Raphaël ».

27. *L'Indicateur*, samedi 17 octobre 1807.

28. *L'Indicateur* et *L'Echo du Commerce de Bordeaux*, mardi 10 novembre 1807. *Bulletin Polymatique du Museum*, 1808 : « Ephémérides bordelais : Notice des principaux événements arrivés à Bordeaux pendant le mois de novembre 1807 ».

29. *L'Indicateur*, 17 octobre 1807. Il s'agit probablement du sculpteur Etienne Brunet.

des élèves, après un examen scrupuleux comparatif ont unanimement décidé ce qui suit, savoir :

Que les académies peintes n'offrant pas une assez grande perfection pour les concours d'un prix elles resteroient comme non venues.

Il n'en a pas été ainsi d'un tableau représentant le sujet de Cléobis et Biton conduisant leur mère au temple de Junon quoi que ce tableau fut seul au concours, ce qui ne permettoit pas de lui assigner un premier prix vu que il n'y en avoit pas de second à donner, il a été considéré comme étant en concurrence avec l'art, et malgré cette comparaison difficile à soutenir on a reconnu dans l'ouvrage de Mon^r. Gassies un mérite qu'il falloit stimuler par un prix d'encouragement, ce qui a été délibéré. »

Jean Alaux, qui avait partagé avec Bruno Gassies les premiers prix de peinture de l'Ecole en 1805³⁰, devait à l'origine disputer ce prix à son rival, mais pour une raison qui nous échappe il ne concourut pas. Il présenta cependant à l'Académie de Bordeaux, en 1807, une composition de ce sujet (« Cléobis et Biton traînant leur mère au temple de Junon »).

Les autres prix décernés au titre de l'année 1806 furent les suivants :

Le premier prix de « Figure académique dessinée d'après le modèle vivant » fut attribué à Jean Mombrun³¹, le second prix à François-Charles Petit, tandis que Guérin obtenait un accessit. Félix-Michel Annonny³² recevait le premier prix de « dessin d'après la Bosse », Julien-Michel Gué et Dublan le second prix et Jean-Baptiste Dubourdieu³³ un accessit. Le premier prix de dessin « d'après les groupes » allait à Jean Birot et, à un certain Joly, un accessit. Le premier prix de « dessin académique d'après la gravure » était décerné à Jean Roux, le second prix à Joseph Dumoulin et les accessits à MM. Fabre, Feras et Daleas. Enfin, le premier prix de « Tête dessinée d'après la gravure » allait à M. Guilhème³⁴.

Le 27 octobre, les membres du jury se réunissent à nouveau pour se prononcer cette fois sur les travaux de l'année 1807. De leurs délibérations se dessina le palmarès qui suit :

Le premier prix de peinture (« Académie historiée ») était attribué à Pierre Quinsac-Monvoisin³⁵ et le second à Jean Alaux jeune³⁶. Le premier prix d'« Académie dessinée d'après nature » revenait à

F.-C. Petit, le second à F.-M. Annonny et J.-M. Gué, tandis que J.-B. Dubourdieu recevait un accessit. François Béraud, le second prix, et MM. Gachon, Cyrille Durand³⁷ et Daleas des accessits. Pour les « Académies dessinées d'après la gravure », le premier prix allait à M. Séguy, le second à Jean-Henry Cadilhon et les accessits à MM. Malivert³⁸, Momen et Henry. Le premier prix de « Tête dessinée d'après la gravure » était donné à Pierre Laplace, le second à Pierre Champy et les accessits à MM. Dupont, Berger et Peyron³⁹.

En dernier lieu, le prix d'encouragement fondé par Doucet était décerné à Monbrun pour une composition représentant « Thimoclée conduite devant Alexandre »⁴⁰.

Tous ces résultats furent donc communiqués aux élèves et à leurs familles, le 11 novembre, au cours d'une cérémonie solennelle de remise des prix, en présence du conseil municipal à son grand complet.

Le maire, M. Lafaurie Monbadon, ouvrit la séance par un discours dans lequel il fit l'éloge de la peinture en rappelant que « cet art recommandable devait un hommage particulier à la vertu ». Il félicita ensuite les élèves « d'être appelés à retracer à la postérité, les victoires, les actions généreuses et les bienfaits qui illustrent à jamais le règne de Napoléon-le-Grand »⁴¹.

A ce discours édifiant, pétri d'idéologie impériale, qui n'envisageait pour l'art d'autre finalité que celle de la propagande, Pierre Lacour répondit par un « Eloge » qui, lui, n'avait véritablement d'autre objet que la peinture. Ce discours inédit que les journaux avaient très brièvement résumé, nous croyons utile de le reproduire ici dans son intégralité, tant il est riche et exemplaire⁴².

ÉLOGE DU JEUNE BERGERET

Messieurs,

Appelé par votre choix à l'honneur de professer l'Ecole gratuite de dessin, délibérée par le Conseil Municipal et mise⁴³ sous la protection immédiate de Monsieur le Maire, je viens soumettre à vos regards les travaux des élèves qui l'ont suivie pendant le cours de cette année. Une maladie grave m'ayant empêché de vous rendre compte du fruit de cet établissement en 1806, vous aurez à juger le travail des deux années. Mais avant de vous faire connaître ceux des élèves qui se sont particulièrement distingués dans ces deux concours, et qui ont mérité les suffrages du Jury, qu'il me soit permis d'être, auprès des fondateurs de cet établissement utile, l'interprète du respect et de la gratitude de tous les Elèves confiés à mes soins.

37. C. Durand (1780-1840) obtint le premier prix de dessin d'après nature en 1809.

38. Deuxième prix de dessin d'après nature en 1809.

39. *L'Echo du Commerce de Bordeaux*, samedi 21 novembre 1807.

40. A.M., Fonds Delpit, 86.

41. *L'Echo du Commerce...*, 21 novembre 1807.

42. B.M., Ms. 1186 (Fonds Delpit), p. 327 à 341.

43. * depuis deux ans (barré). Cette note indique, comme toutes celles qui sont précédées d'un astérisque, une correction de Lacour.



FIG. 6. — Jean-Antoine Julien, dit Julien de Parme: « Les muses et les Grâces pleurent la mort de Raphaël », 1774. Fondation Custodia (Coll. F. Lugt), Institut Néerlandais, Paris.

C'est à vous, Monsieur le Maire, c'est au Corps Municipal⁴⁴ et aux administrateurs de cette grande Commune que la reconnaissance de plus de deux cens jeunes gens, pressée de se faire entendre, vient vous dire par ma voix.

O vous, qui pénétrés de l'amour du bien public, vous occupez sans relache du bonheur de vos concitoyens, si quelques talents éminents peuvent sortir du sein de l'Ecole que vous avez instaurée, si quelqu'un d'entre nous peut arriver à ce degré de mérite qui honore à la fois, l'artiste qui le possède et la ville qui l'a vu naître; administrateurs, et vous Monsieur le Maire, que ne nous devons nous pas nous-même! Vous devenez pour ainsi dire le père de nos talents. C'est à vous, c'est à la munificence de la ville que nous en devons la gloire de juger de vos droits à notre reconnaissance. Puisse les premier rayons de cette Gloire, que nous allons devoir à votre indulgence, être le prélude de la récompense due à vos bienfaits.

Oui, Messieurs, nous pouvons en accepter l'augure. Déjà j'ai lieu de m'enorgueillir de mon travail. J'ai trouvé dans la jeunesse confiée à mes soins des dispositions et une aptitude qui ne peuvent manquer de les faire marcher à grands pas vers le but que chacun d'eux se propose dans l'Et^u qu'il doit embrasser; car je dois vous observer que l'école de dessin n'est pas une académie de peinture proprement dite,

mais un lieu d'enseignement où tous les arts mécaniques viennent puiser des lumières et du goût⁴⁵.

Chargé de guider une jeunesse si intéressante, je dois à chacun d'eux, selon son talent, des soins particuliers. Une occasion favorable s'étant présentée, j'ai cru devoir la saisir pour en faire le motif d'une instruction que j'adresserai à ceux des élèves qui veulent suivre la carrière de la peinture. Je vais leur parler d'un de leurs concitoyens, d'un enfant de la Ville, du jeune Bergeret qui reçut de moi les premiers principes de son art. Déjà la Capitale le compte au nombre des artistes qui doivent honorer son siècle. L'acquisition que Monsieur Denon⁴⁶ a faite de son premier ouvrage représentant la Mort de Raphaël par sa Majesté⁴⁷ est une récom-

45. Le baron Gérard, qui était l'ami de Bergeret, offrit d'acheter ce tableau, mais V. Denon fit une proposition qui flattait davantage l'artiste en l'acquérant pour le compte de Joséphine, et il vint orner le Grand Salon du château de Malmaison où il demeura jusqu'en 1814, date à laquelle il fut vendu. Le baron Gérard devait s'intéresser particulièrement à ce sujet puisqu'il possédait un dessin de Julien de Parme (1736-1799) représentant également « la Mort de Raphaël ». Ce dessin est décrit dans le catalogue de la vente des 27, 28 et 29 avril 1837 (« Catalogue des tableaux de M. le baron Gérard », par Charles PAILLET, sous le numéro 56: « Dessin à la plume, au bistre et rehaussé de blanc ». Il fut vendu pour le prix de 50 F (sur une prise initiale de 16 F). Nous l'identifions avec le dessin de l'Institut Néerlandais de Paris (Julien de Parme, « Les Muses et les Grâces pleurent la mort de Raphaël », Inv. 2360) (fig. 6).

47. * la reine de Naples.

44. * Membre du Conseil Départemental.



FIG. 7. — Pierre-Nolasque Bergeret : « Marius méditant sur les ruines de Carthage », 1807. New York, Richard L. Feigen and Co., 1984.

pense aussi encourageante qu'elle est glorieuse. Nous avons sous les yeux l'esquisse de ce tableau ⁴⁸, que le père de Monsieur Bergeret a bien voulu nous confier (fig. 5). Nous avons un tableau du même auteur représentant Marius assis sur les ruines de Carthage ⁴⁹ (fig. 7).

Jeunes Elèves, que vos regards avides d'instruction considèrent ces deux objets ⁵⁰ dans les perfections et le genre de travail qui leur est propre. Vous savez qu'une esquisse n'est point un ouvrage terminé dans le détail, mais qu'elle est l'image de la pensée à laquelle un génie créateur, une imagination vive et une main prompte et hardie donnent l'existence et l'esprit.

Telle est la perfection que vous remarquez dans l'esquisse de sa Mort de Raphaël. La description que les journaux nous ont donnée de cette belle composition ⁵¹, doit être encore présente à votre mémoire ⁵². Il serait inutile de l'y rappeler. Je vous observerai seulement que la simplicité noble que commandait un tel sujet se trouve réunie à des idées poétiques, à des rapprochements historiques ingénieusement adaptés à la scène principale en sorte que l'ensemble qui en est le résultat offre à la fois l'image des pensées de l'artiste et cette vérité historique, cette expression parfaite de la nature qui est le caractère distinctif des plus belles choses en tout genre.

48. L'esquisse dont il s'agit se trouve aujourd'hui au Musée d'Art et d'Histoire de Genève (Toile, 34 x 63, Inv. 1842.5). Le tableau original du Salon de 1806 fait partie des collections du Allen Memorial Art Museum d'Oberlin (Toile, 108 x 197, signé et daté en bas à gauche P. Bergeret 1806 pinxit, Inv. 82.93). Pour la bibliographie de ce tableau, voir l'excellente notice de J.-P. CUZIN dans la catalogue de l'exposition « Raphaël et l'Art français », 1983, n° 18.

Il en existe plusieurs répétitions. Une réplique (Toile, dimensions inconnues) apparue lors de la vente Bergeret de 1846, n° 124 du catalogue (« La Mort de Raphaël, il expire dans les bras de ses deux élèves chéris, J.F. Penni et Jules Romain »). Une autre (Toile, dimensions non précisées) également apparue lors de cette vente, n° 123 du catalogue (« Les Honneurs rendus à Raphaël après sa mort. Ce tableau fut acheté par l'Empereur au Salon de 1806. Il faisait partie du célèbre cabinet de la Malmaison »). Nous pensons que ce tableau dont la notice pouvait prêter à confusion est en fait celui qui fut acheté par Louis-Philippe en 1847 et qui se trouve aujourd'hui à Malmaison (Toile, 130 x 192). Une autre a figuré dans la vente Pérignon du 18 décembre 1826 (Toile, 41 x 73). Elle fut retirée de la vente. Deux autres répliques ont fait partie de la vente Bergeret du 14 février 1826, n° 1 et 2 (« une répétition en plus petit », qui pourrait être celle de la vente Pérignon, et « une répétition en clair obscur »).

49. Ce tableau inédit (Toile, 129,5 x 96,5, signé du monogramme et daté : P.N.B. AN 1807) est réapparu récemment dans une vente publique (Vente Sotheby Monte-Carlo, 13 juin 1982, n° 108). Le catalogue de cette vente signalait qu'il provenait des collections de M. David Johnston, ancien maire de Bordeaux. Bien qu'il ne figurât pas dans le catalogue de la vente après décès de ce dernier (Vente, Bordeaux, 10 janvier 1854. A.M., Fonds Barincou), cette illustre provenance nous est confirmée par Lacour Fils qui mentionne ce tableau dans les *Notes et souvenirs d'un artiste octogénaire* en précisant qu'il fut commandé à Bergeret par David Johnston.

50. * ouvrages.

51. P. CHAUSSEAU, *Le Pausanias Français ou Description du Salon de 1806 : état des arts du dessin en France à l'ouverture du XIX^e siècle*, Paris, 1806; *Athenaeum ou Galerie française des productions de tous les arts*, Paris, mars 1806, n° 3 (cet article est reproduit dans le *Bulletin Polymatique du Museum* en 1808).

52. * souvenir.

Quoique de semblables productions soient encore bien au-dessus de vos forces, il ne faut pourtant pas vous effrayer de la distance considérable qui vous en sépare. Monsieur Bergeret a comme vous contemplé de loin et longtemps la carrière de la Gloire, avant de hasarder ses talents; comme vous il a d'abord essayé ses forces sur des sujets faciles à traiter; puis, toujours guidé par l'étude dans les sentiers pénibles de l'art, il s'est avancé par gradation, et est enfin parvenu à force de persévérance à s'y frayer une route d'autant plus sûre qu'elle est le fruit de ses méditations et de son jugement.

Dans les différentes conférences que nous avons eu relativement à la composition, j'ai tâché de vous faire sentir combien l'intention était nécessaire à un peintre. Vous l'avez reconnu en analysant les sublimes compositions de Raphaël et du Poussin, vous en jugerez mieux encore, à mesure que vous avancerez dans la carrière, vous saurez qu'il existe deux choses bien distinctes dans la peinture, l'art et le métier. Le dernier est ⁵³ un travail mécanique, on peut l'acquérir sans génie, mais l'art étant l'âme d'un tableau il lui faut une nourriture spirituelle. En vain vous appellerez mes yeux par le charme de vos couleurs et par la délicatesse de votre pinceau, si vous n'avez rien de plus à m'offrir, je vous quitterai sans regrets. Mon âme ne peut être captivée que par les productions de l'âme, que par ces pensées philosophiques ⁵⁴ et profondes qui me laissent un souvenir éternel de ce que vous avez offert à mes yeux et à mon esprit. Tels sont les deux genres de perfections que réunissent presque tous les tableaux de Raphaël et de Poussin et du Dominiquain, dont les gravures qui vous sont distribuées pour les prix que vous avez mérités, doivent être sans cesse consultées par vous. Telle a été mon intention, que n'ayant rien à vous présenter, à vous faire voir des productions de ces grands maîtres, dont vous entendez si souvent parler, vous eussiez du moins des copies fidèles de leurs tableaux les plus sublimes. Aidés de ce secours, vous marcherez avec plus d'assurance, et vous sentirez davantage, en imitant ces belles productions, le besoin d'une étude approfondie pour donner à un sujet la perfection dont il est susceptible.

L'arrangement d'une figure n'est pas la seule chose qui entre dans la composition d'un tableau. Le lieu, le site même où la scène se passe, le caractère de la nation qu'on veut peindre et particulièrement celui du héros qu'on veut représenter, son costume ⁵⁵, l'expression du moment, voilà ce qui doit occuper l'artiste et c'est ce qui a dû occuper l'auteur du Marius (fig. 5). En le voyant, vous vous êtes rappelé ce général barbare et sanguinaire, qui fit égorger les plus illustres sénateurs de Rome. Son aspect est féroce et son regard terrible. Tel devait être Marius lorsque réfugié à Minturne il n'opposa au Cimbre qui venait le poignarder que son nom, son audace, et, l'aspect terrible de sa férocité.

53. * étant.

54. * Barré une première fois puis rajouté.

55. En bon peintre d'histoire, Bergeret suit très scrupuleusement les préceptes académiques relatifs au respect du « costume » : il revêt son personnage de la tunique et du manteau, le chausse de sandales et choisit comme accessoire un bouclier tout à fait approprié à son sujet. S'il donne une barbe à Marius, alors que l'on convenait que les Romains n'en portaient pas à cette époque, c'est que la proscription du héros l'autorisait à lui en imaginer une. C'est pourtant au nom de la « Fidélité de l'Histoire » que Lacour va critiquer ce tableau en reprochant à Bergeret de n'avoir pas suggéré dans son paysage l'image d'une ville détruite par « la violence et les flammes ».

En payant à Monsieur Bergeret le tribut d'éloges que mérite sa conception de cette belle figure, en louant le parti qu'il a pris de la représenter dans un clair obscur qui ajoute à l'expression forte du général vindicatif, je ne puis me dissimuler quelques fautes qui ont échappé aux réflexions et au goût de cet artiste. Après avoir contemplé Marius foulant au pied avec une sorte de satisfaction des restes de l'orgueilleuse Carthage, et se flattant peut être, à la vue des ruines d'une ville jadis si redoutée, de l'espoir d'être un jour assis sur celles de la superbe Rome dont il médite la perte, je cherche le désordre que présente à mon imagination la destruction totale d'une grande ville. Je vois le héros romain placé sur une espèce de trône rustique dont l'arrangement est plutôt l'effet de la combinaison que celui du désordre. Des parties de frises, de corniches fracassées amoncelées, des tronçons de colonnes, des chapiteaux brisés ne conviendraient-ils pas mieux à son sujet que ce tronc d'arbre et toute la verdure sur laquelle il paraît assis ? L'aridité de semblables décombres ne peindraient-ils pas mieux le sentiment terrible qu'il a voulu inspirer, et qu'inspire réellement son personnage.

Loin de moi tout esprit de critique : je dois instruire mes élèves en leur faisant observer les beautés de cet ouvrage ; mais je ne dois pas les égarer en louant, en taisant même, les défauts que je crois y remarquer. Ainsi, je leur dirai, imitez le génie qui a tracé le grand caractère de Marius, et tenez vous en garde contre le pinceau qui a répandu ce noir outré, ces nuages et cette teinte rougeâtre dans le fond et sur les colonnes qui enrichissent cette composition. La lumière qui éclaire la figure n'est pas la même, et dans un tableau, comme dans la nature il ne peut y en avoir deux lorsqu'elles ne peuvent partir que d'un seul corps lumineux. Je leur ferai observer encore que, si la composition de son tableau ne lui avait pas été fixée, Monsieur Bergeret pouvait choisir, dans cette partie de la vie de son héros, un moment plus heureux pour l'intelligence de son sujet. Marius sur les ruines de Carthage n'eut pas arrêté les regards de la postérité sans la réponse sublime et significative qu'il fit à l'envoyé de Sertilius, et que les personnes qui connaissent l'étendue de ses moyens et la férocité de son caractère, durent regarder alors comme le présage trop assuré de sa vengeance et des malheurs de Rome. C'est cette réponse, de laquelle le sujet tire toute sa beauté, que ne rappelle point le soldat que l'on voit dans le fond et dont Monsieur Alberti⁵⁶, jeune artiste d'Amsterdam, dans un tableau pour le concours proposé par la Société de dessin⁵⁷ de la même ville, me paraît s'être fait une loi de rendre l'énergie. Le sujet était le même. Pour donner à sa composition un aspect plus sévère, cet auteur a représenté Marius assis sur des ruines et parlant à ses lecteurs. Il a placé dans le même cadre le tombeau qu'Annibal avait élevé à son père Hamilcar avec cette inscription : « *A la mémoire de son père Hamilcar, Annibal consacre ce monument* ». Le pied de Marius repose sur un autel renversé, celui⁵⁸ sur lequel Hamilcar fit jurer à son fils âgé de neuf ans une guerre éternelle au peuple romain, Marius, en répondant au lecteur qui lui est envoyé par Sertilius lui

montre les débris d'une statue, sur la base de laquelle sont gravées les armes de Carthage. Plus loin, on voit⁵⁹ les débris d'un temple magnifique, un amphithéâtre et les restes des fortifications de sa ville, toutes ces ruines ont l'air d'avoir été non l'ouvrage du temps mais celui de la violence et des flammes. Telle est la description que les journaux ont faite de cette composition. Je vous l'ai rapportée afin de vous faire connaître que quelque bien que nous paraisse la manière dont un sujet a été traité, vous ne devez point vous décourager⁶⁰ et qu'il existe encore pour l'homme de génie beaucoup d'autres moyens de le rendre, non moins grand et non moins poétique.

Vous voyez, jeunes élèves, combien il est⁶¹ nécessaire de penser de raisonner son sujet avant de prendre le crayon pour en tracer la plus légère esquisse. Souvent, des choses inutiles ou déplacées, s'y glissent⁶², des choses essentielles nous échappent, si nous n'y avons mûrement réfléchi avant de la commencer. La poésie a un tel rapport avec la peinture que les préceptes du poète peuvent parfaitement s'appliquer au peintre, et Boileau peut aussi vous instruire en vous disant : « C'est puisqu'en un ouvrage où les fautes fourmillent, des traits d'esprit semés de tems en tems pétillent, il faut que chaque chose y soit mise en son lieu, que le début, la fin, répondent au milieu ; que d'un art délicat, les pièces assorties, n'y forment qu'un seul tout de diverses parties. »

Il n'est pas étonnant que dans l'enthousiasme de sa composition⁶³ on néglige des détails qui semblent de peu d'importance, le vrai moyen c'est de perdre son ouvrage de vue pendant quelque tems, de l'oublier, pour ainsi dire. Lorsqu'on vient le revoir, l'œil est bientôt choqué d'une foule de choses qui ne l'avaient pas blessé, comme il peut arriver aussi qu'on trouve bien ce qu'on avait jugé devoir être mal.

Je n'étendrai pas davantage l'instruction que mon expérience me met à même de vous donner ; nous aurons souvent l'occasion d'y revenir dans nos entretiens familiers, je ne dois pas oublier que cette séance est particulièrement consacrée à votre gloire, et que vous devez être impatients de recevoir aux yeux de vos parents et de vos concitoyens le prix de vos efforts et de vos talents.

Puisse cette récompense honorable augmenter votre zèle pour les arts et n'oubliez jamais qu'ils ont un double mérite aux yeux de la société lorsqu'ils sont accompagnés de la modestie, des bonnes mœurs et des vertus.

(1810). Le Rijksmuseum d'Amsterdam conserve de lui deux études de guerriers, datées de 1808 et probablement exécutées dans l'atelier de David, ainsi qu'une intéressante composition représentant « Procileius suppliant Cléopâtre » et datant de son séjour romain. Nous connaissons également de lui un beau recueil de gravures d'après Raphaël et les maîtres de la Renaissance italienne, à la Bibliothèque Nationale.

57. * dite felix meritis.

58. * la même.

59. * le bas relief.

60. Armand Julien Pallière, artiste déjà confirmé qui en 1805 avait exposé chez son père, le graveur Jean-Baptiste Pallière, un tableau très remarqué représentant « Phocion près à boire la ciguë », suivit ces conseils. Il chercha à renouveler le coup d'éclat de Bergeret en exposant au Salon de 1808 « Les Honneurs rendus à Rubens » mais il n'obtint qu'une médaille.

61. * essentiel.

62. * nous échappent dans l'exécution d'un ouvrage.

63. * il échappe.

L'ARCHITECTE FÉLIX DUBAN À BORDEAUX

par Marc SABOYA

Au mois de septembre 1870, l'architecte Félix Duban, âgé et malade, quittait Paris dont le siège commençait¹. Après une étape à Blois, il atteignait Bordeaux où il avait quelques amis : le fils et le neveu de l'architecte bordelais Thiac et le capitaine Rougevin. Le 8 octobre, quelques jours après son arrivée, il s'éteignait. Tout au long de sa vie d'architecte, Duban avait eu rarement l'occasion d'exercer ses talents en Aquitaine, sa carrière ayant été surtout parisienne à l'exception toutefois des travaux entrepris à Blois et à Dampierre. Il laissait pourtant, à Bordeaux, une œuvre délicate et savante, la sépulture Pierlot, que l'on peut encore voir au cimetière de la Chartreuse.

Vers 1860, à l'image des grandes nécropoles parisiennes, deux types de tombeaux se développent au cimetière de la Chartreuse : les pierres tumulaires, déjà anciennes, et les chapelles funéraires, très à la mode depuis 1830². Ces dernières sont des sépultures familiales qui adoptent tous les styles connus mais, vers 1860, le néo-gothique domine. Ces tombeaux de série proposent pour tous le même décor pittoresque de

gables, pinacles et arcs brisés, dans lequel ne s'exprime ni une religiosité précise ni la personnalité du défunt. Le parti que choisit Duban lorsqu'il dessine, en 1864, la sépulture de la famille Pierlot, est, par contre, tout à fait original. En guise de stèle funéraire, il élève un large et puissant fronton qui ferme la composition tel une toile de fond et dirige les lignes à partir desquelles l'œuvre s'organise, lui donnant ainsi sa signification religieuse profonde. Pour la partie basse, des lignes droites et des angles durs. Aux obliques, aux verticales et aux horizontales du mur, répondent celles des cercueils et de leur socle. La sévérité engendrée par la multiplication des angles et la rigueur des lignes convient parfaitement à la représentation de l'espace de la mort. Les faces des cercueils, projetées au premier plan, font office de stèles funéraires et portent le nom des défunts tandis que les parois latérales évoquent, à l'aide de quelques signes, ce que fut leur vie. Pour Auguste Pierlot, un sabre, la Légion d'honneur et l'inscription « Brienne » commémorent la bataille où s'illustra, en 1814, cet ancien officier de cavalerie et au cours de laquelle il reçut quatorze blessures et perdit la main gauche. Une branche fleurie adoucit cette évocation virile. Pour l'épouse, Anna Josépha de Tastet, Duban préfère le registre bucolique, grappes de raisin et gerbes de blé, symboles de fécondité, celle de la terre, celle de la femme.

Dans la partie haute du tombeau, les lignes sévères et tendues du fronton sont interrompues par deux légères volutes à partir desquelles naît un jeu de courbes et de contre-courbes qui confère à l'ensemble plus de douceur et de flexibilité. Une lourde guirlande de fleurs, suspendue à des patères, souligne parfaitement ce passage d'une forme à l'autre et, barrant la surface du mur de sa courbe profonde, figure harmonieusement cette frontière au-delà de laquelle s'organise un contexte symbolique différent. En effet, une croix, signe de la Rédemption, occupe le haut de la composition et rappelle aux chrétiens que la mort, terme de toute vie terrestre, ouvre aussi à la vie céleste.

56. Jean, Eugène Charles Alberti (Maastricht 1781-Paris après 1843) avait exposé ce tableau au Salon de Paris en 1805. Cet élève peu connu de David était entré à l'Ecole des Beaux-Arts de Paris en 1807. Il fit par la suite un séjour en Italie et à Rome en particulier

1. Duban (Félix) : Paris 1797-Bordeaux 1870. Elève de Debret, il obtient le grand Prix de Rome en 1823. Il restaure la Sainte-Chapelle, les châteaux de Blois et de Dampierre, ainsi que le Louvre où s'expriment ses talents de décorateur (galerie d'Apollon, salle des sept cheminées, salon carré). Il construit de nombreux hôtels à Paris et élève quelques tombeaux dans les cimetières de la capitale. Son œuvre majeure est l'Ecole des Beaux-Arts (1834-1840), où il mêle tradition classique et souvenirs de la Renaissance italienne. L. HAUTECOEUR, *Histoire de l'architecture classique en France*, volume VI, Editions Picard, Paris, 1957 ; *Paris, Rome, Athènes : le voyage en Grèce des architectes français au XIX^e siècle*, E.N.S.B.A., Paris, 1982 ; *Pompéi, travaux et envois des architectes français au XIX^e siècle*, E.N.S.B.A., Paris, 1981.

2. La typologie des sépultures nous est donnée par Patrick BRACCO, « Le cimetière du Père Lachaise », dans *L'Architecture et la Mort*, Monuments Historiques, n° 124, décembre 1982. Pour ce qui concerne le cimetière de la Chartreuse, on peut consulter : MARTIN et FERRUS, *La Chartreuse de Bordeaux*, Bordeaux, 1911 ; A. PORTAL, *Les champs de repos bordelais : le cimetière de la Chartreuse*, T.E.R., Université de Bordeaux III, 1974 (dactylographié).

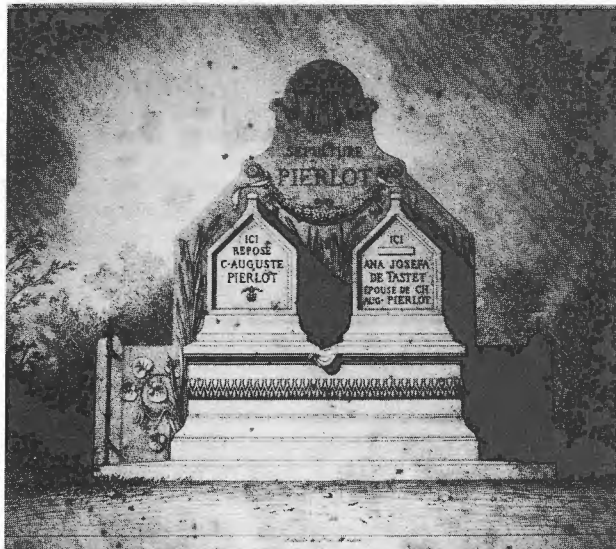


FIG. 1. — Félix Duban : sépulture Pierlot.

Mais c'est au-delà de ce contraste entre les deux niveaux de la composition que s'instaure l'unité de sens de l'œuvre, unité qui réside dans les moyens employés par l'artiste pour signifier la rencontre des deux mondes, terrestre et céleste. Ce sont tout d'abord les lignes obliques de la partie basse qui, prolongées, se réunissent au centre de la croix ou dans son axe. C'est ensuite la végétation sculptée qui, assurant la cohésion picturale de l'ensemble, appelle et dirige les regards vers le haut. C'est enfin la guirlande de fleurs faisant le lien entre les deux sarcophages et unissant ainsi, par-delà la mort, les époux Pierlot.

Dans cette œuvre profondément chrétienne, la conviction religieuse de Duban s'exprime aussi dans la forme qu'il donne aux deux cénotaphes. Aux lignes s'inspirant de l'Antiquité, chargées de connotations païennes, aux motifs néo-gothiques, très à la mode pourtant mais qui ne manifestent la plupart du temps qu'un goût pour le pittoresque, Duban préfère des formes puisées dans le haut Moyen Âge. Les deux cercueils ont ainsi l'apparence des chasses médiévales³. Les versants de leur couvercle sont ornés d'écailles, motif décoratif très répandu dans le Sud-Ouest sur les sarcophages dits « aquitains » et le faîte des tombeaux est couronné d'une crête ajourée, nouvel emprunt aux chasses médiévales. La croix elle-même, sertie de pierreries, est byzantine, tout comme les fins rinceaux de vigne stylisés, la vigne eucharistique chère

3. Duban avait déjà donné cette forme au tombeau qu'il avait élevé pour M^{me} Delaroche, née Vernet. Trois ouvertures en forme de quatre-feuilles, évidées dans la longueur de la chaise, laissent pénétrer les regards à l'intérieur du tombeau. Cette œuvre est reproduite dans NORMAND, *Monuments funéraires choisis dans les cimetières de Paris*, Paris, 1863. Les deux sarcophages de la sépulture Pierlot sont des cénotaphes car ils ne contiennent pas de corps. Ceux-ci reposent dans une chambre souterraine.

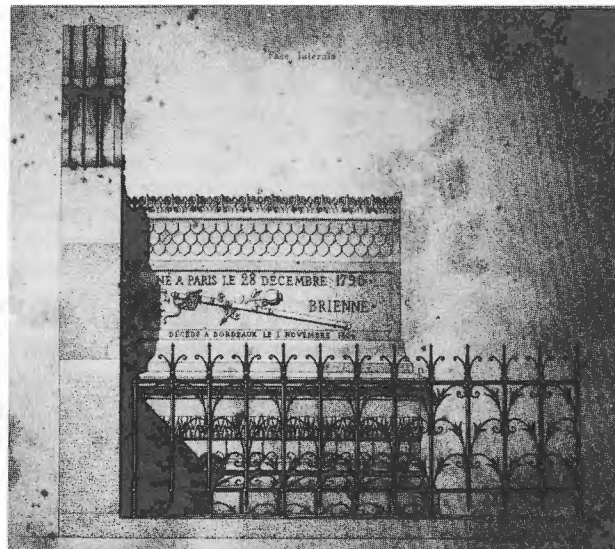


FIG. 2. — Félix Duban : sépulture Pierlot, face latérale.

à l'art de Ravenne, qui naissent et s'enroulent à ses pieds. Ainsi, évitant le purisme archéologique tout comme la banalité d'un Moyen Âge de convention, Duban fait de la sépulture Pierlot une œuvre qui tranche sur les tombeaux de série qui l'entourent.

Cette composition originale est aussi, dans son esprit, une œuvre profondément romantique. La décoration sculptée en est la preuve. Feuilles de nénuphars, feuilles et tiges de massettes, s'épanouissent sur le mur du fond en une efflorescence capricieuse et abondante. Naissant du sol où gisent les défunts, cette végétation vigoureuse, traitée d'une manière très naturaliste, prend possession du tombeau. La vie émerge de la tombe et la nature reprend ses droits. L'élégante grille en fer forgé qui entoure le monument développe aussi ce motif : la germination souterraine fait croître, à intervalles réguliers, des tiges et des feuilles stylisées qui s'élancent en volutes et donnent naissance à d'autres tiges, d'autres fleurs. Ainsi dans cette œuvre, comme dans certains poèmes de Lamartine ou de Victor Hugo, la nature joue un rôle important dans la mise en scène de la mort. Non seulement elle est là pour rappeler que la mort participe au grand cycle de la vie, mais, en outre, la représentation de son éternel renouvellement est chargée de faire contrepoint à l'inconsistance fuyante de la durée et à la brièveté de l'existence humaine. Le graveur qui fut chargé, en 1871, par l'architecte César Daly, de reproduire cette sépulture pour son *Architecture funéraire contemporaine*, traduira parfaitement ce sentiment en opérant sur l'œuvre une véritable mise en situation romantique. Le monument, isolé, se dresse au milieu d'un décor naturel⁴. Une végétation abondante croît de

4. CÉSAR DALY, *Architecture funéraire contemporaine*, Paris, 1871.

part et d'autre de la tombe, formant autour d'elle une enveloppe protectrice. On pense alors à ces vers de Lamartine :

« Triomphe, immortelle nature,
(...) La mort retrempe ta puissance :
Donne, ravis, rends l'existence
A tout ce qui la puise en toi »⁵.

Si Duban était un architecte érudit et habile, il était aussi un dessinateur et un aquarelliste de talent et la douce poésie qui émane de cette composition funéraire en est une nouvelle preuve. Lors de son enterrement à Bordeaux, Charles Burguet, rendant un dernier hommage au défunt, parlait de cette œuvre comme d'un « gracieux spécimen du talent de notre honoré confrère ».

Le 12 octobre 1870, une assistance nombreuse suivit son cercueil au cimetière de la Chartreuse et les journaux girondins du moment, couverts de nouvelles militaires, réservèrent tout de même une place importante dans leurs colonnes à la cérémonie funèbre⁶. Parmi les appels à la mobilisation, les obsèques de Duban offrirent un nouveau prétexte à l'expression des sentiments patriotiques. Tel fut le sens du discours prononcé par le recteur Valat : « M. Duban est aussi une victime de la guerre, victime illustre et innocente comme tant d'autres »⁷ et, dans *La Gironde* du 14 janvier 1871, Adolphe Lance affirma que l'architecte parisien était une de ces « gloires pacifiques et pures que le monde nous envie et qui sont certainement une des causes de nos malheurs ». Charles Burguet et Charles Durand évoquèrent, à leur tour, la carrière de l'architecte défunt. Burguet, lui-même restaurateur scrupuleux⁸, fit l'éloge des travaux d'entretien et de restauration d'édifices anciens que dirigea Duban. Ch. Durand ne manqua pas de rappeler à son auditoire que cet architecte intègre avait préféré abandonner les aménagements entrepris au Louvre car sa conscience d'artiste n'approuvait pas « le travail rapide » qu'exigeait l'administration impériale. Le Bordelais, sensible aux problèmes qu'avait rencontrés l'architecte parisien dans l'exercice de son métier,

reconnut en Duban non seulement un maître mais aussi un confrère confronté, comme lui, aux vicissitudes d'une profession difficile. Le restaurateur du Louvre apparaît, dans le discours de Ch. Durand, sous les traits du grand créateur romantique : seul, désintéressé, fidèle à son inspiration, « ne devant qu'à lui-même la haute position qu'il a occupée dans son art », il trouve, dans ce splendide isolement, une compensation aux déboires du réel. L'orateur conclura son hommage par cette exclamation aux accents hugoliens : « Ceux-là seuls sont vraiment les phares de l'humanité ! »⁹.

Dans les mois qui suivirent, la presse bordelaise ouvrit ses colonnes aux célébrités parisiennes qui rendront hommage, à leur tour, à Félix Duban. Le portrait de l'artiste disparu s'enrichit alors d'une dimension politique que les discours précédents laissaient pressentir. Chacun de ses renoncements devint un fait de résistance et fournit aux rédacteurs l'occasion d'exprimer leur hostilité au régime impérial défunt. Ainsi, pour Ferdinand de Lasteyrie, membre de l'Institut, Duban incarna, en 1848, le type même de l'architecte économe, « on ne jetait pas les millions aux fenêtres comme on le fit plus tard »¹⁰, et selon A. Lance, si le maître n'acheva pas le Louvre c'est qu'il lui eût fallu pour cela « obéir aux caprices d'un ministre de l'Empire qui se croyait, en ces matières, plus compétent que l'architecte. Duban refusa ce rôle et perdit la direction de ces immenses travaux, c'est-à-dire la fortune »¹¹.

Etrange destin que celui qui unit Duban à la ville de Bordeaux : il n'y laissa qu'une œuvre, une sépulture, et ne revint dans ses murs que pour mourir¹². Chef incontesté de l'école « romantique », il élève dans notre ville une œuvre digne de cette réputation. Artiste intègre, il force l'admiration de ses collègues provinciaux conduits par les malheurs du temps à prendre conscience de certains problèmes professionnels. Bordelais et Parisiens, réunis à l'heure des bilans, libèrent des critiques trop longtemps contenues et, paradoxalement, en enterrant Duban, enterrent aussi, symboliquement, l'Empire.

5. LAMARTINE, *Harmonies poétiques et religieuses*, 1830.

6. Informations recueillies dans les quotidiens bordelais suivants : *La Gironde*, 18 octobre 1870 et 14 janvier 1871 ; *La Province*, 12 octobre 1870. Étaient présents aux obsèques de Duban : les architectes Ch. Burguet, Ch. Durand, H. Duphot et Labbé, les ingénieurs Lancelin et Wolf, le recteur Valat, le graveur Léo Drouyn, le capitaine Rougevin, le fils et le neveu de l'architecte Thiéac. La Société des Architectes était au grand complet et Charropin représentait la Société des Amis des Arts. Un fort détachement de la garnison devait rendre les honneurs militaires.

7. *La Province*, 12 octobre 1870.

8. R. COUSTET, « Charles Burguet et l'historicisme bordelais », dans *Culture et création dans l'architecture provinciale de Louis XIV à Napoléon III*, publications de l'Université de Provence, 1983.

9. *La Province*, 12 octobre 1870.

10. *La Gironde*, 18 octobre 1870.

11. *La Gironde*, 14 janvier 1871. Adolphe Lance (1812-1874), architecte et rédacteur en chef du *Moniteur des architectes* (1847) puis de l'*Encyclopédie d'architecture* (1851), journaux mensuels.

12. Au cimetière de la Chartreuse, la sépulture Pierlot est située au croisement de l'allée d'Ornano et de l'allée de Carayon Latour. En octobre 1871, le corps de Duban fut ramené à Paris où se déroula une importante cérémonie funèbre (cf. CÉSAR DALY, *Les funérailles de Duban*, Paris, 1872).

LE JOURNAL MÉDICAL (1821-1855) D'ÉLIE GINTRAC

par Elisabeth TRAISSAC

La Bibliothèque interuniversitaire de Bordeaux possède, dans sa section Médecine, un volume manuscrit, de provenance inconnue, écrit tout entier de la main du médecin bordelais Elie Gintrac qui a exercé de 1814 à 1877, soit sur la plus grande partie du XIX^e siècle, intitulé *Journal Médical*.

Ce journal présente l'intérêt de nous fournir, un peu comme un livre de raison en d'autres domaines, un témoignage direct sur l'exercice de la médecine au XIX^e siècle, et sur l'environnement de cette vie, c'est-à-dire Bordeaux et ses environs. D'une authenticité indéniable, il est écrit sur un papier d'époque, probablement relié en blanc, soigneusement paginé. Commencé en 1821, il décrit d'abord jour par jour l'activité médicale d'Elie Gintrac, et ce sont des pages assez émouvantes à cause du suivi des malades que l'on voit guérir, ou, bien souvent, mourir.

Puis peu à peu le Journal se transforme en description de cas plus particuliers, relevés année par année, peut-être d'après d'autres notes, car la Bibliothèque et les Archives départementales conservent des feuillets manuscrits d'observations de Gintrac. Ces cas (84) sont relativement classés par nature de maladie, et deux tables regroupent par ordre des pages les cas et certains noms. Il s'agit là d'un travail peu à peu élaboré par un esprit méthodique et précis, et ceci amène à présenter brièvement le personnage.

Elie Gintrac est né à la fin du XVIII^e siècle, en 1791. Et ce sera par beaucoup de côtés encore un homme de ce siècle. Bordelais, c'est le fils d'un libraire aisé, dont les étiquettes se retrouvent fréquemment sur les ouvrages conservés de cette époque. Il fait ses études chez les Jésuites. Pourquoi choisit-il d'être médecin ? On l'ignore. Il est inscrit à l'Ecole élémentaire de Médecine en 1808, mais depuis la suppression des universités par la Convention, l'enseignement de la médecine végétait à Bordeaux. Il remporte le prix de fin d'année et part pour Paris. Il y devient l'élève de Broussais, inventeur d'une nouvelle méthode de médecine, la

médecine physiologique. Cette formation a influencé toute sa carrière, car il apprend de Broussais à effectuer des observations cliniques rigoureuses, ce qui n'était pas fréquent en province. Il a aussi participé, en appliquant la méthode de son maître, à son fiasco médical. Et c'est pourquoi il apparaît relativement isolé parmi ses confrères bordelais.

Après avoir soutenu en 1814 sa thèse sur la « cyanose ou maladie bleue », il revient à Bordeaux, où son ancien maître Moulinié l'engage comme professeur adjoint d'anatomie et de physiologie à l'Ecole Royale de Médecine, encore bien embryonnaire. En 1821, date où commence le Journal, il est installé, sans doute depuis plusieurs années, et a déjà une bonne clientèle. Il est marié depuis deux ans et habite rue du Chapelet (actuelle rue Mautrec) dans un logement qu'il va bientôt quitter pour la maison familiale de la toute proche rue du Parlement-Sainte-Catherine.

Il occupe un certain nombre de postes officiels, dont les activités ont leur écho dans le Journal. Il est médecin des épidémies, poste important, toutes les villes, et Bordeaux peut-être plus que d'autres à cause des marais qui l'entouraient, subissant régulièrement des épidémies meurtrières, surtout de choléra et de dysenterie. Il est aussi membre du Conseil de salubrité du département, membre de la Société Royale de Médecine de Bordeaux, et de quantité d'autres par la suite. Il sera élu en 1823 à l'Académie de Bordeaux, et deviendra en 1824 médecin adjoint de l'hôpital de la Manufacture et des Enfants Trouvés.

En 1827, il achète la Maison Carrée d'Arlac, qu'il habitera jusqu'à sa mort. Notable bordelais, médecin de grande réputation, c'est un homme aux principes rigides, très chrétien et très légitimiste. Cela lui vaudra d'être le médecin de la duchesse de Berry lors de sa captivité à Blaye. Poursuivant son ascension sociale, il réalisera en 1839 son désir le plus cher en devenant médecin à l'hôpital Saint-André, la rivalité de l'Ecole Royale et de celle de l'hôpital l'en ayant écarté

jusqu'à leur fusion. A la date où finit le Journal, il est (depuis 1846) directeur de l'Ecole de médecine, président de l'Académie de Bordeaux, bref au sommet des honneurs. Il prend sa retraite de professeur en 1863 et meurt en 1877.

Qu'était l'homme en tant que médecin ? Son Journal est, de l'avis des spécialistes d'aujourd'hui, sans valeur médicale. Mais on peut en dire autant de la plupart des médecins du temps.

Il avait été très marqué par Broussais et sa médecine physiologique, qui expliquait tout par l'« irritation » de la partie malade. Le Journal permet de constater la permanence de cette notion chez Gintrac : par exemple, toutes les fièvres viennent pour lui d'une gastro-entérite, simple ou compliquée. Toute irritation amène une prescription de calmants, de diètes et de saignées. Cette méthode fit périr à Paris d'illustres malades, comme Casimir Périer.

Par contre, c'est un observateur et un clinicien tout à fait remarquable. Citons cette observation : « Appelé... pour un enfant mâle, âgé de 19 mois, robuste et bien portant, atteint la nuit dernière d'une gêne de la respiration. La respiration sifflante a fait croire au père que cet enfant avait dans le gosier une plume de son lit. L'enfant sur les genoux de sa mère paraît souffrant. Sa face est large, les yeux grands ouverts, brillants, expressifs. La poitrine est fort agitée, la respiration sifflante, précipitée. L'air semble passer par un tuyau métallique très étroit ; quand l'enfant veut tousser, la toux est étouffée, et le son d'une matité extrême. » Observation aiguë qui justifie sa réputation.

Mais il donne rarement une interprétation et ne fait pas de diagnostic vrai. Il s'intéresse aux travaux de Laënnec, décrit les bruits intra-thoraciques de façon très complète dans ses observations, mais ne va pas plus loin. Il se trompe parfois. Il est appelé pour ce qu'il déclare une angine de poitrine, mais le médecin appelé après lui découvre un empoisonnement par les champignons. Il paraît toujours très sûr de lui.

A côté de ses observations, on trouve des ordonnances et des dessins faits d'après des dissections, griffonnés dans les marges. En effet, les malades qu'il décrit sont le plus souvent des malades qui meurent (sans doute parce que sa notoriété lui attire les cas les plus graves). Systématiquement, à moins de refus de la famille, il « ouvre », dit-il. La moitié de ses observations est constituée de résultats d'autopsies. Cette curiosité d'esprit scientifique et cet esprit d'observation vont même très loin car il assiste un jour à la mort d'un cheval enragé, la décrit, fait l'autopsie de ce cheval ainsi que celle d'un veau également enragé.

Il a utilisé ses notes pour ses publications : les *Mémoires et Observations cliniques d'anatomie pathologique*, parus à Bordeaux chez Lavallée en 1830, et les *Fragments de médecine clinique et d'anatomie pathologique*, chez Gazée, rue Gouvion, en 1841. Mais, et cela se comprend, la différence est grande

entre le texte publié, volontairement concis et anonyme, et le Journal où sont retenus tous les détails. « Mr M., espagnol, âgé de 23 ans, d'un tempérament sanguin, a eu de la fièvre dès le 3 janvier » devient dans le Journal : « Mr Moretto, espagnol, qui est descendu à l'Hôtel d'Espagne, rue du Parlement Ste-Catherine, a été hébergé dans cet hôtel et vu en consultation d'abord par Mr Ladevèze ». C'est là un des grands intérêts du Journal.

Il nous fait aussi voir Elie Gintrac dans ses diverses charges, et d'abord le professeur d'anatomie de l'Ecole de médecine. Les cours avaient lieu à l'amphithéâtre Saint-Côme, rue de Lalande, encore existant aujourd'hui. Le grand reproche fait à l'Ecole et à Gintrac, c'est qu'à l'inverse de l'Ecole de l'hôpital Saint-André, ils ne disposaient pas de cadavres pour leurs cours, l'hôpital Saint-André, leur rival, refusant de leur en donner. Or, le 4 avril 1826, Gintrac signale la dissection d'un cadavre à l'Ecole de Médecine. Donc le reproche qui lui a été fait de ne pas travailler sur le vif ou plutôt sur le mort tombe. Ce professeur d'anatomie a des élèves, et ceux-ci ne travaillent pas uniquement sur des écorchés factices.

De fréquentes mentions concernent l'hôpital de la Manufacture et des Enfants Trouvés (le bâtiment existe encore, très dénaturé, derrière la Maison Descas, près de la gare Saint-Jean). Gintrac en est médecin adjoint. Il y soigne et décrit un nouveau-né atteint de malformations crâniennes ; une autre fois, un enfant « ouvrier ». En effet, à l'hospice joint à l'hôpital, on recueille les enfants trouvés et on leur apprend un métier. Ils vont travailler à l'extérieur chez un patron mais reviennent chaque soir à l'hospice. On peut penser que Gintrac ne manquait pas de travail, car, d'après Albert Rèche, plus de 36.000 enfants auraient été déposés dans le « tour » de l'hospice entre 1811 et 1852.

On l'appelle aussi très souvent au Petit Séminaire, alors situé cours de la Marne (c'est le Lycée technique actuel), dont il semble le médecin attitré. Les élèves qu'il y soigne viennent de toute la région, Marmande, Pau, et l'infirmerie, très fréquentée, en voit mourir un nombre impressionnant. Gintrac décrit aussi en détail la petite vérole de Jacques, le domestique. Il soigne le fils du cordonnier et le maître de musique, et c'est tout un petit monde qui s'anime sous nos yeux.

La Société de médecine donnait des consultations gratuites allées de Tourny, dans les locaux du Muséum d'Histoire naturelle fondé par Rodriguez. Gintrac y participe, et il étudie dans le Journal des gens qui, dit-il, se sont présentés aux consultations, et il signale plusieurs cas de « monstres » : frères siamois, enfants hydrocéphales qu'il a étudiés là.

Enfin, en tant que médecin des épidémies, il nous donne à travers de rapides notes, impressionnantes dans leur sobriété — « Justine, 10 ans, morte ; Pierre, déjà malade, 18 ans, mort... » — une description dramatique de l'épidémie de dysenterie de 1849. Il

énumère 71 cas, tous morts. Le pensionnat du Sacré-Cœur a, en particulier, été ravagé par cette épidémie. Toutes les élèves ont été atteintes, mais, note-t-il avec un semblant d'humour, « la vieille M^{me} de Mercadier a guéri ». En 1852, il rapporte aussi une épidémie de rougeole très meurtrière « avec plusieurs cas remarquables ».

A travers ces fonctions multiples et assez variées, le Journal reflète également ses rapports, parfois tendus, avec ses confrères bordelais. Il participe aux séances de la Société de médecine, et relate dans ses notes une présentation de malade par Dutrouilh, médecin réputé. Il est appelé en consultations avec d'autres confrères, souvent à deux ou trois, dont les noms se retrouvent sur les almanachs du temps : Brulatour, Canilhac, Bourguès... Il a aussi, comme on dirait de nos jours, des « correspondants », des pharmaciens, un médecin de Bazas.

On peut soupçonner Gintrac d'être quelque peu vaniteux, car il paraît fort sûr de lui, mais, par contre, ne manque pas au passage d'égrotiser ses confrères. « Le Dr Révolat ne voit là qu'une infection bénigne... » et, pour une malade déjà vue avec Ladevèze, « le lendemain, on voulut que je visse seul le malade ». Il n'aime guère Jean Mabit, médecin ouvert aux idées nouvelles, et instigateur de la venue de Laënnec à Bordeaux. « Mabit n'a pas su de quoi il s'agissait. » Il voit une malade qui, ce qu'il note avec intérêt, « a été soignée par Dubois et Dupuytren ». Nous n'avons dans le Journal aucune trace du prix de ses consultations. Vers 1840, elle était communément de 1 fr, et le prix de la visite, de 1 fr 50. Était-ce ce que prenait Gintrac ? Nous l'ignorons mais sa notoriété était grande.

Les principaux personnages du Journal, après Gintrac, ce sont bien évidemment les malades. Ils appartiennent à toutes les catégories sociales. Gintrac excelle à les peindre en quelques traits rapides et précis, résultat des théories médicales de l'époque qui donnaient beaucoup d'importance à l'apparence extérieure, à la « physionomie ». Cela nous vaut quelques portraits bien venus. Ce charcutier de la rue Saint-James « d'une forte constitution, gras, lymphatique, sanguin » ; M^{me} Bonnet, rue Saint-Rémi, une tailleuse de 24 ans, « taille élevée, peau pâle, éphélides, cheveux noirs » ; M. Toussan, rue de la Rousselle, « de Grasse en Provence, fait commerce d'huile en gros, magasin vaste et frais », ce qui recrée pour nous l'entrée du médecin dans la pénombre, au sortir d'une rue écrasée de chaleur.

Voici M^{lle} Nelly Fortassin, de Marmande, qui a 16 ans et est en pension chez les dames Dramagnac (des particuliers ou bien un pensionnat ?) ; dans le milieu du commerce, un commis de Jean-Jacques Bosq ; M^{me} Creuzié, « épouse d'un marchand à la Foire de Lyon, qui demeure à la maison Fonfrède » ; un marchand de la rue de l'Intendance « qui a beaucoup voyagé et voyage encore » ; un autre a beaucoup vécu en Angleterre. Tout ce monde revit sous nos

yeux, et très particulièrement celui des gens qui viennent ou vont « aux Isles ». M^{lle} Aurore, fille naturelle de M. Dupuis, de la Guadeloupe, « dont la couleur est intermédiaire entre le mulâtre et le blanc » ; M. Bourillon « qui a passé une grande partie de sa jeunesse à Saint-Domingue » et un M. Roquette dont la femme, dit Gintrac, « m'a paru par la couleur de sa peau être d'origine nègre. Elle est, m'a-t-on dit, de Calcutta ». Il y a même un Espagnol de La Havane...

La clientèle de Gintrac n'est pas que bordelaise. On l'appelle à l'extérieur, à Macau, à Lesparre, à Blaye (où ses soins à la duchesse de Berry lui ont fait peut-être une réputation). Il raconte en 1822 une visite à Pauillac, où il est appelé pour un enfant de M. Constans. A l'époque, quand on déplaçait un médecin, on en profitait. Et c'est ainsi qu'il voit successivement l'enfant en question, son frère, les enfants de M^{me} Estève, sœur de M^{me} Constans, la fille de M^{me} Baudrimont, et pour finir M^{me} Constans elle-même, soit une dizaine de personnes...

Il soigne un enfant Montesquieu, et la famille de Lur-Saluces « où le petit Ferdinand, qui a six ans, est de physionomie agréable, bien proportionné (mais) n'a pas la raison de son âge ». Il voit aussi des gens de Saint-Sébastien, de Bilbao, qui sont visiblement des Français vivant en Espagne. On vient d'ailleurs le consulter d'assez loin, de Saintes, de Mussidan, de La Rochelle et même de Niort.

Quelques malades offrent plus de singularité : la Clairville, « célèbre actrice pour le grand opéra, petite et grosse à 69 ans » ; M. Fillon, maître de musique, de violon, de clarinette, « grand, maigre, la face pâle, et les lèvres violettes », natif de Pau et qui mourra subitement au Grand Séminaire. Et une jeune femme de Libourne, « petite, maigre, les cheveux noirs », qui, le 1^{er} janvier 1854, va faire visite à un parent à Arveyres. Elle y va en voiture mais revient à pied, « la terre était encore couverte de neige et il faisait très froid ». Ce temps devait être inhabituel, car elle ne se méfie pas et mourra de pneumonie.

Enfin, citons pour terminer quelques phrases qui par la sobriété de leur description rappellent un peu Bossuet. Gintrac soignait un homme gravement malade. « Le 19 à cinq heures, l'oppression, la toux reviennent. Elles font des progrès. La voix s'éteint. On m'envoie chercher. J'arrive à 8 h. Je le trouve expirant, le corps décoloré. Vers dix heures, il n'existait plus. »

En contrepoint de la description classique d'Elie Gintrac, acteur important de la vie médicale bordelaise au XIX^e siècle, c'est l'intérêt que présente son activité médicale dans une perspective moins officielle et plus humaine qui doit être retenu comme un témoignage de la vie quotidienne d'un médecin au milieu de ses malades.

ACTIVITÉS ET MANIFESTATIONS DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX EN 1984

COURS PUBLICS D'ARCHÉOLOGIE (XXII^e année)

- 18 janvier. — M. Vandermeersch, professeur d'anthropologie, Université de Bordeaux I: *Origines de l'homme moderne*.
- 1^{er} février. — M. Delpech, chargée de recherche C.N.R.S., et O. Le Gall, Institut du Quaternaire: *Chasseurs et pêcheurs du Paléolithique*.
- 8 février. — P.Y. Demars, chargé de recherche C.N.R.S., et M. Lenoir, chargé de recherche C.N.R.S.: *De l'extraction à la taille; les étapes de fabrication d'outils en silex*.
- 15 février. — A. Roussot, conservateur au Musée d'Aquitaine: *Préhistoriens d'Aquitaine*.
- 22 février. — P.J.G. Echegaray, directeur du Centro de investigacion y Museo de Altamira: *Grottes ornées en Espagne Cantabrique*.
- 29 février. — H. Laville, maître de recherche au C.N.R.S., et J.Ph. Rigaud, directeur des Antiquités préhistoriques d'Aquitaine: *Les habitats préhistoriques en Ukraine*.
- 7 mars. — H. Delporte, conservateur du Musée des Antiquités nationales: *Le Musée des Antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye*.
- 14 mars. — D. de Sonneville-Bordes, directeur de recherche au C.N.R.S.: *La vie quotidienne à l'époque glaciaire*.

EXCURSIONS 1984

- 19 mai: Visite des fouilles du Prieuré de Cayac à Gradignan, dirigée par M^{lle} Gaidon.
- 3 juin: Sud-ouest de l'Agenais, sortie archéologique guidée par M^{me} Molas.
- 24 juin: Visite de la grotte de Lascaux II en Dordogne.
- 21 octobre: Excursion dirigée par M^{me} Molas en Haut-Médoc.

EXPOSITIONS 1984

- 17 mars: Visite au Musée d'Aquitaine pour voir l'exposition « L'art celtique en Gaule ».

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Le professeur Marcadé, président d'honneur de la Société, a été nommé membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Le professeur Roudié a été reçu membre de l'Académie nationale des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux.

MEMBRES DÉCÉDÉS

MM. Constantin, Vermeylen, Delmas, Jacquet, Aupert; M^{me} A. Claverie.

COMPTES RENDUS DES ASSEMBLÉES MENSUELLES DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

SÉANCE DU 8 JANVIER 1984

Présidence de M. AVISSEAU, président

COMMUNICATION. — M^{lle} MAYNARD: *La gare Saint-Jean de Bordeaux* (voir p. 81).

SÉANCE DU 11 FÉVRIER 1984

Présidence de M. AVISSEAU, président

COMMUNICATION. — M. Dany BARRAUD, archéologue municipal de la ville de Bordeaux: *Les fouilles de 1982-1983. Nouvel apport à l'histoire de Bordeaux*.

SÉANCE STATUTAIRE 11 MARS 1984

Présidence de M. MARCADÉ,
professeur à l'Université de Paris I,
membre de l'Institut,
président d'honneur de la Société
En présence de M^e DUFOURG
représentant le Maire de Bordeaux

Après le rapport moral de M^{me} Lafond-Grellety, secrétaire générale de la Société, et le rapport financier de M. Pierre Régaldo-Saint-Blancard, trésorier, les médailles d'argent de la Ville de Bordeaux ont été remises à M^{me} de Sonnevill-Bordes et à M^{me} Lafond-Grellety; les médailles de bronze de la Ville de Bordeaux à MM. Rèche, Dupuch, Dany Barraud; les diplômes de la Société à MM. Vandermeersch, Le Gall, Demars, Lenoir, Roussot, Echegaray, Laville, Rigaud et M^{me} Delpech.

Le professeur Marcadé fait un exposé: *L'Acropole d'Athènes*. L'Acropole d'Athènes est resté le symbole du paganisme jusqu'au triomphe du christianisme. A partir du VII^e s., les monuments antiques furent consacrés à la Vierge et le Parthénon fut transformé en église. Aux XI^e et XII^e s., on assiste au déclin de la ville au bénéfice de Constantinople. Puis en 1204, les Croisés font la conquête de Constantinople. Le duché franc d'Athènes établit sur l'Acropole un palais et construit une très haute tour. Le XVI^e s. est une période sans histoire; par contre, le XVII^e s. présente une nouvelle phase marquée par un renouveau d'intérêt, mais aussi par une phase de spoliation. Au cours du XVIII^e s., des amateurs d'art, des antiquaires viennent à Athènes constituer des collections. En 1799, le roi d'Angleterre obtint des autorisations de prélever des sculptures qui furent immédiatement expédiées à Londres. Enfin, au XIX^e s., la Grèce devient un centre d'intérêt culturel pour l'Occident, et un programme de protection apparaît. Mais hélas, le site de l'Acropole semble aujourd'hui menacé pour trois raisons: 1° les fers de restauration posés en 1939 créent des dégâts dus à l'oxydation; 2° la pollution; 3° le tremblement de terre de 1981 a compromis la solidité du rocher. Actuellement l'Acropole est un chantier, son avenir sera-t-il marqué par l'utilisation de techniques nouvelles?

SÉANCE DU 11 AVRIL 1984

Présidence de M. AVISSEAU, président

COMMUNICATION. — M^{lle} GAIDON: *Les fouilles du prieuré de Cayac à Gradignan* (voir p. 29).

SÉANCE DU 9 MAI 1984

Présidence de M. AVISSEAU, président

COMMUNICATION. — M. SAUTREAU: *L'ancienne église Saint-Vincent-de-Paul de Mérignac; découvertes archéologiques* (voir p. 21).

SÉANCE DU 1^{er} JUIN 1984

Présidence de M. le Professeur ROUDIÉ

COMMUNICATION. — M. LE BIHAN: *Les projets non réalisés pour l'amélioration du Grand-Théâtre* (sera publiée ultérieurement).

SÉANCE INAUGURALE DU 13 OCTOBRE 1984

Présidence de M. AVISSEAU, président

COMMUNICATION. — M. le Professeur HIGOUNET: *Les villes neuves de l'Europe médiévale*.

Au Moyen Age, des villes nouvelles furent créées selon trois processus principaux: 1° par le peuplement dit de « marché »; 2° par les sauvetés; 3° par les peuplements castraux. Le droit de marché n'entraînait pas toujours une ville, mais peu à peu des possibilités ou des droits d'asile permettaient aux marchands de s'installer. La sauveté est une protection de l'Eglise. L'Eglise en effet accordait des terres et permettait ainsi la création de villes. Les peuplements castraux ont été très nombreux. Parfois, le châtelain donnait le soin à des groupes monastiques de peupler les alentours de son château et de former ainsi une ville. C'est ainsi qu'aux XII^e et XIII^e s. il y eut une grande poussée de création de villes.

SÉANCE DU 10 NOVEMBRE 1984

Présidence de M. AVISSEAU, président

COMMUNICATION. — M^{me} LACOUÉ-LABARTHE: *La ferronnerie bordelaise au XVIII^e siècle*.

La ferronnerie architecturale bordelaise est présentée sous la forme d'une promenade commentée dans le temps et dans l'espace. Les projections d'une cinquantaine de diapositives donne à voir les réalisations qui ont compté au XVIII^e s. et ont contribué à la formation d'un style bordelais. Le thème du fer forgé dans les édifices religieux est abordé: grilles de clôture ou de chœur, ouvrages dont l'usage se généralise tout au long du XVIII^e s. Elles ont été particulièrement victimes des destructions révolutionnaires ou de restructurations du XIX^e s. (Sainte-Croix, Saint-Michel, Saint-Seurin). En dernier est projeté un type d'ouvrages particulièrement remarquable à Bordeaux au XVIII^e s.: les rampes d'escalier. Depuis le XVII^e s., les Bordelais, dans les hôtels ou riches demeures bourgeoises, ont eu à cœur d'accorder toute leur attention et tous leurs soins à cette partie de leur habitation. Les dernières diapositives montrent le triste état de délabrement des lieux qui ont connu des jours meilleurs.

SÉANCE DU 8 DÉCEMBRE 1984

Présidence de M. AVISSEAU, président

COMMUNICATION. — M^{gr} LAROZA: *Notre-Dame de la fin des terres à Soulac* (voir p. 39).

GROUPE JULES-DELPIT COMPTES RENDUS DES SÉANCES DE L'ANNÉE 1984

SÉANCE DU 28 JANVIER

M^{me} PEYRISSAC présente une étude sur l'ancienne « Mairie » de Bordeaux (voir p. 115).

M. COUDROY DE LILLE commente des documents inédits sur le château d'Issan (voir p. 131).

SÉANCE DU 25 FÉVRIER

M. JOËL PERRIN expose d'après des documents notariaux ce qu'était le décor intérieur des murs dans les demeures bordelaises autour de 1600 (cette étude sera publiée ultérieurement).

M. ROUDIÉ indique que, dans l'*Inventaire sommaire des archives municipales. Période révolutionnaire (1789-an VIII)*, t. IV, p. 543, il est fait mention d'un texte, malheureusement introuvable actuellement, qui était le « devis des ouvrages de maçonnerie à faire pour la construction d'une maison que M. de Mareilhac veut faire bâtir dans son bien de campagne de La Louvière d'après les plans de M. Lhote, ingénieur-architecte ». Ce document semble être passé inaperçu et M^{me} Duriot n'en fait pas état dans l'étude qu'elle a consacrée à La Louvière dans le Bulletin de notre Société, t. LXV (1963-1969), p. 291. Son importance vient de ce qu'il donne le nom de l'architecte responsable des plans d'une des plus séduisantes maisons de campagne néo-classiques des environs de Bordeaux. On a pensé à plusieurs autres mais pas à Lhote, dont la réputation ne peut être que grandie par cette attribution.

SÉANCE DU 24 MARS

M^{me} BERCÉ, à l'aide de documents tirés d'un fonds d'archives privé, retrace les étapes de l'évolution de la famille Gassies de 1730 à 1809. Jean Gassies était charpentier de barriques. Son fils Simon se maria avec la fille d'un négociant, Jalineau, qui l'associa à ses affaires. En 1777, le navire « le Revanche » fut vendu. Un autre « la Compagnie Américaine » fut payé 18 000 livres. Simon vendit ses biens en l'an III.

SÉANCE DU 28 AVRIL

M. LE BIHAN révéla des documents inconnus sur Pierre Nolasque Bergeret (voir p. 147).

SÉANCE DU 26 MAI

M. COUDROY DE LILLE présente un manuscrit relatant le déroulement du ballet de cour donné par le roi Henri III à l'occasion du mariage du duc de Joyeuse, favori, avec Marguerite de Lorraine, sœur de la reine, le 24 septembre 1581.

Ce document original, rédigé à la première personne par l'un des auteurs du ballet, mais avec des notations marginales comme si c'était un brouillon, semble avoir été à l'origine de l'ouvrage, publié à Paris par Adrien Le Roy et Mamert Patisson en 1582: *Le Ballet comique de la Royne, fait aux noces de Monsieur le Duc de Joyeuse par Balthazar de Belgioso, valet de chambre du Roy et de la Royne*. Ce ballet était une véritable féerie mythologique dont le personnage principal était Circé l'enchanteresse; on y voit évoluer des sirènes, des tritons, Mercure, Pan, des nymphes, des driades chantant et dansant, le roi Henri III étant assimilé à Jupiter: « Pallas céda l'honneur de pudicité, d'industrie et de gravité royale à la Royne épouse de Jupiter de France pour seconder les vertus de son mari, et être comme elle la plus louée et admirée princesse de la terre ». Sur la scène, on admirait les jardins enchantés de Circé, des animaux figurés passaient: un hippopotame, un chien, un éléphant, un lion, un tigre, un pourceau notamment, qui étaient des hommes transformés par Circé. C'était un grand spectacle, réglé par Balthazar de Beaujoyeux, maître de ballet, les poésies étaient l'œuvre de Jean-Antoine de Baif, la musique composée par le Sieur de Beaulieu et interprétée par les musiciens de la chambre du Roi sous la direction de Monsieur Salomon, les décors de peinture de Jacques Patin. Chants et danses étaient joués par les duchesses, princesses et demoiselles de la Cour qui sont nommées. Mais le ballet était un prétexte pour la glorification du Roi et de la Reine. Tous les arts étaient réunis pour affermir et stabiliser la monarchie dans une période très troublée de l'histoire de France.

SÉANCE DU 30 JUIN

M. ROUDIÉ fait un exposé sur la vie et l'activité de l'architecte Guirault de Pomiers (voir p. 105).

SÉANCE DU 27 OCTOBRE

M. SABOYA expose quelle fut l'activité de l'architecte Duban à Bordeaux (voir p. 157).

SÉANCE DU 24 NOVEMBRE

M. COUDROY DE LILLE montre des documents sur des échoppes construites sur les quais au XVII^e siècle (voir p. 125).

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE

M. VALETTE donne connaissance de documents concernant l'incendie de la cathédrale de Bordeaux en 1787 (voir p. 141).

M. TAILLARD retrace les étapes de la construction et de la transformation de l'hôtel Nairac, construit par Victor Louis et en étudie l'architecture (voir p. 133).

CERCLE BERTRAND-ANDRIEU PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE L'ANNÉE 1984

ABRÉVIATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- B. Babelon, *Traité des monnaies grecques et romaines* (1907-1932).
- B.M.C. *Catalogue of Greek coins in the British Museum*, Londres (1873-1927).
- Bo. Boudeau, *Monnaies provinciales de France*.
- Ca. Cartier, *Encyclopédie Universelle des Monnaies* (1972).
- Ci. Ciani, *Les monnaies royales françaises de Hugues Capet à Louis XVI*, Paris, 1926.
- C.D. Dr J. Cougoul et J. Dugros, « Les jetons de Bordeaux du mariage de Louis XIII à nos jours », dans *Bulletin et Mémoires de la Société Archéologique de Bordeaux*, tome LXXXII (1979-1981).
- C. Cohen, *Description historique des monnaies frappées sous l'Empire romain*, Paris (1880-1892).
- D. Delepierre, *Collection J.M.*, Cabinet des Médailles, Paris, 1983.
- D.E. Duncan Elias, *The Anglo Gallic coins (Les Monnaies Anglo-Françaises)*, 1900.
- D.M. De Mey, *Le Moyen Age d'or*, Bruxelles (1984).
- E.d.F. Evrard de Fayolle, *Histoire numismatique de la Chambre de Commerce de Bordeaux*, Bordeaux, 1900.
- F. Feuardent, *Jetons et méreaux depuis Louis IX jusqu'à la fin du Consulat de Bonaparte*, Paris (1904-1915).
- K. Krause, *World coins U.S.A.*, New York (1981).
- L. Lafaurie, *Les monnaies des rois de France de Hugues Capet à Henri IV* (1951-1956).
- L.T. De La Tour, *Atlas des monnaies gauloises de la Bibliothèque Nationale*, Paris (1892).
- P. *Monnaies grecques antiques provenant de la collection de feu le professeur Pozzi* (1920).
- R.I.C. *The Roman Imperial Coinage* (1923-1951).
- V.G. Victor Guilloteau, *Monnaies françaises. Colonies 1670-1942; Métropole 1774-1942*.
- W. Wayte, *Coins of the world*.
- W.C. *World Coins*.
- Y. Yeomen, *Catalog of modern world coins by R.S. Yeomen*.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE AYANT PARTICIPÉ AUX TRAVAUX DU CERCLE

MM. Bardet, Benusiglio, M^{me} Beynis, Dr Carmouze, M. Chalmin, Dr Cougoul, M. Dugros, Dr Duhart, MM. Dupont, Dupuch, M^{me} Lafond-Grellety, M. Maeght.

COMPOSITION DU BUREAU POUR L'ANNÉE 1984

Présidents honoraires: M. le Professeur R. Etienne, M. D. Nony.
Président: Dr Cougoul.
Vice-Présidents: MM. Dugros, Pujo.
Secrétaire: M. Dupuch.
Archiviste: M. Bardet.

SÉANCE DU 15 JANVIER 1984

Présidence de M. PUJO, vice-président

PRÉSENTATIONS:

M. Benusiglio: Etude sur les faux antiques. Présentation de monnaies celtibériennes, au pied de cochon (hache), des 11^e et 1^{er} s., monnaies des Contestani, exemplaires des collections Miller et Benusiglio. Monnaies de la Grande Grèce — la Magna Hellena des Grecs — Etrurie, Campanie, Apulie provenant des mêmes collections.

M. Bardet: Philippe II (247-249) antonianus C. 48, R.I.C. 218 d; sesterce C. 55, R.I.C. 255 a.

M. Dugros: monnaies des U.S.A. Dollar type Morgan, 1878, atelier de Philadelphie, arg., Y. 151; HALF-DOLLAR, 1861, arg., atelier de NEW-ORLEANS, Y. 135; 1/4 DOLLAR, 1854, arg., Y. 118; ONE DINE, 1841, NEW ORLEANS, arg., Y. 106; HALF DINE, 1838, arg., Y. 101; 2 CENTS, 1864, br., Y. 91; III CENTS, 1853, arg., Y. 98; III CENTS, 1869, Y. 91; 5 CENTS, 1831, arg., Y. 100; 5 CENTS, 1867, ni., Y. 92; 5 CENTS, 1868, nickel, Y. 92; V CENTS, 1889, Y. 93; 5 CENTS, 1913, ni., Y. 94; DIME, 1941, arg., Y. 112; DIME, 1948, arg., Y. 113; FIVE CENTS, 1943, ni., Y. 97; QUART DOLLAR, 1917, Y. 123; QUART DOLLAR, 1963, arg., Y. 125; QUART DOLLAR, 1963, émission du bi-centenaire, bronze plaqué nickel.

SÉANCE DU 19 FÉVRIER 1984

Présidence de M. le Dr COUGOUL, président

PRÉSENTATIONS:

MM. Benusiglio et Pujo: Monnayage de la Grande Grèce. Monnaies incuses; cette technique de frappe que l'on peut situer aux VI^e et V^e s. occupe une période assez brève dans l'histoire monétaire. Une observation attentive confirme bien que des coins divers ont été employés pour l'avvers et le revers: Monnaies de Sybaris (560-510), Métaponte (550-510) et Bruttium (510). A cette présentation commune ont été joints des exemplaires de la collection Miller.

M. Maeght: Monnaies de Maximien Hercule et de Constant.

M. Dupont: Gaule, rouelle à quatre rayons, 117 mm, Gordien III, bronze colonial. Posthume, double sesterce, surfrappe.

M. Dugros: Ville de Bordeaux, Conseil municipal, E.d.F. 100; armes de Bordeaux surmontée de la couronne murale, derrière nef antique, globe terrestre et caducée. R/ Couronne de chêne, A. GERBIER, argent doré; armes de Bordeaux, branches de chêne et de laurier. R/ BORDEAUX 1898. F.R., métal blanc; RÉPUBLIQUE FRANÇAISE tête à droite. R/ VILLE DE BORDEAUX, branche de chêne et de laurier, Daniel DUPUIS, 40 mm, br., exemplaires en bronze, en argent et en vermeil; VILLE DE BORDEAUX, écusson aux armes de Bordeaux entre une branche de chêne et de laurier. R/ CONGRÈS GASTRONOMIQUE, 1885. L'agriculture assise entre deux agriculteurs; dessous deux têtes de bœufs, sur une banderole HONNEUR A L'AGRICULTURE, 55 mm, bronze doré avec bélière.

SÉANCE DU 18 MARS 1984

Présidence de M. le Dr COUGOUL, président

COMMUNICATION:

M. Bardet: Exposé sur les monnaies de la République Romaine.

PRÉSENTATIONS:

M. Dugros: Anomalies monétaires, monnaies incuses, anomalie de frappe: Louis XVI, 6 deniers, atelier de Bordeaux. R/ incus, br.; I^{re} République, DÉCIME, buste à gauche. R/ incus; Napoléon I, 5 FRANCS, tête laurée. R/ incus; Louis XVIII, 5 FRANCS, tête à g. R/ incus; Charles X, 5 FRANCS, tête à g. R/ incus; DEMI FRANC, tête à g. R/ incus; 5 FRANCS, écu couronné, 1828, atelier de Paris. R/ incus; Louis-Philippe I^{er}, 5 FRANCS, tête nue par TIOLIER. R/ incus; 5 FRANCS, tête laurée, par DOMARD. R/ incus; DEMI-FRANC, tête laurée, par DOMARD. R/ incus. — Double frappe: 2 SOLS, Constitutionnel, 1792, de Lille; I^{re} République, 5 centimes. — Erreur de frappe: 50 F, par GUIRAUD, 1951, atelier de Beaumont-le-Roger, sur flan de 20 F; 20 F, par GUIRAUD, 1951, atelier de Beaumont-le-Roger, sur flan de 10 F; 5 F, par LAVRILLER, 1949, atelier de Paris, sur flan de 2 F.

M. Chalmin: Allemagne, Principauté de Gulich und Bergische, 1/2 STUBER, 1783. R/ initiales entrelacées C.J.

Dr Cougoul: Jeton CONSEIL DU ROI, 1620, par Matheus Lauffer (1612-1634).

SÉANCE DU 15 AVRIL 1984

Présidence de M. le Dr COUGOUL, président

PRÉSENTATIONS:

M. Bardet: République Romaine, monnaies d'argent pour la période de 268 à 262.

M. Dugros: Pays de l'Union monétaire, monnaies des Etats ayant adhéré à l'Union monétaire: France et colonies, Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Roumanie, Bulgarie, Serbie, République de San Marin, Finlande, Luxembourg, Grande-Bretagne et colonies anglaises, Irlande. Présentation des monnaies de ces pays dont la plupart ont circulé en France jusqu'après 1918.

M. Maeght: France, monnaies contemporaines émises depuis 1918 jusqu'à la Libération.

SÉANCE DU 20 MAI 1984

Présidence de M. le Dr COUGOUL, président

COMMUNICATIONS:

Dr Cougoul: Don à la bibliothèque du Cercle Bertrand-Andrieu: traduction de l'étude de Karl PINK: *Le monnayage d'argent de la première Tétrarchie*. Cette étude a été revue par notre ancien président, M. Cabarrot.

PRÉSENTATIONS:

M. Bardet: Macédoine, Alexandre le Grand, 326-323, tétradrachme, P. 897.

M. Dupont: Gaule, Calettes (Seine-Maritime), denier, L.T. 7186; Gallien, atelier d'Alexandrie, pièce en potin.

Dr Carmouze: Louis XVI, écu aux lauriers avec la contre-marque de George III, dans un ovale la tête de George III, type I, vers 1797; autre exemplaire avec la tête de George III dans un octogone, vers 1804, W.C., p. 787.

M. Chalmin: Brésil, monnaies de Pierre I^{er} (1798-1834).

M. Pujo: Jeton, ACADÉMIE DES SCIENCES ET ARTS DE BORDEAUX. AN VI, C.D. 63-64.

SÉANCE DU 17 JUIN 1984

Présidence de M. DUGROS

PRÉSENTATIONS:

M. Bardet: Monnaies anglo-gasconnes. Richard Cœur de Lion (1169-1193), denier d'Aquitaine, Bo. 471, D.E. 4; denier du Poitou, Bo. 421, D.E. 8; Edouard I (1252-1307) sous le règne de Henri III, obole au lion, Bo. 475, D.E. 14b; Edouard III (1317-1355), gros tournois à la porte, D.E. 63j; denier au léopard, 3^e type, Bo. 480, D.E. 97; Edouard, Prince Noir (1355-1375), hardi d'argent, Bo. 513, D.E. 201; Richard II (1377-1399), hardi d'argent, Bo. 515, D.E. 228a; Henri IV (1399-1413), hardi d'argent, Bo. 517, D.E. 233.

Dr Carmouze: Edouard, Prince Noir, chaise d'or, atelier de La Rochelle, D.M. 157.

M. Dugros: La représentation de la République dans les monnaies depuis l'AN III; SIX BLANCS, Minerve casquée par Montagny, V.G. 238; AN 8 (1799-1800); 2 DÉCIMES, atelier de Bordeaux, Hercule entre la Liberté et l'Egalité, par Dupré, V.G. 822; AN VIII; 2 DÉCIMES (essai), Minerve casquée par Lorthior, V.G. 832; 10 CENTIMES, 1848, tête de face ornée de chêne et d'olivier par Mouille, br., essai, V.G. 3148; DIX CENTIMES, 1848, petit buste lauré par Boivin, br., essai, V.G. 3133; 10 CENTIMES, 1848, tête à g. avec casque orné d'un coq par ALARD, br., essai, V.G. 3130; DIX CENTIMES, 1848, tête à g. avec casque à crinière, cheveux et boucles dépassant par ROGAT, br., essai, V.G. 3153; 10 CENTIMES, 1848, buste à g. drapé à l'antique tête ceinte de chêne et d'olivier par Montagny, br., essai, V.G. 3146; DIX CENTIMES, 1848, sous un niveau rayonnant tête à g. ceinte d'épis et de vigne, cheveux nattés avec chignon par Rogat, br., essai, V.G. 3152; 10 CENTIMES, 1848, tête à g. ornée d'un bandeau et posée sur un rameau et un niveau, br., essai, par Magnadas, V.G. 3143; 10 CENT, 1848, tête à g., le front orné d'olivier et coiffée d'une peau de lion, le cou orné d'un collier de fleurs par Farochon, br., essai, V.G. 3179; 10 CENTIMES, 1896,

sous une étoile tête de république à g. ceinte de chêne et d'olivier, fleurs et quatre rangs d'épis sur le front par Oudiné, br., V.G. 4265; 25 CENTIMES, 1903, buste de la république au bonnet par PATEY, nickel pur, V.G. 4477; 10 C, 1916, buste à d. de la république au bonnet par D. DUPUIS, br., V.G. 4448; 100 FRANCS, 1929, tête à g. de la république coiffée du bonnet ailé, br., essai, par BAZOR, V.G. 5237; 5 FRANCS, 1933, tête à d. de la république au bonnet phrygien par BAZOR, nickel pur, V.G. 5336; 10 FRANCS, 1934, tête laurée à d. de la république au bonnet phrygien par TURIN, arg., V.G. 5210; 2 FRANCS, 1938, effigie à g. de la république laurée de chêne, d'olivier et trois rangs d'épis par MORLON, bronze d'aluminium, V.G. 5472; 5 FRANCS, 1940, tête à g. de la république ceinte d'olivier par LAVRILLER, nickel pur, V.G. 5538.

SÉANCE DU 21 OCTOBRE 1984

Présidence de M. le D^r COUGOUL, président

PRÉSENTATION:

M. Pujo: Monnaies massaliotes, monnayage d'inspiration grecque, diobole du trésor d'Auriol, VI^e-V^e s., de style archaïque, B. 2489, D. 2699; drachme lourde, IV^e s., au style assez rude, 3,77 g, D. 91; drachme légère, II^e s., 2,59 g; obole, après le IV^e s., 0,59 g, P. 15, D. 51.

M. Bardet: Imitation de monnaie massaliote, tête d'Artémis à d., lion allant à d.; Louis XII, écu d'or au soleil, atelier de Saint-Lo, Ci. 900, L. 592.

M. Chalmin: Belgique, Léopold I^{er}, 10 centimes, 1831, br., première série de monnaies frappées après l'Indépendance.

M. Dugros: Mexique, pièces de 8 reales: Philippe II, W. 1; Philippe V, 1703, W. 5; Ferdinand VI, 1752, W. 9; Charles III, 1775, W. 11; Charles III, 1805, W. 13; Ferdinand VII, 1809, W. 14; Province de Chihuahua, 1811 (pièce coulée), W. 16; Casca de Lomberete, émission du général Vargas, 1810, monnaie obsidionale, W. 24; Empire, Augustin I^{er}, 1823, W. 60; République, province de Guanazonto, 1839, W. 64; Empire, Maximilien, 1866, W. 64; République, 1872, W. 65; Etats Unis du Mexique, peso, K. 62; cinq pesos, 1948, W. 70; année de l'Enfance, cinq pesos, 1953, W. 73; Jeux Olympiques de Mexico, 25 pesos, 1968, Y. 82.

SÉANCE DU 18 NOVEMBRE 1984

Présidence de M. le D^r COUGOUL, président

Visite de M. Dessaux, de la Monnaie de Pessac, pour demander des renseignements sur l'emplacement des anciens

ateliers de la monnaie de Bordeaux en vue d'établir un projet de médaille sur la Monnaie de Bordeaux.

COMMUNICATION:

M. Pujo: Le monnayage d'Alexandrie. Exposé sur cet atelier monétaire sous l'occupation romaine avec indication des caractéristiques lui permettant l'identification des pièces émises par cet atelier.

PRÉSENTATIONS:

MM. Bardet, Dugros, Pujo: Présentation groupée concernant les monnaies d'Alexandrie, de Tibère à Trajan Dèce.

D^r Cougoul: Jeton baron de Choiseul. Ecu aux armes de Choiseul. R/ L.M.G.C. / BARON DE CHOISEUL / CAPNE DES GENDARMES / DE Mr LE DAUPHIN / Br DES ARMÉES DU ROY / SON AMBASSADEUR / EXT ET PLRe / PRES. S.M. LE ROY DE SARDAIGNE / 1771. Jeton octogonal, argent, 32 mm, 14,80 g; manque à Feuardent, Corre 1308.

SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 1984

Présidence de M. le D^r COUGOUL, président

Don au Cercle Bertrand-Andrieu, par M^{me} Beynis, de médailles du XIX^e et du XX^e s.

PRÉSENTATIONS:

M. Benusiglio: Gaule, Pictons, Cheval galopant; sous le cheval main aux doigts écartés.

M. Bardet: Monnaies de tétrarchie, atelier de Lyon, folles de Dioclétien, Constance Chlore, Maximien Hercule, Sévère II, Constantin I^{er}.

M. Dugros: Nouvelles Hébrides, condominium franco-britannique depuis 1887, indépendant en 1980, nouveau nom: Vanuatu; 100 Fr., 1966, Ca. 6; 20 Fr., 1967, Ca. 5; 10 Fr., 1967, Ca. 4; 5 Fr., 1970, Ca. 3; 2 Fr., 1970, Ca. 2; 1 Fr., 1970, Ca. 1. — Nouvelle Calédonie, possession française depuis 1853, colonie en 1860, territoire d'outre-mer en 1946; 5 FRANCS, 1952, Ca. 4; 10 FRANCS, 1952, Ca. 5; 20 FRANCS, 1952, Ca. 6; 50 FRANCS, 1952, Ca. 7; 100 F, 1976 (essai), I.E.O.M. (Institut d'Emission d'Outre-Mer), Ca. 15 var.

M. Pujo: Compagnie du Pont de Bordeaux, 1819, C.D. 136.

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

Tome LXXV - Année 1984

Société Archéologique de Bordeaux, 1, place Bardineau, Bordeaux

TABLE DES MATIÈRES

Dany BARRAUD. — Chronique d'archéologie bordelaise	3
Henri CROCHET. — Vayres antique. II. Le deuxième âge du fer : période de la Tène ou gauloise	9
Jean SAUTREAU. — Archéologie méridionale, archives du sol : le site de l'ancienne église Saint-Vincent de Mérignac	21
M.A. GAIDON. — Etat des recherches sur l'hôpital-prieuré de Cayac (Gradignan) ..	29
Mgr Olivier LAROZA. — L'ensablement, le désensablement et la reconstruction au XIX ^e siècle de l'église de Soulac	39
Raymond DURU. — Le temple protestant des Chartrons	45
Claude LAROCHE et Jean-Claude LASSERRE. — Controverses autour d'une « invention » de Paul Abadie : la restauration de la façade de l'église Sainte-Croix de Bordeaux (1859-1865)	63
Marie-Noëlle MAYNARD. — La gare Saint-Jean	81
Robert COUSTET. — Le mémorial aux morts de la guerre de 1914-1918 de la ville de Bordeaux	95

Groupe « Jules-Delpit »

Paul ROUDIÉ. — Documents concernant l'ancienne église de Mérignac	105
Sylvie BASTEAU. — Augustin de Bordeaux, artiste et aventurier du XVII ^e siècle. Légendes et réalités	107
Michèle PEYRISSAC. — L'hôtel de la Mairie de Bordeaux	115
Pierre COUDROY DE LILLE. — Plans et élévations de boutiques bordelaises du XVII ^e siècle	125
Pierre COUDROY DE LILLE. — Un plan du château d'Issan, à Cantenac, en 1728.	131
Christian TAILLARD. — Une création de Victor Louis à Bordeaux : l'hôtel Nairac.	133
Jean VALETTE. — De l'incendie de la cathédrale Saint-André de Bordeaux, du 25 août 1787	141
Olivier LE BIHAN. — La distribution des prix de l'Ecole gratuite de dessin en 1807 : éloge de Bergeret par Pierre Lacour	147
Marc SABOYA. — L'architecte Félix Duban à Bordeaux	157
Elisabeth TRAISSAC. — Le journal médical (1821-1855) d'Elie Gintrac	161
Activités et manifestations de la Société Archéologique de Bordeaux en 1984	165
Groupe « Jules-Delpit » : comptes rendus des séances de l'année 1984	167
Cercle « Bertrand-Andrieu » : procès-verbaux des séances de l'année 1984	167

Bulletin de la Société Archéologique de Bordeaux

Les Sociétaires reçoivent le bulletin : il leur est demandé de prévenir le secrétariat de tout changement d'adresse les concernant.

Toute personne étrangère à la Société, notamment toute personne morale, collectivité, association ou société, peut souscrire un abonnement.

Cotisation pour 1986 : 115 F

Les cotisations doivent être réglées avant la fin du premier trimestre, par chèque bancaire ou postal au compte de la Société Archéologique de Bordeaux.
(C.C.P. BORDEAUX 306 805)

Hôtel des Sociétés Savantes
1, place Bardineau
33000 Bordeaux

Cession de bulletins isolés ou de publications de la société (sauf épuisement) :

Bulletins récents (depuis 1960)	115 F
Bulletins entre 1923 et 1960	50 F
Bulletins anciens	100 F
J.P. TRABUT-CUSSAC, <i>Livre des hommages d'Aquitaine</i>	60 F
Dr MASFRAND, <i>Pair non pair</i>	100 F
J.A. BRUTAILS, <i>Les veilles églises de la Gironde</i>	(épuisé)
A. NICOLAÏ, <i>Histoire des faïenceries de Bordeaux au XIX^e siècle</i>	500 F
J.A. BRUTAILS, <i>Album</i>	(épuisé)

Le directeur de la publication : Professeur P. ROUDIÉ.

Biscaye-Conseil Imprimeur, 22, rue du Peugue, 33000 Bordeaux
4591. Dépôt légal : novembre 1985.

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

1, place Bardineau, 33000 Bordeaux. — Tél. 56 44 48 18.

Présidents d'honneur :

M. le Professeur MARCADÉ, *membre de l'Institut.*
Mlle Henriette ESPAGNET.
M. le Professeur ROUDIÉ.

Conseil d'administration pour l'année 1985 :

Président : M. AVISSEAU.
Vice-présidents : M. BENUSIGLIO, Dr LACOSTE-LAGRANGE.
Secrétaire générale : Mme LAFOND-GRELLETY.
Secrétaire adjoint : M. DUPUCH.
Trésorier : M. RÉGALDO-SAINT-BLANCÂRD.

Conseillers :

Mmes LACQUE-LABARTHE, MULLER, MM. AVEILLÉ, COUDROY DE LILLE, GARDELLES,
J.Cl. LASSERRE, RÊCHE, ROBOREL de CLIMENS, VIVEZ.

Commissaire aux excursions :

M. SAUTREAU.

Permanence : jeudi après-midi.

Séances mensuelles : le deuxième samedi de chaque mois (17 h), au siège de la Société.

Groupe «Bertrand-Andrieu» (numismatique) :
le troisième dimanche à 10 h au siège.

Groupe «Jules-Delpit» (étude d'archives) :
le quatrième samedi à 17 h au siège.